



3428 1959 (no 152-159) e

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LECOMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens.
A chacun selon ses besoins.

31^e ANNEE — NOUVELLE SERIE Numéro 152

20 FRANCS

JANVIER 1959

NON ! La C.N.T. n'est pas une organisation comme les autres

« Nous devons traiter la C.N.T. comme les autres centrales syndicales ».

« La C.N.T., pratiquement, n'existe plus ».

Peu importe où, quand, et dans quelles circonstances ces appréciations ont été formulées. Ce qui est regrettable c'est qu'elles ont été consignées dans le « Bulletin Intérieur » d'une organisation à qui va toute notre sympathie et dont rien ne devrait nous séparer.

Le but de nuire est évident, aussi croyons nous nécessaire, afin de limiter les dégâts, de rétablir la vérité en démontrant que la C.N.T. a droit de la part des militants d'avant-garde qui se réclament de nos idées à une tout autre considération que les organisations syndicales réformistes, et que son enterrement, tant de fois annoncé, n'est pas encore pour demain.

Prétendre qu'il convient de traiter la C.N.T. française comme les autres centrales syndicales équivaut à dire qu'elle n'a pas le droit à plus d'égards, à plus de considération parce qu'elle ne s'en différencie pas.

Or, que peut-il y avoir de commun entre notre C.N.T., anarcho-syndicaliste, nous insistons sur cette dénomination à l'exclusion de toutes autres telles syndicalisme libre, syndicalisme révolutionnaire, syndicalisme libertaire, etc... qu'on accomode à toutes les sauces pour les besoins de mauvaises causes, et toutes les autres organisations, sans exception, dites syndicales, qui prétendent conduire le prolétariat vers sa libération ? Rien !

Les C.G.T., C.F.T.C., F.O., Auto-nomes, Indépendants, C.G.C., et nous en passons, ont toutes fait elles-mêmes leur procès, établi leur propre réquisitoire qui est accablant. Ces organismes, qu'ils soient inféodés à Moscou, à Washington ou à Rome, sont partisans d'un régime aussi pourri que celui qui existe partout présentement. La hiérarchie, la productivité, l'association capital-travail, le patriotisme, le nationalisme, etc... sont chez eux en honneur. Quant aux groupements qui nous sont plus ou moins apparentés il est possible de leur reprocher la plupart des mêmes griefs et en plus, de créer la division, d'augmenter la confusion puisque ce qu'ils ont mis sur pied sous forme de sections syndicales existe chez nous, en beaucoup mieux, depuis belle lurette. Tout le monde, y compris les « abandonnistes », fonde des sections syndicales, celle que chaque groupement constitue étant, évidemment, la seule valable. Quelqu'un, dans ce comportement, trouve certainement son compte : le CAPITALISME omnipotent, exploitateur, oppresseur dont les animateurs doivent bien rire.

Notre Confédération Nationale du Travail doit à coup sûr gêner beaucoup ceux qui l'environnent pour qu'ils médisent ainsi sur son compte et la calomnie systématiquement, de façon répétée, faisant ainsi le jeu des ennemis de classe du prolétariat.

Le seul reproche qu'on puisse faire à notre organisation est d'avoir repris à son compte, avec une persévérance jamais démentie, les principes émanant de la fraction anti-autoritaire de la Première Internationale, animée par Bakounine, J. Guillaume, Schwitzgubel, etc... et aussi les théories lumineuses d'autres grands penseurs révolutionnaires, venus plus tard, tels Kropotkine, Elisée Reclus, Sébastien Faure et tant d'autres, de toute nationalité, qui ont gardé, malgré le recul du temps, la totalité de leur valeur. Est-ce là un crime ? Nous pensons au contraire que cette position l'honore.

La C.N.T. Française estime que la lutte pour l'amélioration de la condition humaine, pour être valable, doit être menée à la fois sur tous les fronts et non contre quelques éléments seulement des forces répressives.

Batailler pour une illusoire augmentation de salaire, immédiatement compensée par celle des prix, fait aussitôt penser à l'histoire du baudet qui court, sans jamais l'atteindre, après la carotte qu'on lui fait danser, au bout d'un ficelle, devant les naseaux. Sans désigner, pour autant, la revendication immédiate la C.N.T. ne lui accorde cependant que l'importance qu'elle mérite.

Elle préfère s'attaquer directement aux causes de notre malheur, trop souvent négligées par la plupart : elle s'emploie à mettre en pièce, à réduire à néant les élucubrations charlatanesques de la mafia de profiteurs qui a réussi par l'entremise d'un messie qu'on nous sert pour la seconde fois, et sent bigrement le réchauffé, à capter la confiance des gogos qui prétendent personnifier le peuple souverain.

En plus des principes développés dans la Charte d'Amiens, qu'elle considère comme un minimum qui est loin de lui donner entière satisfaction, la C.N.T. est antitâtonique, internationaliste, antimilitariste, ne recule pas devant la perspective d'un désarmement unilatéral, antiparlementaire, ne concevant pas qu'un seul des individus possesseurs d'un mandat de député puisse être considéré par elle comme « un véritable ami ». Il ne peut en effet, l'expérience nous le démontre, y avoir de bons représentants du peuple, pas plus que de bons chefs ou de bons patrons.

La C.N.T. lutte aussi contre l'église, le culte rendu à la divinité, qui ne tend

rien moins qu'à perpétuer l'obscurantisme ; contre les « Cadres » parasitaires ; contre les cadences infernales ; contre l'interressement de l'ouvrier dans l'entreprise.

En un mot, s'opposant aux forces répressives mises en œuvre par le système capitaliste elle espère aboutir à la désagrégation de celui-ci, à sa disparition et pourvoir à son remplacement par l'instauration du véritable communisme, le communisme libertaire qui peut seul mettre fin aux soucis matériels de l'humanité.

(Suite en page 4.)

UN PATRON A LA PAGE

« L'entreprise CASTIE d'Albi, possède un patron, dont la sagesse dans la gestion de ses bénéfices ne peut être mise en doute. La caisse des congés payés lui réclamant des cotisations impayées, ce digne Monsieur (à la morale parfaite) ne trouva rien de mieux que de retenir 6 à 8 mille francs à chacun de ses ouvriers.

Evidemment, il y eut des cris, des protestations (en sourdine), notre syndicat, invita les ouvriers de l'entreprise à une réunion, leur promettant que justice serait faite et qu'ils rentreraient dans leurs fonds. Sur 50 ouvriers de l'entreprise 5 se présentèrent.

Devant de tels faits l'on reste stupéfait !

On ne peut que crier « Bravo ! Monsieur Castie vous avez des ouvriers très compréhensifs, et ils sont heureux de vous venir en aide dans vos difficultés financières ».

Mais nous syndicalistes ? Que devons nous penser ? Profitant de la crainte d'un licenciement hivernal, un patron digne représentant de sa catégorie, profite des circonstances pour escroquer son personnel. Nous sommes scandalisés de telles méthodes. Et, c'est un appel à tous les ouvriers du bâtiment que nous lançons :

Camarades ne restez pas aveugles et sourds, comprenez que le patronat n'est puissant que selon la force que vous lui donnez !!!

Vous êtes, vous, la force et la puissance !

Unissez vous ! Ralliez la C.N.T. et peut-être demain vos enfants vivront alors des jours meilleurs !

L'U.L. D'ALBI

Gribouille commence à entrevoir la vérité

G RIBOUILLE, c'est cet individu, qui, parce qu'il commence à pleuvoir, se jette à l'eau pour éviter d'être mouillé ; c'est celui qui gobe tout, admire tout et ne comprend rien ; Gribouille, c'est le peuple, ce peuple qui n'a jamais vu plus loin que le bout de son nez, ce peuple qui, hier, hurlait à l'unis-

son « Vive de Gaulle », est déjà, aujourd'hui, beaucoup moins enthousiaste, et, demain, le vœtera aux gémonies.

Gribouille, que l'expérience du 2 janvier 1956 n'avait pas éclairé, a adopté un nouveau Sauveur, après tant d'autres, auréolés au départ d'un

pouvoir quasi surnaturel ; ensuite, évidemment, ça change.

C'est la seconde fois que Gribouille déifie de Gaulle ; il l'a ressuscité.

La peur-panique des mercenaires, qu'à tout instant il craignait de voir tomber du ciel, le désir de continuer à jouir des avantages obtenus le plus souvent à la suite de tractations, compromissions ou platitudes peu avouables, sa veulerie, son manque de valeur morale et d'éducation cohérente, la trahison totale des politiciens, intellectuels, syndicalistes, etc... ont contribué à rétablir depuis le 13 mai, le mythe de Gaulle dont il a espéré des miracles.

Ce qui devait arriver s'est produit, face aux réalités le magicien s'est ravale au niveau de ses prédécesseurs, c'est-à-dire bien bas. Les miracles annoncés n'étaient en somme que des mirages et comme dit un vieil adage de mon pays il s'est révéilé « incapable de peigner un diable qui n'a pas de cheveux ».

A la veille de ce 1er janvier, avec ses vœux de « grandeur » et de « prestige de la France », il vient de présenter à Gribouille la note à payer. Comme elle ne manque pas de corps, et qu'il faut bien que quelqu'un se dévoue, il fait appel à la bourse de celui-ci, non à celle de ses distingués collaborateurs des groupes bancaires Rothschild, Lazard, etc... qui ne sont là que pour remplir leurs poches, ni à la sienne, évidemment — cela ne se serait jamais vu et il ne peut être question de créer un précédent fâcheux.

Les mesures prises par de Gaulle ont produit une lueur qui commence à éclairer faiblement le cerveau obscur de Gribouille, capable seulement de réagir quand est mis en cause son porte-monnaie ou sa « lessiveuse ». Il avait cru jusque-là que les deux milliards journellement nécessaires pour éterniser la guerre d'Algérie tombaient du ciel. Aujourd'hui, les élections passées, la réalité lui est présentée avec un minimum de réserves, ainsi l'a dite sans détours, avec un cynisme peu commun un certain Chalandon, leader de l'U.N.R., champion de la « fuite en avant » : « Les Français ont exprimé sans équivoque leur volonté d'être dirigés par un pouvoir fort. Ce vœu ne se limitait pas au domaine politique, mais, nécessairement, englobait le domaine économique. »

Sur ce dernier point, tout le monde est comblé mais, comme les exploitants — ou exploités, selon votre goût — incorporeront toujours leur part de « sacrifices » dans leurs prix de revient, il n'y aura guère que les exploités, Gribouille, en un mot, qui feront les frais de l'opération.

Ce sacrifice est, paraît-il, nécessaire pour que la France puisse prendre place « honorablement » dans le marché commun — pas question de guerre d'Algérie on s'en doute — ce fameux marché commun dont on attendait tant, que l'on situe depuis des mois et même des années comme devant instaurer la prospérité dans notre pays et chez les autres contractants.

A part les prix des produits de luxe qui, eux, doivent baisser, aucun des autres n'échappera à l'augmentation. Personne ne peut en évaluer exactement l'importance, pas plus que ne peut être définie la diminution du pouvoir d'achat des gens d'humble condition. Ce qui est absolument certain c'est qu'elles seront supérieures à toutes les prévisions.

Il y a des contre-parties, diront certains. Avez-vous examiné d'un peu près à qui profite la convertibilité du franc ? Et ce que constitue exactement la couillonnade dénommée « franc lourd » ? Celui-ci fait rigoler et indigné tout à la fois.

Les expériences ne peuvent être jugées qu'en présence de leurs résultats. Pourtant, celle que nous vivons ne peut être que négative puisqu'elle ne se différencie en rien des précédentes.

En attendant d'en proclamer la faillite en nous basant sur des éléments concrets d'appréciation, constatons simplement que jamais politique, aussi retors soit-il, n'a élevé le charlatanisme à un tel niveau en France depuis plus d'un demi-siècle, sauf peut-être le meneur de jeu actuel lors de son premier règne qui se solda par un magnifique fiasco.

« Vive de Gaulle », Gribouille, et prends garde il va encore pleuvoir !

Raymond FAUCHOIS

UN GRAND VULGARISATEUR DES PRINCIPES LIBERTAIRES

EN cette période régressive de notre civilisation, où le « lavage de cerveau », moyen de persuasion employé par le gens du 13 mai, retient l'attention de tous, il est d'autres valets du capitalisme qui poursuivent avec opiniâtreté la déformation de la raison et de la pensée humaine. L'Eglise est parmi les plus néfastes de tous.

La désintoxication des cerveaux est une nécessité urgente et, si nous voulons éviter le retour à un état voisin du servage, il est grand



Sébastien FAURE

temps, par une propagande appropriée et amplifiée, de tenter d'ouvrir les yeux de ceux qui les ferment obstinément.

Saper le prestige de l'Eglise est une des tâches auxquelles nous devons nous employer. Personne ne fut plus qualifié que Sébastien Faure pour dévoiler le véritable visage des soi-disant serviteurs de Dieu et la nocivité de la croyance en celui-ci.

C'est pour cela que nous commençons aujourd'hui, page 3 de ce journal, la publication du texte de la célèbre conférence, du grand tribun disparu, intitulée : « 12 preuves de l'inexistence de Dieu ». Vous le relierez sans doute avec plaisir si vous l'avez déjà lu, sinon faites-le et, afin que notre action ait la plus grande efficacité possible, ne manquez pas de le faire circuler ensuite parmi tous ceux qu'il est susceptible d'intéresser. Vous aurez accompli ainsi un excellent travail éducatif.

Les vieux à l'honneur

Pour nos vieux, s'il vous plaît ; n'oubliez pas nos anciens, merci ; des quêtés, officiels, secourant leur « tirelire », vont de groupe en groupe, quémandant votre obole pour que les vieux, nos anciens qu'ils disent (il y a des mots qui choquent), aient une meilleure existence.

Dieu, qu'ils sont beaux à voir, nos quêtés et quêtées se démenant, comme de beaux diables ; et quel geste sublime, plein de pitié, ont les passants glissant leur piécette dans la fente.

Le soir venu, ils seront tous fiers de leur belle journée des Vieux, ceux qui ont donné, et ceux qui ont payé de leur personne.

Quelle bonne trouvaille que cette journée, consacrée aux Vieux, vous rendez-vous compte, avec 24 heures, nous achetons toute une année de tranquillité ; et que forts du devoir accompli nous pourrions faire taire notre conscience, si toutefois nous en avons une assez forte pour se manifester.

Les jours passeront, et les vieux seront relégués au tout dernier rang de nos préoccupations, excepté...

Quelques fois, et cela arrive souvent dans la période hivernale, un de nos Vieux, décide de se payer des Vacances Eternelles ; il aura droit alors aux honneurs de la presse ; oh ! juste quelques lignes au bas de la deuxième ou troisième page, et à un bref soupir apitoyé de la part des humains, à un soupir très bref... que voulez-vous, la vie

est déjà assez dure, s'il fallait s'occuper de tout...

Dans l'indifférence générale, nos anciens continueront à avoir faim et froid, à souffrir mille vexations dans les hospices où certains sont contraints d'aller chercher refuge.

Oui, bonnes gens, puritains, respectueux des lois qui régissent notre belle société, c'est par notre faute si les vieux sont dans un tel dénuement ; si ! c'est par notre indifférence, notre égoïsme, cela vous choque sans doute, mais c'est la réalité.

Tout va mal !

D'après les « économistes distingués », et malgré le truquage des 179 ou 213 articles, il est reconnu que, depuis deux ans, les prix ont augmenté de 30 %, alors que les salaires, arrêtés en leur progression par des barages multiples, et mutilés de surcroît, n'ont suivi, en boitant, que dans la proportion de 17 à 18 %.

Le pouvoir d'achat des travailleurs étant à la base de tout commerce, seules fonctionnent encore les branches vitales : l'alimentation, et, plus loin, par suite des besoins absolument indispensables : le vêtement et la chaussure : cela pour quelques millions de « S. M. I. G. » ou des « S. M. I. G. » quelque peu améliorés.

Le seul fait des salaires bloqués, l'indécision sur l'avenir, suffit à « geler » immédiatement les fonds disponibles des hauts-salariés : cadres et super-

Pourquoi donc, permettons-nous que l'Etat, cet omni-présent, décore des milliards et des milliards de francs en guerres, en parodies électorales, que l'Eglise regorge de richesses. Les festivités de la farce papale en sont un témoignage, tandis que nos vieux sont réduits à subsister, si toutefois ils réussissent avec des pensions qui frisent l'insulte.

Honneur aux Anciens ! est-il écrit sur les affiches diffusées à l'occasion de la « Journée des Vieux » ; c'est beau, n'est-ce pas ?

♦ (Suite en page 4)

LA RANÇON

par Louis HOBEY

cadres. Plus d'appareils ménagers. Le « deux-roues » attendra, ainsi que la voiture prévue pour dans deux ans.

Ainsi se trouve amorcée la « réaction en chaîne ». Pas d'achats, pas de bons de commandes. Pas de commandes, ralentissement général de la fabrication pendant l'essai d'écoulement des stocks. Diminution des heures de travail d'abord, puis arrêt : chômage, misère, ruine !

C'est la « crise » bien connue des états capitalistes, même si le terme « cyclique », prévu par la théorie marxiste, n'y est pas ajouté. Celle de 1929-1931 est restée, pour la classe ouvrière, la plus dure que nous ayons vécue. Différence purement trompeuse

de toute manière, a le temps d'attendre.

Aucune opposition, aucune lutte sérieuse, en dehors même du fait de la classe ouvrière, ne pourront être déclenchées contre cette situation infiniment regrettable. On ne fait pas grève quand les enfants ont faim, quand le silence infiniment triste de la mère est plus éloquent que le plus long discours. Les ventre-creux peuvent fournir des révoltés. La révolution constructive ne se fera qu'avec des hommes qui mangeront à leur faim.

Donc, la classe ouvrière va payer une lourde rançon.

Quelle rançon ? Le prix de ses fautes, et leur expiation.

Il existe des lois naturelles qu'on ne peut violer sans être immédiatement

(Suite en page 4.)

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

TELEPHONE : TRUDAINE 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Charles MOLINA

16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3^e) C.G.P. 12793-89 Paris

Rédaction et administration du Combat Syndicaliste : Joseph Soriano, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, (9^e), C.C.P. 11.833-32 Paris.

DEUXIEME UNION REGIONALE

Adresser la correspondance au siège confédéral

UNION LOCALE DE PUTEAUX

Assemblée Générale, le premier vendredi de chaque mois, à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

UNION LOCALE DE VERSAILLES

Permanence le quatrième dimanche de chaque mois, de 11 heures à midi, au café « Chez Hélène », 23, rue Montbaouron, Versailles.

Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE NARBONNE

Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1^{er} arrondissement).

Répercussion inattendue de la productivité

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les méfaits de la productivité sont enregistrés à la S.N.C.F.

Sous prétexte de rendre rentable ce service public, des compressions de personnel, toujours préjudiciables au bon fonctionnement de l'exploitation, sont depuis de nombreuses années décidées par des commissions composées d'agents « cadres », d'une compétence souvent douteuse, qui ont avant tout autre objectif celui de plaire à leurs maîtres. Des mesures d'une exceptionnelle gravité, puisqu'elles mettent en cause la sécurité du personnel, sont ainsi prises malgré les protestations formulées en particulier par notre organisation.

Un de nos camarades ne manqua pas de s'élever, par exemple, il y a cinq ans, sur le mode sarcastique qui lui est particulier, contre la suppression de deux caissiers, ce qui entraîna le changement de lieu où s'effectuaient les versements des agents de recette et contraignit ceux-ci à accomplir jusque dans la rue, sans escorte, souvent dans une obscurité presque totale, un parcours d'environ cinquante mètres, avec parfois dans les poches environ un million de francs.

C'était tenter le diable, mais sans importance pour ceux qui ne reculent devant aucun sacrifice quand il s'agit de faire déteriorer la peau des autres. Voici ce que disait notre camarade dans sa « Prière à MM. les gangsters », parue dans le C. S. du 20 février 1953, qui ne provoqua, faut-il le préciser, aucune réaction.

PRIERE A MM. LES GANGSTERS

Vous n'allez pas, Messieurs, manquer d'apprendre à bref délai, car il serait mal venu de taxer votre service d'informations de manque de vigilance, la « toute dernière », qui n'est pas mal il faut bien l'admettre, des quelques dirigeants qui animent la Commission d'Organisation du Travail de la S.N.C.F., région Nord.

Après avoir examiné d'assez près la question, la modestie qui vous habite vous permettra de vous frotter quelque peu les mains.

Evidemment, le coup à réaliser est de proportion réduite, mais il faut bien admettre que les « hold up » de 30 ou 40 millions ne courent pas les rues, que de plus ils ne réussissent pas toujours. Et puis, un million, ou deux, à glaner à peu près sans risques, ne peuvent être dédaignés, surtout en période de « caches maigres ».

Certains d'entre vous, même, bénissent l'incalculable imbécillité de ces gens qui font balader tous les jours à heures fixes, dans la cohue ou en pleine obscurité, de pauvres « lampistes » chargés de sommes aussi importantes, et démunis de tout moyen de défense.

L'idée d'exploiter une telle situation ne manquera pas de vous hanter. Quoi de plus logique en somme, étant donné votre profession !

Pourtant, pour ce qui nous concerne, c'est là que l'histoire devient drôle. Un malheur est vite arrivé. Un réflexe mal contrôlé et, pan!, l'irréparable est réalisé.

Aussi, pour le cas où vous opéreriez dans notre secteur, vous adressons-nous cette prière : ne tirez pas sur la « lampe » !

Vous admettez avec nous qu'il serait parfaitement idiot — et sur ce point

nous sommes heureusement encore assez loin de nos dirigeants — de se faire tuer la viande, pour 24.000 francs par mois, afin de mettre en pratique les fantaisies de quelques inconscients.

Comment, en effet, qualifier autrement de tels agissements.

Antérieurement, des mesures draconiennes étaient prises pour assurer la sauvegarde des fonds encaissés dans les différents services, au cours de leur transfert des guichets de perception à la Caisse Générale. Consignes pour le personnel, aménagement d'un local, plusieurs fois modifié pour augmenter la sécurité, où le caissier recevait les versements, accompagnement de cet employé par plusieurs « chaussettes à clous » armés jusqu'aux dents, tout était prévu pour éviter les « surprises ».

Aujourd'hui, qu'il apparaisse valable à ces Messieurs de la Commission, pour justifier l'existence de leur emploi personnel, de supprimer deux postes de caissiers, c'est leur droit. Nul ne peut les empêcher en somme de désorganiser ce que bon leur semble, puisque leurs pouvoirs sont quasi discrétionnaires. Mais ce que nous leur contestons c'est le droit de mettre notre vie en péril, de nous faire assassiner bêtement. Nour refusons de payer les pots cassés pour eux.

Triste mentalité, diront certains, absence totale de « conscience professionnelle » ajouteront-ils en soupirant, et ce sont de « vieilles barbes » : Ah !... de notre temps !

A qui la faute, si nous considérons valable le principe qui dit que : « L'exemple vient d'en haut ».

Vous vous en foutez complètement, Messieurs les pontifes du rail, mais certainement pas tant que nous !

La S.N.C.F. foutue par terre il faudra en refaire une autre et nous savons bien que si vous êtes encore là nous y serons aussi car il vous manquera, en toutes circonstances, le courage nécessaire pour faire rouler les trains.

Alors, malgré nos repas faméliques, comme dit l'autre, « la vie est belle » ! A moins que vous ne nous la ravissiez, Messieurs les gangsters ?

Ce serait dommage car vous n'avez rien à craindre de nous.

Que nous importe en effet que notre recette tombe dans votre poche ou dans le gouffre insondable que constitue la Caisse Générale de la S.N.C.F.

N'importe comment, pour nous ce sera toujours la portion congrue.

Nous vous répétons donc notre prière : Ne tirez pas sur le lampiste !

Ce serait le chatier sans raison valable car s'il vous est impossible, en raison des différences de conceptions qui vous séparent, de trouver en lui un allié, son instinct de conservation vous assure sa totale neutralité.

DUFALOT, lampiste.

Dufalot était bon devin.

Le 1^{er} février 1958, vers 20 heures, une receveuse déambulait vers la caisse principale, porteuse d'un peu plus d'un quart de million — c'était jour maigre — quand un jeune chenapan, qui n'était pourtant pas à son coup d'essai, lui sauta dessus afin de dérober son versement. Devant la résistance de l'employée il tira sur elle à bout portant — elle fut légèrement brûlée au visage par la déflagration — un coup de revolver qui, chose inouïe, ne l'atteignit pas. Notre gangster réussit ensuite à

Les difficultés de l'âge scolaire

L'ENFANT PARESSEUX

Qualifier automatiquement le mauvais élève de paresseux est une erreur. S'il existe — peut-être — des enfants véritablement paresseux, bien souvent parents et éducateurs rangent dans cette catégorie des types de comportement très divers.

Nous avons déjà longuement insisté sur le retentissement scolaire d'une insuffisance sensorielle méconnue, d'une dyslexie ignorée, d'une gaucherie contrariée, d'une instabilité psychomotrice trop marquée. Ces causes majeures éliminées, le médecin est en droit de se demander si une cause physique n'est pas seule responsable de la fatigue de l'enfant et de son mauvais rendement scolaire : primo-infection méconnue, infection chronique du cavum entraînant une fréquentation scolaire irrégulière, glossophtose, etc. (1).

Trop souvent, une mauvaise hygiène du sommeil (veillee, télévision...) est seule responsable de la fatigue de l'enfant et de son apparente paresse. Dix heures de sommeil sont indispensables à l'écolier. Le médecin devra toujours se faire préciser l'heure du lever et du coucher, l'heure à laquelle l'enfant s'endort.

Assuré de la bonne santé physique de l'enfant, le médecin doit rechercher si une maladresse pédagogique n'est pas responsable de la mauvaise intégration de l'enfant au milieu scolaire. Des programmes surchargés, un enseignement trop abstrait ou trop livresque, en route l'argent, qui fut récupéré sur

un professeur sans expérience ou maladroit, une action disciplinaire coercitive, le redoublement d'une classe peuvent perturber l'enfant et être responsables de son échec scolaire.

Le séjour en préventorium est souvent néfaste. Actuellement, pour des motifs légitimes, mais quelquefois sans réelle indication, des enfants sont envoyés en préventorium où ils restent six mois sans fréquenter la classe, ou avec un enseignement insuffisant. Ils éprouvent par la suite beaucoup de difficultés à se réinsérer dans la classe de leur âge.

Chez d'autres, c'est un changement brusque de méthodes (passage sans transition des classes nouvelles à petits effectifs et des méthodes actives aux classes d'enseignement traditionnel à gros effectifs), d'écoles (passage d'un cours privé de niveau médiocre à une école publique), ou des maîtres, qui constitue le « cap critique », que l'enfant a de la peine à franchir.

Si le rôle des maîtres est fondamental, l'anxiété familiale explique bien des inhibitions. L'enfant hyperémotif vit dans la peur de l'échec. Ses résultats scolaires, parfois initialement moyens mais honorables, n'ont pas satisfait l'amour propre familial. Les exigences et l'absence de compréhension de l'entourage, entraînent opposition et désintérêt scolaire chez l'enfant.

L'importance de ces perturbations affectives est grande. Tout conflit familial peut entraîner une anxiété et une instabilité rendant l'enfant incapable de travailler normalement.

Chez tous ces enfants qui ont fait un mauvais départ et qui sont dressés affectivement contre toute tentative pédagogique les méthodes actives d'éducation nouvelle donnent de bons résultats. L'originalité de ces méthodes (de Croly — Montessori — Verneilles) repose sur la part considérable faite au centre d'intérêt concret (végétation, alimentation, habi-

tation...). Le dessin, le collage, l'imprimerie, constituent les techniques utilisées de préférence. Ces méthodes cependant doivent, à partir d'un certain niveau, céder le pas aux méthodes pédagogiques traditionnelles sous peine de voir s'accroître un retard qui peut compromettre la réussite dans le cycle secondaire.

Si la santé de l'enfant est bonne, si les conditions pédagogiques sont favorables, si la fréquentation scolaire est régulière, si le milieu familial est équilibré, le médecin en présence de cet enfant qui reste constamment en queue de la classe et qui a un retard scolaire de plus d'un an, par rapport aux enfants du même âge, doit éliminer une débilité mentale légère. Seulement, la pratique des tests d'intelligence et des tests scolaires pourra lui donner des renseignements valables.

Schématiquement, le médecin en confrontant les tests peut se trouver en face de deux éventualités. Dans la grande majorité des cas, les enfants signalés par les éducateurs comme élèves paresseux ont un niveau mental supérieur à leur niveau scolaire : nombre de « mauvais élèves » sont intelligents et souvent plus intelligents que la moyenne. Leur insuffisance scolaire, leur « paresse » ne provient pas d'une insuffisance intellectuelle, mais d'erreurs pédagogiques, de troubles affectifs ou caractériels.

Dans les autres cas, le niveau de l'enfant (niveau intellectuel et niveau scolaire) est très inférieur à celui de sa classe. Il s'agit d'un vrai retard scolaire par déficit intellectuel. Ces enfants peu doués, ces débilés légers sont légion dans les classes primaires (2). Ils ne peuvent fournir une attention normale, ils saisissent mal les notions abstraites, ils ont une idée lente et parlent avec difficulté. Pour ces enfants « retardés », il existe des classes de perfectionnement, malheureusement trop peu

nombreuses, annexées aux écoles primaires ou secondaires.

Certains cas cependant sont bien difficiles. Tel celui de l'enfant qui ne fait rien « en toute sérénité ». L'enfant n'y met aucune mauvaise volonté. Il est intelligent, bien portant, raisonne correctement et comprend le point de vue de l'éducateur ou du médecin. Mais cet enfant oppose aux encouragements, aux punitions, aux exhortations, aux raisonnements une force d'inertie peu commune. Optimiste et peu exigeant, c'est le cancre intelligent, le véritable enfant paresseux. La répugnance scolaire de cet enfant est telle que le problème est difficile. Il faut d'abord retirer l'enfant de l'établissement où il végète, où sa réputation de cancre convient fort bien à son optimisme. L'externat, avec formation professionnelle et technique, lui convient mieux. Cependant, aucune décision ne doit être conseillée avant la puberté qui peut modifier radicalement la structure psycho-affective de l'enfant. Les années modelant la personnalité de l'enfant transformeront parfois radicalement son attitude vis-à-vis du problème scolaire.

(1) La glossophtose ou chute de la langue en arrière obstrue le pharynx buccal comme les végétations adénoïdes obstruent le pharynx nasal. Elle est due à une rétrognathie du maxillaire inférieur. L'enfant glossophtosique est lent, apathique, souvent irritable et colérique. Son rendement scolaire est médiocre : diminution de la mémoire, difficulté de fixer son attention, inaptitude plus ou moins nette au travail intellectuel. Le traitement de la glossophtose améliore parfois de façon spectaculaire le rendement intellectuel de l'écolier.

(2) Le recensement des enfants arriérés en France établi en 1943 a donné un chiffre supérieur à 400.000.



LETTRE OUVERTE



Paris le 10 Décembre 1958.

Monsieur Charles de Gaulle
Président du Conseil
des Ministres :

57, rue de Varenne,
Paris (7^e).

Monsieur le Président,

Souffrez que je vienne une fois de plus vous faire savoir ce que m'inspire l'ensemble dérisoire de ce que vous appelez les garanties essentielles du Citoyen.

Depuis près d'un demi-siècle je foule de mes pieds, cette bonne terre française, et, les sujets de mécontentement ne sont pas les moindres. Les patrons se plaignent de tout ; les impôts qui les frappent, la main-d'œuvre hors de prix, les frais sociaux, etc. Les ouvriers, eux, trouvent qu'ils ne gagnent pas assez, les fonctionnaires de même, bref ! personne n'est content de son sort.

Je conçois qu'il est difficile de gouverner dans ce gouffre infernal mais, permettez, je n'ai jamais vu un patron vouloir travailler pour le salaire, hors de prix, qu'il paie à son ouvrier ; mieux, un de mes amis ayant travaillé deux heures pour l'un de ces espèces de philanthropes, ce dernier d'un geste large lui ayant dit, passez à la caisse ! mon ami lui fit connaître que pour deux heures cela pouvait s'arranger autrement et, l'invita à venir faire deux heures chez lui en paiement du temps passé à son service. Hélas ce cher patron s'y refusa.

Dans ma précédente lettre je vous indiquais que les maquereaux étaient sévèrement punis. Ne pensez-vous pas que les manières de nos employeurs, ne sont pas aussi suspectes que celles de ces poissons bipèdes ? Comment ? l'on condamne un individu qui vit des charmes d'une fille à laquelle il ne laisse que la monnaie, (salaire) et l'on permet à un autre individu de vivre de la sueur d'un homme ; drôle de justice !... Le second, comme le premier, opère de la même façon. Lorsque le rendement s'avère déficitaire, ces messieurs abandonnent leurs préces et vont faire leur réapprovisionnement dans l'arrondissement.

BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,
NOM
Prénoms
demeurant
déclare souscrire un abonnement de (1)
au « Combat Syndicaliste ».
Le
SIGNATURE

Envoyez les sommes au C. C. P. Paris 11.833.32
J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne - Paris (9^e)

(1) 12 numéros : 220 fr. — 24 num. : 430 fr. — 48 num. : 850 fr.

Une bonne initiative

« La Volonté Populaire », animée par l'ardent pacifiste Gabriel Duval, vient de publier le texte intégral du livre consacré par Blanche Maupas au souvenir de son mari fusillé le 17 mars 1915 avec trois de ses camarades.

Ce livre retrace la douloureuse affaire des caporaux de Souain, ces affreux crimes du commandement pendant la première guerre mondiale. A cette époque les conseils de guerre n'hésitaient pas à condamner à mort, bien qu'innocents, des malheureux désignés par un sort implacable.

La veuve du caporal Maupas ne désarma pas tant que la réhabilitation de son mari et des trois autres martyrs qui subirent son sort ne fut obtenue.

C'est le récit de cette longue lutte contre les bourreaux confondus, mais refusant de reconnaître leur culpabilité, que vous pourrez lire dans « Le Fusillé » qui est actuellement diffusé sous forme de journal, au prix de 120 francs. Une réédition en volume est à l'étude.

Cette œuvre a inspiré en partie l'auteur du film « Les Sentiers de la Gloire », qui vient d'être interdit en Suisse par le procureur fédéral afin d'éviter de « gêner » les bonnes relations existant entre ce pays et la France.

Avec mes sentiments humains.
Camille ANDRES
24, rue Jouye-Rouve Paris (XX^e)

Pourquoi j'appartiens à la C. N. T.

Mon explication pourra peut-être satisfaire certains camarades de travail qui s'étonnent qu'ayant toujours préconisé l'union des travailleurs, nous soyons organisés en dehors des grandes centrales en général et de la vieille C.G.T. en particulier.

En tant que travailleur, mon devoir le plus élémentaire est de participer, dans la mesure de mes moyens, à la lutte syndicale qui ne doit prendre fin que le jour où nous pourrions enfin disposer du fruit de notre labeur pour le répartir équitablement, suivant les nécessités de chacun. Tenant compte de l'orientation actuelle des diverses centrales existantes, je considère qu'une seule, la Confédération Nationale du Travail, affiliée à l'Association Internationale des Travailleurs qui est le porte drapeau de la première Internationale, a conservé l'esprit de lutte indispensable à la transformation sociale et à la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Certains camarades espèrent atteindre ce résultat par une action politique des syndicats. Quelle erreur. Ils ont déjà oublié que « L'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes ».

Nous vivons une époque d'évolution, dit-on. C'est peut-être exact, mais seulement sur le plan technique. Au point de vue social, rien n'a été fait depuis plusieurs années déjà. Bien au contraire, on compresse partout. Les cadences de travail augmentent, le pouvoir d'achat des travailleurs diminue ; pénurie de locaux et de matériel scolaire, pénurie aussi d'asiliés de vieillards. On veut tuer les vieux, on saigne les adultes, on refuse à l'enfant la possibilité d'épanouir son intelligence.

« Et l'on s'en prend toujours au sort », comme disait La Fontaine.

Certes, si tous les éléments vitaux du pays accomplissaient une tâche productive, « suivant leurs moyens », le problème économique ne serait plus qu'un mauvais rêve.

Hélas ! soixante dix pour cent seulement de ces éléments peuvent justifier une occupation et, ce qui est pire, un trente pour cent tout au plus, est employé à une production utile le reste est pour la plupart au service d'une production destinée à détruire l'homme ou ses qualités (usines de guerre, manufactures de tabac, raffineries d'alcool, etc., etc.).

Cette réalité justifie en partie la nécessité de travailler cinquante heures et plus par semaine, et je dis bien « en partie » car il faut aussi incriminer le système, aussi s'enfermer qu'il est juste, de spéculation légalisée.

Dans un prochain numéro je développerai les principaux traits de la véritable économie collective où rien ne s'achète et rien ne se vend. Cela dans le but d'éclairer la lanterne des travailleurs qui n'ont pas encore compris le danger que représente la structure d'une société où, seules deux choses restent invendables : le malheur et le bonheur. Du premier personne n'en

veut quant au deuxième qui voudrait consentir à s'en séparer ?

On veut nous persuader que le pouvoir d'achat actuel est égal à celui de 1936 le même ouvrier gagnait 1.417 francs pour la même période de travail ; mais les denrées, elles, ont fait un bond plus astronomique. Voyez plutôt : 1 kg. de beurre au détail valait 23 francs les œufs 1,2 francs les deux, 0,75 francs le kilo de pommes de terre et 26 francs le quintal de charbon. Dans un autre domaine, les cadences de production sont devenues infernales, (on ne connaissait pas le travail à la chaîne, à cette époque-là, dans notre chère France) et le même ouvrier produit, dans le même temps, 80 % de plus qu'en 1936. La logique voudrait donc, que le salaire de cet

ouvrier soit au moins de 90.000 fr. par mois.

Pourquoi ce décalage-là ?... Parce que la majorité des travailleurs ont perdu de vue les buts essentiels du syndicalisme qui sont basés sur le fédéralisme économique. Or, celui-ci ne peut être réalisé sans le concours des ouvriers ; ceux-ci sont en effet les mieux qualifiés pour organiser la production car ils en connaissent le fonctionnement. Ils groupent aussi tous ceux qui souffrent effectivement des inégalités sociales et qui, par voie de conséquence, ont soif de justice et sont imbus du principe de solidarité, (l'application de ce principe s'imposant à eux quotidiennement, ils en connaissent tous les bienfaits).

Tout ce que peuvent faire les partis

ou leur filiale syndicale, tous les aménagements qu'ils peuvent apporter par des réformes ou lois sociales, ne changent rien au fond du problème. Le Capital reste toujours le ressort de l'économie, donc, point d'égalité économique. L'Etat fait toujours peser sur la majorité le despotisme de la minorité, donc point de liberté.

Tout cela, Camarades ouvriers, toutes les centrales syndicales vous le cachent toutes sauf, une la Confédération Nationale du Travail qui, elle, considère que certains points très précis ne doivent pas être perdus de vue : Le contrôle syndical de la production, le fédéralisme dans les communes et la formation technique et sociale de la jeunesse.

CUNIL

La révolution Russe en Ukraine

PRISE DE CONTACT AVEC LES CAMARADES ET PREMIERS ESSAIS D'ORGANISATION D'UNE ACTION REVOLUTIONNAIRE

Dès mon retour à Goulai-Polé, je rencontrai d'anciens camarades du groupe. J'appris par eux qu'un grand nombre manquait à l'appel. Ceux qui vinrent me voir étaient : André Semenov (frère de Sacha et Procope Semenov), Moïse Kalinitchenko, Philippe Krate, Saura Makhno, les frères Procope et Grégoire Charovski, Paul Korostélev, Léon Scheneider, Paul Sorocenta, Isidore Loty, Alexis Martchenko et Paul Houndai (Korostélev). Quelques jeunes, qui ne faisaient partie du groupe que depuis deux ou trois ans, s'étaient joints aux anciens ; je ne les connais pas. Ils lisaient les ouvrages anarchistes et imprimaient clandestinement, à l'aide d'une presse à copier, des proclamations qu'ils répandaient autour d'eux.

Et combien de paysans et d'ouvriers sympathiques à l'idéal anarchiste vinrent me voir avec eux ! Je ne pouvais, il est vrai, en tenir compte dans les plans que je formais pour l'avenir. N'importe, j'avais devant moi mes amis paysans, ces anarchistes ignorés, vaillants lutteurs, ne sachant ni mentir, ni tromper. C'étaient de véritables natures paysannes, il était difficile de les convaincre, mais, une fois convaincus, une fois qu'ils avaient saisi l'idée et l'avaient vérifiée par leur propre raisonnement, ils exaltaient ce nouvel idéal partout et à toute occasion.

En vérité, voyant devant moi ces amis, je tressaillais d'aise, je ressentais une émotion si vive que je formais le projet de mener, dès le lendemain matin, une propagande active dans toute la région de Goulai-Polé, chassant le Comité communal (unité administrative du gouvernement de Coa-

lition), dispersant la milice, empêchant la formation de tout comité nouveau. Je décidai de passer sans tarder à l'action anarchiste.

Néanmoins, vers le matin du 25 mars, lorsque tous les paysans venus dès la veille au soir pour voir le « resuscité d'entre les morts », comme ils disaient, furent partis, nous tous, membres du groupe, improvisâmes une réunion au cours de laquelle je ne me montrai pas, à la vérité, aussi ardent : le projet de mener une propagande active parmi les paysans et les ouvriers, de chasser le Comité Communal, ne tenait pas, dans mon exposé, une place suffisante.

Les camarades furent surpris de m'entendre insister sur la nécessité, pour notre groupe, d'étudier de plus près l'état actuel du mouvement anarchiste en Russie. Le morcellement des groupes anarchistes qui existait avant la Révolution ne me « satisfaisait pas ». Une tactique non basée sur la coordination est condamnée à demeurer stérile, dis-je. Elle est impuissante à grouper les forces des travailleurs en rapport avec l'enthousiasme des grandes masses révolutionnaires au moment des actes destructeurs de la Révolution.

« Dans ces conditions, les anarchistes partisans d'un tel mode d'action doivent, ou bien se séparer des événements et s'immobiliser dans la propagande sectaire des groupes, ou bien se trainer en queue des événements, n'assurant que des tâches secondaires et travaillant ainsi au profit de leurs adversaires politiques.

En sorte que, pour pouvoir supprimer les institutions gouvernementales, pour annuler, dans notre région, tout droit de propriété privée sur les terres, les fabriques, les usines et autres entreprises, nous devons tout en tenant compte du mouvement anarchiste dans les villes, nous rapprocher des masses paysannes pour nous assurer de la constance de leur enthousiasme révo-

lutionnaire, d'une part, et pour leur faire sentir, d'autre part, que nous sommes avec eux, immuablement acquis aux idées que nous leur exposons dans les skhods (1) et les meetings.

« Ce fait est pour nous d'autant plus important que notre groupe est le seul qui soit resté, pendant onze ans, en contact avec la masse paysanne. Il n'existe plus, à ma connaissance, aucun autre groupe dans le voisinage. Les groupes anarchistes de nos villes, Alexandrovski et Ekaterinoslav, ne comptent que peu de survivants et, d'ailleurs, on ignore au juste où ceux-ci se trouvent actuellement ; les uns seraient à Moscou, sans qu'on sache quand ils en reviendraient, d'autres auraient émigré en Suisse, en France ou en Amérique et on n'en entend plus parler. Nous ne pouvons donc compter que sur nous-mêmes.

« Si peu étendus que soient nos connaissances de la doctrine anarchiste, nous n'en devons pas moins élaborer un plan d'action, à entreprendre dans les milieux paysans de Goulai-Polé et de la région. Nous devons sans tarder commencer à organiser l'Union des Paysans et mettre à la tête de cette Union un des paysans de notre groupe. Ce fait présente une double importance : nous empêcherons, par là, l'élément hostile à notre idéal politique de s'y implanter, nous pourrions, en outre, constamment tenir l'Union au courant des événements et arriver ainsi à réaliser une entente complète entre notre groupe et l'Union des paysans.

Les paysans pourront, de cette façon, aborder la question de la réforme agraire et déclarer la terre propriété collective et cela sans attendre que ce problème capital pour eux ait été résolu par le Gouvernement « Révolutionnaire ».

(à suivre)

(1) Réunion de tous les membres d'une commune. (N. du T.).

Nous avons glané POUR VOUS

A.F.P. (Bonn) 18 Novembre — L'audience de lundi au procès des SS de Sachsenhausen, devant les assises de Bonn, a été marquée par un vif incident. Un ancien prud'homme, M. Paul Vollmershausen, soixante-cinq ans, après avoir décrit le martyre et la mort du syndicaliste Lothar Erdmann au camp où il était lui-même détenu, a terminé ainsi son exposé : « Je n'éprouve aucune haine à l'égard des deux accusés, Sorge et Schubert. Les intellectuels responsables de ce que je viens de relater devraient être à leur place ». L'avocat général lui ayant alors demandé de préciser sa pensée, le témoin s'est tourné vers lui et a ajouté : « Peut-être faut-il chercher ces responsables dans vos propres rangs ».

En voilà un au moins, qui a le sens de la hiérarchie des responsabilités. Evidemment, à soixante-cinq ans il ne risque plus grand chose... mais il n'a pas, malgré ce handicap, perdu le « nord ».

Il paraît que l'avocat général, qui a eu le souffle coupé par cette déclaration, n'en est pas encore revenu.

« Le Monde » (7 et 8 12-58). — « Un objet de conscience réfugié en Belgique se constitue prisonnier ».

Au gala de solidarité qui a eu lieu vendredi, en faveur des objecteurs de conscience, au palais de la Mutualité, à Paris, était venu assister Jean-Bernard Moreau, trois fois condamné pour son refus de porter les armes et réfugié depuis quelques années, avec sa femme et ses deux enfants, en Belgique, où il était établi comme céramiste d'art.

Après le spectacle, il est allé, ainsi qu'il l'avait récemment annoncé à son avocat, M. Marc Nez, et comme il l'avait écrit auparavant à la présidence du Conseil, se constituer prisonnier au commissariat du V^e arrondissement.

Il s'y est résolu, explique-t-il, « parce qu'il fait confiance au gouvernement français actuel » et « afin d'attirer l'attention sur le sort des objecteurs de conscience emprisonnés ».

Nous avons toujours fait des réserves au sujet d'une certaine forme d'objection de conscience. Ce qui précède semble nous donner raison. Jean-Bernard Moreau ignore sans doute que les généraux... les colonels, ont été inventés pour faire la guerre avec la peau de « Bidasse ». Faire confiance à ces gens-là relève de l'infantilisme.

« La Tribune des Cheminots » (C. C.T.), par R. Tournemane. « Nos droits acquis ». — La Commission de vérification des comptes de la S.N.C.F. a informé le public qu'il y avait 401.000 retraités à la S.N.C.F., c'est-à-dire plus que d'agents en activité de service. Mais elle n'a pas indiqué le taux de

pension versée à ces retraités. Il y a effectivement un peu plus de 262.000 retraités complets, dont 85 % touchent une retraite inférieure à 25.000 francs par mois et sur lesquels 100.000 ont une pension inférieure à 20.000 francs par mois.

D'autre part, il y a 139.000 veuves et orphelins bénéficiant de pensions de réversion dont la moyenne mensuelle s'élève entre 10.000 et 15.000 francs par mois. Voilà la catégorie de gens à laquelle s'attaquent les très hauts fonctionnaires de la Commission de vérification des Comptes qui, au point de vue pécuniaire, n'en sont pas réduits à cette situation.

La mise au point de Tournemane est pertinente, mais ce qu'il omet d'indiquer c'est que, partisan acharné de la hiérarchie, pendant ses dernières années d'activité, il appartenait à la même catégorie de salariés que les « budgétivores » de la Commission qu'il présente, à juste titre, comme bien nantis.

Depuis qu'il est en retraite il fait évidemment partie des 15 % qui touchent plus de 25.000 francs par mois et se situent beaucoup plus près de 100.000 francs, quand ils ne les dépassent pas largement ; la position antérieure de la plupart de ces individus leur permettant, en outre, de cumuler dans le secteur privé de nouvelles situations encore mieux rémunérées.

« Le Canard enchaîné » : « Une grève qui n'a pas de sens ». — Les étudiants en droit de l'Université d'Alger se sont mis en grève. Non plus, cette fois, pour avoir le loisir d'aller au Forum, de prendre d'assaut le Palais du Gouvernement général et d'y faire des feux de joie avec les dossiers fiscaux, non. Ils se plaignent de ne pas avoir suffisamment de professeurs, et même de ne plus en avoir du tout.

Pauvres mignons, comme ont les plaint ! Avant, ils en avaient des professeurs, dont un certain Peyrega, doyen de la Faculté, qu'ils ont fait limoger, et un certain Capitain, qui lui aussi a dû s'en aller.

De sorte qu'aucun professeur de droit « métropolitain » n'a la moindre envie de se faire nommer à Alger. Mettez-vous à leur place !

Mais au fait, pourquoi ces étudiants d'Alger veulent-ils à tout prix étudier le droit alors qu'ils ont démontré si brillamment que la force prime le droit ?

Qu'ils s'engagent plutôt dans les paras ! Et qu'ils y restent ! Et qu'on n'entende plus jamais parler d'eux !

ON EST UN VIEILLARD QUAND ON CONSIDERE QU'ON N'A PLUS RIEN A APPRENDRE.

DOUZE PREUVES DE L'INEXISTENCE DE DIEU

par Sébastien FAURE

thèses opposées s'empoignent et s'efforcent à se terrasser, les déistes reçoivent de rudes coups ; mais ils en portent aussi ; bien ou mal, ils se défendent et, l'issue de ce duel déterminant, aux yeux de la foule, incertaine, les croyants, même quand ils ont été mis en posture de vaincus, peuvent crier victoire.

Ils ne se privent pas de la faire avec cette impudence qui est la marque des journaux à leur dévotion ; et cette comédie réussit à maintenir, sous la houlette du pasteur, l'immense majorité du troupeau.

C'est tout ce que désirent ces « mauvais bergers ».

LE PROBLEME POSE EN TERMES PRECIS

Toutefois, il y a une seconde façon d'étudier et de tenter de résoudre le problème de l'inexistence de Dieu. Celle-ci consiste à examiner l'existence du Dieu que les religions proposent à notre adoration.

Se trouve-t-il un homme sensé et réfléchi, pouvant admettre qu'il existe, ce Dieu dont on nous dit, comme s'il n'était enveloppé d'aucun mystère, comme si l'on n'ignorait rien de lui, comme si on avait pénétré toute sa pensée, comme si on avait reçu toutes ses confidences : « Il a fait ceci, il a fait cela, et encore ceci, et encore cela. Il a dit ceci, et il a dit cela, et encore cela. Il a agi et parlé dans tel but et pour telle autre raison. Il veut telle chose, mais il défend telle autre chose ; il récompensera telles actions et il punira telles autres. Et il a fait ceci et il veut cela, parce qu'il est infiniment sage, infiniment juste, infiniment puissant, infiniment bon ? »

A la bonne heure ! Voilà un Dieu qui se fait connaître ! Il quitte l'empire de l'inaccessible, dissipe les nues qui l'environnent, descend des sommets, converse avec les mortels, leur confie sa pensée, leur révèle sa volonté et donne mission à quelques privilégiés de répandre sa Doctrine, de propager

sa Loi et, pour tout dire, de le représenter ici-bas, avec pleins pouvoirs de lier et de délier, au ciel et sur la terre !

Ce Dieu, ce n'est pas le Dieu Force, Intelligence, Volonté, Energie, qui, comme tout ce qui est Energie, Volonté, Intelligence, Force, peut être tour à tour, selon les circonstances et par conséquent indifféremment, bon ou mauvais, utile ou nuisible, juste ou injuste, miséricordieux ou cruel ; ce Dieu c'est le Dieu en qui tout est perfection et dont l'existence n'est et ne peut être compatible, puisqu'il est parfaitement juste, sage, puissant, bon, miséricordieux, qu'avec un état de choses dont il serait l'auteur et par lequel s'affirmerait son infinie Justice, son infinie Sagesse, son infinie Puissance, son infinie Bonté et son infinie Miséricorde.

Ce Dieu, vous le reconnaissez ; c'est celui qu'on enseigne, par le catéchisme, aux enfants ; c'est le Dieu vivant et personnel, celui à qui on élève des temples, vers qui monte la prière, en l'honneur de qui on accomplit des sacrifices et que prétendent représenter sur la terre tous les clergés, toutes les castes sacerdotales.

Ce n'est pas cet « Inconnu », cette Force énigmatique, cette Puissance impénétrable, cette Intelligence incompréhensible, cette Energie incognoscible, ce Principe mystérieux ; hypothèse à laquelle dans l'impuissance où il est encore d'expliquer le « comment » et le « pourquoi » des choses, l'esprit de l'homme se plait à recourir ; ce n'est pas le Dieu spéculatif des métaphysiciens, c'est le Dieu que ses représentants nous ont abondamment décrit, lumineusement détaillé.

C'est, je le répète, le Dieu des religions, et puisque nous sommes en France, le Dieu de cette Religion qui, depuis quinze siècles, domine notre histoire : la religion chrétienne.

C'est ce Dieu là que je nie, et c'est celui-là seulement que je veux discuter et qu'il convient d'étudier, si nous voulons tirer de cette étude un profit positif, un résultat pratique.

Ce Dieu quel est-il ?

Puisque ses chargés d'affaires ici-bas ont eu l'amabilité de nous le dépeindre avec un grand luxe de détails, mettons à profit cette grâce de ses fondés de pouvoir ; examinons-le de près ; passons-le à la loupe ; pour le bien discuter, il faut le bien connaître.

Ce Dieu, c'est lui qui, d'un geste puissant et fécond, a fait toutes choses de rien, celui qui a appelé le néant à l'être, qui a, par sa seule volonté, substitué le mouvement à l'inertie, la vie universelle à la mort universelle : il est créateur !

Ce Dieu, c'est celui qui, ce geste de création accompli, bien loin de rentrer dans sa séculaire inaction et de rester indifférent, à la chose créée, s'occupe de son œuvre, s'y intéresse, intervient quand il le juge à propos, la gère, l'administre, la gouverne : il est Gouverneur ou Providence.

Ce Dieu, c'est celui qui, tribunal suprême, fait comparaître chacun de nous après sa mort, le juge selon les actes de sa vie, établit la balance de ses bonnes et de ses mauvaises actions et prononce, en dernier ressort, sans appel, le jugement qui fera de lui, pour tous les siècles à venir, le plus heureux ou le plus malheureux des êtres : il est Justicier ou Magistrat !

Il va de soi que ce Dieu possède tous les attributs et qu'il ne les possède pas seulement à un degré exceptionnel ; il les possède tous à un degré infini. Ainsi, il n'est pas seulement juste ; il est la justice infinie ; il n'est pas seulement bon ; il est la bonté infinie ; il n'est pas seulement miséricordieux ; il est la miséricorde infinie ; il n'est pas seulement puissant ; il est la puissance infinie ; il

n'est pas seulement savant ; il est la science infinie.

Encore une fois, tel est le Dieu que je nie et dont, par douze preuves différentes — à la rigueur, une seule suffirait — je vais démontrer l'impossibilité.

DIVISION DU SUJET

Voici l'ordre dans lequel je vous présenterai mes arguments.

Ceux-ci formeront trois groupes : le premier de ces groupes visera plus particulièrement le Dieu - Créateur ; il comprendra six arguments ; le deuxième de ces groupes concernera plus spécialement le Dieu - Gouverneur ou Providence ; il embrassera quatre arguments ; enfin le troisième et dernier de ces groupes s'attachera au Dieu - Justicier ou Magistrat ; il comportera deux arguments.

Donc : six arguments contre le Dieu - Créateur ; quatre arguments contre le Dieu - Gouverneur ; deux arguments contre le Dieu - Justicier. Cela fera bien douze preuves de l'inexistence de Dieu.

Le plan de ma démonstration vous étant connu, vous pourrez plus aisément et mieux en suivre le développement.

PREMIERE SERIE D'ARGUMENTS

Premier argument : Le geste créateur est inadmissible.

Qu'entend-t-on par créer ? Qu'est-ce que créer ?

Est-ce prendre des matériaux épars, séparés, mais existants, puis, utilisant certains principes expérimentés, appliquant certaines règles connues, rapprocher, grouper, sérier, associer, ajuster ces matériaux afin d'en faire quelque chose ?

Non ! Cela n'est pas créer. Exemples : Peut-on dire d'une maison qu'elle a été créée ? — Non ! Elle a été construite. Peut-on dire d'un meuble qu'il a été créé ? — Non ! Il a été fabriqué. Peut-on dire d'un livre qu'il a été créé ? — Non ! Il a été composé, imprimé. Donc, prendre

des matériaux existants et en faire quelque chose ce n'est pas créer. Qu'est-ce donc que créer ?

Créer... Je suis, ma fois, fort embarrassé d'expliquer l'expliquable, de définir l'indéfinissable, je vais, néanmoins tenter de me faire comprendre.

Créer, c'est tirer quelque chose de rien ; c'est avec rien du tout faire quelque chose ; c'est appeler le néant à l'être. Or j'imagine qu'il ne se trouve pas une seule personne douée de raison qui puisse concevoir et admettre que de rien on puisse tirer quelque chose, qu'avec rien il soit possible de faire quelque chose.

**

Supposons un mathématicien ; choisissez-le calculateur le plus émérite, placez derrière lui un gigantesque tableau noir ; priez-le de tracer sur ce tableau noir des zéros et de zéros ; il aura beau totaliser, multiplier, se livrer à toutes les opérations des mathématiques, il ne parviendra jamais à extraire de l'accumulation de ces zéros une seule unité.

Avec rien on ne fait rien ; avec rien on ne peut rien faire et le fameux aphorisme de Lucrèce « ex nihilo nihil » reste l'expression d'une certitude et d'une évidence manifeste.

Le geste créateur est un geste impossible à admettre et une absurdité. Créer, c'est donc une expression mystique, religieuse, pouvant posséder quelque valeur aux yeux de personnes à qui il plait de croire ce qu'elles ne comprennent pas et à qui la foi s'impose d'autant plus qu'elles comprennent moins ; mais créer est une expression vide de sens pour tout homme avisé, attentif, aux yeux de qui les mots n'ont de valeur que dans la mesure dans laquelle ils représentent une réalité ou une possibilité.

En conséquence, l'hypothèse d'un Etre véritablement créateur est une hypothèse que la raison repousse. L'Etre créateur n'existe pas, ne peut pas exister.

Aux croyants qui en dépit de toute raison, persistent à admettre la possibilité de la création, je dirai qu'il est, en tous les cas, impossible d'attribuer cette création à leur Dieu.

(à suivre)

Les vieux à l'honneur

(Suite de la page 1)

Ce pas cet hommage aux vieillards, mais hélas l'honneur est vraiment une denrée trop chère, et d'ailleurs cela ne vaut pas un bon repas ou un bon feu quand on a froid ou faim. Il faut que vous vous mettiez dans la tête, Messieurs et Dames, citoyens respectueux et respectés, que les Vieux ne veulent pas d'aumône, ne veulent pas de votre pitié, ils ne veulent que ce à quoi ils ont droit.

C'est-à-dire, à vivre comme des hommes et des femmes qui ont trépassé toute leur existence pour que vive la société et qu'ils sont en droit, à exiger, que la société les fasse vivre humainement et non comme des pestiférés que l'on tue à petit feu, parce que la « Morale », qui régit notre belle société, interdit de s'en débarrasser une bonne fois pour toutes.

JORDI.

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : Abonnements 12 numéros : 220 fr.; 24 numéros, 430 fr.; 48 numéros, 850 fr. Changement d'adresse : 20 francs.
39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9^e

NON ! La C.N.T. n'est pas une organisation comme les autres

(Suite de la page 1)

Certains prétendent que nous sommes loin du syndicalisme traditionnel, réformiste pour appeler par son nom, et que nous nous égarons dans un domaine qui n'est pas le nôtre. Cet argument est sans valeur. C'est celui des individus qui tendent à nous confiner dans un secteur restreint d'activités afin d'avoir les coudees franches ailleurs.

Est-ce notre faute si toutes les formes d'exploitation, d'oppression sont enchevêtrées au point de former un tout inextricable ? Notre ennemi, c'est notre maître et ce serait à la fois faillir et commettre une erreur impardonnable que de ne pas le combattre partout où il se situe.

Encore une fois, étant donné ce qui précède, y-a-t-il un anarcho-syndicaliste sincère, un véritable révolutionnaire qui puisse considérer que notre C.N.T. doit être traitée comme les autres centrales syndicales ? Le prétendre équivaudrait à dédaigner ses meilleurs amis.

Quant à l'affirmation gratuite prétendant que « pratiquement la C.N.T. n'existe plus » contentons nous de dire qu'elle est un peu prématurée.

Soutenir que nous ne nous trouvons pas aux prises, comme tous les autres d'ailleurs mais peut-être à un niveau moindre, avec des difficultés financières serait déformer la vérité.

Notre C.N.T. ne bénéficie pas, en effet, d'apports importants de la part de certains mécènes ; elle n'est composée que de modestes travailleurs ; mais elle veut vivre, et elle vivra parce que ses militants en ont la volonté. Ils viennent d'en donner la preuve il y a quelques jours seulement au cours du congrès de la deuxième Union Régionale en proposant spontanément l'augmentation de la cotisation mensuelle de cinquante francs pour permettre à la Confédération de continuer son activité antérieure et de l'amplifier.

Cet exemple suffit à démontrer que notre C.N.T. continue, qu'elle existe bien. Elle attend patiemment, en éduquant sans relâche, en diffusant la vérité, que les forces révolutionnaires conscientes enfin de leurs responsabilités, du devoir qu'il leur incombe d'accomplir, se regroupent en dehors de tout esprit de chapelle, refusant d'écouter les nantis qui depuis des décennies, volontairement ou inconsciemment, les condamnent à un neutralisme stérile.

Sa patience ne sera peut-être pas mise à trop rude épreuve, le développement accéléré des événements que nous vivons étant susceptible de démontrer que l'heure des discussions byzantines est dépassée.

C. N. T.

LE LAVAGE DE CERVEAU

Ce qu'il est exactement. - Les moyens d'en triompher

I
Le lavage de cerveau a pour effet d'anéantir les conceptions personnelles et politiques de l'homme, pour lui en substituer d'autres, diamétralement opposées. Le lavage de cerveau est une des armes de la guerre psychologique. La guerre totale n'est plus seulement un combat physique, mais devient de plus en plus une lutte psychologique dont l'enjeu est la foi et les convictions de l'homme. On peut dire du lavage de cerveau qu'il est le « poing d'acier » de la propagande, c'est-à-dire son moyen le plus brutal et le plus efficace. Nous nous proposons dans cet article d'exposer la technique et les conditions psychologiques.

Son principe essentiel est d'anéantir la résistance physique et psychique de l'individu par une pression extérieure, physique et psychique, pour opérer une transformation psychologique par laquelle l'esprit est « ouvert » à des influences nouvelles.

Cet état paradoxal est obtenu par l'application d'une double méthode physique et psychique.

Pour réduire la résistance physique de l'individu, on recourt à la privation de nourriture et de sommeil. On peut aller jusqu'à la violence physique et aux drogues pour causer un état de choc. Le résultat recherché est l'épuisement physique total, condition de l'effondrement final auquel on parvient par une pression psychique.

Cette pression, intense et continue, est exercée sous la forme d'interrogatoires interminables, au cours desquels les mêmes questions monotones sont répétées sans cesse, et conférences de propagande.

Pour préparer le terrain où développer la nouvelle foi politique du sujet, on l'isole du monde extérieur. Il ne reçoit aucune nouvelle de son pays. Ses rapports avec ses camarades de captivité sont rompus ou « désorganisés ».

Cette « désorganisation » est obtenue par des discussions dirigées où l'on oblige le prisonnier à employer la terminologie de l'idéologie nouvelle.

Le « laveur de cerveau » s'efforce, dans les interrogatoires, les conférences de propagande les discussions dirigées, d'obtenir des prisonniers une sorte d'engagement, de prise de position. Il lui importe peu que cet engagement soit actif ou passif. Dans l'un ou l'autre cas, l'individu a usé son énergie psychique dans la mesure où ses propres sentiments ont été mis à vif.

Conjugué à l'épuisement physique, cet épuisement psychique amène inévitablement le prisonnier au point d'effondrement où l'entreprise commencée par le lavage de cerveau peut être menée à son terme.

Quand il a atteint ce point critique, l'individu se trouve dans un état aigu de réceptivité. Il est alors facile de graver en lui des convictions nouvelles. Par la suggestion et une action constante sur son esprit, il est possible d'obtenir que ces convictions fassent réellement corps avec sa personnalité. L'homme est prêt à combattre pour sa foi nouvelle. Sa conversion peut être exploitée par la propagande. Il peut être employé à une activité d'infiltration ou de subversion.

La technique du lavage de cerveau dérive de la théorie du savant russe Pavlov sur le « réflexe conditionné ». Cette théorie est fondée sur le principe qu'il est possible d'amener un animal à ne réagir au stimulus (par exemple, la nourriture) qu'à un certain signal. L'animal associe étroitement ce signal à l'idée d'une nourriture, s'il est donné au moment de la distribution de ses repas. Avec l'habitude, l'animal réagit au signal seul (par exemple, par la salivation) même s'il n'est pas accompagné de nourriture.

Par un hasard (l'inondation de son laboratoire), Pavlov découvrit qu'une fatigue extrême, agissant comme un choc, pouvait effacer entièrement chez l'animal la mémoire des conditions antérieures. L'expérience d'un individu, ses convictions, ses sympathies et ses antipathies reposant en grande partie sur les réflexes conditionnés, Pavlov vit la possibilité de modifier ceux-ci en provoquant expérimentalement chez l'animal des névroses le plaçant dans un état analogue à celui provoqué par l'inondation de son laboratoire. Sa réussite dépassa ses espérances. Il obtint d'un chien, à la suite d'un effondrement provoqué par une de ces névroses, qu'il témoigne de l'affection à une personne qu'il détestait auparavant.

Il existe de nombreuses similitudes dans les conséquences de ces névroses expérimentales chez l'animal et chez

l'être humain. Placé dans une situation analogue, l'homme ne réagit pas autrement que le chien.

Il est vrai que la réaction de l'homme au lavage de cerveau dépend en grande partie de l'individu. Certains hommes succombent plus facilement que d'autres. Mais il n'a pas été possible jusqu'à présent d'établir une classification scientifique des groupes d'individus relativement à cette réaction.

II

Le lavage de cerveau est une arme aussi atroce qu'efficace. Nul homme ne peut résister dans le temps à sa pression physique et psychique quand les conditions extérieures sont réunies, captivité ou occupation. L'effondrement se produit tôt ou tard et le « laveur de cerveau » atteint alors son objectif : inoculer à la victime une nouvelle foi politique.

Cette seconde partie de notre article examine les mesures de défense contre le lavage de cerveau.

Il ne se rencontre que trois catégories d'individus ayant pu opposer une résistance absolue au lavage de cerveau : les individus ayant une forte personnalité ; ceux appartenant à une secte religieuse extrême — tels les Témoins de Jéovah — et certains groupes psychopathologiques — tels les schizophrènes.

Il n'existe que trois issues pour échapper à la pression du « laveur de cerveau ». L'issue la plus fréquente est l'adoption par le « patient » de l'idéologie nouvelle. Mais l'individu peut opposer une sorte de résistance sentimentale. L'effondrement psychique se traduit alors non par l'adoption de cette idéologie mais par la transformation de la victime en « idiot radoteur ». Ces cas ne sont généralement pas guérissables. La troisième issue est la mort : d'épuisement physique ou de maladie, par le suicide ou l'exé-

cutation. Cette dernière perspective entoure le lavage de cerveau d'une autre terreur. Des camarades disparaissent et des bruits circulent...

L'émotivité des sujets s'accroît. Le « laveur de cerveau » récolte plus aisément sa moisson.

Il n'existe pas de protection absolue contre le lavage de cerveau. Mais il est possible de ralentir le processus de l'opération, de rendre plus difficile le travail du « laveur de cerveau » et d'en affaiblir les effets.

Une instruction précise sur ce qu'est le lavage de cerveau, sur son objet et sur son mécanisme est à la base de la protection préventive. Mais cette instruction doit être complétée par une formation idéologique et une instruction technique.

Cette formation idéologique est d'une importance capitale. Nos hommes doivent savoir pourquoi ils combattent. Ils doivent comprendre la raison de la lutte dans laquelle le pays est engagé. Cette commune idéologie formera le lien qui les unira dans un esprit de camaraderie et de solidarité dans leur unité et persistera en captivité.

Dans notre société laïcisée, une idéologie démocratique bien assurée peut être d'une grande valeur pour l'individu, mais la force psychique qu'elle confère est loin d'atteindre celle que donne une profonde foi religieuse.

L'expérience en a fourni la démonstration éclatante. Il est plus facile de soumettre au lavage de cerveau nos hommes dont la foi chrétienne est toute relative, qu'il ne l'aurait été avec leurs prédécesseurs de l'époque de Charles XII, fortifiés par une forte conviction religieuse. On voit l'importance du rôle de l'aumônier dans la protection préventive.

L'isolement du prisonnier et la destruction de la communauté à laquelle il appartenait avant sa capture sont

des facteurs importants dans la technique du lavage de cerveau. On apprendra donc aux hommes comment dans un camp de prisonniers, ils peuvent maintenir cette communauté et une certaine organisation, même s'ils sont privés de leurs chefs naturels (chefs militaires et surtout chefs moraux). L'homme doit connaître les diverses formes de résistance passive contre la direction du camp. Les Nord-Coréens et les Chinois internés dans les camps américains au moment de la guerre de Corée possédaient à la perfection cette technique.

L'existence d'une possibilité d'évasion, si faible soit-elle, a son rôle dans le maintien du moral d'un camp de prisonniers. Il faut donc apprendre à nos hommes la technique de l'évasion, hors du camp et à travers le territoire ennemi.

Discipline et cohésion sont également importantes. La solidarité qui existait dans l'unité doit se transformer instantanément en solidarité de camp. Cette solidarité sera renforcée par de bonnes connaissances d'hygiène et de médecine pour l'entretien de la résistance physique. Il semble que l'absence de ces connaissances ait nu sérieusement aux prisonniers américains de Corée.

Le principe fondamental de la protection contre le lavage de cerveau est dans le refus intérieur de l'individu de se soumettre au traitement. L'homme doit se refuser à collaborer, ne répondre à aucune question, ne pas se troubler et surtout ne pas se laisser provoquer à défendre sa propre opinion. Pendant l'interrogatoire, il s'efforcera de penser à autre chose, de se rappeler son foyer, sa famille, ses camarades. Il dirigera sa pensée vers le souvenir de sa vie passée, de ses événements chargés de valeur, vers son enfance et son adolescence. Il s'isolera intérieurement et se créera un monde autre que celui

LA RANÇON

(Suite de la page 1)

l'objet d'une sanction, naturelle, elle aussi. Exemple : mangez trop, buvez trop : vous serez malade. Les lois morales, économiques, ou autres, portent également avec elles leurs sanctions.

Or, la classe ouvrière a brisé sa règle d'or, et violé sa loi. La règle d'or de la classe ouvrière, les syndicalistes purs que nous étions l'avaient définie ainsi :

« Tout travailleur accomplissant en conscience sa journée normale, doit recevoir un pouvoir d'achat lui permettant de subvenir convenablement et totalement à tous les besoins de sa famille ».

La journée, à notre moment dans le siècle, nous l'avons conquise en 1936 : c'étaient les 40 heures, et nous prétendions que ces 40 heures de travail devaient — sans heures supplémentaires, admises seulement par dérogations exceptionnelles et majorées — rapporter de quoi subvenir à tous les besoins du ménage ou de la famille.

Hélas !... La « pause » de Blum lâchement acceptée en 1937 a pourri une situation que la guerre n'a fait que détériorer davantage. La libération est venue avec son « retrousser vos manches » et le slogan mensonger de la productivité qui élève les salaires en abaissant les prix. La scission de 1947 a coiffé le tout en démontrant, au long de douze années, l'impuissance dans la lutte revendicative d'une classe ouvrière divisée menant à hue et à dia, des actions fragmentaires décidées par des centrales syndicales rivales et, au surplus, politisées à outrance.

La règle d'or brisée et dispersée aux quatre points de l'horizon, les ouvriers se sont jetés alors, à corps perdu, sur les heures supplémentaires : 48 sans supplément, puis 50, 55, 60...

Cela ne suffisait pas encore. Le « travail noir » a fourni, hors tarif, sa rémunération honteuse. Et le résultat final est là.

Les magasins sont pleins, et l'on n'achète plus. La mise à pied a pris droit de cité. Le chômage ne fait que croître et embellir. La « récession » fleurit et fructifie.

Je viens d'entendre à l'instant même, en ce soir du 28 décembre, de Gaulle et son sous-verge Pinay annoncer à la « Nation » les cadeaux de Nouvel An que la « V^e » nous apporte.

Je n'épilouèrai pas : ce serait à la fois trop long et trop facile. Les responsabilités des Maîtres je les connais. Je ne peux donc retenir que ceci : la classe ouvrière active va subir, entraînant dans la sanction les autres : ceux qui ne travaillent plus ou ne peuvent pas travailler, et ceux (les jeunes) qui ne travaillent pas encore.

Tous, même les innocents, vont payer la rançon.

Cela, pour une faute.

La classe ouvrière active unie pouvait, par l'action syndicale revendicative, obtenir des capitalistes, tenants des moyens de production et d'échange, uniquement par les 40 heures, des avantages supérieurs à ceux qu'elle s'est procurée au moyen des heures supplémentaires qui, aujourd'hui l'épuisent et l'abaissent.

J'ai écrit une fois : « Il faut être dur pour le peuple ! ». Ceux qui m'ont critiqué ne m'avaient pas compris. Être dur pour le peuple ne signifie pas rester insensible à ses fatigues, à sa misère, à ses peines, à ses soucis, à ses souffrances que je ne connais hélas que trop et que je soulage si peu à mon gré !

Être dur pour le peuple, cela veut dire : « Il ne faut pardonner au peuple aucune faute ; parce qu'il n'a pas le droit d'en commettre ; parce que toute faute commise, par ses consé-

quences souvent imprévisibles, le mène à sa perte, et que la moindre de ces conséquences est la sanction naturelle qui s'appelle : LA RANÇON.

Et bien, payons maintenant ! Je suis trop vieux à présent pour, comme je l'ai fait toute ma vie, songer à donner encore une leçon à ce peuple.

Mais nous sommes à quatre jours de l'année nouvelle qui sera dure entre toutes. C'est le moment des vœux et je voudrais en formuler deux : non pour les syndicalistes révolutionnaires qui ont respecté et fait respecter la règle d'or, mais pour la classe ouvrière active toute entière.

1) — Que chacun de ceux qui ont failli et que nous ne condamnons pas, se désintoxique en esprit et dans les faits de la pratique des heures supplémentaires et devienne ou redevienne partisan de l'application de la règle d'or du travail : à journée normale (40 heures ou moins), salaire normal : les capitalistes peuvent payer, et ils paieront.

2) — Que la classe ouvrière active se retrouve dans une seule centrale syndicale complètement dépolitisée imposant sa loi par la lutte revendicative pour la conquête des grandes réalisations révolutionnaires.

Et qu'aucune faute n'étant plus commise, il n'y ait plus jamais de rançon !

CHICAGO 58

Le monde entier a été bouleversé en apprenant la terrible catastrophe survenue dans une école de Chicago : 90 morts et 85 blessés, presque tous des enfants.

Nous ne chercherons pas où se trouvent les responsabilités, le ou les coupables, bien qu'il y aurait beaucoup de questions à poser et de constatations à faire.

Mais il est toutefois révoltant de constater que si des milliards et des milliards sont voués à des fins guerrières et destructives, peu sont employés dans les différents Etats pour l'éducation et encore moins pour édifier des bâtiments scolaires offrant toutes les garanties de sécurité : matériaux ignifugés, services de sécurité sérieux, etc.

Car il est vraiment inconcevable qu'un bâtiment scolaire ait flambé si rapidement, si complètement, sans que le feu ait pu trouver une source riche en combustible.

En cette occasion, le Pape Jean XXIII a envoyé à l'archevêque de Chicago un télégramme de condoléances et accordé sa bénédiction apostolique aux familles éprouvées.

Je ne sais quelle a pu être la réaction des familles éprouvées, croyantes et pratiquantes devant cette catastrophe qui, si nous respectons l'A.B.C. du catholicisme, n'a pu être que l'œuvre du « tout puissant », celui qui voit tout, qui est partout, qui sait tout. Tenant compte de la puissance divine nous devons déduire que si la catastrophe s'est produite c'est que notre doux seigneur l'a considérée nécessaire. Peut-être les enfants avaient-ils commis quelques péccadilles, séché le catéchisme, menti à leurs parents. Ou bien, avançons l'hypothèse, les parents s'étaient rendus coupables d'une multitude de péchés nécessitant une sanction ?

Quoi de plus efficace que de leur reprendre ce que Dieu leur avait donné, la chair de leur chair, le sang de leur sang. « Laissez venir à moi les petits enfants »... Tout cela s'explique, mais ce qui ne s'explique pas c'est le télégramme de condoléances et la bénédiction apostolique accordée par notre si bien portant pape Jean XXIII.

Par ce geste devons-nous conclure que le pape ne considère pas la catastrophe comme œuvre divine, mais comme un simple accident ? Mais alors, dirons-nous, où est donc la toute puissance et l'omniprésence du divin ? Dans les nuages ?

Où alors, Dieu l'a voulu ? Sans doute était-il à court d'angelets et il s'en est procuré tout en punissant comme ils le méritaient non pas les angelets mais leurs parents, car les brûlures divines ne doivent pas brûler vraiment.

Mais dans ces conditions les condoléances papales ne sont pas de mise ; le créateur sait ce qu'il fait et surtout, il faut en tenir compte, ne se trompe jamais. Quel jeu jouait donc le pape Jean XXIII, représentant de Dieu sur terre ? L'indiscipline ?

Qu'il fasse bien attention car le créateur ne badine pas avec la discipline et, rondelot à souhait, le pape aurait vite fait de brûler comme un petit porclet ; nous pourrions dire, vu sa corpulence, comme un gros porc, mais nous ne le dirions pas car nous sommes éduqués.

Car il est vraiment inconcevable qu'un bâtiment scolaire ait flambé si rapidement, si complètement, sans que le feu ait pu trouver une source riche en combustible.

En cette occasion, le Pape Jean XXIII a envoyé à l'archevêque de Chicago un télégramme de condoléances et accordé sa bénédiction apostolique aux familles éprouvées.

Je ne sais quelle a pu être la réaction des familles éprouvées, croyantes et pratiquantes devant cette catastrophe qui, si nous respectons l'A.B.C. du catholicisme, n'a pu être que l'œuvre du « tout puissant », celui qui voit tout, qui est partout, qui sait tout. Tenant compte de la puissance divine nous devons déduire que si la catastrophe s'est produite c'est que notre doux seigneur l'a considérée nécessaire. Peut-être les enfants avaient-ils commis quelques péccadilles, séché le catéchisme, menti à leurs parents. Ou bien, avançons l'hypothèse, les parents s'étaient rendus coupables d'une multitude de péchés nécessitant une sanction ?

Quoi de plus efficace que de leur reprendre ce que Dieu leur avait donné, la chair de leur chair, le sang de leur sang. « Laissez venir à moi les petits enfants »... Tout cela s'explique, mais ce qui ne s'explique pas c'est le télégramme de condoléances et la bénédiction apostolique accordée par notre si bien portant pape Jean XXIII.

Par ce geste devons-nous conclure que le pape ne considère pas la catastrophe comme œuvre divine, mais comme un simple accident ? Mais alors, dirons-nous, où est donc la toute puissance et l'omniprésence du divin ? Dans les nuages ?

Où alors, Dieu l'a voulu ? Sans doute était-il à court d'angelets et il s'en est procuré tout en punissant comme ils le méritaient non pas les angelets mais leurs parents, car les brûlures divines ne doivent pas brûler vraiment.

Mais dans ces conditions les condoléances papales ne sont pas de mise ; le créateur sait ce qu'il fait et surtout, il faut en tenir compte, ne se trompe jamais. Quel jeu jouait donc le pape Jean XXIII, représentant de Dieu sur terre ? L'indiscipline ?

Qu'il fasse bien attention car le créateur ne badine pas avec la discipline et, rondelot à souhait, le pape aurait vite fait de brûler comme un petit porclet ; nous pourrions dire, vu sa corpulence, comme un gros porc, mais nous ne le dirions pas car nous sommes éduqués.

VIENT DE PARAITRE

« La fin douloureuse de Sébastien Faure ». Apôtre libertaire de la Paix. Lettres aux Amis 1939-1942. Introduction de Pierre Lentente. Préface d'Aristide Lapeyre. Prix 400 fr. Frais d'envoi en plus : 35 francs.

« Nous aurions pu nous adapter aux exigences de ce monde exécrable et, tant d'autres, nous y tailler une existence facile et plus ou moins douce. Mais notre cerveau et notre cœur ne l'ont pas voulu et nous avons stoïquement choisi la révolte et rejeté l'adaptation.

Ce choix nous engage ; il équivaut à un serment irrémédiable. Nous devons à la fidélité qui nous lie à ce serment de consacrer à la bataille toutes nos forces... ». Lettres aux Amis 1939-1942.

UN BESOIN

et à tous les maux qu'ils engendrent : Tuberculose, Alcoolisme, etc...

Assurons la protection du travailleur et des siens par une sécurité sociale garantissant tous les risques, et celle des vieux par une retraite égale au salaire de base ; car après une vie de labeur, l'ouvrier mérite bien son repos, tant soit matériel que moral.

En fait, n'est-ce pas un scandale de voir s'égrener toute une vie sans joie, dans une « grisaille » perpétuelle et anéantisante pour le corps et l'esprit.

La réforme de l'entreprise, bien conduite, permettrait dans l'immédiat à l'ouvrier, de se sentir anobli par sa tâche. L'utilisation des immenses énergies libérées par le machinisme et les nouvelles techniques, devrait réduire l'effort du travailleur et augmenter son bien-être et non pas transformer ce-

lui-ci en robot sans sensibilité ni conscience.

Il faut en résumé que la classe ouvrière prenne conscience de ses devoirs et de ses droits, qu'elle trouve en son sein des camarades de volonté et de sacrifice ayant le sens du bien commun et capable de l'orienter.

Il faut une réforme totale des institutions sans aucun doute, mais il faut aussi une réforme des idées des hommes. Il faut que nous recherchions, non pas la dictature d'une classe ou d'un Etat comme l'ancien régime qui a été définitivement condamné pour être remplacé par une équipe nouvelle qui ne changera rien, mais la création d'un régime collectif, où l'ouvrier qui est le producteur aura enfin sa juste place et par la suppression rapide du capitalisme et de tout Etat.

U.L. d'ALBI

Le Gérant responsable : J. SORIANO

Journal imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers Téléphone : Capitole 89-75 TOULOUSE

**L'émancipation
des travailleurs
sera l'œuvre
des travailleurs
eux-mêmes.**

LE COMBAT

SYNDICALISTE

De chacun
selon ses forces

A chacun
selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

**De chacun
selon ses moyens.
A chacun
selon ses besoins.**

Heures supplémentaires = CHOMAGE

Travail à la tâche

Alerte... Conscience !...

Beaucoup de palabres ! Beaucoup trop ; mais, « est-il besoin d'exécuter, on ne rencontre plus personne ». La modestie est trop vieux jeu, la raison souvent s'incline et la franchise disparaît. Seuls, l'égoïsme, l'arrivisme et l'hypocrisie règnent en maîtres.

L'être humain subit... il est passif ; les événements le terrassent... il est esclave.

Un certain nombre de penseurs, d'idéalistes, de philosophes, d'ouvriers même, croient à la révolution de demain qui doit apporter le bien-être à tous les travailleurs ; mais ils négligent trop souvent l'évolution immédiate de l'esprit qui doit servir de piedestal à cette société de demain que nous préconisons. Ils voient le sommet de l'idéal et ignorent les degrés pour l'atteindre. Quelle chimère !... La libération ou révolution morale s'impose.

La raison, cette merveilleuse soupape de l'esprit, doit permettre à celui-ci l'évacuation accélérée de tous les virus qui l'empoisonnent et détruisent toute possibilité de compréhension et de conception objective, surtout sur le plan social. Le système social actuel est creux, verrouillé, il s'effrite, soyons assez conscients pour l'aider à disparaître en détruisant à jamais, autour de nous, tous les foyers corrompus qui soutiennent encore le monstre hideux de l'injustice. Construisons du propre, de l'humain. Jetons bas le masque de toute une mafia de bonzes qui ne cherchent qu'à semer la perturbation sociale pour mieux exploiter l'éternelle victime : le prolétariat. La politique et ses idoles, les religions et

leurs dogmes, le capitalisme et son gangstérisme légalisé qu'est le commerce, les dictatures et leur terrorisme, les états si prodigés en décrets injustes et arbitraires, voilà, travailleurs, les obstacles à détruire. Il n'est pas de sauveur suprême !...

L'être humain doit acquérir toute sa souveraineté. C'est lui, la base de la société, c'est lui qui doit donner à celle-ci sa meilleure signification. Il doit faire disparaître tout esprit catégoriel, toute division du travail : une société bien organisée doit tout lier, tout coordonner et ne rien diviser. Le monde du travail s'organise, se transforme, mais qu'il évite la régression, la désagrégation. C'est le syndicalisme révolutionnaire qui veillera toujours à cette évolution.

En son sein, le travailleur trouve l'exemple de la solidarité effective et acquiert l'esprit d'entraide sans lesquels une société ne peut être fraternelle. Cette solidarité effective y est possible parce que la hiérarchisation est absente de toute structure syndicale bien comprise.

Le Travailleur s'habitue aussi à rejeter les préjugés multiples que la société entretient pour se mieux maintenir. C'est encore dans le syndicat des Pelloutier et des Griffuelhes que le travailleur développera ses facultés d'organisation et qu'il prendra le sens des responsabilités, en participant à son administration. Donc, il est encore temps, travailleurs de tous les camps « Debout, en avant ! ».

Et, Vive la Révolution sociale Libératrice.
Alas GEORGES

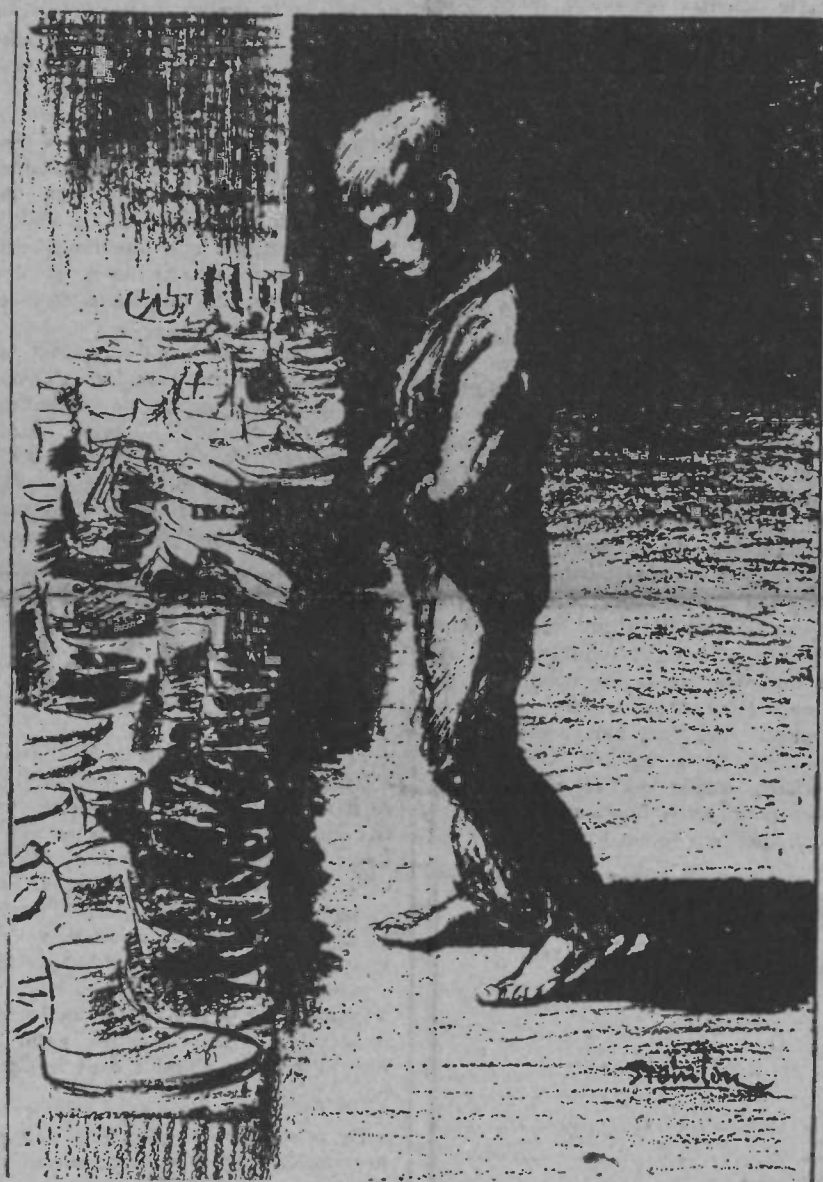
LA MISERE DANS L'ABONDANCE

Allons-nous revivre cela ?...

Comme il y a cinquante ans, parce que nous manquons de courage et d'esprit révolutionnaire, allons nous encore subir une telle calamité. Car, aussi invraisemblable que cela puisse paraître aux jeunes, certains d'entre nous ont vécu ce tableau.

perfectionner leur équipement, provoquant ainsi une élimination répétée de main-d'œuvre et non le plein emploi.

Les licenciements signifiés aux travailleurs de Fives-Lille, de Morane à Puteaux, de multiples entreprises partout dans le pays, le chômage partiel



Aujourd'hui, de même qu'il y a un demi siècle le seul responsable est le système capitaliste pour qui, en dehors de toute considération humaine seul compte le profit.

Au lieu de mettre la machine au service de l'homme, pour atténuer sa peine, il utilise celle-ci pour réaliser des prix de vente compétitifs. Immédiatement, le cycle infernal intervient : licenciements de personnel, chômage, diminution du pouvoir d'achat, mévente, stockage des produits de consommation, recrudescence du chômage, etc...

Un reclassement valable des exclus du marché du travail est impossible, les entreprises, possédant encore le « privilège » de produire à plein rendement, continuent, afin de conserver les marchés qu'elles détiennent, à

qui atteint la majorité des salariés ne sont pas les résultats d'un fait nouveau. Ils dérivent au grand jour de la carence du système qui camoufle habilement son impéritie, depuis près de vingt ans, en perpétuant une économie de guerre qui, si elle cessait jeterait demain sur le pavé deux millions de chômeurs supplémentaires.

Ce n'est pas en retournant aux urnes le 8 mars, faire confiance aux politiciens de tous poils, aussi verbeux que corrompus, que les exploités apportent remède à leurs maux ; la preuve venant d'être faite, une fois encore, que plus ça change et plus c'est la même chose.

« Il faut casser les machines ou passer un contrat avec elles ». La première solution ne peut être évidemment envisagée ; quant au « contrat », qui consiste à réduire la durée du travail tout en accordant aux individus des conditions de vie décentes, c'est la négation même du système capitaliste qui ne l'admettra jamais.

Changeons donc le système puisque celui existant ne correspond plus aux nécessités de l'heure. Appliquons la semaine de 35 ou de 30 heures, en attendant mieux. Faisons tourner les machines à plein et, puisqu'elle n'est plus vendable, distribuons la production pour la satisfaction des besoins de chacun. Ainsi, seulement, pourront disparaître la misère et le chômage, ce dernier étant avantageusement remplacé par des loisirs.
C.N.T.

Pour tous ceux qui ne le savent pas encore, il paraît, d'après un des grands chefs de notre vaillante armée, que la guerre d'Algérie est virtuellement terminée... depuis belle lurette.

D'ailleurs, à peine les premiers coups de fusils étaient-ils échangés que nous savions (source d'informations Lacoste et consorts), que ce n'était qu'une question de mois... juste le temps de remettre au pas ces quelques poignées de fellagas qui jouaient aux petits sol-

PROCÈS A LA HAVANE

Nous n'y étions pas, mais il est hélas, trop aisé d'imaginer ce qui s'est passé. Les actualités cinématographiques sont d'ailleurs là pour nous mettre « les pieds sur la terre ».

Un procès sans précédent, une « corrida de muerte », dans le palais des sports de la capitale cubaine.

D'un côté, ou plutôt tout autour grouillant de partout, une foule hurlante, en pleine hystérie collective, survoltée par ses impulsions raciales et le soleil tropical transformant ce lieu clos en fournaise, bien plus nombreuse que les 15.000 places recensées pourraient le laisser supposer.

De l'autre, les condamnés d'avance, seulement présents pour un rite barbare, submergés par le flot de haine féroce déferlant sur eux.

Loïn de nous la pensée de nous attendre sur le sort des misérables et ignobles complices du dictateur Battista, mais ce sinistre spectacle s'imposait-il ?

Il y avait, dans les gradins du stade des milliers de personnages éternels. Ceux qui massacrèrent Bruts, ceux qui livrèrent les chrétiens aux bêtes féroces, ces chrétiens qui, peu après éliminèrent les païens avec des raffinements de cruauté. Des Maures, des Byzantins, les hordes de Gengis-Khan, des Turcs, des ligueurs, des Huguenots, les dragons de la vraie foi, les camisards, les bourreaux du Palatinat, les S.S. et aussi tous les militaires de tous les pays et de toutes les époques. Il y avait là l'éternelle sauvagerie de ceux dont Einstein affirmait qu'une épine dorsale, à défaut de cerveau leur suffirait, sans frein ni équité, réclamant le sanglant sacrifice pour qui que ce soit, et pour quoi que ce soit.

Combien, parmi ces fauves, s'étaient, peu auparavant rangés servilement du côté des plus forts aujourd'hui vaincus, avaient trafiqué avec eux, avaient lèché leurs bottes ? Combien de femmes avaient complaisamment accordé leurs faveurs aux condamnés d'avance ? A travers eux, n'était-ce pas contre elle-même que la foule inconsidérément débordait de haine ? N'étaient-ils pas le réceptacle de ses bassesses, de ses compromissions, de ses vices, de sa lâcheté, de sa stupidité sadique ?

Et bientôt, avec l'inexorable marche du temps, n'assisterons-nous pas à d'autres procès, à ceux des vainqueurs de Battista cette fois ?

La même foule éternelle sera là. Celle qui s'agglutinait devant le Palais de Venise pour acclamer le Duce, et devant la vitrine du magasin de Milan où le dictateur exécuté était pendu par les pieds. Celle qui applaudissait dans les deux cas, car, après tout, un spectacle en vaut un autre.

Terribles masses qu'exigent monts et merveilles de ceux qui se vouent à la tâche périlleuse de s'occuper de leur sort, tout en refusant d'entreprendre l'œuvre titanique de la Révolution mondiale, qui n'admettent pas que les plus en vue ne soient pas des surhommes, qui entendent trouver chez eux-ci de multiples qualités dont elles sont tragiquement dépourvues, ignorant ou oubliant qu'ils ne sont que leur émanation, avec leurs défauts aussi, quoique nombre d'entre-eux soient pleins d'une immense bonne volonté.

Quel privilège, pour certains partisans de Battista, d'être tombés les armes à la main contre les castristes, ou même, après un rapide jugement sous un feu de peloton, plutôt que d'avoir connu l'infamie du holocauste.

Déjà, Castro fait des mécontents.

Pas assez d'exécutions, promesses non tenues, impuissance devant le capitalisme Yankee...

Le peuple cubain dont les yeux se dessillent revient d'instinct à la grève, seule voie menant à l'amélioration de ses conditions de vie présentes et à l'édification, dans l'avenir, de structures sociales qui concrétiseront le triomphe final des travailleurs.

Arrivera-t-il à comprendre et à prendre conscience ? La folie furieuse ne le dépasse-t-elle pas lui-même ?

Camarades ! Promettons-nous de ne pas nous laisser aller aux entraînements des marées humaines éternellement prostituées.

Jurons-nous, en nous-mêmes au nom de la raison d'introduire dans les jugements que nous aurons fatalement à prononcer l'équité révolutionnaire.

Nous y gagnerons en prestige et en grandeur, car les procès et surtout les procès politiques, abouissements de toutes les passions, demandent à être menés dans une atmosphère de sérénité, presque de froideur.

Peser le pour et le contre, tenir compte de tout, c'est notre devoir si nous voulons inspirer le respect, susciter l'estime, même des plus frustes.

Nos tribunaux révolutionnaires auront à conquérir un prestige incontesté, tel l'aéropage de la Grèce antique, mère de la civilisation dont, plus que tous autres nous nous réclamons.

Leurs arrêts devront faire dire au peuple : voici là des hommes justes, d'une race que nous ne connaissons plus, quelle que soit l'atmosphère dans laquelle ils seront prononcés.

La Révolution aura tout à y gagner.

Comme un de nos camarades l'écrivait récemment, tout n'est pas mauvais dans la bourgeoisie, et, notamment, certaines formes de la justice, éclairées par l'esprit révolutionnaire introduiront dans les châtiments nécessaires, la sérénité indispensable.

Pensons à la parole de Rigault, ce communal sans reproche, disant à Darbov, archevêque de Paris : « Depuis des centaines d'années, vous nous embastonnez. Il faut que cela cesse. Nous n'avons pas l'intention, comme au temps de l'Inquisition, de vous brûler vivs. Nous vous fuellerons, tout simplement.

C'est là la vraie justice, sans sensiblerie mais aussi sans parti pris et sans multitude hurlante. Car rien ne s'oppose à ce qu'une justice véritable soit implacable.

Quand cesserons-nous donc, camarades, sous prétexte d'humanité, de tout tolérer, de tout excuser ? Léon Blum était ainsi. Il a laissé assassiner la République espagnole, et surtout, bien sûr, nos camarades de la C.N.T.

Qu'en ait-il résulté de cette politique de paix ? Trois ans après, la guerre la plus atroce que l'humanité ait jamais connue avec comme sanglant prélude, la mort dans la « Croisade », d'un million d'Espagnols.

Et la péninsule ibérique qui, plus que tout autre pays, méritait la liberté, ploie encore sous le joug et le faisceau de flèches entrecroisées, alors qu'une intervention rapide, en 1936, d'une République Française digne de ce nom aurait peut-être tout évité, en Espagne et ailleurs.

Cette action n'aurait-elle pas été menée au nom d'une justice transcendante, à laquelle la justice individuelle est intimement liée... Mais le capitalisme y aurait-il trouvé son compte ?

H. BESNIER

CINEMA

N'allez pas supposer que c'est une nouvelle rubrique que nous avons l'intention d'ouvrir dans le « Combat Syndicaliste ». Notre temps est trop précieux pour le perdre à analyser et sélectionner ceux que nous considérons les moins mauvais parmi la multitude de « navets », que des producteurs avides avant tout de réaliser de gros bénéfices, distribuent. Non !

Nous désirons simplement mettre en garde les personnes qui « pour passer un moment », à jour fixe, vont chaque semaine au cinéma absorber leur petite dose de stupéfaction, subir, à la longue, sans s'en rendre compte, un lavage de cerveau en règle qui ne se différencie guère de celui administré dans les camps de prisonniers par les « professionnels » de l'armée ; il est tout simplement mieux camouflé.

Le résultat d'un récent référendum, qui attribua 80 % des voix recueillies à notre « sauveur à répétition », doit être attribué, pour une part, à différents facteurs : tels l'égoïsme des individus, leur lâcheté, leur absence de discernement, etc... mais nous croyons que l'orientation de l'opinion par les moyens

de propagande que les tenants du pouvoir ont à leur disposition, n'est pas étrangère, pour le reste, à la situation actuelle.

La presse, subventionnée dans sa presque totalité, et la radio « aux ordres » s'abreuvent, jusqu'à plus soif, aux mamelles du patriotisme, du nationalisme, de la foi religieuse ; quant à la télévision et au cinéma, leur action est encore amplifiée par la complicité de l'image pour mettre en valeur la « grandeur française ».

L'armée et la religion, l'une sur le plan physique, l'autre sur le plan moral, sont les deux éléments de persuasion les plus propres à accréditer les conceptions surannées qu'on prétend, une fois encore, nous imposer.

Aussi les programmes de cinéma qui, dans le documentaire ou le long métrage ne comportent pas au moins une scène où l'armée ou la religion, parfois les deux en même temps, sont portées au pinacle, sont excessivement rares.

La nocivité de ces deux moyens de subordination ne fait de doute pour aucune personne éveillée. Certains estiment (Suite en page 4.)

RÉVOLUTION !... (sans blagues ?)

« Français ! j'ai dû traiter avec l'ennemi. Pardon, je me trompe de révolution, comment ai-je pu confondre 1940 et 1958 ? Pétain et de Gaulle, sans doute parce que le premier a fait condamner à mort le second et, que celui-ci, par politesse, lui a rendu la pareille. Allons, allons, pas d'histoire.

Or donc, le 13 mai le souffle pur des colons d'Alger traversait la mare aux harengs pour annoncer au métropolitain la naissance prochaine d'un régime où tous les indigènes seraient Français à part entière, un peu comme les marques de nouilles lancent leurs slogans, en affirmant que la qualité et le goût seront les meilleurs. Le jour J et l'heure H, nous vîmes nos braves paras, prendre positions dans les bois environnant Paris et notamment autour des édifices publics, Palais Bourbon, etc ; le M.R.P.-iste de service prendre la résolution de s'agenouiller devant... peu importe, et se rendre au bled des deux églises, où créchait le messie. A

noter qu'un certain Mollet, digne continuateur de ces fameux socialistes qui firent voter les lois sclérotées, se fit un devoir de précéder son collègue politique.

L'ARRIVEE DU MESSIE
Précédé de trois « Rois (Fro) Mages »
Mollet, Le Troquer et Pflimlin

« Allons enfants de la Patrie... moi de Gaulle, je n'appartiens à personne, et dans six mois, j'aurai mis debout les institutions qui doivent rendre à la France sa grandeur et la confiance de l'étranger en nous ; nous imposerons le respect, en remettant de l'ordre et la stabilité du pouvoir de l'Etat ; je vous en prie, avec moi, chantons la Marseillaise... »

LES MOIS PASSENT
Que s'est-il passé ? Dois-je crier au miracle ? en tous cas, des syndicats chrétiens aux communistes, le calme ; C.F.T.C., F.O. faisant de l'œil au grand

Charles, les « cocos » nageant entre les eaux de l'espérance et du désespoir, tous semblent figés en statues de sel. Cependant, les prix continuent à grimper, donc les salaires à s'amoinrir.

LE HORS-D'ŒUVRE

Poursuivant son ascension, l'équipe au pouvoir, s'affaire depuis ces derniers mois pour trouver les moyens pratiques à sauver la France, c'est ainsi qu'elle vient de mettre en chantier une panacée qui doit sortir le pays de l'ornière. C'est formidable, quelle intelligence, « UN FRANC LOURD », voilà qui jette du jus. Alors que les précédents gouvernements vivaient à la petite semaine, dévalant, « déflationnant », quelle misère !

Notez que ce « franc lourd » contrairement aux lois de la physique, aura la propriété d'alléger nos portefeuilles ; n'en déplaise aux mauvaises... (Suite en page 4.)

DU NOUVEAU !...

... bien à l'abri derrière les massifs de l'Aurès.

Le temps a passé depuis, et les centaines de mille de trouffions se sont battus partout en Algérie, contre cette poignée de terroristes... aux pieds bien agiles pour avoir pu être présents en temps voulu au Sahara, à la frontière

algéro-tunisienne ou bien à celle du Maroc.

Mais depuis, et grâce à la grande Victoire remportée par les services psychologiques de l'armée, la guerre est virtuellement terminée !... le F.L.N. est à la veille d'un effondrement total !... Les communiqués officiels nous apprennent que nos irrésistibles défenseurs de la patrie tuent, taillent en morceaux, (Suite en page 4.)

Lettre ouverte à M. Bacon

Une nécessité

Paris, le 22 janvier 1959.
 Monsieur Paul Bacon,
 Ministre de la Sécurité Sociale
 et du Travail
 (Cabinet du Ministre).
 127, rue de Grenelle, Paris (VII*).

Monsieur le Ministre,
 Par votre honore du 12 janvier, émanant du 18^e bureau (réf. : 11.990 DP/OL), suite à ma lettre transmise par la Présidence du Conseil, vous avez bien voulu me répondre :

Cette augmentation... etc
 ... elle doit permettre ainsi que vous le souhaitiez, une amélioration de la situation des vieillards...
 Veuillez agréer... etc.

Au risque de passer pour un grincheux, j'affirme que cette augmentation n'apportera aucune amélioration au sort des plus déshérités et la raison en est très simple :

- 1) Depuis 1956 les allocations n'ont pas été relevées, et le coût de la vie n'a cessé de monter ;
 - 2) L'actuel relèvement ne sera versé que dans six mois ou un an.
- Il est révoltant que des individus qui gagnent des millions par an, osent cyniquement se permettre d'affirmer qu'une augmentation annuelle de 6.800 francs, constitue un formidable élan de nature à propulser les malheureux dans la caverne d'Ali Baba ! De qui se moque-t-on ? Un peu de décence s'il vous plaît, d'autant plus que vous, Messieurs, vous ne vous êtes pas contentés de

6.800 francs par an, mais en deux ans il vous a fallu 2 millions.

Voyons Monsieur le Ministre, soyez raisonnable et conséquent. Vous avez été Député, vous savez donc que vous avez été augmenté plusieurs fois, vous savez également qu'un Député touche, non pas DOUZE MOIS d'indemnité mais TREIZE, pourquoi les vieillards ne toucheraient pas eux aussi TREIZE mois ? C'est d'ailleurs devenu de coutume. Les employés de la Sécurité Sociale perçoivent 14 mois, dans le secteur nationalisé et parfois le privé, le treizième mois est accordé ; enfin puisque le législateur donne l'exemple et que son indemnité est supportée par le CONTRIBUABLE, faites un effort, ne serait-ce que par souci de caisse commune, et donnez au vieillards le treizième mois.

D'autre part — bien que vous me répondiez que partiellement à ma lettre du 3 décembre 1958, qui vous avait, paraît-il, été tout spécialement recommandée — ces augmentations portant sur le F.N.S., sont incompatibles avec l'intention sincère de vouloir améliorer le sort des plus défavorisés, à moins que pour vous, ceux qui percevoient 201.000 francs par an soient aussi favorisés qu'un Député à la retraite ou qu'un général.

La vérité, que vous ne voulez pas dire, c'est que ces vieillards sans encombrants, les tuer, personne n'a le courage de le faire, alors lâchement on laisse le temps s'en charger.

Puisque de toute évidence vous savez que le F.N.S. ne constitue pas un avantage social, étant donné qu'il faut au préalable avoir le bénéfice d'un régime de vieillesse, pour l'obtenir, donc en faisant porter les relèvements sur celui-ci, vous excluez intentionnellement, plus de la moitié des personnes âgées, de ces augmentations. Et, chose étrange, qui s'inscrit à votre procès, vous avez toujours fait la sourde oreille sur cette remarque, chaque fois qu'elle vous a été posée.

Vous n'avez aucune excuse ; la vieillesse n'est ni un cataclysme, ni une maladie, et votre ostracisme est d'autant plus volontaire que seuls les vieux travailleurs et les économiquement faibles en sont victimes. Ce va victis, indignité d'une véritable démocratie (tu parles), imposé à cette catégorie, souligne d'une façon particulière la haine que les gouvernements portent aux seuls producteurs ; preuve en est que les hauts fonctionnaires, les officiers (patriotes de haute paie), les Ministres, Députés, Sénateurs et toute une horde d'employés d'Etat, touchent des retraites exorbitantes.

Je ne me contente pas d'eau bénite ; les vieux travailleurs, en particulier, sont victimes de leur honnêteté, de la confiance naïve qu'ils ont mis dans les institutions et les politiciens qu'ils ont désignés sans méfiance pour « diriger leurs affaires » (ouï !). Si vous, hom-

mes d'Etat, vous avez été aussi conscients de votre mission que ces travailleurs l'ont été dans l'exercice de leurs professions, le cadre social du pays, serait à l'image des merveilles techniques, dont malgré votre tare, vous êtes les seuls à pouvoir profiter. Et, nous n'assistions à cette étrange et interlope situation, de voir des individus, protégés par les gouvernements, exploiter à l'égard des maqueux, dans le même style, d'autres hommes (le maqueux chasse la fille des trottoirs dès qu'elle ne rapporte plus assez), le patronat, sous la protection des P.P., chasse son ouvrier dès que celui-ci ne peut plus suivre la cadence du rendement ; quelle différence ? C'est la même chose l'un comme l'autre remet à la société le soin de s'occuper des mêmes choses, avec cette différence tout de même, que le patron est décoré.

LEÇON D'UNE JOURNEE NATIONALE

Le dimanche 26 octobre 1958, après tant d'autres, avait lieu dans tout le pays, une quête au profit des vieilles et vieux indigents. Avec les E. F. ils sont cinq millions. On ne saurait contester ce chiffre puisque pour « répondre » à de nombreuses revendications, l'ex Ministre des Finances Ramadier, a sollicité et obtenu un impôt de 140 milliards. Ce fut l'avènement des vignettes, dont les automobilistes garderont longtemps le souvenir et l'amertume, sans compter leur répercussion sur le prix de la vie. Il y eut aussi des taxes supplémentaires maintenues. On se souvient également qu'en présence d'enquêtes multiples et arbitraires, la moitié des allocataires, à qui on avait promis le Fonds National de Solidarité, ne touchèrent rien. Ce fut un tollé plus national encore que la quête.

Revenons maintenant à la journée du 26 octobre. Elle fut organisée avec un soin particulier, où tout était soigneusement prévu. Dès la matinée, tout le personnel requis était à pied d'œuvre et sillonnait les rues de Paris à la recherche des bonnes âmes soucieuses de soulager les malheureux vieillards. Nombre d'organisations civiles et religieuses participèrent à cette manifestation de bienfaisance. On y voyait de jeunes femmes gracieuses, au sourire encourageant, à la mine éveillée, fières de concourir à une telle œuvre, des hommes aussi, pour beaucoup par devoir religieux plus que par devoir civique. Il va sans dire que tout ce monde évoluait paisiblement dans le tourbillon de la vie dominicale du grand Paris. Les œuvres religieuses avaient lancé tout leur personnel sur la route de la collecte. Ce fut une véritable armée qui fut mise en action pour cette imposante manifestation. Quels en furent les résultats ? Au

regard des prévisions ils furent décevants. Nulle surprise de la part de l'observateur attentif dans l'analyse des expériences antérieures. D'abord le gouvernement, quoi qu'il en dise, ne s'est jamais penché sur le problème des vieux et n'a jamais tenu aucune de ses promesses en les laissant subsister sous le signe de l'aumône.

Tout le monde en est désormais convaincu. En apprenant qu'à l'issue de ces trop nombreux quêtes la grosse majorité ne touchait rien, une masse de donateurs, déçus de leur geste, ont fait grève devant la tirelire. Beaucoup déclarent donner individuellement à leur choix. Bien qu'incontrôlable, cet argument a tout de même sa valeur. Depuis la mise en pratique de cette politique de l'aumône qui remonte à plusieurs années, il existe des centaines de milliers de vieilles et vieux qui n'ont jamais rien touché de ces collectes. On conçoit leur amertume, leur rancœur, leur jalousie même et une espèce de rivalité qui les divise au lieu de les unir.

Cette unité leur serait cependant indispensable pour soutenir, face au gouvernement, leur cahier de revendications ; la charité la brise impitoyablement, quant à la répartition elle est nettement insuffisante, dérisoire pour ne pas dire ridicule, et ne peut être équitable étant donné le nombre

considérable d'ayants-droit à soulager. D'autre part, intervient l'amputation du Comité Central sur les recettes « pour frais d'organisation », etc. Une partie importante va aux œuvres religieuses qui contribuent au maximum à ces collectes et s'intéressent d'abord à leurs adhérents. Une autre partie, très minime, s'achemine vers les autres organisations et municipalités, ces dernières s'occupant surtout de leurs assistés obligatoires ; quant aux organisations de vieux, elles reçoivent trop peu pour se permettre de faire un colis à chacun de leurs adhérents, soucieux avant tout d'assurer leur fragile vitalité, surtout si elles ne sont d'aucune obédience politique ou confessionnelle. Dans de telles conditions, il est impossible d'établir quelque chose d'équitable et de bienfaisant. Voilà un trait rigoureux de l'emploi et des intérêts que tire le vieillard de cette démocratie aux premières heures d'un renouveau.

Le Messie est descendu en son sein ; mais hélas depuis son avènement il ne s'est pas encore aperçu qu'il y avait en France une armée de vieilles et vieux las de crier leur détresse. Il reste silencieux à leur égard. Que leur réserve-t-il dans l'avenir ? A priori on est en droit de douter de la valeur de son intervention prétendue divine.

Parmi les associations autorisées par la loi, après l'avènement de la III^e République, peu, ont connu autant de vicissitudes que les syndicats.

Promulguée le 21 mars 1844, la loi, autorisant leur création ne fut pas votée dans l'enthousiasme ; pendant longtemps le mot même de « syndicat » provoquait de la gêne, voire même de la haine. La classe dirigeante, caractérisée par un individualisme insolent, ne pensait guère que le syndicat puisse devenir le moyen d'expression le plus efficace des ouvriers. D'ailleurs, ceux-ci, peu informés, et pour cause, n'avaient pas saisi, jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale, toutes les possibilités que lui offrait le syndicat. Aussi, la classe ouvrière était-elle diminuée et considérée

simplement par la valeur et la vigueur de ses bras. Mais toutes les souffrances, physiques et morales, endurées par les travailleurs, n'éteignirent pas en eux l'espoir de connaître des jours meilleurs. L'injustice ne pouvait durer éternellement, car la patience a des limites. Dans la liberté, comme dans l'oppression, dans la légalité comme dans la clandestinité, le syndicalisme a su devenir une force pour le monde du travail. L'histoire pourrait nous dire le rôle du syndicalisme pour sortir de la confusion et de la nuit de l'occupation nazi. Pendant cette période particulièrement sombre pour notre pays, les travailleurs organisés surent montrer une vigueur exceptionnelle et un sens élevé de l'honneur pour faire échec à un régime totalitaire et préparer le retour d'un régime nouveau où le syndicalisme libre et authentique pouvait s'affirmer.

Le syndicalisme ouvrier a connu les heures inoubliables de la libération ; maintenant il devrait être à pied d'œuvre. Faire connaître les besoins de la classe ouvrière, améliorer les conditions de vie, préconiser des solutions pour la transformation sociale et économique, préparer les hommes à l'action, voilà bien toute une série d'activités qui méritent la confiance des travailleurs et aussi de tous ceux de plus en plus nombreux dans le pays qui pensent profondément que rien de grand ne se fera sans le concours des travailleurs unis au sein du syndicat.

La classe ouvrière est majeure, elle désire, elle veut être comprise. Dans la nation ou elle compte plus qu'importe qu'elle autre classe, elle ne veut plus être traitée en parent pauvre. Elle veut être appréciée et avoir le bonheur qu'elle mérite.

Obtenir un minimum vital décent, stade qui est loin d'être réalisé, faciliter l'acquisition d'un bagage culturel, c'est-à-dire humain, que tout homme en ce monde devrait posséder, telle est la mission immédiate du syndicalisme.

U.L. D'ALBI

Sacco et Vanzetti

Evoquer la mémoire de Sacco et Vanzetti, c'est faire revivre dans notre esprit une des pages les plus inoubliables du monde Anarchiste.

C'est aussi évoquer l'un des plus profonds et plus purs sentiments du prolétariat : la solidarité. « Sentiment, hélas ! combien desséché à l'heure actuelle... Néanmoins, l'humanité, dans sa grande majorité, gardera au fond d'elle-même le germe qui saura un jour justifier son existence et deviendra, comme le disait un sage : « Le grand fleuve où se déversent tous les cœurs ».

Mais le visage de ces deux héros nous rappelle aussi, la plus cruelle iniquité, après le procès et l'assassinat des Martyrs de Chicago, commise par le Capitalisme et l'Etat. Ce fut une monstrueuse machination montée par une caste privilégiée de plutocrates qui conduisit le cordonnier Sacco Nicolas et le pêcheur Vanzetti Bartolomeo sur la chaise électrique. Les brillantes manifestations internationales des travailleurs pour forcer les serres rapaces d'un système autoritaire et violent à lâcher leurs proies, ne purent arrêter la main criminelle du bourreau.

Trente-deux ans bientôt se seront écoulés après cet assassinat, mais leur souvenir reste toujours vivant dans nos cœurs. Leur courage et leur dignité d'homme qui ne plient même pas devant la mort pour prouver leur innocence ont fait école parmi nous. Nous saurons rester dignes de ces précurseurs d'un monde nouveau, d'un monde juste et bon. Quant à vous, bourreaux, gardes-chiourmes, laquais d'un système corrompu, tuteurs à gage, sachez que les peuples n'ont que du dégoût pour vous. Le sang des innocents qui rougit vos mains, restera indélébile ; ce sera un signe se transmettant d'une génération à l'autre, afin de ne pas oublier ce que fut votre prétendue civilisation basée sur la barbarie et le crime.

L. RAFFO.

BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,
 NOM
 Prénoms
 demeurant
 déclare souscrire un abonnement de (1)
 au « Combat Syndicaliste ».
 Le
 SIGNATURE

Envoyez les sommes au C. C. P. Paris 11.833.32
 J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne - Paris (9^e)

(1) 12 numéros : 220 fr. — 24 num. : 430 fr. — 48 num. : 850 fr.

DU PASSÉ AU PRÉSENT EN BREF

14 juillet 1935 : Dans la lumière éclatante d'un beau jour d'été, Paris, ce flambeau mondial de la liberté, inscrit dans l'histoire, une des belles pages de sa vie : cinq cents mille manifestants défient de la Bastille à la Nation. Les visages de ces hommes, pleins d'espoir et de joie, expriment aussi la volonté inébranlable de défendre les libertés républicaines, d'assurer le bien-être des travailleurs et la possibilité aux jeunes de développer leurs facultés, enfin le désir d'une paix durable dans le monde.

Ce rassemblement populaire eut un heureux effet sur l'évolution sociale de l'époque.

La poussée fasciste fut stoppée.

Le souffle pur du progrès social se répandit même en province. Les paysans exigèrent une amélioration de leur sort. Ils obtinrent en particulier la diminution d'heures des journées de travail.

Le corporatisme s'atténa beaucoup dans le monde du travail.

C'était le prélude des belles journées de 36. Mais qui aurait pu prévoir le recul actuel ? Comment la classe ouvrière a-t-elle oublié son glorieux passé pour se diminuer, s'avilir par des actes qu'elle regrette déjà ?

Non ! Elle n'a pas oublié, ce n'est qu'une défaillance de sa part. Défaillance due en partie à ce que beaucoup de jeunes ignorent qu'il y eut des Griffuelhes et des Peloutier dans l'histoire de la vie ouvrière ; mais c'est surtout par dépit, désabusés par l'esprit politicien de certains dirigeants syndicaux, que beaucoup d'ouvriers ont abandonné la lutte.

Ils ont perdu la confiance, l'assuran-

Jean GIL

ce en eux même et c'est dans ce moment de faiblesse qu'ils ont commis la bêtise de changer de « maître ».

Et maintenant, ce sont des soupirs, des regrets et tout cela en vain. Il faut relever la tête ! crier gare ! à l'opresseur, à tous les charlatans. Le but final des travailleurs reste toujours le même : Gestion de l'économie par le syndicat. Ceci considérant, comme le disait Griffuelhes, que le syndicalisme proclame le devoir pour l'ouvrier d'agir lui-même, de lutter lui-même, de combattre lui-même, seules conditions susceptibles de lui permettre de réaliser sa totale libération.

COMMUNISTIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
 TELEPHONE : TRUDAINE 78-64
 PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Treasorier confédéral : Charles MOLINA
 16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3^e) G.G.P. 12793-89 Paris
 Rédaction et administration du Combat Syndicaliste : Joseph Soriano, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, (9^e), C.C.P. 11.833-32 Paris.

DEUXIEME UNION REGIONALE
 Adresser la correspondance au siège confédéral
 REUNIONS GENERALES TOUS LES PREMIERS DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX
 Assemblée Générale, le premier vendredi de chaque mois, à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

UNION LOCALE DE VERSAILLES
 Permanence le quatrième dimanche de chaque mois, de 11 heures à midi, au café « Chez Hélène », 23, rue Montbaron, Versailles.
 Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
 UNION LOCALE DE NARBONNE
 Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
 UNION LOCALE DE MARSEILLE
 Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1^{er} arrondissement).

TRIBUNE LIBRE

LES ARTICLES INSERES CI-DESSOUS N'ENGAGENT QUE LA RESPONSABILITE DE LEUR AUTEUR ET NE PEUVENT INTERVENIR DANS LA LIGNE DE L'ORGANISATION, A AUCUN MOMENT

CONFERENCE A LA BASE

Dans le numéro 10 du mois d'avril 1958 du journal « Liberté » est paru un article de Pierre Valentin Berthier. Bien que louant les bonnes idées qui s'en dégagent, je ne puis rester silencieux sur sa tournure, à mon avis stérile.

Ceux qui ont proposé une conférence au « sommet » sont le capitalisme d'Etat et le capitalisme privé. En proposant cette conférence, ils ne font que suivre le déroulement normal de leur tactique ; les uns afin d'assurer la continuité de l'économie capitaliste, basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, les autres pour réaliser l'édification, à nos yeux utopique et impossible, du communisme car, entendons-nous bien, les bolcheviks et les marxistes en général n'espèrent pas arriver au socialisme au moyen d'une révolution sociale comme nous, anarchistes, l'entendons, mais en profitant d'une révolution populaire pour se rendre maîtres de l'appareil étatique et, au moyen d'une dictature de parti, qu'ils disent prolétarienne, éduquer les masses, tout en restaurant l'autorité

dans toutes leurs relations diplomatiques avec les Etats amis ou ennemis ainsi qu'avec toutes sortes d'organismes politiques ou religieux. Tout ceci, sans consulter la « base » qui, à leurs yeux, est incapable et n'a qu'une chose à faire : approuver et s'instruire des hauts enseignements Léninistes-Marxistes qui les conduiront tout droit au communisme sans Etat... ou plutôt à l'Etat sans communisme, c'est-à-dire l'esclavage le plus pur.

Non ! camarades, jamais ce gens-là, ni les autres, ne feront de conférence à la « base » sans renier. Tout au plus, font-ils élire par la base les députés et ministres, lesquels une fois élus ne font qu'obéir aux directives de leur parti et aux maîtres qui les payent, c'est-à-dire l'Etat.

A qui incombe donc le devoir d'assembler cette « base » formée par le peuple de travailleurs, de la réunir en conférence, comme tu dis, afin qu'elle se constitue en une armée capable d'interdire toute guerre, d'anéantir le vil marchandage de l'exploitation de l'homme et de tuer, une fois pour

toutes, cette calamité qui, encore de nos jours, cause tant de victimes : la faim et la misère ? N'est-ce pas à ceux qui ont toujours lutté contre ces fléaux de l'humanité ; aux anarchistes ?

Mais si les hommes, quels qu'ils soient, ne s'agglomèrent pas en une masse compacte, s'ils veulent mener une action individuelle, ou par petits groupes, ils accompliront des efforts inutiles et voués à l'échec le plus total. Aussi faut-il que les anarchistes se groupent, coordonnent leurs efforts, et tracent un plan d'action commune. Ils ne doivent pas se contenter d'une propagande orale et écrite qui chaque jour laisse davantage indifférent le peuple lassé par les paroles et les promesses jamais réalisées.

Il faut que les anarchistes, fidèles à leur idéal, fassent corps dans leur action avec le syndicalisme révolutionnaire, car le syndicalisme sans l'anarchisme est un corps sans tête et, vice versa, une tête sans corps. L'un complète l'autre. Dans l'anarchisme se concentrent les hommes convaincus de

l'idéal anarchiste. Dans le syndicalisme les travailleurs nécessitant une initiation idéologique et une orientation dans les luttes contre le capitalisme.

Justement, camarade, je crois que le peuple est incapable de veiller lui-même à ses destinées, dans le cas contraire le capitalisme aurait vécu ; ou bien il est capable mais il est lâche, et dans ce cas à quoi servent les sacrifices d'hommes pour un idéal social ; ou, encore, il est indécis, désorienté, et c'est alors à l'anarchisme de le décider, de l'orienter et de l'organiser dans la seule organisation qui puisse l'accueillir : l'A.I.T., anarcho-syndicaliste dont l'anarchisme devrait être l'avant-garde de combat et le flambeau éclairant la conscience des opprimés. Pour cela, il est grand temps que tous les vrais anarchistes et anarcho-syndicalistes s'entendent et organisent un congrès afin de traiter ces questions vitales pour l'avenir du socialisme. Sans cela, l'anarchisme aura failli au rôle historique qu'il s'est assigné.

Etienne

Nous avons glané pour vous

Dans « L'Ecole Emancipée » (bimensuel) N° 8 du 10-1-1959.

« A travers la presse syndicale — I. — Echos de la C.N.T. » L'organe officiel de la Confédération Nationale du Travail (Section française de l'Association Internationale des Travailleurs) « Le Combat Syndicaliste » (1) a une autre allure que les journaux nationaux de la C.G.T. ou de la C.G.T.-P.O., tout au moins si l'on se reporte au numéro 151 de décembre 1959.

« Je n'avais pas lu ce vieux journal (30 ans d'existence) qu'est « Le Combat Syndicaliste » depuis près de 8 ans et c'est vraiment avec plaisir que j'ai repris contact avec lui.

« H. Besnier nous parle en termes parfois percutants de : La Mort du Grand Percuteur... » Suivent des extraits du remarquable article de notre camarade, d'un texte intitulé « Le Syndicalisme Révolutionnaire » et d'un appel de J. Soriano ; en tout, plus d'une page de ce périodique est réservé à notre organe confédéral.

Il y a longtemps que le Combat Syndicaliste n'avait pas été à pareille

fête. Au risque de passer pour des orgueilleux nous ne pouvions laisser sans écho cette gentille appréciation. Cela nous change des ignobles calomnies que, dans notre entourage, même des affinitaires ne se privent pas de diffuser sur notre compte.

Nous savions bien que, tôt ou tard, justice nous serait rendue. Nous te remercions, ami de « L'Ecole Emancipée » d'avoir, en toute indépendance, ouvert la voie dans ce sens.

Dans « L'Ordre Social » (bimestriel), numéro 6 de janvier 1959. « A méditer... Nous lisons dans « Les Cahiers du Socialisme Libéral ».

« Nous n'avons le droit d'attaquer la société capitaliste et étatique que dans la mesure où nous sommes capables de remplacer son organisation par une autre qui lui soit supérieure.

« Il ne sert à rien de dénoncer sans cesse les méfaits de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la société de classes, du militarisme, du gouvernementalisme et de tous les partis politiques si nous ne nous préparons pas, activement et intensément, à créer un

monde meilleur avec des méthodes qui répondent à nos principes.

« La critique se suffisant à elle-même est stérile et finit par lasser ceux qui, au début, s'en repaissent avec avidité. En fin de compte, on ne démolit que dans la mesure où l'on est capable de reconstruire. C'est ce qu'on dit et répète Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta et toutes les grandes figures du courant fédéraliste de la Première Internationale.

« Cela a été oublié et enterré. Le journalisme révolutionnaire et uniquement corrosif a remplacé l'étude sociologique qui oriente les hommes et en fait des constructeurs. Et un courant social qui ne vit que sur la négation finit par se nier lui-même.

« Les Cahiers du Socialisme Libéral » et leur groupe éditeur reviennent à l'étude positive, à la critique constructive ; et ils cherchent les chemins et les moyens de réorganisation sociale correspondant à notre époque. « Faire une œuvre constructive dans tous les domaines : tel est notre but ».

« Tel est aussi celui de l'Ordre Social ». C'est une pierre de taille qui est lancée dans notre jardin. En effet, la C.N.T. dénonce sans cesse les méfaits de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la société de classes, du militarisme, du gouvernementalisme et de tous les partis politiques. Dussions-nous faire de la peine à ceux qui nous critiquent, nous continuerons. Nous n'allons pas tresser des couronnes aux responsables de tous nos maux, non !

Il y aurait beaucoup à écrire sur ce vaste problème, qui est posé mais non solutionné. Nous y reviendrons en temps utile.

Pour aujourd'hui contentons-nous de

"A. I. T." LE JOURNAL DE NOTRE INTERNATIONALE, PARAIT TOUS LES MOIS. Abonnez-vous !

constater que dans ce texte il existe deux choses dégoûtantes. On se sert, premièrement, du nom des théoriciens de l'anarchisme pour accréditer un point de vue dénué de tout fondement. La pensée qui leur est attribuée est certainement tronquée mais pour reprendre celle de l'auteur nous lui posons une question : Que démolissons-nous ? Rien, sinon le prestige d'un ramassis de scélérats. On nous prend, deuxièmement, pour des minuscules, des imbéciles, tout juste bons à anéantir une leçon difficilement apprise dont nous n'avons jamais compris exactement la signification. C'est très flatteur pour nous et surtout pour bon nombre de camarades espagnols exilés, appartenant à la C.N.T. française, qui sur le plan économique et social possèdent malgré tout quelques références valables.

Nous étonnerons peut-être nos dénigriers en leur indiquant qu'il existe chez nous des cheminots qui se font forts, au sein d'un comité de gestion, réuni seulement une heure par jour, dont les membres participeraient ensuite à la production, de faire fonctionner le service public qu'est la S.N.C.F. au mieux des intérêts des usagers, ce qui n'est pas le cas actuellement. Il y a aussi dans la C.N.T. des militants postiers, métallurgistes, du bâtiment, etc., qui chacun dans leur branche d'activité sont susceptibles de faire de même. L'auteur de l'article, qui appartient, pensons-nous, à la corporation de l'imprimerie, ne manquerait pas, si sa compétence professionnelle n'est pas surfaite, d'obtenir un résultat identique. Il n'y a guère que certains parasites, les anciens députés, entre autres, n'ayant jamais occupé aucune fonction dans la production, qui seraient irrécupérables.

Nous n'avons rien oublié du tout, ce sont les « nantis », au contraire, qui ont tout enterré en pratiquant la conspiration du silence, en déviant, en reniant habilement ceux auxquels ils se réfèrent.

Nous ne saurions nous faire complaisants d'un tel comportement « la réorganisation sociale correspondant à notre époque » ne pouvant être autre chose qu'une capitulation sans condition devant le capitalisme oppresseur et exploiteur.

LES LIVRES ET LA VIE

Comme chaque année à l'époque des prix littéraires nous voyons apparaître, en librairie, un nombre incalculable d'ouvrages, dont il est d'ailleurs pratiquement impossible de venir à bout. Aujourd'hui, j'ai cru intéressant de choisir quelques livres (1) sur la Révolution espagnole ce sont : « La fête espagnole » de Henri-François Rey, « Colleur d'affiches » de Michel del Castillo, et « Le Ravin » de Nivaria Tejera.

« La fête espagnole » est, je crois (à part une œuvre de théâtre : « La bande à Bonnot »), le premier livre de Henri-François Rey. Son histoire commence aux premiers jours de la guerre civile espagnole. Georjanko, un russe, s'engage dans les brigades internationales et part combattre le fascisme en Espagne. En cours de route, nous le voyons tour-à-tour donner son dernier argent de poche à des putains d'un bordel de Perpignan et, plus loin, sur le chemin de Barcelonne, tomber amoureux de Nathalie, journaliste américaine. Pour cet amour, après avoir vécu la souffrance physique et morale des tranchées, il désertera, la sensualité ayant le dessus. Mais, malchanceux sur le chemin du retour près de la frontière, voilà que de « terribles anarchistes » le prendront et le fusilleront (il faut croire qu'ils sont vraiment redoutables, ces gars de la F.A.I.).

Pour ce livre Henri-François Rey, a obtenu le prix des Deux Magots. Nous croyons que l'auteur a du talent de conteur, mais, à franchement parler, on aurait souhaité un peu plus de sérieux de sa part. Car même si, d'après les déclarations de l'auteur lui-même, celui-ci a voulu faire œuvre de démystification, il faudrait au moins ne pas présenter la guerre d'Espagne semblable à celles qu'on déclenche habituellement pour faire travailler certains industries et encore moins pour faire la « fête ». L'auteur devrait le savoir s'il a fait la guerre d'Espagne.

Nous avions lu avec un intérêt particulier le premier livre de Michel del Castillo ce « Tanguy » qui est autant un bon roman qu'un ardent témoignage, traduit depuis en plusieurs langues. Peu de temps après nous lisons « La Guitare ».

Aujourd'hui, en voyant apparaître

« Colleur d'affiches », nous nous sommes précipités sur l'ouvrage, mais, il faut l'avouer tout de suite, nous avons été un tantinet déçus.

L'histoire commence à Madrid. Nous sommes dans la zone, nous voyons Olny, jeune zonard, tuer d'un coup de couteau, le père « Jovial », parce qu'il couche avec sa mère, et fuir la zone avec une amie d'enfance qui deviendra sa compagne, Ramirez, un ami, l'emmènera à une réunion communiste, il entrera au Parti et en deviendra un spécialiste du collage d'affiches. Dans cette réunion il fera connaissance avec Santiago de Leyes un ami qui l'hébergera et l'aidera. Ce dernier est le fils d'un aristocrate, venu défendre la cause du peuple dans le même Parti. Pourtant, au cours des événements, celui-ci se convaincra que ce n'est point en versant le sang qu'on peut servir l'humanité, et il quittera le Parti. Mais il sera arrêté comme traître à la classe ouvrière (mais pourquoi nous demandons-nous faut-il que ce soient encore les anarchistes qui se chargent de cette arrestation ?) Olny, entre temps, poussé par la faim, entrera dans un peloton d'exécution et devra lui-même fusiller Santiago, son bienfaiteur.

Nous comprenons aisément Michel del Castillo : il a voulu se montrer impartial et a essayé de rester au-dessus de la mêlée.

Ses personnages sont assez vivants et réussissent à nous plonger dans l'atmosphère de l'époque.

L'auteur nous avertit lui-même dans son avant-propos : qu'en 1936 il était âgé seulement de trois ans et de six, lorsque après la victoire franquiste en 1939 il vint en France.

« Ce livre, dit-il, n'est donc pas un témoignage sur une guerre que je n'ai pas pu comprendre et dont je ne conserve que quelques souvenirs confus ». Or, sans avoir vérifié ses sources de renseignements, il nous décrit des batailles dans des lieux où il n'y en a jamais eu ; il nous parle de ces ouvriers qui en 1936 dégoûtaient le marxisme en Espagne. Allons donc ! Il y avait, à l'époque, belle lurette que le prolétariat espagnol était devenu conscient, notre jeune auteur devrait savoir que l'anarcho-syndicalisme avait déjà de profondes racines dans le peuple qui n'avait pas attendu ce « parti fort et discipliné » pour se réveiller.

Il est vraiment dommage de voir qu'un jeune « espoir » de la littérature, comme l'est l'auteur de « Tanguy » s'enlise dans le terrain sablonneux de la production littéraire, avant d'éditer un livre on devrait prendre son temps (même si l'époque des prix approche) et vérifier ce qu'on dit : on éviterait ainsi bien des regrettables erreurs.

Dans « Le Ravin » c'est la même Révolution mais vu par une petite fille à laquelle des soldats sont venus prendre le père. La petite fille sera constamment obsédée par ce « ravin » qui n'est en réalité que le lieu où les « nationaux » vont fusiller les « rouges » qui, comme son père ont commis « le crime » de croire en un idéal de liberté et de justice. C'est un tableau tragique des premiers jours de la Révolution, tracé par un enfant qui — on le sent — les a vécus et sentis dans sa propre chair. Il est très regrettable de constater le peu de place, qu'un tel livre occupe dans les chroniques littéraires. Ce petit livre plein de grandes choses, mériterait beaucoup plus d'attention.

Henri MILECH

Tout ce qui concerne « Le Combat Syndicaliste » (Rédaction et Administration), doit être envoyé à : J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e) C. C. P. n° 11.833.32 Paris

De ci... de là...

ESPAGNE

A Costada, village de la province de Madrid (2.000 habitants) le curé de la paroisse s'est acquis le droit de posséder exclusivement la télévision.

Les habitants qui désirent jouir de ce spectacle peuvent se rendre dans sa salle récréative moyennant, 5 pesetas les grandes personnes et 3 pesetas pour les enfants.

Peut-être son métier n'est-il pas assez rétribué ?

**

ETATS - UNIS

Nous n'ignorons pas que la loi américaine interdit à tout sujet communiste ou « anarchiste » d'entrer sur son territoire, sous prétexte de préserver la sécurité du chef de l'état.

En demandant les visa il doit remplir un questionnaire dans lequel il doit mentionner qu'il n'appartient à aucune de ces tendances ou organisations.

Il faut croire que Mikoyan est un agent impérialiste pour avoir eu tant d'égards dans cet état.

FEDERATION ANARCHISTE

3, rue Ternaux, Paris (XI^e) Permanence : Tous les jours, sauf le dimanche, de 11 heures à 19 h. 30, sans interruption.

(à suivre)

(1) Voir « Le Combat Syndicaliste » numéro 152.

Chronique Juridique et Sociale

MENACE DE LICENCIEMENT ET MOYENS DE DEFENSE D'UN DELEGUE

Un arrêt de la Cour de Cassation vient de décider que la décision du comité d'entreprise, visée à l'article 22 de l'ordonnance du 22-2-45, ne peut légalement intervenir qu'après examen des griefs articulés contre celui de ses membres dont le licenciement est envisagé, et celui-ci ayant été mis à même de présenter ses moyens de défense.

En conséquence, un accord du comité d'entreprise qui avait été donné sans que l'intéressé (mis à pied) ait été convoqué et ait pu se défendre a été déclaré irrégulier et le jugement qui avait considéré le licenciement comme régulièrement autorisé a été cassé.

**

CHOMAGE ET PENSION VIEILLESSE

Un cumul des allocations de chômage total est autorisé pendant une période de trois mois avec :

- l'allocation aux vieux travailleurs salariés ;
- une pension d'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie (1).

Le ministre du Travail a décidé que, par mesure de bienveillance, un cumul de trois mois pourrait être également admis en faveur des titulaires de pension ou d'un avantage vieillesse quelconque (2).

(1) Art. 7 du décret du 12-3-1951 modifié par le décret du 1-4-1957.

(2) Lettre ministérielle DGTMO/VIII du 30 juin 1958 à M. Adrien Mouton, député des Bouches-du-Rhône.

**

EMBAUCHAGE SUR PLACE ET INDEMNITE DE GRAND DEPLACEMENT

Un ouvrier du bâtiment domicilié en Alsace avait été déplacé sur un chantier dans la région de Chaumont par une entreprise.

Par la suite, il quitta cette entreprise lors de sa liquidation judiciaire pour s'embaucher sur place à la Société Générale d'Entreprises.

Cette société lui contesta le droit aux indemnités de grands déplacements sous prétexte qu'étant embauché sur place, il ne remplissait pas les conditions prévues à ce sujet par le décret du 6 août 1947 relatif aux indemnités de grand déplacement dans le bâtiment à savoir l'obligation d'être déplacé par son employeur et d'avoir obtenu l'agrément du bureau de la main-d'œuvre.

Défense de l'homme

En glanant dans « Défense de l'homme » j'ai apprécié entre autres bons articles, un article de Louis Dey intitulé : « Concordance des religions ». « Et comme disait Voltaire : « Toutes les religions se valent ». On trouve leur accord sur toutes les « grandes questions » qui sollicitent le monde. La preuve est que nous trouvons dans le Coran : « Si Dieu voulait, il triompherait lui-même de ses ennemis, mais il nous fait combattre pour nous éprouver les uns par les autres » (S. XVII). Ce qui s'accorde admirablement avec les enseignements des Pères et des Princes de l'Eglise catholique, qui ont dit, comme Massillon, par exemple, dans ses « Sermons de Carême » : La guerre est une manière de culte religieux. Les conquérants sont, aux mains de Dieu, les instruments de sa colère, dont il se sert pour châtier les peuples ».

Vous voyez bien, que l'accord peut se faire entre les religions... pour envoyer des fidèles et des infidèles, en enfer ou au paradis.

Paul CHANGLEUR

La Cour de Cassation a débouté de ses prétentions ladite Société et confirmé le droit de l'ouvrier aux indemnités de grand déplacement en tenant compte notamment du fait « que le nouvel employeur n'ignorait pas son origine alsacienne, ni sa situation de travailleur déplacé qui n'avait donc pas été changée ; que d'ailleurs les bulletins de salaires continuèrent à faire mention de son domicile et d'indemnités de déplacement ; ce faisant, que la Société Générale d'Entreprises avait voulu reconnaître à H... la qualité d'ouvrier déplacé et qu'elle était dès lors tenue de verser intégralement les indemnités correspondantes ».

Par conséquent un ouvrier déjà déplacé par un employeur qui vient à s'embaucher sur place chez un autre employeur a droit aux indemnités de grand déplacement chez ce dernier.

DOUZE PREUVES DE L'INEXISTENCE DE DIEU (1)

par Sébastien FAURE

Deuxième argument : Le « pur Esprit » ne peut avoir déterminé l'univers.

Leur Dieu est pur Esprit. Et je dis que le pur Esprit : l'Immatériel ne peut avoir déterminé l'Univers : le Matériel. Voici pourquoi :

Le pur Esprit n'est pas séparé de l'Univers par une différence de degré, de quantité, mais par une différence de nature, de qualité. En sorte que le pur Esprit n'est et ne peut pas plus être une amplification de l'Univers que l'Univers n'est et ne peut être une réduction du pur Esprit. La différence ici n'est pas seulement une distinction, mais une opposition, opposition de nature : essentielle, fondamentale, irréductible, absolue.

Entre le pur Esprit et l'Univers, il n'y a pas seulement un fossé plus ou moins large et profond qu'il serait, à la rigueur possible de combler ou de franchir ; il y a un véritable abîme, dont telles sont la profondeur et l'étendue que, quel que soit l'effort tenté, rien ni personne ne saurait le combler ni le franchir.

Et je mets le philosophe le plus subtil comme le mathématicien le plus consommé au défi de jeter un pont, c'est-à-dire d'établir un rapport — quel qu'il soit — (et à plus forte raison un rapport aussi direct et aussi étroit que celui qui relie la cause à l'effet) entre le pur Esprit et l'Univers.

Le pur Esprit ne supporte aucun alliage matériel ; il ne comporte ni forme, ni corps, ni surface, ni volume, ni couleur, ni son, ni densité.

Or, dans l'univers, tout au contraire est forme, corps, ligne, matière, proportion, étendue, durée, profondeur, surface, volume, couleur, son, densité.

Comment admettre que cela a déterminé ceci ? C'est impossible. Arrivé à ce point de ma démonstration, je campe solidement sur les deux arguments qui précèdent, la conclusion suivante : nous avons vu que l'hypothèse d'une puissance véritablement créatrice est inadmissible ; nous avons vu, en second lieu, que même si l'on persiste à croire en cette puissance, on ne saurait admettre que l'univers essentiellement matériel ait été déterminé par le pur Esprit essentiellement immatériel.

**

Si, néanmoins, vous vous obstinez, croyants, à affirmer que c'est votre Dieu qui a créé l'Univers, le moment est venu de nous demander où, dans l'hypothèse-Dieu, se trouvait la matière, à l'origine, au commencement.

Eh bien ! de deux choses l'une : ou bien la matière était hors de Dieu ; ou bien elle était en Dieu — et vous ne sauriez lui assigner une troisième place. Dans le premier cas, si elle était hors de Dieu, c'est que Dieu n'a pas eu besoin de la créer, puisqu'elle existait déjà ; c'est qu'elle coexistait avec

Dieu, c'est qu'elle était concomitante avec lui et, alors, votre Dieu n'est pas créateur ;

Dans le second cas, c'est-à-dire, si elle n'était pas hors de Dieu, elle était en Dieu ; et dans ce cas j'en conclus : 1) — Que Dieu n'est pas pur esprit, puisqu'il portait en lui une parcelle de matière, et quelle parcelle : la totalité des mondes matériels !

2) — Que Dieu, portant la matière en lui, n'a pas eu à la créer, puisqu'elle existait, il n'a eu qu'à l'en faire sortir ; et, alors, la création cesse d'être un acte de création véritable et réduit à un acte d'extériorisation.

Dans les deux cas, pas de création. Troisième argument : Le parfait ne peut produire de l'imparfait.

Je suis certain que si je posais à un croyant cette question : « L'imparfait peut-il produire le parfait ? » ce croyant me répondrait sans la moindre hésitation et sans crainte de se tromper : « L'imparfait ne peut produire le parfait ».

Or, je dis, moi : « Le parfait ne peut pas produire l'imparfait » et je soutiens que ma proposition possède la même force et la même exactitude que la précédente, et pour les mêmes raisons.

Ici encore : entre le parfait et l'imparfait il n'y a pas seulement une différence de degré, de quantité, mais une différence de qualité, de nature, une opposition essentielle, fondamentale, irréductible, absolue. Ici encore : entre le parfait et l'imparfait, il n'y a pas seulement un fossé plus ou moins profond et large, mais un abîme si vaste et si profond que rien ne saurait le franchir ni le combler.

Le parfait, c'est l'absolu ; l'imparfait c'est le relatif, le contingent n'est rien ; au regard du parfait, le relatif est sans valeur, il n'existe pas, et il n'est au pouvoir d'aucun mathématicien ni d'aucun philosophe d'établir un rapport — quel qu'il soit — entre le relatif et l'absolu ; à fortiori, ce rapport est-il impossible, quand il s'agit d'un rapport aussi rigoureux et précis que celui qui doit nécessairement unir la cause à l'effet. Il est donc impossible que le parfait ait déterminé l'imparfait.

Par contre, il existe un rapport direct, fatal, et, en quelque sorte mathématique, entre l'œuvre et celui qui en est l'auteur : tant vaut l'œuvre tant vaut l'ouvrier ; tant vaut l'ouvrier, tant vaut l'œuvre ; c'est à l'œuvre que l'on reconnaît l'ouvrier, comme c'est au fruit qu'on reconnaît l'arbre.

Si j'examine une rédaction mal faite, où abondent les fautes de français, où les phrases sont mal construites, où le style est pauvre et relâché, où les idées sont rares et banales, où les connaissances sont inexactes, je n'aurai pas l'idée d'attribuer cette mauvaise page litté-

raire à un ciseleur de phrases, à un des maîtres de la plume.

Si je jette les yeux sur un dessin mal fait, où les lignes sont mal tracées, les règles de la perspective et de la proportion violées, il ne me viendra jamais à la pensée d'attribuer cette ébauche rudimentaire à un professeur, à un maître, à un artiste. Sans la moindre hésitation, je dirai : c'est l'œuvre d'un élève, d'un apprenti, d'un enfant.

**

Or, la nature est belle, l'univers est magnifique et j'admire passionnément, autant que qui que ce soit, les splendeurs, les magnificences dont ils nous offrent l'incessant spectacle. Pourtant, si enthousiaste que je sois des beautés de la nature et quel hommage que je leur rende, je ne puis dire que l'univers est une œuvre sans défaut, irréprochable, parfaite. Et personne n'oserait soutenir une telle opinion. L'univers est donc une œuvre imparfaite.

En conséquence je dis : il y a toujours entre l'œuvre et l'auteur de celle-ci un rapport rigoureux, étroit, mathématique ; or, l'univers est une œuvre imparfaite ; donc l'auteur de cette œuvre ne peut être qu'imparfait.

Ce syllogisme aboutit à frapper d'imperfection le Dieu des croyants et, conséquemment, à le nier.

Je puis encore raisonner comme suit : ou bien ce n'est pas Dieu qui est l'auteur de l'univers (j'exprime ainsi ma conviction) ; ou bien, si vous persistez que c'est lui qui en est l'auteur, l'univers étant une œuvre imparfaite, votre Dieu est lui-même imparfait.

Syllogisme ou dilemme, la conclusion du raisonnement reste la même : Le parfait ne peut déterminer l'imparfait.

Quatrième argument : L'être éternel, actif, nécessaire, ne peut, à aucun moment, avoir été inactif ou inutile.

Si Dieu existe, il est éternel, actif et nécessaire. Eternel ? Il l'est par définition. C'est sa raison d'être. On ne peut le concevoir ni apparition ni disparition. Il existe de tout temps.

Actif ? Il l'est et ne peut pas ne pas l'être, puisque c'est son activité qui a tout engendré, puisque son activité s'est affirmée, disent les croyants, par le geste le plus colossal, le plus majestueux ; la création des mondes. Nécessaire ? Il l'est et ne peut pas l'être ; puisque sans lui rien ne serait ; puisqu'il est l'auteur de toutes choses ; puisqu'il est le foyer initial d'où tout a jailli ; puisqu'il est la source unique et première d'où tout a coulé ; puisque, seul, se suffisant à lui-même, il a dépendu de sa seule volonté que tout soit ou que rien ne soit.

Je prétends et je vais démontrer que, s'il est éternel, actif et nécessaire, il

3428



L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens.
A chacun selon ses besoins.

31^e ANNEE — NOUVELLE SERIE Numéro 154

20 FRANCS

AVRIL 1959

LE 1^{er} MAI SOUS LE SIGNE DE L'UNITE FAISONS LE POINT!...

LES Martyrs de Chicago étaient bien loin de se douter qu'après leur sacrifice, la classe ouvrière acuserait un mouvement de recul aussi désastreux et qu'elle en arriverait à une désunion, telle que nous la connaissons de nos jours. L'unité d'action des masses laborieuses de cette époque glorieuse, était de bon augure. Les travailleurs savaient alors pertinemment que « L'union fait la force » ; l'ont-ils oublié aujourd'hui ? En apparence oui !... Pourtant, il n'est pas un organisme, pas un parti, pas même un pays qui ne sollicite son voisin, en lui parlant d'unité. Le mal est que chacun prêche pour sa paroisse ; chacun veut l'unité au détriment d'autrui. Le peuple, lui, ne sait plus à quel saint se vouer. Il y perd son latin ; c'est d'ailleurs le but recherché par ceux qui ont tout intérêt à « Diviser pour régner ».

Mais cette note pessimiste n'est pas un signe de résignation ni d'abandon, loin de nous cette idée. Il existe des bases solides sur lesquelles peuvent s'appuyer les travailleurs pour réaliser une unité sérieuse et valable. Ces peuples, ces frères de misère aujourd'hui prêts à s'entre-dévoiler peuvent y parvenir si leur volonté et leur confiance en eux-mêmes et en un idéal noble et généreux, ne leur fait pas défaut. Si beaucoup ont perdu cette confiance, et n'ont plus cette volonté de s'organiser pour secouer le joug de l'exploiteur, il existe néanmoins un noyau très important d'éléments affranchis, capables de transformer la face de la société actuelle. Qu'attendent-ils ? Certains pensent qu'il faut surtout compter sur un concours de circonstances et que la solution n'est qu'une question de patience. Ceux-là restent murés dans leur « tour d'ivoire ». D'autres ont abandonné lâchement la lutte pour des questions de personnalité, d'amour-propre blessé...

A-t-il le droit, le bon militant, de sauvegarder sa propre personnalité plutôt que l'avenir du mouvement, de l'idéal qu'il professe et défend ? La révolution sociale ne peut se faire sans certains sacrifices, et celui de l'amour-propre doit figurer en premier lieu. C'est une des bases les plus solides de l'unité.

Quelques camarades pensèrent, à l'époque, que l'union des syndicats libres pouvait enrayer le progrès de la division. Nous connaissons, à nos dépens, l'issue de cette expérience ; fuyant la tutelle bolchevique, ces camarades se retrouvaient noyés dans un organisme pro-Américain, subissant les caprices des politiciens en guise de liberté. C'est alors que d'autres camarades et parfois les mêmes, prêchèrent le retour à la vieille C.G.T. Oui, mais à cette C.G.T. qui, obéissant au ministre Croizat, en 1947, avait dit de produire d'abord pour revendiquer ensuite.

Inutile de s'attarder sur la possible unité du vrai syndicalisme avec un quelconque parti politique, quelle qu'en soit son étiquette. Il est matériellement impossible de se trouver au même instant des deux côtés de la barricade, et de lutter aux côtés de l'exploité tout en gérant les affaires de

l'exploiteur. Car, il faut pour cela trahir le maître et dans ce cas il vous congédie, ou alors, et c'est ce qui se produit le plus souvent, c'est le frère de classe qui est trahi. La prise du pouvoir, sans transformation préalable du système, a donné ses fruits... amers, hélas !...

La C.N.T. a toujours été, elle, pour l'unité totale des classes laborieuses. Elle base tout son programme sur cette force invincible qui est l'unité mais considère que, seule la gestion directe des moyens de production et de répartition, par la classe ouvrière peut transformer avantageusement la situation sociale de celle-ci et rétablir l'équité.

En conséquence, elle ne peut s'unir à aucun organisme dont le but, avoué ou pas, n'est autre que d'exploiter les sentiments de la masse pour parvenir à la dominer.

Travailleurs, nous avons tout intérêt à nous unir si nous voulons un jour, jouir du fruit de notre labeur, mais nous ne devons compter que sur nous-mêmes et ne pas oublier que « L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

J. SORIANO

En faisant « la pause » ? Non pas : nous savons ce que la pause coûte au monde ouvrier. On peut très bien raisonner en marchant : je veux dire sans arrêter la lutte revendicative entreprise ou à entreprendre.

Faire le point, c'est se demander : « En ce jour du 1^{er} mai 1959, où en sommes-nous ? ». Nous, l'ensemble de la classe ouvrière.

« Primum vivere », dit l'adage ancien. D'abord, vivre : subsister..., philosophe ensuite. Je ne m'occuperai donc que du seul point de vue économique. Pour le plan général — l'ensemble — le journal entier ne suffirait pas.

Les faits sont là. Le S.M.I.G., qui en déclarent les fallacieux communiqués du gouvernement, s'essouffle, boiteux, loin derrière les prix. Les heures supplémentaires, les primes diverses qui apportaient un complément important disparaissent. La semaine de 48 heures est attaquée. Dans certaines entreprises, on ne fait même plus les 40 heures. La revendication : « emploi à temps complet » perd chaque jour du terrain.

Les stocks sont pleins. Le charbon déborde le carreau des mines. Il y a trop de tout. Les capitalistes, maîtres de tous les moyens de production et d'échange, par amour et gloire du pro-

fit (comparez, d'année en année les bénéfices des grosses firmes), pensent toujours que le seul moyen de réduire la classe ouvrière « à merci » est de lui accorder tout juste de quoi ne pas mourir de faim.

Ces meneurs d'affaires, extrêmement intelligents, se conduisent ainsi de la manière la plus stupide.

La « récession », formule nouvelle et, paraît-il, élégante pour voiler l'ancien terme démodé de « crise », ne menace pas seulement : elle est là ; elle s'installe. 170.000 demandes d'emploi formulées en mars 1959 sont restées insatisfaites. Plus de deux millions de travailleurs sont touchés par les réductions d'horaires.

Or, qu'on le veuille ou non, c'est le pouvoir d'achat (salaires) de la classe ouvrière qui « fait marcher le commerce ». Moins de pouvoir d'achat, moins d'affaires. Tout ce qui est confort (ménager), se vend mal. Le crédit est un risque dont on s'abstient. Les carnets de commandes ne se remplissent plus. La production dans les usines baisse. Le capitalisme prend des mesures : mise à pied des plus âgés qui iront grossir le flot montant du chômage à 350, 370, 380 francs par jour ; licenciement « momentané » du mari ou de la femme quand tous deux travaillent dans la même entreprise... Le reste suivra : réduction d'horaires, etc... Le cercle infernal de la « crise », camouflée « récession », s'est refermé. On n'en sortira que par son éclatement.

Ces capitalistes stupides n'ont donc pas compris qu'il leur suffisait de prélever une infime portion de leurs bénéfices pour maintenir et même augmenter le pouvoir d'achat — salaire ouvrier — ce qui ferait renaitre le commerce, ferait de nouveau tourner à plein et accroîtrait d'une façon considérable les bénéfices des dits capitalistes pour une fois intelligents et... généreux ? Voyez 1936.

Hélas, à l'heure où nous vivons, ce sont les capitalistes qui sont intelligents sans avoir besoin d'être généreux, et c'est la classe ouvrière qui a bonne mine ! Les bas salaires, comme la dévaluation de 18,75 % font très bien l'affaire de ces messieurs à cause des exportations. Ecoutez M. Pinay, chanter le los de la situation économique de la France en mars 1959. Des ouvriers métallurgistes ont peut-être faim. Il ne faudrait tout de même pas qu'ils oublient que l'acier français est le moins cher d'Europe. Alors ?

Que dit de cette situation le Grand Sauveur ? Le Grand Sauveur est très content. Comment ne le serait-il pas ? Allié aux magnats des grandes firmes capitalistes et des banques, monarchiste et clérical par surcroît, donc, soutien né du capitalisme, il a, dans sa conférence de presse du 26 mars, magnifié le fait d'avoir augmenté le S.M.I.G. de 4 % et d'avoir accordé aux vieux (mais aux seuls bénéficiaires de l'allocation supplémentaire) la somme de 5.200 francs pour toute l'année 1959. Les belles victoires !

Le Grand Sauveur proclame d'ailleurs
♦ (Suite en page 2.)

Honorons la mémoire de ces héros...



... par notre comportement et nos actes

VERS L'ABOLITION DU SALARIAT

L'ECONOMIE capitaliste est vouée à une fin déconcertante... Toutefois, ses esclaves peuvent prolonger sa vie ou périr avec elle.

Il y a 50 ans, elle travaillait à conquérir des marchés extérieurs, afin d'y vendre la production que le marché intérieur n'absorbait pas.

Par insuffisance mécanique et main-d'œuvre nombreuse, les prix de revient étaient élevés.

Par conséquent, les prix de vente, trop chers, limitaient le pouvoir d'achat des salariés.

C'était le règne de la sous-consommation.

Aujourd'hui, l'économie capitaliste

a réalisé ce « miracle » de substituer à la main-d'œuvre une mécanisation qui précipite, accroît la production, diminue le prix de revient.

La puissance de production est illimitée. Elle dépasse les besoins solvables...

Elle dépasse même, et très souvent, en certaines matières, les possibilités de consommation.

Elle crée pour l'homme ce nouveau « miracle » de lui rendre possible moins de travail et plus de loisirs...

Elle tend à faire de lui le parasite des machines, le rentier du progrès.

Faudrait-il encore que la Bête humaine comprenne ce progrès et s'aper-

çoive enfin que la solidarité doit se substituer à la lutte...

Mais ce « miracle » — nos aïeux qui ont tant souffert de la rareté n'en croiraient pas leurs yeux — est stoppé par le fait que ceux qui ne participent plus à la production ne participent également plus à la répartition ! Pire encore !

Ceux qui travaillent voient leur pouvoir d'achat diminuer avec la baisse des prix de revient.

Une pieuvre géante aspire, digère et détruit la plus grande partie des revenus de la production : l'Etat.

Autrefois, au nom de la rareté, de la nécessité des échanges extérieurs, le

salarié se voyait ravir sa production, condamné à l'indigence ou à la misère.

Aujourd'hui, parce qu'il y a « mévente », parce que l'économie capitaliste ne peut écouler tout ce qu'elle produit, parce que de nombreuses productions sont trop abondantes pour des marchés extérieurs saturés ou des marchés intérieurs insolubles elle débâche les travailleurs ou entretient l'insécurité pour mobiliser ceux qu'elle ne pourrait employer.

Et aujourd'hui dans l'abondance comme autrefois dans la rareté l'économie capitaliste condamne les travailleurs à la sous-consommation, à la misère !

Et aujourd'hui comme autrefois, comme si rien n'avait changé, les travailleurs réclament des augmentations de salaire !

Cette production triomphante, pléthorique, n'est plus vendable...

Elle tarit la source des salaires et des profits.

La vente devient impossible ? Mais tant mieux !

N'est-ce pas une invitation à consommer gratuitement les stocks qui s'accumulent, ou à nous refuser de freiner la production ?

Une loi naturelle nous oblige à consommer pour vivre. Allons-nous abandonner notre droit de consommation parce que notre esprit industriel nous permet de satisfaire tous nos besoins physiques et culturels ?

Allons nous priver de loisirs que le progrès nous offre gratuitement et dont il nous prive pour nous obliger à réfléchir et à organiser la gratuité, c'est-à-dire l'égalité économique ?

Allons nous réduire la durée du travail et comprendre enfin que la valeur, les prix, les salaires et les profits sont devenus les facteurs du désordre social, de l'insécurité, de la misère ?

Il faut le dire et ne flatter personne, nous les ânes de la condition prolétari-

(Suite en page 4.)

1^{er} MAI EN EXIL

LE 1^{er} Mai symbolise un geste prolétarien qui, plein d'espoir et d'idéalisme, a su s'inscrire dans l'histoire avec un rayonnement ineffaçable aux yeux de tout homme sensible, et aspirant à l'émancipation humaine. Il dénonce aussi la criminalité innée du capitalisme et de ses serviteurs, les administrateurs de la justice. Le martyrologue des victimes du crime de Chicago sont une référence ; un fait de plus, parmi les injustices subies par tout homme réfractaire à la soumission devant un arbitraire, qu'il soit classique, ou qu'il se manifeste par du mépris pour tout ce qui est progrès vers une société sans classes. De tous temps les revendications sociales se sont heurtées à l'opposition des privilégiés ; en toute circonstance la rébellion contre tout arbitraire a rencontré un obstacle identique : face à la force de la raison, on leur a opposé la raison de la force.

Le privilège social est absolutiste dans toutes ses manifestations, comme l'est la prédominance politique dans n'importe quel cas. Même dans les meil-

leurs des cas, les revendications ne sont tolérées que jusqu'à une certaine limite. Si celle-ci est dépassée et si les privilèges sont menacés, alors c'est l'action répressive. Tous les crédo politiques se confondent par leurs procédés. Entre la barbarie qui immola les Martyrs de Chicago ou Sacco et Vanzetti et celle qui soumet les peuples aux cruautés de la guerre de destruction, au nom de principes religieux ou racistes, quelle différence y a-t-il ?... Aucune...

Les guerres entre peuples ont toujours eu comme cause principale, l'esprit de domination d'une part, et le droit à la liberté de l'autre.

D'après l'histoire, la justice et la liberté triomphent toujours, mais ne nous éloignent pas tous les jours un peu plus de cette liberté triomphante ? Actuellement la liberté est proscrite plus que jamais. Un des témoignages les plus vivants et les plus douloureux est le nombre important de pays où l'on conteste à l'homme le droit de disposer

de lui-même, de vivre en accord avec son caractère et ses habitudes. On lui refuse le droit de déterminer le genre de gouvernement qu'il désire pour lui-même, dans certains pays, au nom de la démocratie, dans d'autres, au nom d'un socialisme-marxiste-léniniste, etc., et enfin dans certains au nom de l'antimarxisme. Parmi ces derniers, se trouve l'Espagne. Celle-ci vit, depuis plus de vingt ans, la tyrannie la plus cruelle de son histoire. Des milliers d'Espagnols moisissent dans les autres des prisons d'un régime imposé par le clergé et l'armée, au nom de la charité chrétienne et de la démocratie organique.

Des milliers d'Espagnols vivent en exil, loin de leur pays et pleins d'amertume, subissant des humiliations et impuissants devant la force brutale des tyrans et la complaisance ou complicité des soi-disant adversaires des dictatures sous toutes les formes de l'expression. Les démocraties politiques ont limité leur haine au fascisme, en Espagne, à des déclarations platoniques qui, à travers les ans, se sont dissoutes

et ont été éliminées par le courant d'intérêts particuliers.

Les grandes centrales syndicales qui arborent l'étiquette internationaliste, citent périodiquement en exemple ce peuple martyr, avec toute l'affection qui leur est possible d'exprimer ; sous forme de motions de sympathie. Elles l'incitent à continuer la lutte pour se libérer ; mais là se limite leurs conceptions d'action de la solidarité.

La solidarité ouvrière, ses principes les plus élémentaires, sommeillent parmi des tas de paperasserie accumulée par la bureaucratie de ces centrales qui n'ont aucun autre moyen d'offrir pour contribuer à cette libération.

Il y a des exceptions qui illustrent la dignité de quelques peuples, toujours fidèles aux principes de liberté et justice humaine, et de certaines organisations syndicales, dont la pratique de la solidarité continue à être une des raisons d'existence fondamentale. A ces exceptions, le peuple espagnol adresse sa reconnaissance la plus fraternelle, et

♦ (Suite en page 4.)

DE LA PLANIFICATION

La concentration industrielle à laquelle nous assistons est une obligation créée par le progrès scientifique, et à laquelle — en économie financière — vouloir se soustraire met une entreprise en péril.

La conversion ou l'adaptation interrompue des entreprises en industries de plus en plus perfectionnées et rapides est une condition même de la concurrence. Comme la concentration détermine l'orientation industrielle, elle modifie l'état social d'une nation et son pouvoir politique qu'elle subordonne à ses intérêts.

L'Etat intervient alors par ses planifications.

De nombreux groupes d'économistes, de sociologues, s'efforcent de s'orienter dans la révolution économique en cours.

D'une manière générale le libéralisme est condamné. Ses défenseurs eux-mêmes font appel à l'intervention de l'Etat pour pallier aux insuffisances de ce système économique.

Chaque groupe d'études s'efforce, après avoir démontré la convergence du

(Suite en page 2.)

PROBLEMES LATENTS de l'ANARCHO-SYNDICALISME

Affirmation de l'individualité et de la personnalité

(III^e et Fin)

L'acte est un sentiment négatif, le courage, lui, est positif. L'efficacité de notre attitude et notre conduite, n'est possible qu'après avoir détruit en nous toute source de discord, tout élément négatif. N'agissons que sous l'influence de la logique ; sans cela, non seulement nous forgeons notre propre malheur, mais aussi celui d'autrui. Car, de notre personnalité, et souvent sans nous en rendre compte, se dégagent par radiations, la confiance ou la méfiance, la certitude ou le doute, l'optimisme ou le pessimisme qui guident notre conduite et dont l'influence agira de façon positive ou négative selon le cas, sur tous les éléments qui nous approchent.

La face de la civilisation se transformerait radicalement à bref délai, si parents et enseignants démontraient à leurs enfants ou disciples, par l'exemple pratique de leur propre conduite, la merveilleuse efficacité du pouvoir de l'affirmation pour le perfectionnement du caractère. Chaque problème social serait résolu avantageusement pour tous si la jeunesse était convaincue de la force créatrice contenue dans la constante affirmation du bien, du vrai et du beau, et la persistance dans l'espoir d'un idéal apparent à l'horizon, et dont le doux reflet adoucirait les cœurs de ceux qui rêvent à un monde meilleur.

Si nous observions attentivement le fond intérieur de chaque individu, nous constaterions que tous les sentiments qui s'y trouvent sont pour lui les meilleurs amis et les pires ennemis. Hélas ! la mentalité de la plupart ne leur permet pas de discerner le vrai du faux. Beaucoup se plaignent de ne

pas récolter le fruit qu'ils escomptaient, sans se rendre compte qu'ils ne sèment dans leur jardin que chardons et orties.

Affirmations, projets, désirs pour tout ce qui est beau et vrai, voilà la bonne sélection de semences pour tout jardin de la pensée. C'est le choix qui détermine le résultat ; la moisson du futur dépend des semences du présent. Nos joies ou nos malheurs de demain seront le fruit de ce que nous semons aujourd'hui. Les bonnes, les grandes pensées ne peuvent fleurir et fructifier que dans l'harmonie de l'esprit. La fertilité de sa matière contient le secret du bonheur, de la prospérité et de l'abondance.

Pour obtenir la concrétisation de nos désirs, la première nécessité est de semer les germes de notre affirmation avec l'absolue confiance qu'ils vont se développer et fructifier dans la réalité. Chacun de nous peut et doit faire ce qu'il désire faire. Chacun sera ce qu'il désire être ; répétons nous sans cesse cette affirmation. N'attendons pas dans l'apathie, l'opportunité ; il faut créer celle-ci, et le pouvoir de l'affirmation fera des merveilles.

Beaucoup croient à une entière félicité s'ils se trouvaient dans une ambiance idéale, sans soucis, sans préoccupations qui attireraient leur esprit vers le problème, souvent difficile à résoudre qu'est la nécessité de se gagner le pain à la sueur du front, ou la maladie, ou la pénurie. En réalité, notre bonheur ne dépend pas de façon si absolue, de l'ambiance et des circonstances. L'ambition, l'envie, la jalousie, et la cupidité sont souvent à l'origine de nos malheurs et nos déceptions. Notre esprit est, en général,

si attentif aux biens d'autrui, que nous ne pouvons jouir ni d'un dixième de ce qui nous est propre. Nous imitons et nous envions alors qu'il faudrait affirmer et œuvrer. Nous négligeons le moyen le plus efficace qui soit à notre portée, l'affirmation de l'individualité.

Tout homme a un inaliénable droit à la prospérité et au bonheur, car personne n'est venu au monde pour la souffrance et l'infortune.

Le principe fondamental de la constitution humaine est basée sur l'harmonie ; quand celle-ci existe, quand nos relations sont en parfait accord avec tout ce qui nous entoure, dans le sens de notre véritable affirmation alors, nous atteignons le maximum d'efficacité et de satisfaction et nous jouissons de la vie avec intensité. Ne vaut-il pas la peine de rechercher une relation aussi harmonisée ? N'est-ce pas une folie de rester en dissonance et discord, quand par l'affirmation de notre individualité et de notre personnalité, et la confiance que nous font mériter nos pures et généreuses idées, nous sommes capables de nous opposer aux circonstances et vaincre l'adversité ?

Perez GUZMAN

L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION

L'ACCROISSEMENT de la population du globe est si rapide, si stupéfiant et s'est fait dans des proportions si extraordinaires depuis quelques années que les savants parlent couramment d'explosion de la population. Nous sommes maintenant sur terre 2.750.000.000, soit près de deux fois plus qu'il y a soixante-dix ans ; et tout donne à penser que ce nombre va doubler encore d'ici quarante ans. D'ailleurs, le taux d'accroissement de la population cesse de s'élever.

La population du monde a augmenté de 6 % par décennie entre 1850 et 1900 ; de 7 % entre 1900 et 1930 ; de 10 % entre 1930 et 1950, et de 17 % — toujours en calculant en décennie — depuis cette date. Actuellement, la population du globe s'accroît chaque année de 47.000.000 d'habitants (un peu plus que la population de la France entière) et, d'ici peu, ce chiffre atteindra sans doute 75.000.000.

Cette véritable explosion humaine, sans précédent dans l'histoire, ne peut évidemment pas se poursuivre indéfiniment. Cela nous donnerait à la fin du siècle près de 6 milliards d'hommes

sur la terre, et quelque 13 milliards en 2050. Les moyens de parer à cet accroissement de la population et le moment où ces moyens feront sentir leurs effets, voilà deux éléments de nature à jouer un rôle capital dans la destinée de l'humanité.

Bien que l'on approche certainement du point culminant dans le taux d'accroissement de la population, rien n'indique que le maximum ait déjà été atteint. La population du globe peut fort bien augmenter plus rapidement dans les vingt années à venir que lors des vingt années qui viennent de s'écouler. Même si le taux d'accroissement commence à décliner, des siècles peuvent s'écouler avant qu'on en arrive au moment où le chiffre des naissances ne fera qu'équilibrer le chiffre des décès et, d'ici là, des milliards d'individus seront venus grossir le nombre des hommes sur la terre. A moins qu'une catastrophe ne survienne, nos enfants et nous pouvons nous attendre à cohabiter avec bien plus de gens qu'aujourd'hui.

Ce qui est étrange, c'est que ce sont en général les régions les plus pauvres et les moins développées, les régions les moins susceptibles d'entretenir des millions d'habitants supplémentaires, qui manifestent les symptômes de la plus forte inflation démographique. En gros, d'après les statistiques de l'Organisation des Nations Unies, l'explosion est la plus violente en Amérique Latine ; puis viennent l'Océanie, l'Afrique et la quasi-totalité de l'Asie ; l'accroissement est bien moins marqué aux Etats-Unis et au Canada, encore moins en Europe et particulièrement en Europe centrale et occidentale. Les Américains du Sud, par exemple, se multiplient quatre fois plus vite que les peuples de l'Europe occidentale du Nord ; les populations d'Extrême-Orient, trois fois plus vite.

Jadis, les accroissements de population les plus spectaculaires s'observaient dans les nations les plus brillantes : chez celles qui étaient en pleine expansion économique et dont le niveau de vie s'élevait. Aujourd'hui, au contraire, ce sont surtout des Etats paysans-agricoles, où la pauvreté est la plus intense, qui sont en tête de ce marathon de la population. Ceylan, Formose, la Malaisie, le Paraguay, Costa-Rica, la Colombie et le Mexique, la Turquie et la Syrie sont parmi les pays qui ont atteint ou presque un taux d'accroissement qui va faire doubler leur population en vingt-trois ans environ.

Le Mexique, qui compte aujourd'hui 31.500.000 habitants, en comptera 63.000.000 en 1980. Les seuls pays industriels à avoir un taux d'accroissement de la population légèrement supérieure à la moitié de ce chiffre sont les pays neufs : le Canada, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Union Soviétique. Les plus vieux pays industriels sont loin derrière, malgré l'augmentation du chiffre des naissances qui, chez eux, a suivi la guerre.

La récente accélération du rythme de développement de la population du globe n'est pas due, comme on le croit souvent, à une augmentation du nombre des naissances. Dans les Etats de vieille civilisation, le taux des natalités n'a pas augmenté après la crise de la guerre, mais au contraire est tombé à un niveau relativement bas.

FAISONS LE POINT !...

(suite de la page 1.)

que les « ordonnances » sont irréversibles. Il n'y a rien : pas plus que pour arrêter la guerre d'Algérie ou redonner à la France, dans l'ambiance internationale, son vrai visage de paix et de liberté.

Mais là n'est pas notre sujet. Par contre, que dit de cette situation la classe ouvrière active dont les moyens de défense sont, et seront selon sa volonté, toujours intacts ?

Les 80 % des « oui » sont-ils encore, veules, amorphes sous le coup du sommeil hypnotique ou de la monstrueuse « folie collective » ?

A la « table ronde » la C.G.T. ne sera pas ; mais Villiers, chef du patronat français régnera. Ne parle-t-on pas d'attendre octobre pour la « relance sociale », avec cette raison qui est un comble : « ne pas gêner l'expérience (?) en cours » !

Certes, des mouvements sporadiques et épisodiques se font jour, mais les hommes, les militants qui osent encore se dire « de bonne volonté » sont profondément divisés dans les principes, les buts et les moyens d'action. Tous ont d'ailleurs commis la faute énorme de laisser s'écartier des organisations syndicales des millions et des millions de travailleurs qui constituent maintenant l'immense marais des inorganisés difficilement récupérables.

Alors ?
Alors ? Rien !

Le principal facteur d'accroissement, c'est la diminution révolutionnaire du taux de mortalité dans les pays sous-développés où vit la majorité de la population du globe. Et cette diminution spectaculaire n'a fait que s'amplifier depuis 1935. L'exemple le plus frappant est celui de Ceylan, où le taux de mortalité est tombé de 34 % en une seule année, et de 70 % en dix ans. Il y a de nombreux autres cas similaires : depuis les années 1940, le taux moyen de mortalité à Porto Rico est tombé de 82 % en dix ans ; à Chypre, de 64 % ; à la Trinité, de 45 % ; au Mexique, de 43 % ; et à la Jamaïque, de 30 %.

Comme le montre l'annuaire démographique de l'O.N.U., les pays qui ont la plus forte mortalité ont généralement témoigné des chutes les plus spectaculaires des statistiques dans ce domaine. Ces nouvelles réussites dans le contrôle des décès révolutionnaires non seulement parce qu'elles sont sans précédent à une pareille échelle, mais aussi parce qu'elles se manifestent dans des pays parvenus à un stade économique bien moins évolué que des Etats dits « plus civilisés » et où le contrôle des décès ne s'est pas opéré de façon aussi stupéfiante.

Cette miraculeuse victoire sur la mort dans les régions moins développées tient essentiellement à l'application des nouvelles découvertes scientifiques et médicales, au contrôle des maladies contagieuses. Ces découvertes — nouvelles connaissances des maladies, nouvelles thérapeutiques (des insecticides aux antibiotiques), nouveaux développements de l'hygiène publique — n'ont pas été faites dans les régions sous-développées. Elles viennent surtout des pays plus avancés, qui peuvent consacrer plus d'argent et plus de personnel à leurs applications pratiques.

Si les taux de natalité baissent aussi vite que les taux de mortalité, il ne se produirait pas d'accroissement de la population du globe. Mais, dans la plupart des pays, le taux de natalité n'a pas diminué. La récente recrudescence de natalité a donné aux nations industrielles — et particulièrement aux pays jeunes — une augmentation de la population supérieure à ce qu'avaient prévu les experts. Dans les pays agricoles, les taux de natalité sont restés élevés, surtout parce que l'extraordinaire diminution de la mortalité s'est effectuée en apportant le moins de perturbations possibles aux coutumes locales, et souvent sans la moindre élévation du niveau de vie.

C'est ainsi que les courants d'opinion traditionnels en faveur des familles prolifiques — indispensables quand la mort frappait la plupart des enfants avant qu'ils eussent atteint l'âge adulte — se maintiennent encore aujourd'hui, alors même que la fécondité ne rime plus à rien.

Les mêmes Etats industriels, qui ont aidé les pays plus pauvres à se débarrasser des maladies qui les décimaient, n'ont pas fait grand-chose pour aider à se débarrasser de ce mythe d'une reproduction excessive. Bien au contraire, une diminution marquée du taux de mortalité tend plutôt à faire augmenter le taux de natalité, car les femmes sont plus naïves, ont des fausses couches moins fréquentes et sont moins souvent veuves.

De la planification

(suite de la page 1.)

capitalisme privé et du capitalisme d'Etat, de conclure par une théorie, une doctrine, qui, tout en ménageant les intérêts collectifs et nationaux, aboutirait à faire de l'homme le but et le bénéficiaire de la production.

On admet généralement que la concurrence devient de plus en plus insuffisante pour assurer à la production l'écoulement de ses fabrications.

L'Etat est obligé d'intervenir, car toute crise économique a ses répercussions sur le social. L'Etat intervient donc en faveur des entreprises privées, des groupements et trusts industriels.

Il encourage alors la concentration qui facilite l'élaboration et l'exécution de ses plans.

Par ses moyens de suggestion : presse, radio, etc., il détermine chez les travailleurs un engourdissement de leur volonté de bien-être, d'émancipation.

Pour l'Etat, comme pour les particuliers, le plan cherche à créer de la valeur et non à satisfaire des besoins.

C'est ainsi que les Français sont mis, par des impositions fiscales, dans l'obligation de se priver alors que tout abonde. Aux Etats-Unis, l'Etat pour empêcher l'avisement des prix, subventionne l'abandon des terres cultivées à la jachère, stocke, d'autre part, dans ses silos des millions de quintaux de céréales, où ils pourrissent.

Les plans deviennent une nécessité financière comme ils deviendront dans l'avenir une nécessité humaine.

Le plan, s'il était l'expression des besoins, s'il intégrait dans une volonté commune le producteur et le consommateur, serait l'aboutissement logique et bienfaisant d'une prévoyance entièrement orientée vers la satisfaction des besoins.

La liberté de produire n'importe quoi et n'importe comment, est un acte hostile aux besoins et une violation de la liberté des consommateurs.

Le plan serait donc le produit de l'intégration de deux services : production et consommation, axé sur l'art de produire pour distribuer et satisfaire.

Autrement dit, l'administration des choses serait exercée par deux confédérations jumelées à tous les stades : celle du travail et celle de la consommation.

Le plan, axé sur la valeur, c'est-à-dire, sur « prix, salaires, profits », exige une concentration technique, financière, bureaucratique et administrative, incarnée dans une superstructure autoritaire : l'Etat ; l'homme n'est plus qu'un robot.

L'erreur des protagonistes de la démocratie économique — le terme est expressif — est de vouloir que celle-ci trouve une protection dans un pouvoir politique : l'Etat. C'est de ne pas savoir comment jumeler les deux grands services de l'économie : production et distribution dans une administration commune et fédérale.

Nous sommes les seuls — et je ne m'en réjouis pas — à avoir compris que l'économie financière « démocratisée, humanisée » aboutira toujours à une concentration administrative, à un pouvoir impérial, imposant son plan au bénéfice des spécialistes chargés de cette tâche, des technocrates ou des partis contrôlants.

Tous ces chercheurs de bonne volon-

té, mais d'origine bourgeoise et de formation capitaliste, ne peuvent se soustraire à des influences héréditaires ou éducatives. Le gouvernement des gens a marqué leur intellect ; ils en constatent l'impéritie mais ils n'ont pas la hardiesse de l'abandonner et de passer à l'administration des choses.

Je pense que nous sommes à une heure décisive, et que notre devoir est de nous engager plus avant encore, dans la voie de la planification libertaire.

Je ne fais pas appel aux philosophes, aux critiques murés dans le culte du « moi », aux rêveurs impénitents, aux chantres de l'abstraction, aux opportunistes qui apportent leur voix au « moindre mal » pour n'avoir pas à s'engager dans le « meilleur bien », je m'adresse à ceux qui n'ont pas peur de s'engager, habitués qu'ils sont à prendre des responsabilités.

Bêler la paix, le monde nouveau, la liberté, cela ne peut suffire à libérer l'homme. Il faut travailler les théories, élaborer le planisme libertaire qui nous permettra de reconstruire après avoir détruit.

Soyons honnêtes ! Pourquoi tant de libertaires se refusent-ils à prévoir, à s'engager ?

Tout simplement parce qu'ils ont peur de s'égarer, de se tromper, de ne pas créer le parfait !

Mais les organisations libertaires ont justement pour but de trouver une doctrine évolutive qui leur permettra de ne jamais s'enliser dans les ornières du passé, de ne jamais s'arrêter sur le chemin du progrès en se débarrassant de l'instant propice de tout fardeau devenu trop lourd et de toute théorie dépassée par le progrès ou s'avérant incomplète ou insuffisante.

Je songe aussi, en souriant, à ceux qui reprochent à la masse son inertie et qui vivent repliés, ossifiés dans le conservatisme anarchiste, aussi spirituel qu'impuissant.

Je songe encore, à ceux qui n'ont pas digéré nos principes, et qui s'en vont... fonder des partis politiques — on ne peut pas en fonder d'autres — dans le but de réaliser l'administration des choses ! Ils n'ont pas compris que de se jeter dans l'erreur pouvait les sauver de l'irresponsabilité : le pouvoir ne sera jamais le chemin de la liberté.

F. MICHAUD.

LE BRUIT ! VOTRE ENNEMI N° 1

QUELS TROUBLES PROVOQUE-T-IL

L'organisme humain est plongé dans un océan de vibrations, dont il subit des dommages souvent méconnus.

C'est l'oreille qui, en premier lieu, reçoit les ondes sonores. Sa structure lui permet de s'adapter constamment à une rumeur plus ou moins uniforme, mais les éclats aigus ou soudains finissent par devenir vulnérants.

D'abord se marque une fatigue auditive, un assourdissement pour certains sons élevés. Peu à peu se constituent des lésions du nerf auditif : le traumatisme acoustique est créé ; un trou auditif se marque sur les audiogrammes par une chute brusque de l'audition pour une certaine fréquence de vibrations. L'agression du bruit persistant, le trou auditif s'élargit et se creuse : le champ de l'audition diminue. Si la lésion s'accroît encore, le trou auditif devient total, irréversible : c'est la surdité totale.

Cette surdité, dont les médecins se sont occupés depuis longtemps, n'intervient que dans certaines industries : chaudronnerie, tôle, métallurgie, fabrication d'avions, filatures. Mais dans la cité actuelle, où le moteur est partout employé, les vibrations sonores incessantes, ubiquistes, de plus en plus violentes, diffusent dans tout le cerveau, qui en est influencé.

L'INSONORISATION AU SECOURS DES TRAVAILLEURS

« Le bruit, a dit Shopenhauer, est la plus impertinente des interruptions, car il brise nos propres pensées ». Et, en effet, sous l'action d'un bruit soudain, excessif, la parole se ralentit et survient une légère obnubilation. Le travail intellectuel le plus simple est troublé. Les tests mentaux montrent que le bruit altère le fonctionnement des centres nerveux. Dernier et Susini ont constaté les irrégularités qu'un bruit excessif apporte aux électro-encéphalogrammes.

Par contre, l'on a remarqué, en France comme aux Etats-Unis, que l'insonorisation des bureaux diminue

Tout ce qui concerne « Le Combat Syndicaliste » (Rédaction et Administration), doit être envoyé à : J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e) C. C. P. n° 11.833.32 Paris

CAMARADE, AMI LECTEUR,

Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».

LA REDACTION

BULLETIN D'ABONNEMENT au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM
Prénoms
demeurant
déclare souscrire un abonnement de (1)
au « Combat Syndicaliste ».

Le

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C. C. P. Paris 11.833.32
J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne - Paris (9^e)

(1) 12 numéros : 220 fr. — 24 num. : 430 fr. — 48 num. : 850 fr.

POURQUOI ME DETRUIRE ? UN AUTRE PEUT ME LIRE

Louis HOBÉY.

DOUZE PREUVES de l'inexistence de Dieu

(SUITE)

CINQUIEME ARGUMENT

L'ETRE IMMUEBLE NE PEUT AVOIR CREE

Si Dieu existe, il est immuable. Il ne change pas ; il ne peut pas changer. Tandis que, dans la nature, tout se modifie, se métamorphose, se transforme, tandis que rien n'est définitivement et que tout devient, Dieu, point fixe, immobile dans le temps et l'espace, n'est sujet à aucune modification, ne connaît et ne peut connaître aucun changement.

Il est aujourd'hui ce qu'il était hier ; il sera demain ce qu'il est aujourd'hui. Q'on envisage Dieu dans le lointain des siècles révolus ou dans celui des siècles futurs, il est constamment identique à lui-même. Dieu est immuable.

Je prétends que, s'il a créé, il n'est pas immuable, parce que, dans ce cas, il a changé deux fois. Se déterminer à vouloir, c'est changer. De toute évidence, il y a eu un changement entre l'être qui ne veut pas encore et l'être qui veut.

Si je veux aujourd'hui ce que je ne voulais pas, ce à quoi je ne songeais même pas, il y a quarante huit heures, c'est qu'il s'est produit en moi ou autour de moi une ou plusieurs circonstances qui m'ont déterminé à vouloir. Ce vouloir nouveau constitue une modification ; il n'y a pas lieu d'en douter : c'est indiscutable. Pareillement : se déterminer à agir, ou agir, c'est se modifier. Il est, en outre, certain que cette double modification : vouloir, agir, est d'autant plus considérable et marquée, s'il s'agit d'une résolution plus grave et d'une action plus importante.

Dieu a créé, dites-vous ? — Soit. Alors il a changé deux fois : la première fois, lorsqu'il a pris la détermination de créer ; la seconde fois, lorsqu'il mettait à exécution cette détermination, il a accompli le geste créateur.

S'il a changé deux fois, il n'est pas immuable. Et s'il n'est pas immuable, il n'est pas Dieu, il n'existe pas.

L'Être immuable ne peut avoir créé.

SIXIEME ARGUMENT
DIEU NE PEUT AVOIR CREE SANS MOTIF ; OR, IL EST IMPOSSIBLE D'EN DISCERNER UN SEUL

De quelque façon qu'on l'envisage, la création reste inexplicable, énigmatique, vaine de sens. Il saute aux yeux que, si Dieu a créé, il est impossible d'admettre qu'il ait accompli cet acte grandiose et dont les conséquences devaient être fatalement proportionnées à l'acte lui-même, par conséquent incalculables, sans y être déterminé par une raison de premier ordre.

Eh bien ! Quelle peut-être cette raison ? Pour quel motif Dieu a-t-il pu se résoudre à créer ? Quel mobile l'a impulsé ? Quel désir l'a pris ? Quel dessein a-t-il poursuivi ? Quelle fin s'est-il proposée ?

Multipiez, dans cet ordre d'idées, les questions et les questions ; tournez et retournez le problème ; envisagez-le sous tous ses aspects ; examinez-le dans tout les sens ; et je vous mets au défi de le résoudre, autrement que par des balivernes ou des subtilités.

Tenez : voici un enfant élevé dans la religion chrétienne. Son catéchisme lui affirme, ses maîtres lui enseignent, que c'est Dieu qui l'a créé et mis au monde. Supposez qu'il se pose à lui-même cette question : « Pourquoi Dieu m'a-t-il créé et mis au monde ? » et qu'il y veuille trouver une réponse sérieuse, raisonnable. Il n'y parviendra pas. Supposez encore que, confiant dans l'expérience et le savoir de ses éducateurs, persuadé que, par le caractère sacré dont, prêtres ou pasteurs, ils sont revêtus, ils possèdent des lumières spéciales et des grâces particulières, convaincu que, par leur sainteté, ils sont plus près de Dieu que lui et mieux initiés que lui aux vérités révélées, supposez que cet enfant ait la curiosité de demander à ses maîtres pourquoi Dieu l'a créé et mis au monde, j'affirme que ceux-ci ne peuvent faire à cette simple interrogation aucune réponse plausible, sensée.

En vérité, il n'y en a pas. Serrons de près la question, creusons le problème.

Par la pensée, examinons Dieu avant la création. Prenons-le dans son sens absolu. Il est tout seul ; il se suffit à lui-même. Il est parfaitement sage, parfaitement heureux, parfaitement puissant. Rien ne peut accroître sa sagesse ; rien ne peut augmenter sa félicité ; rien ne peut fortifier sa puissance. Ce Dieu ne peut éprouver aucun désir, puisque son bonheur est infini ; il ne peut poursuivre aucun but, puisque rien ne manque à sa perfection ; il ne peut former aucun des-

sein, puisque rien ne peut étendre sa puissance ; il ne peut se déterminer à aucun vouloir, puisqu'il ne ressent aucun besoin.

Allons philosophes profonds, penseurs subtils, théologiens prestigieux, répondez à cet enfant qui vous interroge et dites-lui pourquoi Dieu l'a créé et mis au monde ! Je suis bien tranquille ; vous ne pouvez pas répondre à moins que vous ne disiez : « Les

par Sébastien FAURE

dessins de Dieu sont impénétrables », et que vous teniez cette réponse pour suffisante et vous ferez, en vous abstenant de répondre, la ruine de votre système, l'écroulement de votre Dieu, qui, s'il a créé, a créé sans motif, sans savoir pourquoi, sans but.

Savez-vous maintenant, où nous conduisent forcément les conséquences d'une telle conclusion ?

Vous allez voir.

Ce qui différencie les actes d'un homme doué de raison des actes d'un homme frappé de démence, ce qui fait que l'un est responsable et l'autre pas, c'est qu'un homme de raison sait toujours, en tout cas peut toujours savoir, quand il a agi, quels sont les motifs qui l'ont déterminé à agir. Quand il s'agit d'une action importante et dont les conséquences peuvent engager lourdement sa responsabilité, il suffit que l'homme en possession de sa raison, se replie sur lui-même, se livre à un examen de conscience sérieux, persistant et impartial, il suffit que, par le souvenir, il reconstitue le cadre dans lequel les événements l'ont enfoncé, qu'en un mot, il revivie l'heure écoulée, pour qu'il parvienne à discerner le mécanisme des mouvements qui l'ont fait agir.

Il n'est pas toujours très fier des mobiles qui l'ont impulsé ; il rougit souvent des raisons qui l'ont déterminé à agir ; mais, que ces motifs soient nobles ou vils, généreux ou bas, il parvient toujours à les découvrir.

* *

Un fou agit ou contrairement sans savoir pourquoi ; son acte accompli, même le plus chargé de conséquences, interrogez-le, pressez-le de questions ; insistez ; harcelez-le. Le pauvre dément balbutiera quelques folies et vous ne l'arracherez pas à ses incohérences.

Donc, ce qui différencie les actes d'un homme sensé des actes d'un insensé, c'est que les actes du premier s'expliquent, c'est qu'ils ont une raison d'être, c'est qu'on en distingue la cause et le but, l'origine et la fin ; tandis que les actes d'un homme privé de raison ne s'expliquent pas, qu'il est incapable lui-même de discerner la cause et le but, qu'ils n'ont pas de raison d'être.

Eh bien ! Si Dieu a créé sans but, sans motif, il a agi à la façon d'un fou et la création apparaît comme un acte de démence.

DEUX OBJECTIONS CAPITALES

Pour en finir avec le Dieu de la création, il me paraît indispensable d'examiner deux objections.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

TELEPHONE : TRUDAINE 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats doivent être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Treasorier confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3^e) C.C.P. 42793-89 Paris

Rédaction et administration du Combat Syndicaliste : Joseph Soriano, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, (9^e), C.C.P. 11.833-32 Paris.

DEUXIEME UNION REGIONALE

Adresser la correspondance au siège confédéral
REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX

Assemblée Générale, le premier vendredi de chaque mois, à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

UNION LOCALE DE VERSAILLES

Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE NARBONNE

Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 143, rue de l'Académie, à Marseille (1^{er} arrondissement).

FEDERATION ANARCHISTE

3, rue Ternaux, Paris (XI^e)

Permanence : Tous les jours, sauf le dimanche, de 11 heures à 19 h. 30, sans interruption.

Vous pensez bien qu'ici les objections abondent ; aussi, quand je parle de deux objections à étudier, je parle de deux objections capitales, classiques. Ces deux objections ont d'ailleurs plus d'importance qu'on peut, avec l'habitude de la discussion, ramener toutes les autres à celles-ci :

PREMIERE OBJECTION

« DIEU VOUS ECHAPPE »

On me dit : « Vous n'avez pas le droit de parler de Dieu comme vous le faites. Vous nous présentez un Dieu caricatural, systématiquement rapetisé aux proportions que daigne lui accorder votre entendement. Ce Dieu-là n'est pas le nôtre. Le nôtre, vous ne pouvez le concevoir, car il vous dépasse, il vous échappe. Sachez que ce qui serait fabuleux pour l'homme le plus puissant en force, en sagesse et en savoir n'est pour Dieu qu'un jeu d'enfant. N'oubliez pas que l'humanité ne saurait se mouvoir sur le même plan que la Divinité. Ne perdez pas de vue qu'il est aussi impossible à l'homme de comprendre la façon d'opérer de Dieu qu'il est impossible aux minéraux d'imaginer les modes d'opérer des végétaux, aux végétaux de concevoir les modes d'opérer des animaux et aux animaux de comprendre les modes d'opérer des hommes. Dieu plane à des hauteurs que vous ne sauriez atteindre ! Il occupe des sommets qui vous restent inaccessibles.

« Sachez que quelle que soit la magnificence d'une intelligence humaine, quel que soit l'effort réalisé par cette intelligence, quelle que soit la persistance de cet effort, jamais l'intelligence humaine ne pourra s'élever jusqu'à Dieu. Rendez-vous compte enfin que, si vaste qu'il puisse être, le cerveau de l'homme est fini et que, par conséquent, il ne peut concevoir l'infini. Ayez donc la loyauté et la modestie de confesser qu'il ne vous est possible de comprendre, ni d'expliquer Dieu. Mais de ce que vous ne pouvez ni le comprendre, ni l'expliquer, il ne s'ensuit pas que vous ayez le droit de le nier ».

Je réponds aux déistes : Vous me donnez Messieurs, des conseils de loyauté auxquels je suis tout disposé à me conformer. Vous me rappelez à la modestie légitime qui sied à l'humble mortel que je suis. Il me plaît de ne pas m'en écarter.

Vous dites que Dieu me dépasse, qu'il m'échappe ? Soit. Je consens à le reconnaître ; et affirmer que le fini ne peut ni concevoir ni expliquer l'infini, c'est une vérité tellement certaine, et même évidente, que je n'ai pas la moindre envie d'y faire opposition. Nous voilà, jusqu'ici, bien d'accord et j'espère que vous êtes tout à fait contents.

Seulement, Messieurs, permettez que, à mon tour, je vous rappelle à la même modestie. N'êtes-vous pas des hommes, comme j'en suis un ? Dieu ne vous dépasse-t-il pas comme il me dépasse ? Ne vous échappe-t-il pas comme il m'échappe ? Auriez-vous la prétention de vous mouvoir sur le même plan que la divinité ? Auriez-vous l'outrecuidance de penser et la sottise de déclarer que, d'un coup d'aile, vous avez gravi les sommets que Dieu occu-

pe ? Seriez-vous présomptueux au point d'affirmer que votre cerveau fini a embrassé l'infini ?

Je ne vous fais pas l'injure, Messieurs, de vous croire frappés d'une telle extravagante vanité. Ayez donc, tout comme moi, la loyauté et la modestie de confesser que, s'il m'est impossible de comprendre et d'expliquer Dieu, vous vous heurtez à la même impossibilité. Ayez donc la probité de reconnaître que si, de ce que je ne puis concevoir ni expliquer Dieu, il ne m'est pas permis de le nier, puisque vous ne pouvez, vous non plus, ni le comprendre, ni l'expliquer, il ne vous est pas permis de l'affirmer.

Et gardez-vous de croire, Messieurs, que nous voilà, désormais, logés à la même enseigne. C'est vous qui, les premiers, avez affirmé l'existence de Dieu. C'est donc vous qui, les premiers, devez mettre fin à vos affirmations. Aurais-je jamais songé à nier Dieu, si, alors que j'étais tout petit, on ne m'avait imposé de croire en lui ? Si, adulte, je ne l'avais pas entendu affirmer tout autour de moi ? Si, devenu homme, mes regards n'avaient pas constamment observé des églises et des temples élevés à Dieu ?

Ce sont vos affirmations qui provoquent et justifient mes négations.

Cessez d'affirmer et je cesserai de nier.

(à suivre)

(1) Voir « Le Combat Syndicaliste » numéros 152 et 153.

NOTRE POSITION

Chers Camarades,

La presse s'est fait écho de déclarations attribuées à une « personnalité » de la « CNT anarchiste » de Madrid, laissant entendre qu'il existe un rapprochement entre la CNT et les anarchistes espagnols et les monarchistes.

C'est absolument faux. La CNT, Section de l'A.I.T., n'a de relations d'aucune sorte avec les monarchistes espagnols, pas plus que la Fédération Anarchiste Ibérique, ni les Jeunesses Libertaires.

La position de l'organisme confédéral syndicaliste révolutionnaire et celle du Mouvement libertaire espagnol clandestin en Espagne et de leurs filiales en Exil est claire et nettement définie. Elle est bien connue. Elle a été exposée publiquement et l'est d'une façon réitérée dans le cours de ces années dans ses organes de presse. Elle l'a été aussi par ses Congrès et Plenums et par les déclarations de ses Comités et Secrétariats responsables, selon la ligne que leur trace l'Organisation elle-même.

La position et l'attitude classique de la CNT et de l'anarchisme espagnol en ce qui concerne la monarchie et les institutions étatiques n'a pas varié, ils les considèrent comme un obstacle à la véritable liberté du peuple. C'est le peuple lui-même qui doit librement décider de sa destinée et administrer ses intérêts, par une gestion directe et des organismes appropriés, de base populaire, fédérative et libertaire.

La transition, violente ou non, du franquisme à un nouvel état de chose, n'implique sous aucun concept que

la CNT et le MLE doivent établir de quelque façon que ce soit un compromis avec de nouvelles institutions autoritaires, même si elles étaient provisoires. Les hommes et les militants de la CNT et du MLE, dans leur immense majorité et d'une façon individuelle et collective sont résolument opposés à cela.

La CNT et le MLE ne cessent pas leur combat héroïque contre Franco et son régime. Leur lutte a pour objectif précis d'abattre la tyrannie qui règne depuis tant d'années en Espagne sans composition aucune et encore moins avec des forces réactionnaires. Son but est d'instaurer en accord avec la libre volonté du peuple espagnol, un système de vie sociale libre et juste, ouverte à toutes les possibilités de rénovation et de progrès.

La CNT et le MLE, en poursuivant ce but, combattent la tyrannie sans faiblesse et conservent leur liberté et indépendance d'action. Ils ne sont liés ni aux monarchistes, ni à aucun autre parti, par nul accord, ni compromis.

La CNT continue à être la première et la plus importante des organisations espagnoles. Elle se maintient dans sa ligne historique sans déviations. Elle réaffirme, en tous temps et circonstances, et revendique sa finalité libertaire dans le présent et dans l'avenir espagnol. Elle est et sera toujours à l'avant-garde de la lutte contre toute tyrannie et en faveur de la plus grande liberté, avec les travailleurs et aux côtés du peuple.

CNT d'Espagne en Exil
Secrétariat Intercontinental

Jurisprudence et Prévention Faute inexcusable ou non ?...

« L'EMPLOYEUR AVAIT VOLONTAIREMENT OMIS DE PRENDRE LES MESURES QUE LUI IMPOSaient ET LA PRUDENCE ELEMENTAIRE ET LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR » : CE FUT LA CAUSE DE L'ACCIDENT.

* *

Un ouvrier travaillant à la réfection de la toiture d'une église, glisse, tombe et se tue. Il portait des chaussures au lieu d'espadrilles. Mais, comme le travail était fait sous les ordres et la surveillance directe de l'entrepreneur, il appartenait à celui-ci soit d'interdire le travail sans espadrilles sur le chantier, soit de munir le chantier des dispositifs de sécurité prévus par le décret du 9 décembre 1925.

Le 3 juin 1953, M. F... était occupé à la réfection de la toiture d'une église lorsque ayant glissé, il fit une chute de 8 mètres et se tua.

La veuve de la victime invoqua la faute inexcusable de l'employeur. La Commission régionale d'appel s'y refusa en disant que l'ouvrier avait commis l'imprudence de s'aventurer avec des chaussures sur une partie de cette couverture sur laquelle il n'avait pas à travailler.

La Cour de cassation en a jugé autrement. Elle a rappelé d'abord la définition jurisprudentielle de la faute inexcusable.

« Une faute d'une gravité exceptionnelle dérivant d'un acte ou d'une omission volontaire, de la conscience du danger que devait en avoir son auteur, et de l'absence de toute cause justificative ».

La Cour suprême s'est ensuite attachée à montrer que ces divers éléments se trouvaient réunis :

1. Le travail auquel participait la victime s'effectuait sous les ordres et sous la surveillance directe de l'entrepreneur ; il appartenait, en conséquence, à ce dernier soit de veiller à ce que l'ouvrier n'exécute pas son travail sur cette partie du chantier, si ce n'est avec des espadrilles, soit de munir cette partie du chantier du dispositif de sécurité prévu à l'article 49 du décret du 9 décembre 1925, ce qu'il n'avait pas fait.

2. L'employeur, « spécialiste qualifié », ne pouvait pas ne pas avoir conscience du danger auquel il exposait son ouvrier ; il a volontairement omis de prendre les mesures que lui imposaient la prudence la plus élémentaire et la réglementation en vigueur.

3. Il s'ensuit donc que la faute, d'une gravité exceptionnelle, commise par l'employeur est inexcusable au sens de l'article 65 de la loi du 30 octobre 1946.

(Cassation sociale - 17 mai 1953)

ON EST UN VIEILLARD QUAND ON CONSIDERE QU'ON N'A PLUS RIEN A APPRENDRE.

TRAVAILLEURS

Ne vous laissez plus bernier par les politiciens, cuevrez à votre libération en rejoignant le syndicalisme révolutionnaire.
Ralliez la C. N. T. !

Un charpentier remplace des ardoises sur un toit : la corde à laquelle il est attaché se rompt. Il tombe et se tue. Faute inexcusable de l'entrepreneur qui avait omis de munir son ouvrier d'une ceinture de sécurité comme l'impose le décret du 9 novembre 1925. Cette omission avait été la cause de l'accident.

Le 9 novembre 1953, un ouvrier charpentier, M. M... est occupé à remplacer des ardoises sur un toit, lorsque la corde à laquelle il est attaché se rompt ; il est alors précipité sur le sol et trouve la mort.

Sa veuve invoque la faute inexcusable de l'employeur ; la Commission régionale d'appel fait droit à sa requête. L'employeur se pourvoit en cassation.

Voici l'essentiel de l'arrêt rendu par la Cour suprême.

1. La Commission régionale d'appel avait ordonné une enquête sans s'expliquer au préalable sur les éléments constitutifs de la faute inexcusable invoquée. L'employeur le lui reprochait. Or, constate la Cour, la Commission régionale n'a ordonné cette mesure d'instruction qu'après avoir rappelé les éléments constitutifs et observé qu'il lui importait de rechercher si l'employeur avait, en l'occurrence, mis à la disposition de son ouvrier les moyens nécessaires à sa protection. Ce faisant, elle a usé de son pouvoir souverain d'appréciation, et le moyen invoqué par l'employeur n'est pas fondé.

2. La Commission régionale a pris soin d'observer que l'entrepreneur avait omis de munir son ouvrier d'une ceinture de sécurité, ainsi que le décret du 9 novembre 1925 lui en faisait l'obligation. Après avoir admis que cette omission avait été la cause de l'accident, les juges d'appel « étaient fondés à apprécier d'une façon tout au moins implicite », que la faute ainsi commise par l'employeur était d'une gravité exceptionnelle, et que celui-ci ne pouvait pas ne pas avoir conscience du danger auquel il exposait ainsi son ouvrier.

Le pourvoi de l'employeur est donc rejeté.

(Cassation sociale - 6 mars 1958)

* *

Un ouvrier, poussant une brouette doit emprunter une passerelle en pente pour aller à un poste de travail situé au sous-sol. La lourde brouette l'entraîne ; il tombe et se tue. Faute inexcusable : la passerelle ne comportait ni garde-corps, ni plinthes. Cette omission d'une précaution dictée par la plus élémentaire prudence constitue de la part de l'employeur, qui ne pouvait pas avoir conscience du danger, une faute d'une gravité exceptionnelle.

Le 15 janvier 1954, M. N... travaille sur un chantier. L'entrepreneur, qui doit bétonner une cave, a fait installer au-dessus de celle-ci une passerelle en bois longue de 7 m. et d'une largeur de 80 cm. à 1 m., que devaient utiliser les ouvriers chargés d'amener le béton. Cette passerelle sablée, d'une pente de 18 %, ne comporte ni garde-corps, ni plinthes.

M. N... lors d'un de ses trajets, ne peut retenir la lourde brouette qui roule hors de la passerelle, l'entraîne et le fait tomber dans la cave d'une hauteur de 2 m. 80. Cette chute est mortelle.

L'entrepreneur fait appel en Cassation du jugement de la Commission régionale d'appel le condamnant pour faute inexcusable.

La Cour suprême rejette ce pourvoi avec les attendus suivants :

« Attendu que pour retenir la faute inexcusable de l'employeur, la Commission régionale d'appel a observé, à bon droit, que le travail auquel était astreint N... était en lui-même très dangereux et pénible du fait des efforts soutenus qu'il devait faire pour retenir sa lourde brouette sur cette passerelle étroite et branlante, en forte pente ; que si les circonstances de l'accident paraissent faire ressortir que N... avait dès lors manqué de réflexes, il n'en résultait pas moins que cet accident ne se serait pas produit si l'entrepreneur, qui se devait de veiller sur la sécurité de ses ouvriers et ne pouvait pas ne pas avoir conscience des dangers auxquels il les exposait ainsi, avait pris la précaution, dictée par la plus élémentaire prudence, de munir cette passerelle d'une balustrade ou de tout autre dispositif, omission qui constituait de sa part une faute d'une gravité exceptionnelle ;

D'où il suit que, par ces motifs, qui ne sont pas entachés de contradiction, la Commission régionale d'appel a légalement justifié sa décision ».

(Cassation sociale - 6 mars 1958)

ARTICLE 49

(MODIFIE PAR DECRET DU 10-8-1943)

DU DECRET DU 9 DECEMBRE 1925

« Dans les travaux exécutés sur les toits et autres travaux exposant les ouvriers à des chutes graves, il sera installé, à défaut d'échafaudages, des garde-corps, crochets, plinthes, ou autres dispositifs protecteurs s'opposant efficacement à la chute de l'ouvrier sur le sol s'il vient à glisser.

« Lorsqu'il y aura une impossibilité d'utiliser ces dispositifs protecteurs, et pour l'exécution des travaux de charpente, des ceintures de sûreté avec cordages permettant de s'attacher à un point fixe seront mis à la disposition des ouvriers ».

L'alcool fait vivre ceux qui le vendent, mais tue ceux qui le boivent.
Anatole FRANCE

Il n'y a pas que les producteurs qui doivent manger.
Les chômeurs, les malades, les vieux ont droit aussi à un pouvoir d'achat décent.

Si je consomme, je dois produire ;
Si je reçois, je dois donner ;
Si je profite à la société, je dois la servir.
Mme GYP

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : Abonnements 12 numéros : 220 fr.; 24 numéros, 430 fr.; 48 numéros, 850 fr. Changement d'adresse : 20 francs. 39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9^e

ASSEZ DE BARATIN !...

Depuis le 13 Mai, on nous en fait accroire. La V^e République se révèle aussi impuissante que la précédente. Le chômage total ou partiel n'a jamais atteint un tel niveau; La hausse des prix est impressionnante; Les salaires sont bloqués. Tel est le lot des prolétaires à qui on préconise l'AUSTERITE.

PAR CONTRE

L'« indemnité » des députés a été copieusement augmentée et dépasse CINQ MILLIONS PAR AN; Certains « chômeurs » ont été reclassés, les anciens Présidents de la République, par exemple, dans le Comité Constitutionnel... à 750.000 FRANCS PAR MOIS;

La « dotation » de l'actuel Président de la République qui s'élevait en 1958 à 80.500.000 francs a été portée pour 1959 à 181.200.000 francs, SOIT UNE AUGMENTATION DE PLUS DE 100 MILLIONS DE FRANCS.

C'est une insulte aux « économiquement faibles » eux aussi « Français à part entière » à qui on a alloué une aumône supplémentaire de 14 FRANCS LEGERES PAR JOUR.

IL EST GRAND TEMPS QUE CELA CESSE!

Nous voulons des conditions de vie décentes pour tous; Nous voulons des logements sains et confortables; Nous voulons la fin de la guerre d'Algérie, dont le dernier quart d'heure n'expire jamais.

Le système capitaliste est incapable de nous satisfaire? Qu'on en change, donc! Si on ne peut plus vendre la production pour la satisfaction du PROFIT, qu'on la distribue.

Que les machines tournent à PLEIN pour améliorer la condition humaine et non pour fabriquer des armements.

La C.N.T. vous invite à examiner ses suggestions qui n'ont rien d'utopiques mais découlent de réalités flagrantes.

POUR EN ACQUERIR LA CERTITUDE, LISEZ SON JOURNAL « LE COMBAT SYNDICALISTE » ET ASSISTEZ AUX MEETINGS QU'ELLE TIENDRA, PARTOUT OU ELLE EN AURA LA POSSIBILITE, A L'OCCASION DE LA COMMEMORATION du PREMIER MAI

LEGITIME DEFENSE

«...Ceux qui vont au rebours de la loi naturelle en s'abêtissant dans la fange ou en rompant, par leur mécanicité, ce lien d'amour sur lequel l'humanité fonde son plus grand espoir de survivre; ceux-là ne méritent pas d'être au monde; ils sont inutiles, ils sont dangereux, leur sort est de disparaître ».

L. DE LAUNAY

Au terme de l'existence, l'individu qui dut, au long de son calvaire de travailleur subir, les volontés d'un patron-maquereau, accepter sans murmure le « viatique » que celui-ci lui jetait en contre-partie de sa sueur, de son intelligence et de sa jeunesse, puis usé, réduit à la plus extrême misère, dans quel abîme de pensées se trouve-t-il plongé?

Si l'on pouvait pénétrer la subjectivité de ce vieil ouvrier conscient de sa valeur humaine; à quel procès de la société assisterions-nous?

VERS L'ABOLITION DU SALARIAT

(Suite de la page 1)

rien ne finirions-nous par comprendre de la guerre dont nous avons tous peur, c'est nous qui en forçons les instruments, c'est nous qui la rendons nécessaire. Car enfin, si vous voulez des salaires en accord avec ceux qui cherchent des profits il ne reste en définitive qu'un seul moyen de réaliser ce programme, c'est de tout détruire par la guerre, c'est d'annuler l'abondance pour ressusciter « l'art de gagner de l'argent ». Et croyez que ce serait déjà fait si la science ne jetait l'épouvante dans les cerveaux. La communion mentale des classes est évidente. La lutte entre elles se résoud à des disputes entre associés inégaux dans le partage des richesses, mais résolus à se maintenir dans l'erreur funeste du système « vente - achat ».

L'Égalité économique n'est plus un rêve, une utopie, c'est une nécessité impérieuse : distribuer ou périr!

Et que ceux d'entre nous qui se perdent dans les abstractions et l'irresponsabilité, dans les gémissements ou l'incapacité orgueilleuse réfléchissent.

Il y a un combat à livrer, une lutte magnifique à entreprendre et à poursuivre sans défaillance : matérialiser par des chiffres, des techniques, des plans, les principes et les théories valables de nos aînés qui sont morts trop tôt pour voir leurs utopies devenir des nécessités.

G. BRITEL

A celui-ci sans nul doute : « toute ma vie j'ai cru à la nécessité du statut-quo, aveugle je ne voyais pas que la matière que l'on me faisait façonner pour un prix dérisoire, malgré une longue journée, du petit matin à la tombée de la nuit, avait été extraite et transformée par d'autres imbéciles de ma trempe, occupés dans les mêmes conditions, et que nos patrons respectifs se préoccupaient d'avantage de leurs intérêts que de notre qualité d'homme; pour eux nous étions les « transformateurs » et à ce titre considérés, comme faisant partie du matériel. Notre salaire majoré (pas pour nous) entraînait dans le prix de revient et dans les bénéfices au même titre que les autres produits.

Ma déconvenue s'accroît lorsque je fis remarquer à mon employeur que j'aurais besoin d'un peu d'augmentation, courroucé mon cher patron me rétorqua, vous n'y pensez pas! Vous n'aurez rien! Allez travailler! Pétrifié, dans un mouvement de dignité j'intervins auprès de mes compagnons de chaînes et nous décidâmes de n'en pas rester là; c'est alors que je compris pour la première fois à quoi servaient les gendarmes, l'armée, les juges et les prisons.

Moi qui dans ma petite tête d'électeurs croyais à la sincérité des promesses de nos représentants; mon expérience me révéla qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres : voici une scène : « Patron nous désirons une petite augmentation? Vous ne l'aurez pas! Soit! Nous ferons grève, qu'à cela ne tienne. Et l'armée, les gendarmes entrèrent en action. (Nul doute qu'ils avaient reçu l'assurance de l'impunité en cas de massacre de la « canaille »). Des camarades tombèrent à mes pieds, d'autres comme moi furent conduits sous bonne escorte et dûment « caressés » — comme savent le faire nos braves agents — au poste.

Dès lors, je compris la collusion entre ceux qui nous exploitent et ceux qui vivent grassement de notre naïveté. Mais quelle amertume pour moi lorsque je reconnus parmi mes « anges gardiens » le père des enfants avec lesquels les miens et, ceux d'un cher ami, qui avait trouvé la mort dans la lutte que nous menions, s'ébattaient innocemment, ignorant le drame qui se jouait entre leurs parents, ainsi donc m'écriai-je, juges policiers et l'armée, n'ont été créés qu'à cette intention, nous imposer leur tyrannie. C'est bien cela, même dans la bible le juge précède le délinquant.

Dans ma prison, je méditais, et me mis à sourire de mes anciennes croyances, en souhaitant que mes congénères en fissent de même. Mes soliloques, me conduisirent à cette conclusion, qu'un homme sensé et honnête doit rejeter ces deux monstruosités que sont : Capitalisme et gouvernement,

LA COMMUNE... VERSION :

“ ENSEIGNEMENT LIBRE ”

L'historique de la Commune peut être fait en quelques traits de plume...

...les gardes nationaux (c'était le nom donné à ces soldats improvisés) malgré le siège avaient, sous leur uniforme, la vie gaie, facile, meilleure que le travail des usines ou des chantiers! Jouant aux cartes, chantant, buvant, devisant au milieu du bruit de la canonnade, convertissant, ces cinq mois de tristesse, d'oppression, d'agonie énervante en un événement heureux, en une fête perpétuelle!

La ville fut prise, les Allemands pénétrèrent dans ses murs, et le gouvernement au milieu des transactions entamées avec les vainqueurs songea enfin à désarmer la légion des gardes nationaux.

Mais ils avaient pris goût au métier facile de défenseurs d'arrière-postes; ils ne voulurent pas remettre leurs armes. Ils avaient à eux des canons, on les contraignit à les rendre, ils refusèrent, et il fallut les cerner à Montmartre où ils s'étaient massés avec leurs pièces comme dans une citadelle.

Les troupes envoyées pour les réduire en vièrent à bout et reprirent les pièces, mais les moyens de transport pour les enlever ne parvinrent pas assez vite. Les soldats, dans l'attente des ordres du gouvernement, fraternisèrent avec les insurgés et firent bientôt bande commune avec eux, levant la croix de leurs fusils en l'air; puis vint l'assassinat des deux généraux Clément Thomas et Lecocq, après cela les mutins se répandirent dans Paris où peu à peu l'émeute s'étendit, attirant à elle un vent de révolution pour monter des bas-fonds à la surface, et il n'en manqua jamais de ceux-là...

La Commune fut proclamée. Le gouvernement se réfugia à Versailles, abandonnant Paris que l'armée de nouveau couvrit de balles et de boulets, mais cette fois, sur des Français... et, contre des barricades!

Paris se couvrit de ces retranchements; on en compta jusqu'à un chiffre énorme de cinq cent quatre-vingt deux, qu'il fallut ensuite enlever un à un, ce qui exigea un temps considérable, pendant lequel les communards multiplièrent les incendies et les massacres.

Les soldats français...

...que d'injustes voix avaient traités de capitulards et de lâches, compriment, quand ils furent en présence des insurgés, qu'ils étaient ces misérables qui, par leur indisciplinable, leurs fanfaronnades, leur lâcheté au moment de combattre, avaient été les meilleurs auxiliaires de l'ennemi envahissant.

Ce fut cette conviction qui donna aux luttes de la Commune ce caractère de férocité de tuerie dont l'histoire a enregistré les horreurs...

Le premier mouvement d'émeute qui éclata dans Paris révolutionnaire le quartier de Passy qui s'unit à l'insurrection. Chez Elias les têtes s'échauffèrent.

En temps ordinaire, le bonhomme, pour soutenir son exaltation, se grisait en sirotant par jour de quatre à cinq petits verres de vieille eau-de-vie; il porta la ration jusqu'au demi-litre dès qu'il sut qu'on dressait à quelques kilomètres de chez lui les premières barricades et titubant, puis entraînant Bernardo presque aussi ivre que lui, ils allèrent donner leur coup de main aux communards.

Ce coup de main consistait à travailler avec eux, à élever ces énormes et fantastiques défenses faites de voitures renversées, de kiosques accumulés, de tables, de chaises, de pierre, de pailles, de bois, tout cela recouvert de terre, criblé de cailloux et de débris de fer, en résumé des prodigieux amoncellements de mille choses disparates, sur lesquels et contre qui on allait bientôt se battre.

L'insurrection eut pris naissance au coin de la rue Fontaine-au-Roi et de la rue Saint-Maur à Paris et, de proche en proche, comme une longue et malsaine traînée, partout les barricades s'élevèrent.

La Commune était dans son plein.

On allait se battre au quartier de Passy. Depuis le matin, Elias buvait, Bernardo pérorait, la tête perdue, les yeux fous, avec des gestes déordonnés et tout à fait sanguinaires.

Comme un démon, le vieux juif excitait sa jactance; dans un coin de la salle, il avait apporté une bonne dose de pétrole jointe à une vieille pompe à incendie qu'ils devaient à eux deux, dans quelques instants, transporter devant le premier édifice désigné.

En bas, dans cette large rue, c'était véritablement une horreur, un grouillement d'êtres, voyous et soldats,

ruant les uns contre les autres, s'entre-dévotant, s'assomant. On pétaînait des blessés; le feu prenait sous la barricade qui n'allait plus être bientôt qu'un bûcher; des éternuements rejaillaient dans la rue les corps des morts qui retombaient à terre comme des masses; un fou, un héros armé d'un assomoir saillant dur au milieu d'une bouillie sanglante amoncelée à ses pieds; derrière lui, un vieil homme vêtu d'une lévite grasse, dégoûtante, avec le nez crochu, un type d'Israélite, lui soufflait quoi à ce démon athlétique sa haine ou sa vengeance à l'oreille, et puis...

Ces larges extraits, rigoureusement transcrits, d'un livre de prix décerné en fin d'année scolaire à un garçon de dix ans fréquentant l'externat (libre) Notre-Dame à Versailles, s'ils ne nécessitent pas de longs commentaires, suscitent toutefois quelques réflexions.

Passons sur la pauvreté du style, sur les fautes de français, les erreurs de ponctuation même qui démontrent, s'il en était besoin, le niveau extrêmement bas de l'enseignement clérical, nullement meilleur dans les autres matières enseignées.

C'est là un aspect mineur de la question.

PREMIER MAI EN EXIL

(suite de la page 1.) Notre lutte ne peut cesser avant d'obtenir le triomphe.

Il faut que les tyrans et leurs valets sachent une fois de plus que la C.N.T. et le mouvement libertaire espagnol ont hissé le drapeau de la lutte pour la libération des hommes et dans ce but nous nous déclarons solidaires à tous les lutteurs de bonne volonté.

L'histoire de la C.N.T. est écrite avec le sang généreux de milliers de martyrs qui, comme ceux de Chicago, défendirent leur vie pour obtenir une véritable Liberté.

A l'occasion de ce 1er mai 1959, rendons un hommage très ému à tous ceux qui sont tombés pour avoir défendu la cause de l'émancipation prolétarienne.

A tous ceux qui souffrent dans les prisons pour s'être opposés à la tyrannie, notre solidarité et notre salut fraternel doit aussi leur être transmis.

Travailleurs espagnols en exil! aujourd'hui plus que jamais il faut penser à ceux qui souffrent en Espagne les brutalités du fascisme Franco-phalangiste.

Rendons effective notre solidarité! Vive le 1er Mai! Vive la solidarité prolétarienne! Vive l'Association Internationale des Travailleurs.

Le Gérant responsable : J. SORIANO

Comment s'étonner alors que certains de nos camarades, qui ont eu le très réel privilège de fréquenter successivement l'école « libre » et la laïque, aient gardé de la seconde, où l'on n'apprend tout de même pas de pareilles stupidités, un souvenir bien meilleur?

Comment être surpris qu'ils se refusent à considérer avec la moindre bienveillance les maîtres es-hyprocrites que sont les catholiques, dont les écoles confessionnelles sont des pépinières de fascistes.

Le danger est toujours là, il est même plus grand que jamais dans la période que nous vivons, avec la répartition proportionnelle scolaire qui nous menace, et le masque libéral qui couvre la face de l'Eglise apostolique et romaine ne fait qu'en accroître dangereusement l'ampleur.

Tout clérical considère la tolérance comme une faiblesse et l'exploite cyniquement. C'est là une évidence dont il faut se pénétrer, si l'on veut un jour guérir l'Homme du cancer religieux qui serait fort capable, à lui tout seul, de le mener à sa perte. S'il a été possible de surmonter les pseudo-communistes « jésuites-rouges » n'oublions pas que c'est parce qu'il en existe d'autres, authentiques ceux-là.

H. BESNIER

ALERTE A L'ALCOOL!

C'EST le titre d'un article de Jean Rasset, paru dans la revue « La Compagnie des Jeunes » et dans lequel il ne fait qu'ébaucher les données d'un problème qui exige une étude très profonde, et ne nous présente aucune solution. Jugez-en vous-même.

« La Folie et la Cirrhose progressive ». Une fois de plus le Comité National contre l'alcoolisme jette son cri d'alarme devant les effrayants progrès de la mortalité causés par l'éthylisme. Médecins et psychiatres se penchent avec angoisse sur ce problème et réclament les mesures propres à enrayer un fléau qu'ils considèrent à juste titre comme pire que les maladies. La difficulté n'est pas mince, car il a été établi qu'un français sur dix vit de la production ou de la vente des alcools.

« Les dernières statistiques révèlent que 9.712 décès sont imputables à la cirrhose alcoolique; ils n'étaient que de 2.682 en 1946. Le nombre des aliénés de 97.000 en 1952 contre 65.000 huit ans auparavant, fait apparaître un accroissement moyen annuel de 4.000 cas... L'alcoolisme et l'hérodolcoolisme sont les principales causes de ces folies. N'oublions pas d'autre part que 75 % des accidents de la route sont causés par l'abus des boissons.

« Les assistants sociales considèrent pour leur part, que dans 50 % des cas, la désorganisation des foyers est due à l'usage excessif des alcools.

« 35.000 morts de vingt ans !... »

« Les conclusions des études effectuées, tant par les praticiens que par les organismes officiels, démontrent que nous perdons, par la faute de l'alcool, 35.000 jeunes d'une vingtaine d'années, soit deux fois plus que n'en enregistre l'Angleterre. On compte en France quelques 700.000 débits de boissons soit un pour 34 adultes, qui correspondent à la proportion effrayante de 10 cafés ou bars pour une seule boulangerie. De 35 à 46 ans, un décès sur trois est causé par l'alcoolisme et, si l'on constate que un français sur

trois est suralcoolisé, ce qui représente une moyenne alarmante, il est patent qu'un adulte sur six peut-être considéré comme un futur alcoolique, s'il ne l'est déjà... Quoi d'étonnant quand il est démontré que l'alcool représente chez nous 8 % du revenu national et 10 % du budget familial, avec le chiffre astronomique de 600 milliards dépensés annuellement pour la boisson ».

Suivent encore d'autres chiffres statistiques sur les quantités d'alcool consommé, les dépenses de l'état pour soigner les alcooliques, le nombre toujours croissant de bouilleurs de crus ainsi que le développement de la surface des vignobles. Et tout cela pour conclure en disant d'abord :

« Nos vignes et nos fruits ne doivent pas servir à fabriquer presque exclusivement des boissons alcoolisées »; ce qui laisse tout de même supposer la fabrication d'une certaine quantité d'alcool ».

Et il termine en disant :

« Certes, il n'est pas question de rayer brutalement tous les débits de boissons. Il est normal qu'il en existe. Mais l'excès en tout est un défaut. Je pense qu'un juste milieu n'est pas impossible à réaliser ».

Et ! bien, voilà ce qui s'appelle « ménager la chèvre et le chou ». Ce bonhomme-là sait bien compter avec les médecins et les psychiatres angoissés par les proportions que prend le fléau, mais il ne peut s'empêcher de manifester son faible pour l'estaminet ou le bistrot du coin. C'est si facile d'entretenir le mal quand on en conserve la cause.

Non, Monsieur Rasset, nous n'admettons pas qu'il existe des individus qui exploitent les misères de l'être humain dans un dessein pas toujours avouable.

Pour lutter contre l'alcoolisme, comme pour lutter contre toute autre plaie sociale il faut de l'honnêteté et ne rien cacher. Et alors c'est le système social qu'il faut condamner, c'est la civilisation capitaliste qui est mise en cause. Si le travailleur consomme plutôt des boissons alcoolisées que des jus de fruit c'est d'abord à cause de l'éducation qu'il a reçue étant jeune, de l'ambiance corrompue dans laquelle il végète parfois, mais c'est aussi et surtout parce que la société le lui interdit. Le prix d'achat des jus de fruit est trop élevé pour son salaire et ce n'est que les gavés qui y ont droit. C'est enfin qu'il faut aussi un « coup de fouet » au travailleur de force pour supporter les cadences infernales qui lui sont imposées dans la mine, à l'usine ou sur le chantier. D'ailleurs, il en serait tout autrement, si ce français sur dix qui vit de la production ou de la vente des alcools travaillait, de concert avec les innombrables autres parasites de notre siècle, à une œuvre constructive ou utile au bien-être de tous, afin de saturer de denrées toutes les branches de la production. Alors il ne resterait plus qu'à distribuer équitablement toutes ces richesses en partant du principe que « chacun soit servi selon ses nécessités » et non selon ses titres de noblesse.

Mais non, la société actuelle préfère maintenir le vice et l'ignorance; elle ne veut pas saturer les marchés de denrées et si cela arrive malgré elle, alors... c'est la guerre. C'est la guerre seule qui peut remettre en équilibre le spectre du capitalisme qui menace de chuter depuis longtemps déjà et qui chutera irrémédiablement le jour où la classe ouvrière, forte de son émancipation, l'y aidera du pouce.

J. SORIANO



3428

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens.
A chacun selon ses besoins.

31^e ANNEE — NOUVELLE SERIE Numéro 155

20 FRANCS

JUIN 1959

CONTRADICTIONS OUTRAGEANTES

Pour peu que l'on ait consulté l'histoire on reste interdit du nombre formidable de contradictions qu'elle contient. Il serait vain de tenter de les relever toutes, d'autant qu'elles se manifestent sur tous les plans de la vie sociale. La nécessité de les dénoncer constitue le premier devoir de tout citoyen désireux d'affirmer sa personnalité humaine dans le rôle qu'elle doit jouer au sein des sociétés. Constantement répandues comme des vérités premières, c'est à leur crédit que les peuples doivent leur esclavage ancestral. Insérées en bonne place dans tous les manuels classiques d'histoire depuis toujours, elles ont sans cesse servi de thème pour consolider la tyrannie des possédants sur les indigents. Ce fut leur arme initiale et, c'est toujours la même qu'utilisent de nos jours, ceux qui détiennent le pouvoir et son inhérente puissance. Cette utilisation maléfique leur a si bien réussi, au-delà de tout entendement, que nul de nos jours ne saurait la réélargir au domaine des accessoires inutiles.

Et pourtant s'ils reconnaissent que nous sommes en pleine période de civilisation, de progrès social, de science appliquée, le paupérisme est toujours là vaincu avec ses interminables théories de malheureux qui voudraient bien profiter d'un sort meilleur.

Alors que nos Elites vont à la conquête de l'espace des centaines de milliers d'êtres humains ne trouvent même pas un toit pour s'y abriter avec leur famille. Pas même la vie des troglodytes. Et cependant les « puissants » du jour, dernièrement acclamés, reprennent à leur compte, en don de joyeux avènements, les fameux slogans de leurs prédécesseurs, feignant d'inaugurer, aux accents de la Marseillaise, une ère de justice et de mieux être, billevés. L'exploitation capitaliste sur le travail a engendré la misère à l'état endémique. Elle en est l'inéluctable fonction et, a créé, en outre, dans le monde entier, avec l'antagonisme universel les rivalités d'intérêts. Les uns et les autres étant indissolubles du régime capitaliste corrompueur au premier chef. De là, impossibilité absolue d'établir une justice, base indispensable à toute organisation sociale, le passé de : Thésée, Lyeurgue, Cicéron, Montesquieu, à nos jours a prouvé qu'aucune loi n'est juste, ne peut l'être en dépit des interminables discours qui en font l'objet et leur nombre incalculable. Quelqu'un déclarait « que toutes les lois sont injustes que, seul le juste doit être loi ». D'accord mais hélas, impossible tant que les discussions portent, intentionnellement, sur les conséquences et non sur la cause du mal, qui est le capitalisme.

Suivant la marche immuable du temps, les gouvernements avec leurs hommes d'Etat pourvus de pouvoirs plus ou moins absolus, commettent tour-à-tour les mêmes et inconcevables erreurs que celles qui ont été les époques.

Nous venons d'assister à la chute

de la IV^e République qui laissa averser une situation financière catastrophique : son règne fut marqué par des scandales sans nombre, des plus immoraux auxquels furent mêlés bien des personnages politiques. Il est vrai que les précédents régimes n'en étaient pas exempts !

Tous ces signes préliminaires révélaient une catastrophe imminente ;

il fallait d'urgence un « sauveur », car les dirigeants avaient perdu la confiance de la nation. Il arriva, aux acclamations du pays tout entier ; ayant beaucoup promis. « On se sentait revivre heureux d'avoir échappé à un grand danger ? ? ? ». Mais, ses préférences allèrent de suite à ses amis financiers, gros industriels et commer-

(suite en page 4.)

HEROS ET MARTYR DE LA COMMUNE DE PARIS EUGENE VARLIN - 5 octobre 1839 - 28 mai 1871

« C E mort-là est tout aux ouvriers », ainsi parle Lissagaray au terme de son récit de l'assassinat de Varlin.

Oui, tout aux ouvriers ; tout à la classe ouvrière, à celle d'hier, d'aujourd'hui, de demain, à celle de France et de tous les pays, car, à travers le temps comme à travers l'espace, la classe ouvrière héroïque et souffrante ne forme qu'un corps et qu'une âme. Et je voudrais que cette belle figure fine et grave d'Eugène Varlin, l'ouvrier relieur, restât fixée dans la mémoire du prolétariat militant : tout dans sa vie est exemplaire, et il est mort comme il avait su vivre, poussant le don de soi jusqu'au suprême sacrifice.

De tous les martyrs de la Commune, des trente-cinq mille héros tombés glorieusement dans la bataille des rues, aucun n'est plus vivant après plus de trois quarts de siècle. Sa face austère, méditative et douce domine la terrible épopée. (...)

C'est sur le terrain syndical, à la société des relieurs de Paris qu'il fit comme militant ses premières armes. Mais il ne s'enferma dans les limites étroites du corporatisme tel qu'on le comprenait alors. Les salaires, les grèves, la durée du travail, le chômage, la coopération, le crédit mutuel : questions essentielles certes ; toute la question, non pas. Si « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », cela ne veut pas dire, tant s'en faut, qu'elle s'effectuera sans que les travailleurs aient à sortir des ateliers. (...)

Varlin se plaça tout de suite à l'extrême avant-garde du mouvement révolutionnaire. Sa vie ne fut qu'une avec celle de sa classe. Partout où s'engageait la bataille économique ou politique, Varlin est là, au premier rang, encourageant les autres, donnant l'exemple de l'audace réfléchie et de la résolution inflexible. Avec ce solide bon sens qu'il tient de son ascendance paysanne, il réalise en vérité le type harmonieux du militant complet. Socialiste, coopérateur, syndicaliste, il n'a qu'une pensée, toujours la même, l'organisation des travailleurs. (...)

Raconter les suprêmes semaines qui précéderont sa mort, ce serait retracer jour après jour tout le calvaire de la commune. Varlin mena de front l'administration et le combat. D'abord dé-

légué aux finances (30 mars 1871), il fut envoyé le 6 mai à la commission de la guerre comme délégué à l'intendance. On sait qu'il fut de la minorité communiste, de ceux qui, socialistes de principes, voyaient avec peine la ma-



jeorité de leurs collègues verbaliser au lieu d'agir, singer au lieu d'innover, de ceux qui se prononcèrent le 1er mai contre l'institution d'un comité de salut public, où ils voyaient, ont-ils dit, « l'oubli des principes de réforme sérieuse et sociale d'où est sortie la Révolution communale du 18 mars, le retour dangereux ou inutile, violent ou inoffensif à un passé qui doit nous instruire sans que nous ayons à le plagier ».

Courage les Vieux !

BEAUCOUP d'entre nous ont subi l'évolution de tous les âges, après avoir été jeunes, actifs, dynamiques.

Après avoir traversé la maturité en confrontant leurs espoirs d'hier aux réalités d'aujourd'hui, ils se sont sentis blessés dans l'amour qu'ils exprimaient à l'égard des hommes. Se repliant peu à peu sur eux-mêmes, refoulant leurs désillusions ils sont

devenus des « purs esprits » se suffisant « d'être » ce qu'ils avaient toujours désiré devenir.

Et c'est ainsi, que subissant les altérations organiques que dispense la nature, ils sont entrés dans la vieillesse et se sont isolés dans le repos mental et l'inaction sociale.

Les moins atteints sont devenus des dilettantes. Les autres ont déserté le social.

Et peu d'entre eux ont essayé de comparer leur évolution à celle des autres, de ceux qu'ils se proposaient d'appeler à la lumière, au grand combat pour une Société où l'entraide se substituerait à la lutte.

Jeunes, inexpérimentés mais ayant vécu une période historique d'un Socialisme religieux d'une extraordinaire intensité, nous avons cru dans l'évolution rapide, irrésistible des travailleurs.

Et le temps a passé bouleversant nos pronostics, comme il avait dégradé la grosse majorité des militants de la classe ouvrière.

Il faut dire aussi que notre ferveur était d'autant plus exaltée que nous ne nous apercevions pas qu'elle reposait sur des théories incomplètes, insuffisantes.

Nous vivions de nos principes... Et nous nous étonnions que les autres ne s'en émerveillent...

Nous nous épuisions en vain sans comprendre qu'après tout « les au-

tres » avaient le droit de se montrer réticents, en face de notre désordre et de notre inaptitude à l'organisation.

On ne bâtit pas un monde avec des mots, pas même avec l'esprit de sacrifice ! Il faut apporter à cette œuvre des matériaux et démontrer que l'on détruit avec d'autant plus d'allégresse que l'on se sent capable de construire avec art...

Que sont donc « les autres » ? C'est-à-dire « les Hommes » ?

Nous naissons tous avec des besoins impérieux, immédiats qui ont un rapport direct avec notre santé. Par là, nous sommes, sinon tous semblables, tout au moins très près les uns des autres.

C'est alors qu'apparaît notre caractère individuel déterminé par une hérédité qui a subi au cours des siècles les lois connues ou non de la nature et les influences de civilisations successives.

Et chacun de nous exprime par des besoins particuliers ce que la nature et la civilisation ont déposé en lui. Dans ce déterminisme aveugle IL

N'EST POINT DEUX INDIVIDUS QUI PUISSENT EXPRIMER LES MEMES BESOINS.

Il y a des besoins universels comme celui du bien-être, du bonheur, se sentir en sécurité, en paix...

Il y a le besoin d'indépendance, ♦ (Suite en page 3.)

CYCLE DES MANIFESTATIONS DU PREMIER MAI 1959

RESUME SUCCINCT DES EXPOSES FAITS PAR UN REPRESENTANT DE LA C.N.T. FRANÇAISE LORS DES MEETINGS TENUS A MONTPELLIER, POITIERS ET CLERMONT-FERRAND LES 1er, 3 ET 10 MAI 1959.

Le représentant de la section française de l'A.I.T. rend d'abord hommage à tous ceux dont le nom est inscrit au martyrologe des luttes sociales et particulièrement aux « Martyrs de Chicago », victimes d'un procès scandaleux, à Sacco et Vanzetti, aussi, assassinés dans des conditions presque identiques par la « démocratie » américaine car au cours des deux affaires ce n'est pas un délit crapuleux qui a été jugé mais le procès de l'anarchisme qui a été fait.

Il analyse ensuite les événements qui se sont développés depuis une année; parle du 13 mai et des multiples transformations qui en ont découlé : nouvelle Constitution, V^e République, dévaluation, élections multiples qui nous ont valu la nouvelle consécration de celui qu'un dignitaire du clergé a dénommé sans rire « Le chef des miracles ». Les seuls miracles constatés se sont limités à l'application de méthodes dictatoriales : limitation du droit d'expression, saisie de journaux, réunions publiques interdites ou sabotées; parle aussi de la notion dite des « 481 », du service national de 18 à 60 ans... et plus.

Sur le plan économique et social conteste que la hausse du coût de la vie ne soit pas supérieure à 4 %, les pouvoirs publics utilisant l'indice des prix saisonniers, relativement bas actuellement, pour donner le change. Le blocage des salaires, par contre, la diminution de ceux-ci, est indéniabie. Dénonce le chantage accompli par le patronat qui fait miroiter aux yeux des ouvriers la fermeture des usines faute de pouvoir opposer à la concurrence des prix compétitifs si les salaires sont augmentés. Etudie ensuite la question du chômage et du financement de l'allocation supplémentaire — une escroquerie — qui laisse les chômeurs sans moyens de subsistance décentes. Indique que, si ceux-ci sont confinés dans la misère, par contre certains « reclassements » ont été effectués; ceux, par exemple, des ex-présidents de la République. Cite les indemnités scandaleuses qui leur sont attribuées dans certains comités; celle des députés, la « dotation » annuelle attribuée au « chef des miracles » augmentée d'un seul coup de cent millions. Met en parallèle l'aumône de cent francs par jour attribués aux économiquement faibles qui ont

bénéficié, eux, d'une augmentation de... 14 francs.

La récession est une réalité. Selon l'adage fameux il nous faut « exporter ou mourir ». Il est inimaginable que de telles affirmations soient faites quand des centaines de milliers d'individus manquent chez nous du strict nécessaire.

« L'automne amènera le renouveau », a déclaré le chef de l'Etat. Toujours des promesses : « Demain on rasera gratis ». Notre camarade dénonce la vanité d'un tel pronostic qu'il étale des témoignages incontestables : « Les politiciens et les économistes sont toujours en retard d'une crise » (Directeur du B.I.T.).

Il ne peut y avoir de véritable reprise dans le système économique actuel. Productivité et plein emploi sont absolument inconciliables. Il le démontre chiffres à l'appui. Des subterfuges sont utilisés pour durer. Il cite la mise en adjudication de travaux d'assainissement par l'Administration des Ponts et Chaussées du Calvados à la condition expresse qu'ils soient entièrement accomplis à la pelle et à la pioche, tous engins mécaniques (bulldozers, pelles mécaniques, etc.) étant exclus. Estime qu'un régime qui a recours à de tels moyens fait la démonstration flagrante de son impuissance.

En raison de celle-ci il faut que le système capitaliste que nous condamnons depuis toujours disparaisse. Nous devons pour y parvenir informer, démystifier, éduquer les masses exploitées et opprimées, dénoncer nos ennemis de classe : les politiciens TOUS aussi condamnables les uns que les autres, l'Eglise qui perpétue l'obscurantisme et abruti, l'armée politisée qui avec les autres forces répressives de l'Etat nous charge chaque jour de nouvelles chaînes.

Tous les anarcho-syndicalistes doivent se regrouper pour mener la lutte contre le capitalisme omnipotent et ses valets sur tous les fronts, sur le plan national et international.

Il faut redonner au syndicalisme sa véritable signification; il ne peut qu'être révolutionnaire. Pour être efficace il ne peut s'inspirer du débrouillage individuel comme on est trop enclin à le faire actuellement mais de la solidarité et l'altruisme; un régime où la production est axée sur la satisfaction des besoins de tous, et non pour assouvir l'amour du lucre d'une minorité, doit être instauré.

Seul le communisme libertaire que nous préconisons peut permettre d'y parvenir, de réaliser l'égalité économique et sociale base de départ d'une société harmonieuse où s'épanouiront dans la plus large mesure, la liberté et la justice.

Rétrospectives et Perspectives !...

Je supposerais un garçon qui est entré dans le mouvement anarchiste à peine sorti de l'adolescence. Il a aujourd'hui bien près de soixante ans et il est toujours resté fidèle à ses idées de jeunesse. Il n'y en a peut-être pas beaucoup, mais il y en a, bien que les effectifs se renouvellent constamment au point que de dix ans en dix ans, lors d'un grand meeting ou d'une fête, importante, l'on retrouve peu de visages anciens.

Il avait 15 ans environ lorsqu'il lut pour la première fois des écrits sociaux. C'était « La Vague », de Brizon, puis « Ce Qu'il Faut Dire », de Sébastien Faure. La guerre faisait rage. Les hommes tombaient par millions. Il ne faisait pas bon de ne pas être patriote. Sans doute était-il prédisposé à ne pas penser comme les multitudes car il poursuivait ses lectures non conformistes.

Kropotkine fut pour lui un éclair, tant la logique et le cœur s'étaient harmonieusement. Qu'allez-vous faire de votre jeunesse ? Qu'allez-vous faire de vos vingt ans ? disait le vieux philosophe aux Jeunes Gens. Et tandis que

lui, le jeune, apportait non seulement sa jeunesse, mais sa vie entière à l'idée, le vieux, que l'on aurait pu croire épuisé d'airain, perdait les pédales sans être aucunement vénal, ce qui est le plus surprenant.

Il a donc été des mouvements de jeunesse (de sa jeunesse), collé des milliers d'affiches, fait le coup de poing dans les manifestations, vendu les journaux dans les rues, ronéotypé les tracts, épaulé tous les mouvements frères en idéal, bataillé en anarcho-syndicaliste dans la lutte quotidienne. Il a, ensuite, lu une somme de livres considérable dont chaque page, qu'elle soit d'un ami ou d'un adversaire, le fortifiait dans ses convictions parce qu'il trouvait l'une lumineuse et l'autre peuplée de faux arguments pour tenter d'étayer une « fausse vérité ». Il a donné une part importante de son gain quotidien en abonnements, souscriptions, cotisations, collectes, entraide, soutiens de toutes sortes, etc... Il a discuté chaque jour avec quiconque voulait discuter et convaincu des centaines d'adversaires. Il a, plus tard, parlé en public, écrit dans les périodiques, rédigé des pamphlets, été de toutes les

manifestations ayant quelque importance. Tout cela dans un total désintéressement.

Et comme ces choses ne vont pas sans les autres, il a connu les entrées « triomphales » dans les Commissariats, les interrogatoires, les perquisitions, les amendes, et aussi la prison puisque c'est là l'aboutissant de tout cœur qui bat pour la liberté et lutte pour un peu plus de justice et de bonheur.

Le voilà au soir de sa vie. S'il lui arrive de jeter un coup d'œil sur ce passé et sur le présent il a, je crois, le droit d'avoir quelque amertume. Sans doute, pour atténuer celle-ci, se dira-t-il que l'évolution s'est faite très lentement à travers les siècles. Il y a même eu des périodes de liberté et de savoir auxquelles ont succédé des périodes de terreur et d'ignorance. Du 3^e siècle à la fin du Moyen Age, c'est une nuit de 15 siècles de laquelle il ne subsiste rien, sinon des cathédrales. Le divin avait conduit l'homme au dernier degré de l'abrutissement. Et pourtant il y avait eu l'Egypte, Athènes, Rome...

Cependant, en moins d'un siècle, le

♦ (Suite en page 3.)

TRIBUNE LIBRE

UN PEU DE LUMIERE SUR LA S. A. C. (Section suédoise de l'A. I. T.)

Cet article a été sollicité par « Solidaridad Obrera » de Mexico, dans le but d'informer les militants de l'organisation. En raison de la phase nouvelle dans laquelle est entrée la question de la S. A. C. — qui dure depuis huit ans et risque de s'éterniser sans qu'intervienne une solution valable — nous avons cru ne pas devoir nous dérober.

Membre de la Commission Administrative de la C. N. T. française depuis son congrès extraordinaire de 1949, puis secrétaire général de cette section et ensuite de l'A. I. T., le signataire de ces lignes s'est trouvé pendant dix années admirablement placé pour découvrir le véritable visage de la S. A. C. et surtout de certains de ses dirigeants.

Ses cinq années de mandat au secrétariat de l'A. I. T., passées entièrement en tergiversations et discussions stériles avec la section suédoise dont la mauvaise foi a toujours été — et reste — flagrante, ont particulièrement mis en évidence la personnalité néfaste de son « éminence grise » Helmut Rüdiger et des comparses à sa botte E. Arvidsson, H. Ankar et quelques autres.

Cependant, c'est la participation de l'ancien secrétaire de l'A. I. T. au XV^e Congrès de la S. A. C. qui lui a permis de définir plus exactement ce qu'elle est, et sert à étayer avec plus de force l'opinion qu'il en a. Ce congrès a été une véritable révélation pour lui qui, se basant sur des appréciations faites antérieurement par d'autres voix « autorisées », était enclin à considérer comme de graves erreurs les écarts commis par la S. A. C. tels : sa participation en décembre 1950 au « Conseil suédois pour la paix » où elle prit position pour le renforcement des pouvoirs de l'O. N. U., la création d'une police internationale, l'institution d'un gouvernement mondial, etc., son accomplissement en France avec des éléments syndicalistes réformistes, proméricains, fascistes, même — l'individu chargé en France de la diffusion du « Bulletin d'information de la S. A. C. », en contradiction avec les statuts de l'organisation internationale, étant un ancien collaborateur du maréchal Pétain — tous ennemis déclarés de la C. N. T. française ; son immixtion continuelle dans le problème espagnol ; sa collusion avec la fraction collaborationniste espagnole ; etc. Mais ils ne constituaient pas, malgré tout des éléments suffisants pour provoquer une cassure irrémédiable si la S. A. C., de ses fautes, s'engageait à rectifier sa position.

L'ex-secrétaire de l'A. I. T. a eu pour traducteur pendant toute la durée des débats du XV^e Congrès madame E. Arvidsson et pour ses interventions à la tribune Helmut Rüdiger. S'il doit faire des réserves au sujet de celui-ci, dont il a pu apprécier la duplicité en d'autres lieux et circonstances, il lui faut rendre hommage à l'honnêteté de celle-là, qui lui est apparue de façon évidente. Elevée en France, possédant de ce fait parfaitement la langue, il n'y a pas lieu de mettre en doute la fidélité de ses traductions, étant donné surtout le sens de celles-ci.

C'est pour une meilleure compréhension de ce qui va suivre que nous avons cru devoir faire ces digressions et nous nous en excusons.

LA S.A.C. SUR LE PLAN IDEOLOGIQUE.

La S. A. C. est une organisation réformiste, tout comme son principal adversaire suédois la L. O. et, ce qui n'est pas peu dire, aussi réformiste que toutes les centrales syndicalistes existant en France, la C. N. T. mise à part.

La S. A. C. est étatique, réformiste-collaborationniste, proméricaine.

La S. A. C. est étatique. Son secré-

taire général H. Ankar en a fait la démonstration au XV^e congrès, estimant que « ce serait être faux de combattre l'Etat, auquel les travailleurs ont continuellement recours ». Il a ajouté « Dans moins de deux siècles la seule grande richesse de la Suède — les mines — sera épuisée. A ce moment là, si l'Etat a été supprimé, qui donnera du travail aux Suédois ? ».

Les adhérents de la S. A. C. luttent, avec succès parfois, pour la conquête des municipalités qui ne se différencient en rien de celles des autres démocraties. Sous la domination du pouvoir centraliste gouvernemental elles ne sont en fait que des rouages de l'appareil étatique oppresseur et exploiteur. Cette position se situe loin, on en conviendra, des principes chers à notre A. I. T.

La S. A. C. est réformiste-collaborationniste. Le paragraphe précédent le démontre. De plus, dans sa profession de foi en faveur du « syndicalisme libertaire », de la « démocratie industrielle », elle se déclare d'accord avec l'association « capital-travail » (cogestion, contrôle syndical des entreprises) « Il faut s'intégrer dans la gestion des entreprises pour récupérer une partie du profit qu'accapare le capitalisme » (E. Arvidsson). En passant, notons une contradiction flagrante dans cette position. La S. A. C. refuse, en effet, à certains des employés de son imprimerie tout droit de regard sur la gestion de celle-ci, prétextant — la double appartenance syndicale est permise — qu'ils appartiennent à un syndicat professionnel étranger à l'organisation.

La S. A. C. est proaméricaine. E. Arvidsson l'a prouvé en faisant un éloge outré de la clique capitaliste qui règne à Washington. Selon lui c'est grâce à l'impérialisme américain et à son potentiel militaire que les Suédois ont le bonheur d'être demeurés des hommes libres. Sans doute a-t-il oublié le soutien total accordé par Eisenhower à Franco, oppresseur de l'Espagne ?

Devant l'éventualité d'une guerre, la S. A. C. s'est, en outre, en d'autres circonstances, déterminée pour le soutien du « bloc américain ». Elle estime aussi que l'antimilitarisme « classique » est révolu, qu'il est utopique de parler d'antimilitarisme alors que ceux qui ont fait la guerre ne la combattent pas.

La S. A. C. fait le moins possible de propagande antimilitariste. Son manque d'activité sur ce point lui fut d'ailleurs reproché avec véhémence par un certain nombre de délégués. Il semble utile de rapporter ici un fait divers, particulièrement révélateur de sa neutralité, qui s'est déroulé pendant la période du XV^e congrès :

« Chaque jour, à Stockholm, à midi, face au palais royal, on procède en grande pompe à la relève de la garde. Ce dimanche-là, les badauds y assistaient nombreux. Or, au moment le plus spectaculaire de cette exhibition un membre du Mouvement Fédéraliste Mondial sortit du rang des civils brandissant à bout de bras une pelle sur laquelle était écrit « Utilisez ceci au lieu du fusil ». Comme dans tout pays du monde qui se respecte, le perturbateur qui avait osé porter atteinte au « prestige de l'armée » fut emballé sans ménagement par la police. Seul « Dagstidningen Arbetaren », à l'époque la organe quotidien d'information de la S. A. C., ne parla pas de l'incident. Ce silence fut critiqué le lendemain au congrès et E. Arvidsson, rédacteur en chef de D. A., déclara pour se justifier que le manifestant n'en était pas à son coup d'essai, qu'il était considéré comme un peu fou et que c'était la raison pour laquelle il n'en avait pas fait état ; argument selon nous dénué de toute valeur. Aux yeux des bourgeois ne passons-nous pas tous, en ef-

fet, sans raison valable évidemment, pour un peu fous ?

Pour en terminer avec ce congrès — sur lequel il serait possible d'écrire un gros livre — passant sur le dédain marqué pour la C. N. T. F., la C. N. T. E. orthodoxe, les insultes proférées contre son secrétariat et celui de l'A. I. T., notons deux derniers faits, l'un relatif à la nouvelle déclaration de principes de l'A. I. T., présentée par la S. A. C. l'autre à une proposition faite par le délégué de la fraction collaborationniste de la C. N. T. espagnole.

La nouvelle déclaration de principes proposée par la S. A. C. n'avait pas été soumise à l'approbation des organismes de base. Le texte leur avait bien été communiqué mais, avec une duplicité machiavélique il a été présenté comme celui des principes en vigueur. Devant l'étonnement provoqué par un tel processus un délégué, assis au banc des responsables de l'A. U., demanda quelle importance cela pouvait bien avoir, la S. A. C. ayant toujours le droit, après le X^e congrès de l'A. I. T., de se déclarer contre l'adoption de la nouvelle déclaration (qu'elle avait présentée). Nous nous demandons depuis, si ce responsable est en possession de toute sa raison ?

Le délégué collaborationniste espagnol, Ramon Liarte, dont l'attitude a été tout simplement écœurante, a fait au XV^e congrès une proposition inspirée, on devine par qui. Elle consistait à fonder un comité international de propagande, ayant sièges à Paris et en Amérique latine, chargé de coordonner les activités des groupes qui s'étaient révélés d'accord avec les théories préconisées par la S. A. C.

Pour Paris et l'Europe occidentale le projet était déjà réalisé sous le sigle de l'« Union des Syndicalistes » et d'un bulletin, animé par un agent proaméricain, ami d'Irwin Brown, intitulé : « Commission Internationale de Liaison Ouvrière ».

Pour ce qui concerne l'Amérique latine, le travail des foyers de l'A. I. T. est accompli beaucoup plus discrètement mais la situation inextricable dans laquelle se débat actuellement la F. O. R. A. (Argentine) prouve que la désagrégation de nos sections se poursuit à un rythme soutenu. C'est là le but à atteindre : faire disparaître l'A. I. T., malgré son importance relative actuelle.

Que ceux qui en doutent se reportent aux délibérations du dernier congrès du N. S. V. (section hollandaise retirée de l'A. I. T.) dont les dirigeants s'entendent comme larons en foire avec ceux de la S. A. C.

A ce congrès, un des fils de Jong déclara que le seul fait de se retirer de l'A. I. T. n'était pas une solution, que la formation d'une nouvelle internationale s'imposait et qu'il fallait y travailler. Et s'il existe des sceptiques, que cette déclaration n'a pas convaincu, nous leurs rappelons l'article de Helmut Rüdiger, paru dans « Solidaridad Gastronómica » de la Havane, déclarant que l'existence de l'A. I. T. ne se justifie plus. Tout commentaire supplémentaire nous semble superflu.

La S. A. C. sur le plan matériel. On a beaucoup fait état de la situation florissante de la S. A. C., de l'importance numérique de ses adhérents, de la valeur de son journal Dagstidningen Arbetaren. La réalité est assez différente.

La S. A. C. a en effet bénéficié d'une chance absolument exceptionnelle : à une époque où elle était loin d'être brillante. L'extension du métro de Stockholm a provoqué l'expropriation de la S. A. C. de son immeuble situé exactement sur l'emplacement d'une nouvelle « bouche » de ce métro. La vieille maison était évaluée 450.000

couronnes (cours actuel de la couronne 89 francs). La nouvelle, un building, vaut 1.600.000 couronnes. Des machines pour l'imprimerie ont été achetées à l'époque du déménagement 800.000 couronnes. Le capital de la S. A. C. est de 3.160.000 couronnes. Une hypothèque de 700.000 couronnes grève le capital ; 300.000 couronnes d'actions interviennent seulement dans celui-ci. On voit que l'opération effectuée, en un temps où « Arbetaren » accusait un déficit monumental, constituait pour la S. A. C. une véritable manne et que sa prospérité ne découle pas tellement d'une gestion particulièrement habile.

La S. A. C. déclare 408 groupes locaux pour 17.700 adhérents. Le chiffre doit être exact. Pour certaines raisons (caisses de chômage, etc...) il est difficile de tricher sur ce point en Suède. C'est une organisation de vieux, qui s'amenuise chaque jour car ses jeunes syndicalistes sont presque inexistantes. Nous avons vu celles de Stockholm en réunion, elles groupent à peine une dizaine de membres.

Dagstidningen Arbetaren, organe de la S. A. C., tirait quand il était quotidien à 10.000 exemplaires. Tenant compte du bouillonnement, la vente était d'environ 7.500. Etant lu par un certain nombre d'étrangers à la S. A. C. (artistes, intellectuels, etc...) on voit que le succès du journal près des adhérents (17.500) était assez limité. Disons à la décharge des animateurs, qu'une diffusion laborieuse en raison de l'étendue du pays et des difficultés de communications en certaines périodes, interviennent en leur faveur.

Depuis un certain temps Dagstidningen Arbetaren est redevenu « Arbetaren », tout court, et sa parution est hebdomadaire. Ce changement a été, à coup sûr, motivé par le déficit avoué lors du XV^e congrès (256.000 couronnes) qui n'était pas compensé, à beaucoup près, par les bénéfices de l'imprimerie (150.000 couronnes).

Arrêtons-nous un instant dans cette imprimerie, superbement outillée d'une rotative pouvant tirer en trois couleurs à 60.000 à l'heure, de trois machines plates à margeage automatique, pour tirages de grand format, de sept lino, d'un atelier de clichage. Cette débauche de matériel nous a

laissé rêver et fait penser à la brèche monumentale que sa possession nous permettrait de faire dans le « mur du silence » qui nous environne.

Conclusion.

En s'alignant progressivement sur les autres organisations réformistes, la S. A. C. s'est vidée de sa substance révolutionnaire. Les caractéristiques particulières existant en Suède qu'elle invoque pour justifier cette évolution sont sans valeur, la chose est facile à prouver. Pourtant, même si on laisse de côté le travail purement révolutionnaire, qui répugne à la S. A. C., il reste pour elle une tâche monumentale à accomplir sur le plan revendicatif immédiat, car c'est bien à tort que la Suède est considérée comme un pays de cocagne. On en conviendra, sachant : que la sécurité sociale est à peu près équivalente à celle qui existait en France avant l'avènement de De Gaulle ; que les allocations de chômage (le plus souvent pour intempéries) s'élèvent au quart du salaire moyen ; que les retraites correspondent à la moitié de celui-ci, avec jouissance à 65 et même 68 ans ; que le salaire des femmes est très inférieur à celui des hommes pour un travail égal ; que la durée de la semaine de travail plafonne encore entre 45 et 48 heures ; etc...

Dernière précision pour bien situer le climat existant dans la section suédoise de l'A. I. T. : le XV^e congrès a approuvé à l'unanimité toutes les initiatives prises par Helmut Rüdiger au cours de son mandat de représentant de la S. A. C. à l'extérieur — l'on sait combien il en a prises qui ne peuvent être tolérées par nos sections — et qu'il lui a renouvelé sa confiance totale jusqu'au XVI^e congrès qui se tiendra en 1960, de même qu'à Evert Arvidsson et aux suppléants Ake Olsson et Algot Soennson.

En se référant au comportement de la S. A. C. depuis dix années et à l'esprit de son XV^e congrès il ne peut être question qu'elle s'aligne sur les principes réaffirmés avec tant de vigueur par le IX^e congrès de l'A. I. T. Ce n'est pas un fossé qui sépare la S. A. C. de l'A. I. T., c'est un gouffre insondable. Selon le point de vue de la S. A. C., c'est à l'A. I. T. de céder

Si pour une question de « gros sous » — aux yeux de certains, la S. A. C. fait figure de providence — l'A.I.T. estimait devoir le faire, reniant ainsi nos principes anarcho-syndicalistes et éliminant du même coup sa seule raison d'exister, actuellement, beaucoup d'entre nous ne manqueraient pas de reconsidérer leur appartenance à l'organisation internationale. En effet, quand elle dépasse certaines limites la tolérance devient de la bêtise ou de la complicité. Or, nous ne sommes en aucun cas disposés à être bêtes ou complices.

Pour perpétuer la confusion, la S. A. C. a demandé un délai supplémentaire de neuf mois, soit quinze au total depuis le X^e congrès, pour prendre position sur son appartenance à l'A. I. T. Nous ne la suivrons pas ; nous ne suivrons pas non plus ceux qui prétendent maintenant ergoter pour définir si la S. A. C. est sortie ou non de l'A. I. T. En 1956, ni ceux qui estiment que la S. A. C. se retirant de l'A. I. T., la section suédoise qui lui succéderait serait bien moins importante. Prendre le contraire releverait de l'infantilisme mais à la quantité nous aurions l'avantage de substituer la qualité. De plus, les ralliements enregistrés en étonneraient sans doute plus d'un.

Pour nous résumer, selon nous, la S. A. C. doit sans aucun délai, faire savoir si elle accepte de respecter les principes actuels de l'A. I. T., réaffirmés lors du IX^e congrès (Marseille juillet 1956). Dans l'affirmative elle sera considérée comme appartenant toujours à l'organisation après avoir au préalable accompli la formalité de régler le montant de ses cotisations, qu'elle perçoit toujours de ses adhérents et bloque dans un fonds spécial, dont le montant s'élève actuellement à 5.300.000 francs. Toute la question est là !

Et si la S. A. C. accepte ces conditions qu'on ne manque pas de lui signifier qu'on premier nouvel écart elle sera définitivement exclue de l'A. I. T. qui a d'autres tâches à accomplir que de discuter à perte de vue sur des questions définitivement tranchées depuis longtemps.

Raymond FAUCHOIS
ex-secrétaire de l'A. I. T.

La REVOLUTION RUSSE en UKRAINE

LES camarades se montrèrent contents de ce qu'ils avaient entendus. Pourtant, ils n'approuveront pas ma manière d'aborder la question.

Le camarade Kalinitchenko condamna sévèrement mon point de vue, prétendant que notre rôle d'anarchistes, au cours de la Révolution actuelle, devait se borner à la propagande de nos idées, d'autant plus que, notre champ d'action étant actuellement largement ouvert, nous devions en profiter uniquement pour faire comprendre aux travailleurs notre idéal, sans chercher à entrer dans leurs organisations.

Les paysans verront ainsi, disait-il, que nous ne cherchons pas à les soumettre à notre influence, mais que, simplement, nous cherchons à leur faire comprendre nos idées pour que, s'inspirant de nos méthodes et de nos moyens d'action, ils construisent, en toute indépendance, une vie nouvelle.

C'est là-dessus que se termina notre discussion, car il était sept heures du matin et je tenais à me rendre, vers dix heures, à la réunion skhod des ouvriers et paysans où devait être lu, par le président du comité communal Proussinski, la proclamation du commissaire de district ex-

pliquant comment il fallait comprendre le changement de régime survenu du fait de la Révolution.

Nous décidâmes, simplement, qu'il y avait lieu de soumettre mon rapport à une analyse et une discussion plus détaillées et nous nous séparâmes ; quelques camarades s'en retournèrent chez eux, les autres restèrent pour se rendre, avec moi, à la réunion Skhod.

A dix heures du matin j'étais, avec quelques camarades sur la place du marché ; je regardais la place, les maisons, les écoles.

J'entraînai dans une de ces dernières, et y rencontra le directeur. Nous parlâmes longuement des programmes de l'enseignement, question que j'ignorais totalement, je l'avoue. J'appris que le catéchisme faisait partie du programme et était énergiquement défendu par les popes et une partie des parents. J'en fus indigné, ce qui ne m'empêcha pas de m'inscrire, quelque temps après, membre de la Société des Amis de l'Enseignement, société qui subvenait les écoles. Je me disais, en effet, qu'en prenant une part active aux travaux de cette société, j'arriverais à ébranler les bases religieuses de l'enseignement.

Je n'arrivai que vers midi à la réunion Skhod, peu après le discours du sous-lieutenant Proussinski, président du Comité communal. (Il y avait alors à Goulai-Polé le 8^e régiment serbe avec un détachement de mitrailleuses russes : 12 mitrailleuses, 144 hommes et 4 officiers. Lors de l'organisation du comité communal, certains de ces officiers furent invités à y prendre part. L'un d'eux, le sous-lieutenant Proussinski, fut élu président du Comité ; un autre, le lieutenant Koudinov, chef de la milice. De ces deux officiers dépendait donc l'ordre public à Goulai-Polé.)

En terminant son discours, le président du Comité m'invita à prendre, à mon tour, la parole, pour appuyer ses conclusions. Je déclinai la proposition et pris la parole sur un autre sujet.

Les thérapeutiques symptomatiques seront immédiatement mises en œuvre. Les analeptiques respiratoires sont généralement peu actifs, la respiration artificielle et l'oxygénothérapie permettront plus efficacement de lutter contre l'insuffisance respiratoire. L'éphédrine à la dose de 40 mg en injection sous-cutanée peut être utilisée pour combattre l'hypotension. Dans les cas très sévères, l'atropine intraveineuse à la dose de 1 mg sera opposée à l'action inhibitrice de la nicotine sur le cœur. Enfin en cas d'arrêt cardiaque, on tentera le massage du cœur et l'adréroméline intracardiaque (1 cc. d'une solution à 1/10.000).

En cas d'intoxication modérée ou chronique, des petites doses barbituriques à action rapide peuvent rendre service pour combattre les palpitations, les précordialgies, l'insomnie et l'irritabilité.

Dans mon discours, je démontrai aux paysans qu'il était inconcevable qu'il existât dans un Goulai-Polé révolutionnaire un Comité communal présidé par des gens étrangers à la commune et auxquels, partant, on ne pouvait demander aucun compte de leurs actions. Et je proposai de désigner de suite quatre représentants par « sotnia » (Goulai-Polé comprenait sept secteurs appelés « sotnia ») pour étudier cette question et bien d'autres !

Les instituteurs primaires se rallièrent immédiatement à ma proposition. Le directeur de l'école mit son école à la disposition de notre réunion. On décida que chaque « sotnia » élirait ses représentants et l'on fixa le jour de la réunion.

C'est ainsi qu'à mon retour du bain je repris contact avec la vie active.

Peu après je fus invité par les instituteurs à leur réunion privée. Nous fimes d'abord plus ample connaissance. L'un d'entre eux était Socialiste-révolutionnaire, les autres, une quinzaine en tout, n'appartenaient, pour la plupart, à aucun parti. Puis nous abordâmes une série de questions ayant trait à l'incitation des instituteurs qui brillaient de prendre une part active à la vie publique et cherchaient la voie à suivre. Nous décidâmes d'agir de concert et de constituer dans l'intérêt des paysans et des ouvriers, un nouveau comité à la place de celui, composé d'officiers et de « koulaki » (1), élu non par tous les paysans, mais seulement par les plus riches d'entre eux.

Je me rendis ensuite à la réunion de notre groupe où mon rapport, et sa réfutation par le camarade Kalinitchenko, furent discutés. A la suite de cette discussion, il fut décidé qu'on entreprendrait, dès le lendemain, une propagande méthodique parmi les paysans et les ouvriers des usines et des ateliers.

N'étant pas encore organisés, les ouvriers et les paysans ne pouvaient mettre en avant une « Unité Territoriale » de caractère anarchique capable de lutter utilement contre le Comité communal, bon gré, mal gré, étaient obligés de se grouper autour de ce dernier. Il était donc urgent de procéder à de nouvelles élections de ce comité. Il fallait, en outre, mener une propagande intense en faveur de l'organisation d'une Union des Paysans et faire nous-mêmes partie de cette Union pour y exercer une influence et l'amener ainsi à se défier du Comité communal, inspiré par le gouvernement de coalition et à établir, sur ce Comité, un contrôle de l'Union des Paysans.

(A suivre.)

(1) Paysans riches exploitant les autres paysans. (N. du T.)

Guerre au Tabac

Dans un précédent no du « C. S. », nous vous avons déjà cité quelques propriétés nocives du tabac ; nous croyons indispensable de mettre en garde la classe ouvrière contre tout danger qui menace son émancipation et nous faisons un devoir de dévoiler pour elle toute sorte d'intoxication, tant physique que morale.

LA REDACTION

La nicotine, principal alcaloïde du tabac est un des poisons les plus toxiques et dont l'action est des plus rapides. Elle est absorbée par les muqueuses, tout particulièrement la muqueuse intestinale, par les alvéoles pulmonaires et par la peau. La détoxification lente se fait au niveau du foie et le produit est ensuite éliminé par le rein. Il peut passer à l'état de traces dans le lait des nourrices qui fument.

L'intoxication aiguë est généralement accidentelle. Elle peut survenir au cours de la manipulation de certains insecticides (solution poudreuse en pulvérisation), qui peuvent contenir jusqu'à 40 % de sulfate de nicotine brut ou par ingestion de tabac, qu'il s'agisse de l'ingestion accidentelle de cigarettes par des enfants ou de l'ingestion d'infusions de tabac dans un but abortif ou suicide. Enfin l'usage inconsidéré du tabac en lavement dans le traitement des parasitoses intestinales de l'enfant a pu être responsable d'intoxications graves, voire mortelles.

L'absorption répétée de petites doses du poison par les fumeurs ou les chiqueurs, développe fort heureusement une tolérance de l'organisme. Si l'intoxication chronique par le tabac a été considérée par de nombreux auteurs comme un facteur étiologique de l'artérite (coronarite et artérite oblitérante), les statistiques de White (U.S.A.) ne semblent avoir montré aucune corrélation entre l'usage du tabac et l'angine de poitrine.

La dose toxique est très variable : 4 mg de nicotine provoquent parfois des signes nets d'intoxication et les doses de 10 mg chez l'enfant et 65 mg chez l'adulte peuvent être mortelles ; mais on a rapporté des cas de survie après une injection de deux gr. de nicotine.

En cas d'ingestion, il est vrai, l'action irritante de l'alcaloïde provoque des vomissements qui entraînent généralement avec eux la plus grande partie du poison, évitant ainsi l'apparition des manifestations toxiques.

L'action de l'alcaloïde s'exerce sur les cellules des ganglions sympathiques et parasympathiques sur les muscles striés et sur le système nerveux central. A la phase d'excitation passagère du début succède la phase dépressive paralysante, plus durable.

La gravité de l'intoxication est fonction de la dose de poison absorbée. Si la dose est faible, les symptômes sont passagers : rapide sensation de brûlure le long du tractus digestif en cas d'ingestion ; de toutes façons hypersialorrhée, vasoconstriction périphérique, bradycardie, vertiges, nausées et parfois vomissements et diarrhée.

Dans l'intoxication aiguë grave par l'alcaloïde pur, la mort peut survenir en quelques minutes par syncope dans un tableau de paralysie généralisée et d'insuffisance respiratoire. Ailleurs une douleur abdominale intense avec diarrhée profuse, des sueurs froides, des étourdissements, des troubles visuels, tels amblyopie, scotome central ou myosis et des troubles de l'audition peuvent précéder la mort. Dans ces cas, l'atteinte du système nerveux central est marquée d'abord par l'asthénie ou l'agitation et la confusion mentale, bientôt suivies d'une perte de la coordination et de la conscience ; puis des convulsions chroniques et une aréflexie apparaissent. La tension artérielle, parfois élevée au début s'affaiblit, le pouls devient rapide, irrégulier et la respiration de plus en plus difficile. Enfin c'est le collapsus et l'arrêt respiratoire.

DOUZE PREUVES DE L'INEXISTENCE DE DIEU...

(SUITE)

SECONDE OBJECTION :

« IL N'Y A PAS D'EFFET SANS CAUSES. »

La seconde objection paraît autrement redoutable. Beaucoup la considèrent encore comme sans réplique. Elle nous vient des philosophes spiritualistes.

Ces Messieurs nous disent sentencieusement : « Il n'y a pas d'effet sans cause ; or, l'univers est un effet ; donc cet effet a une cause que nous appelons Dieu ».

L'argument est bien présenté ; il paraît bien construit, il semble solidement charpenté. Le tout est de savoir s'il est véritablement.

Ce raisonnement est ce que, en logique, on appelle un syllogisme. Un syllogisme est un argument composé de trois propositions : la majeure, la mineure et la conséquence ; et comprenant deux parties : les prémisses, constituées par les deux premières propositions, et la conclusion représentée par la troisième. Pour qu'un syllogisme soit inattaquable, il faut : 1°. - que la majeure et la mineure soient exactes ; 2°. - que la troisième proposition découle logiquement des deux premières.

Si le syllogisme des philosophes spiritualistes réunit ces deux conditions, il est irréfutable et il ne me reste qu'à m'incliner ; mais s'il lui manque une seule de ces deux conditions, il est nul, sans valeur et l'argument s'effondre tout entier. Pour en connaître la valeur, examinons les propositions qui le composent.

Première proposition majeure : « Il n'y a pas d'effet sans cause ».

Philosophes, vous avez raison. Il n'y a pas d'effet sans cause ; rien n'est plus exact. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'effet sans cause. L'effet n'est que la suite, le prolongement, l'aboutissement de la cause. Qui dit effet dit cause ; l'idée d'effet appelle nécessairement et immédiatement l'idée de cause. S'il en était autrement, l'effet sans cause serait un effet de rien ; ce qui serait absurde. Donc sur cette première proposition nous sommes d'accord.

Deuxième proposition, mineure : « Or, l'univers est un effet ».

Ah ! ici je demande à réfléchir et je sollicite des explications. Sur quoi s'appuie une affirmation aussi nette, aussi tranchante ? Quel est le phénomène ou l'ensemble de phénomènes, quelle est la constatation ou l'ensemble de constatations qui permet de se prononcer sur un ton aussi catégorique ?

D'abord, l'univers, le connaissons-nous suffisamment ? L'avons-nous assez étudié, scruté, fouillé, compris pour qu'il nous soit permis d'être aussi affirmatifs ? En avons-nous pénétré les entrailles ? En avons-nous exploré les espaces incommensurables ? Sommes-nous descendus dans les profondeurs des océans ? Avons-nous escaladé toutes les altitudes ? Connaissons-nous toutes choses appartenant au domaine de l'univers ? Celui-ci nous a-t-il livré tous ses secrets ? Avons-nous arraché tous les voiles, pénétré tous les mystères, découvert toutes les énigmes ? Avons-nous tout vu, tout entendu, tout palpé, tout senti, tout observé, tout noté ? N'avons-nous plus rien à découvrir ? Ne nous reste-t-il rien à découvrir ? Bref, sommes-nous en état de porter sur l'univers une appréciation

(suite de la page 1.)

progressive scientifique a transformé la vie humaine sur le plan économique plus que ne l'avaient fait tous les âges passés. Les masses, pourtant, conservent une mentalité rétrograde. L'on reste perplexé de ne pas voir notre mouvement de plus en plus puissant malgré les nombreux obstacles qu'il rencontre, car il est fait d'un idéal de logique et de justice qui rendraient merveilleuse la vie des multitudes méprisées et spoliées jusqu'ici.

Hélas ! il ne sert à rien de se voiler la face pour ne pas voir la réalité. Elle est amère.

Nous sommes dans l'impossibilité de faire vivre un grand hebdomadaire alors que nous en avons eu de nombreux dans le passé, voire même des quotidiens.

Notre place était prépondérante dans le mouvement syndical avant 1914. Elle est nulle aujourd'hui.

Nous ne faisons pratiquement plus d'éditions de livres ou brochures alors qu'à l'autre génération il en sortait des montagnes.

Aux premiers mai d'antan, la tribune réservée aux anarcho-syndicalistes, au Pré St-Gervais, était toujours la plus entourée de la foule des manifestants et lors des grandes controverses politiques ou économiques, dans les salles attentives ou les meetings retentissants, nos arguments étaient les plus prisés des auditeurs.

Les manifestations monstrues de 1919-1920, où plus d'un million de manifestants défilaient dans les rues de Paris, les grandes grèves de la même époque étaient annonciatrices du monde nouveau au point que Clémenceau lui-même s'y est trompé lorsqu'il admettait que la bourgeoisie devait passer la main. Ce fut la classe ouvrière qui laissa passer l'occasion en suivant ses mauvais bergers.

Tout cela fait partie d'une époque révolue. Nous vivons une autre époque, bien différente, celle-là.

formelle, un jugement définitif, un arrêt indubitable ?

Nul ne pourrait répondre par l'affirmative à toutes ces questions et il serait profondément à plaindre le téméraire, on peut dire l'insensé, qui oserait prétendre qu'il connaît l'univers. L'univers ! c'est-à-dire, non pas seulement cette infime planète que nous habitons et sur laquelle se traînent nos misérables carcasses, non seulement ces millions d'astres et de planètes que nous connaissons, qui font partie de notre système solaire, ou que nous découvrons dans la lenteur du temps ; mais encore ces mondes et ces mondes dont nous connaissons ou conjecturons l'existence et dont le nombre, la distance et l'étendue restent incalculables.

Si je disais : « L'univers est une cause », j'ai la certitude que je déchaînerais spontanément les huées et les protestations des croyants et cependant, mon affirmation ne serait pas plus folle que la leur. Ma témérité serait égale à la leur ; voilà tout.

Si je me penche sur l'univers, si je l'observe autant que le permettent à l'homme d'aujourd'hui les connaissances acquises, je constate comme un ensemble incroyablement complexe et inextricable et colossal de causes et d'effets qui se déterminent, s'enchaînent, se succèdent, se répètent et se pénètrent. J'aperçois que le tout forme comme une chaîne sans fin dont les anneaux sont indissolublement liés et je constate que chacun de ces anneaux est à la fois cause et effet : effet de la cause qui l'a déterminé, cause de l'effet qui suit.

Qui peut dire : « Voilà le premier anneau-cause ? » Qui peut dire : « Voilà le dernier anneau ; l'anneau-effet » ? Et qui peut dire : « Il y a nécessairement une cause numéro premier, il y a nécessairement un effet numéro dernier ? »

La deuxième proposition : « Or, l'univers est un effet » manque donc de la condition indispensable : l'exactitude. En conséquence, le fameux syllogisme ne vaut rien.

J'ajoute que, même dans le cas où cette deuxième proposition serait exacte, il resterait à établir, pour que la conclusion fut acceptable, que l'univers est l'effet d'une cause unique, d'une cause première, de la cause des causes, d'une cause sans cause, de la cause éternelle.

J'attends sans trouble, sans inquiétude de cette démonstration. Elle est de celles qu'on a maintes fois tentées et qui n'ont jamais été faites. Elle est de celles dont on peut dire sans trop de témérité qu'elles ne seront jamais établies sérieusement, positivement, scientifiquement.

J'ajoute, enfin que même dans le cas où le syllogisme tout entier serait irréfutable, il serait aisé de le retourner contre la thèse du Dieu créateur, en faveur de ma démonstration.

Essayons : il n'y a pas d'effet sans cause ? - Soit. Or, l'univers est un effet ? - D'accord. Donc cet effet a une cause et c'est cette cause que nous appelons Dieu ? - Soit encore. Ne vous hâtez pas trop de triompher, déistes, et lisez-moi bien.

S'il est évident qu'il n'y a pas d'effet sans cause, il est aussi rigoureusement

évident qu'il n'y a pas de cause sans effet. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de cause sans effet. Qui dit cause dit effet ; l'idée de cause implique nécessairement et appelle immédiatement l'idée d'effet ; s'il en était autrement, la cause sans effet serait une cause de rien, ce qui serait aussi absurde qu'un effet de rien.

Donc, il est bien entendu qu'il n'y a pas de cause sans effet.

Or, vous dites que l'univers-effet a pour cause Dieu. Il convient donc de dire que la cause-Dieu a pour effet l'univers.

Il est impossible de séparer l'effet de la cause ; mais il est également impossible de séparer la cause de l'effet.

Vous affirmez enfin que Dieu-effet est éternel. J'en conclus que l'univers-effet est également éternel, puisqu'il y a une cause éternelle qui doit inévitablement correspondre à un effet éternel. S'il en était autrement, c'est-à-dire si l'univers avait commencé, durant les milliards, et les milliards de siècles qui peuvent être, ont précédé la création de l'univers, Dieu aurait été une cause sans effet, ce qui est impossible, une cause de rien, ce qui serait absurde.

En conséquence, Dieu étant éternel, l'univers l'est aussi, et si l'univers est éternel, c'est qu'il n'a jamais commencé, c'est qu'il n'a pas été créé.

DEUXIEME SERIE D'ARGUMENTS

Premier argument :

LE GOUVERNEUR NIE LE CREA-TEUR.

Il en est — et ils sont légion — qui, malgré tout, s'obstinent à croire. Je conçois que, à la rigueur, on puisse croire à l'existence d'un créateur parfait ; je conçois que, à la rigueur, on puisse croire à l'existence d'un gouverneur nécessaire ; mais il me semble impossible qu'on puisse raisonnablement croire à l'un et à l'autre, en même temps ; ces deux êtres parfaits s'excluent catégoriquement ; affirmer l'un,

c'est nier l'autre ; proclamer la perfection du premier, c'est confesser l'inutilité du second ; proclamer la nécessité du second, c'est nier la perfection du premier.

En d'autres termes, on peut croire à la perfection de l'un ou à la nécessité de l'autre ; mais il est déraisonnable de croire à la perfection des deux : il faut choisir.

Si l'univers créé par Dieu eût été une œuvre parfaite, si, dans son ensemble et dans ses moindres détails, cette œuvre eût été sans défaut, si le mécanisme de cette gigantesque création eût été irréprochable, si tel et si parfait eût été son agencement qu'il n'eût point été à redouter qu'il se produisît un seul détraquement, une seule avarie, bref, si l'œuvre eût été digne de cet ouvrier génial, de cet artiste incomparable, de ce constructeur fantastique qu'on appelle Dieu, le besoin d'un gouverneur ne se serait nullement fait sentir. Le coup de pouce initial une fois donné, la formidable machine une fois mise en branle, il n'y avait plus qu'à l'abandonner à elle-même sans crainte d'accident possible.

Pourquoi cet ingénieur, ce mécanicien, dont le rôle est de surveiller la machine, de la diriger, d'intervenir quand il le faut et d'apporter à la machine en mouvement, les retouches nécessaires et les réparations successives ? Cet ingénieur eût été inutile, ce mécanicien sans objet. Dans ce cas pas de gouverneur.

Si le gouverneur existe, c'est que sa présence, sa surveillance, son intervention sont indispensables. La nécessité du gouverneur est comme une insulte, un défi jeté au créateur ; son intervention atteste la maladresse, l'incapacité, l'impuissance du créateur. Le gouverneur nie la perfection du créateur.

(à suivre)

(1) Voir « Le Combat Syndicaliste » numéros 152 à 154.

Le Coin des Livres

La Pendule de Salomon

de Raoul VERGEZ

J'AI déjà présenté ce livre dans un périodique étranger, mais le sujet traitant essentiellement du monde du travail, j'ai cru utile de le commenter aussi dans les colonnes de notre « COMBAT SYNDICALISTE ».

A travers les pages de « La Pendule de Salomon » nous apprenons que « les compagnons du devoir » sont dans la tradition d'une des plus anciennes sociétés ouvrières créées vers le Moyen-Âge. Ils furent des constructeurs d'églises et de châteaux. Actuellement ils persistent à être fidèles à l'apostolat au travail et continuent à avoir leurs réunions d'initiation. Ils apprennent à leurs jeunes initiés à travailler, à être honnêtes et courageux dans leur travail et sont d'une moralité religieuse, en général, irréprochable.

Les jeunes recrues sont souvent attirés par le mystère de ce vocabulaire secret qu'utilisent les anciens durant les guerres de religion. Ceci à l'exemple, sans doute, de ces prêtres qui ne revêtaient les cérémonies d'une apparence de mystère que pour les rendre plus augustes aux yeux du profane, qui n'admire et ne vénère que ce qui dépasse les bornes de son entendement.

Au point de vue historique ce livre est bien construit et a l'avantage de nous révéler de nombreux détails inconnus sur cette société d'origine médiévale.

Mais en dehors de l'histoire, l'auteur conduit une intrigue qui n'est pas, parfois, sans contradictions. Il condamnera tout d'abord le fastidieux travail à la chaîne, lui préférant un travail plus sain et moins routinier pour ensuite, dans une réunion de grévistes, justifier les heures supplémentaires pour simple question de rémunération.

Mais, monsieur Vergez, avez-vous pensé un seul instant, vous qui pourtant connaissez le monde du travail, ce que signifie l'essai de justification des heures supplémentaires ? Est-il possible d'oublier les sacrifices que supporte l'homme laborieux depuis la tragédie de Chicago ? (pour ne citer que ceux-là).

Est-il encore possible, au vingtième siècle que des hommes qui se penchent sur le problème du travail ignorent ce que représente pour l'ouvrier le poids des heures supplémentaires à l'atelier ou sur le chantier ?

En tenant compte du progrès dans le domaine du machinisme, le travailleur devrait jouir de plus de repos, pour mieux cultiver et sortir de ce « mare magnum », de cet esclavage moderne qu'est le travail... forcé.

« L'Apostolat » du travail est une chose qu'on ne peut certes pas reprocher à l'auteur, mais pourquoi ridiculiser le syndicalisme — le vrai — et rendre hommage au capitalisme sans lequel, à son avis, tout moyen d'existence serait supprimé pour l'ouvrier ? Ces arguments ne peuvent rendre la moindre dignité, ni au travail ni à ceux qui l'exécutent.

D'autre part l'auteur commet une erreur quand il attribue à Kropotkine la théorie de la « reprise individuelle ». Cette théorie était celle de quelques anarchistes à la fin du dix-neuvième siècle. Elle consistait à exproprier les riches et à faire restituer aux bourgeois les richesses mal acquises ; c'est-à-dire rendre possible aux déshérités la possession immédiate de leur part sociale, sans attendre le triomphe de la Révolution sociale. Que le vol soit, philosophiquement parlant justifiable ou non, c'est une question que nous ne voulons pas discuter ici.

Contentons-nous de bien préciser que cette théorie ne peut et ne doit avoir aucun rapport avec celle soutenue par Kropotkine. Celle-ci n'est autre que la « prise au tas » qui consiste à admettre que « chacun prend dans ce tas selon ses besoins », mais ceci, bien entendu, dans une société future, sans maîtres ni esclaves, et dans laquelle la propriété privée aurait laissé la place à la propriété collective.

Quand on termine la lecture des 350 pages du livre de Raoul Vergez on arrive à la conclusion que le « compagnonnage » est vraiment — malgré ce que peut dire l'auteur — un mouvement mystique dont le symbole est le travail et s'il est bien certain qu'il se montre partisan d'une « dignification » du travail, il n'est pas moins vrai également qu'il l'est du maintien des chaînes qui permettent de dominer les travailleurs et de retenir leurs élans vers leur émancipation sociale. Notre conclusion est simple ; pour nous, le « compagnonnage » est une école de résignation sociale.

H. MILECH

Remarque sur le même sujet : il existe un livre de George Sand, « Le compagnon du Tour de France » lequel, tenant compte de l'époque où il fut écrit, reste un des meilleurs du genre.

Courage les Vieux !...

(Suite de la page 1.)

de liberté, mais déjà à des degrés tellement différents entre les individus qu'on n'ose en faire un caractère général.

Nous naissons donc différents. Nous grandissons involontairement solidaires mais dissemblables. Nous courons tous à la recherche du bonheur avec des moyens adéquats à nos tempéraments différents et divergents, souvent...

Comment s'étonner alors qu'à travers un pareil chaos de désirs, de besoins, d'aspirations religieuses ou non, de tendances extérieures chez les uns, intellectuelles chez les autres, les hommes n'arrivent pas à trouver le chemin du bonheur, voie unique qu'ils emprunteraient tous dans un même sentiment d'entraide ?

Cette complexité de la condition humaine rend très difficile les impulsions collectives de la masse vers des fins réfléchies, éclairées, rationnelles.

Il est hors de doute que, parfois, le danger, l'insécurité, l'espérance rendent possible de faire de cet ensem-

ble hétérogène, un mouvement puissant et collectif, capable, dans son exaltation ou sa fureur, dans son besoin de vivre une vie meilleure, de s'orienter vers le mieux comme vers le pire...

En conséquence, il appartient aux clairvoyants, aux lucides de comprendre la faiblesse d'une action mentale individuelle en face de ces grands débordements qui jalonnent l'histoire.

Avant de nous en aller... il nous appartient d'enseigner aux jeunes à ne pas copier nos faiblesses et à rechercher dans l'organisation la maîtrise, la maîtrise, la science et le talent qui leur permettront de vulgariser, EUX, ce que nous n'avons pas su faire : NOUS.

Courage, les vieux ! Il vous reste assez de temps et assez de force pour montrer à tous le chemin que vous n'avez pas su suivre : LA VOIE DE L'ORGANISATION, CELLE DES BATTISSEURS ET DE LA LIBERATION SOCIALE.

Ecrasez votre orgueil qui est la mesure de vos faiblesses : Soyez

grands dans la franchise et réparez avec courage...

Pour construire l'EGALITE ECONOMIQUE il faut des combattants qui soient à la fois des manœuvres et des ingénieurs à qui ne doivent manquer ni courage, ni capacité : COURAGE !

Jacques BONHOMME.

P. S. — Le « spontanéisme » a toujours été la thèse de la facilité et de l'irresponsabilité. On s'explique mal comment des millions d'esclaves — sans éducation économique — et des milliers de militants, plus bavards mais aussi ignorants, pourraient construire un nouveau monde équilibré et sain en s'abandonnant à leurs instincts... ?

CAMARADE,

AMI LECTEUR,

Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».

LA REDACTION

Rétrospectives et Perspectives

Il n'est pas dans mes intentions de critiquer qui que ce soit de chez nous, individus ou organisations. Je pense, au contraire, que chacun a fait ce qu'il a pu. Les événements dépassent parfois les hommes. Nous avons été dépassés.

Il y a surtout eu le mythe de la « Révolution russe ». Petit à petit, grâce à une propagande immense et couteuse à laquelle nous ne pouvions faire face qu'avec de faibles moyens, grâce aussi à la dialectique des premières années qui se rapprochait tellement de l'idéal qui est notre que nombreux parmi nos militants furent gagnés à ce mythe qui, ensuite, gagna les foules, nous perdîmes constamment du terrain.

Certains de ces militants nous revinrent, plus tard, mais il était trop tard. Au surplus, parmi ces derniers, nombreux étaient ceux qui prétendaient apporter des innovations doctrinales ou tactiques, soit pour justifier leur passage plus ou moins long dans le camp de la « dictature du prolétariat », soit qu'ils aient été conquis sur certains points. Et ce fut un grand nombre de groupes qui bataillèrent les uns contre les autres avec des nuances qui prêtèrent seulement à la controverse stérile ou à la confusion, contrebattus par ceux qui étaient restés fidèles aux idéaux du passé.

Ce faisant, les organisations diverses du peuple piétinaient en se combattant et le monde industriel et économique, pendant ce temps, évoluait à une vitesse vertigineuse.

Mille neuf-cent trente-six fut un coup de tonnerre. La classe ouvrière ne permit pas que les socialistes au pouvoir s'installent et continuent les errements de la bourgeoisie. Mis devant le fait accompli de l'occupation des usines il fallut ou tirer sur le peuple ou réaliser un vaste progrès social. Cela se fit par-

tiellement sans l'opposition de la bourgeoisie apeurée qui craignait de tout perdre.

Les revendications de Louis Michel et Tortelier, à la fin du siècle dernier, dont on se gaussait même dans le monde ouvrier de l'époque, furent dépassées. Ces réalisations restent et je ne crois pas qu'aucun régime puisse les remettre en question car elles sont appliquées, en plus ou en moins, à peu près dans tous les pays du monde.

Blum se rattrapa d'avoir eu à appliquer ces lois sociales en devenant le principal artisan de l'échec de la révolution espagnole. Il en fait l'aveu dans ses papiers publiés récemment. Ce sera le regret de sa vie, dit-il, d'avoir appliqué la neutralité à l'Espagne républicaine là où d'autres puissances ne l'appliquaient pas pour le camp de Franco.

Nous avons souvenance qu'il allait au-delà de la neutralité, comme, par exemple, les deux trains de munitions envoyés de Barcelone à Irun encerclée qui était la clé de la frontière pyrénéenne et que, bien qu'ils fussent en transit, wagons plombés, conformément au droit international, il immobilisa à Toulouse. Irun tomba faute de ces munitions et, avec elle, presque toute la frontière. Irun dégaîcée c'est probablement l'inverse qui se fut produit.

Seule la victoire révolutionnaire en Espagne pouvait changer la face de l'Europe ouvrière en détruisant le mythe de la « Révolution russe », par les réalisations d'une vraie révolution que les masses du continent auraient pu constater de visu.

Cela ne pouvait être souhaité par la Russie et les sections nationalistes du parti communiste, aux ordres. Mais tout cela c'était en 36-39. Une autre époque s'est écoulée.

Puis c'est la guerre, facteur de ré-

gression morale abominable. Les hommes des partis soi-disant frères, des syndicalismes soi-disant frères, les masses spoliées de toutes les nations s'écrient : « Proletaires de tous les pays, entretenez-vous ».

L'après guerre est de gauche. Les ministères fleurissent de marxistes. Dans l'un d'eux on comptera 21 ministres marxistes sur 30 (11 socialistes et 10 communistes). Le Président de la Chambre est marxiste. Marxiste également le Président de la République. Nous en sommes au stade rêvé, sans trop y croire, par les marxistes de la Ire Internationale abandonnant l'idéal révolutionnaire pour le parlementarisme.

On s'empare de la presse vendue, non pas pour en faire une œuvre de salubrité publique, seulement pour s'en faire un fromage. On case les copains partout. C'est une immense foire d'empoigne.

Pour les prolétaires il est recommandé de retrousser les manches afin de reconstruire ce qui a été détruit. C'est un honneur pour la classe ouvrière, car seule elle a ce privilège. Et comme récompense on bloquera les salaires sans bloquer les prix des choses qui montent... montent.

Il faut savoir tenir une grève, car tout n'est pas possible... Mystère du marxisme triomphant.

Une douzaine d'années de ce régime et voilà les colonels qui remplacent les marxistes. On avouera que ces derniers n'ont pas volé.

La classe ouvrière traverse une période noire. A moins qu'on ne la presse par trop il semble que cette apathie, ce manque de foi dans son destin seront longues.

Nos politiciens, à vrai dire, ont tout fait pour la diviser. Mais que dire des dirigeants syndicalistes qui ont accepté

toutes ces catégories de travailleurs avec des payes allant du simple au triple ou au quadruple ?

Le coût de la vie, au surplus, augmentant sans cesse, tout est toujours remis en question. Quand l'accord est enfin réalisé, après des discussions interminables sur les points de l'indice où l'on est toujours refait, une nouvelle hausse démarre.

N'était-il pas plus simple de prendre l'exemple des députés calculant leur traitement sur celui des Conseillers d'Etat ? Ce qui était bon pour les députés ne pouvait être mauvais pour les travailleurs !

Mais l'on semble oublier que le but du syndicalisme est la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. L'on raisonne comme raisonnerait un cochon, s'il le pouvait, ou tout autre animal domestique qui dirait à son maître : « si tu ne me donnes pas tant de maïs, tant de fécule, tant de ceci et de cela chaque jour, je vais maigrir et ce sera une perte pour toi. Ton intérêt est de bien me traiter pour que je te rapporte ».

En somme, le salarié ne s'occupe pas si lorsqu'il touche 1.000 francs il en a gagné 20.000. Il ne s'inquiète que si ces 1.000 francs vont lui permettre de manger, boire, dormir, se vêtir, avoir quelques divertissements : cinéma, radio, scooter, etc., quelques appareils ménagers : machine à faire la mayonnaise s'il est manœuvre léger, moulin à café électrique s'il est manœuvre lourd, machine à laver s'il est OS, frigidaire s'il est P 3 ! et aussi, c'est important, pouvoir élever ses enfants pour que ne disparaisse pas la race des prolétaires.

En 1725, le Portugais Finseca Lobo ayant identifié des diamants dans la province de Minas Geraes, au Brésil, une compagnie vint exploiter la région.

Elle disposait de 600 esclaves. Pour encourager les mineurs chacun de ceux-ci

qui découvrirait une pierre pesant au moins 8 carats avait droit à deux chemises neuves, un chapeau et un couteau. S'il découvrait un diamant de 17 crats $\frac{1}{2}$, l'esclave était couronné de fleurs, conduit chez l'inspecteur qui le félicitait et lui donnait sa liberté. Une liberté dont il ne savait que faire !

En 1905, près de Prétoria, un mineur découvrit le fameux diamant Cullinan, qui pesait la bagatelle de 3.106 carats. La taille, exécutée à Amsterdam, donna au chivage trois fragments divisés à leur tour en 9 gros brillants et 95 petits ; l'un de 516 carats $\frac{1}{2}$ enflamme le sceptre royal de la reine Elisabeth II ; un autre de 309 carats prend place sur la couronne d'Etat impériale. Les suivants se posent au centre et au sommet de la couronne de la reine Mary tandis que les (résidus) abondent et surabondent coupant à tous les jeux. (1)

Eh bien, le mineur qui découvrit cette pierre fabuleuse reçut 2.000 livres, c'est-à-dire un pourcentage insignifiant sur la valeur.

Il y avait, certes, une nette amélioration sur son confrère aux deux chemises de 1.725, de même qu'il y a amélioration sur la condition ouvrière d'aujourd'hui avec celle d'autrefois, mais le principe reste le même : le prolétaire ne s'occupe pas s'il devrait lui revenir dix ou vingt fois plus, pourvu que ce qu'on lui donne assure ses moyens d'existence.

Peu lui importe alors que les autres dix-neuf vingtièmes soient gaspillés en fêtes genre Marquis de Cuévas, aux tables de roulette des casinos ou en guerres stupides. Il va au cinéma, a ses trois semaines de vacances, touche quand il fait des gosses, a sa machine à mayonnaise, son frigidaire s'il est P. 3. Tout va bien.

(à suivre)

(1). Simone Hatten : « L'Empire des Perles » (Plon éd.)

Fernand PLANCHE

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : Abonnements 12 numéros : 220 fr.; 24 numéros, 430 fr.; 48 numéros, 850 fr. Changement d'adresse : 20 francs.

LA LIBERTE DE PRODUCTION

Aucun mot ne connaît jamais un tel prestige. Preuve que ce besoin est resté par tous quoique avec plus ou moins d'intensité et d'humanité. C'est un cri de ralliement des opprimés, ce mot fut toujours déformé tant par les philosophes qui en firent une abstraction que par les politiciens qui ne révélerent jamais son contenu.

Or, la liberté est un état social, où l'individu, en échange d'un service régulier dans la production, service obligatoire, reçoit de la communauté le droit de satisfaire ses besoins physiques, culturels et moraux.

La liberté, en tant qu'état mental, subjectif, abstrait peut être une délectation philosophique, mais elle ne li-

bère pas, elle égare souvent.

La liberté dans la production est le droit, au mépris des besoins collectifs, de produire ce qui se vend le mieux et laisse le plus de profit.

Or, ce qui se vend le mieux et laisse le plus de profit, sont les biens satisfaisant les besoins solvables.

Il est bien évident que dans un système de « Vente-Achat », aucun « producteur-entrepreneur » n'est intéressé par la production ou la fabrication des biens de consommation et d'usage, lesquels seraient peut-être utiles à des millions de consommateurs, qui offrent l'inconvénient de n'être pas ou d'être insuffisamment solvables.

C'est ainsi que, pour prendre un exemple spectaculaire, les entrepreneurs préfèrent fabriquer des armements, ce qui laisse un gros profit, plutôt que des articles ménagers nécessaires ou des logements dont les prix seraient trop élevés pour ceux qui manquent de confort ou sont logés dans les taudis.

Autre exemple : les industries textiles sont en mesure de fabriquer des tissus d'une grande résistance, quasi insubmersibles, mais sous le régime de la « Valeur » leur prix serait inabordable pour les classes moyennes. Et pour les autres ?

Alors, on fabrique de la pacotille, à seule fin qu'une mesure rapide entraîne de nouveaux achats et de nouveaux profits.

La raison condamne de telles pratiques mais c'est une liberté nécessaire en régime financier : C'EST UNE LOI DU SYSTEME.

Et quand l'Etat intervient pour planifier certaines productions, c'est toujours pour maintenir la rareté des produits et par conséquent leurs prix...

De même quand il exporte... au détriment des besoins intérieurs.

On peut dire qu'alors l'autorité signe un pacte avec la « liberté capitaliste » pour imposer la restriction des besoins et la prospérité des profits.

Une économie financière, donc basée, sur la formule « Prix, Salaires, Profits » ne peut pas exiger des entreprises qu'elles produisent ou fabriquent des objets ou des services qui ne seraient pas rentables.

L'économie financière qu'elle soit orchestrée par l'Etat Capitaliste ou le

Capitalisme d'Etat ne peut travailler que pour les consommateurs solvables.

En conséquence, on ne peut l'obliger à produire ce qui ne laisserait aucun profit, et le système est dans l'obligation de lui laisser la liberté de produire ce qui satisfait le mieux la rentabilité.

La liberté de production est donc un système arbitraire où le droit de consommation est subordonné à la valeur, c'est-à-dire qu'en fait, la liberté de production est la répression de tous les besoins exprimés mais insolubles.

Tel est le caractère fondamental de l'économie financière, et l'explication, la définition du grand symbole « Liberté » premier terme démagogique de la morale bourgeoise « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Pour les esthètes de la Liberté, toute pression sur l'individu pour l'orienter, l'obliger à produire selon les besoins réels de la communauté, c'est-à-dire l'obligation pour la production de réaliser le plan de la consommation est considérée comme une atteinte à la liberté individuelle.

Mais que deviendrait la liberté individuelle si elle n'était incluse dans la protection communautaire ?

N'est-il pas évident que l'individu livré à lui-même serait incapable de satisfaire ses besoins, de se défendre contre les forces de la Nature, et que la liberté qu'il perd en s'associant à la discipline collective d'une SOCIÉTÉ EGALITAIRE serait compensée mille fois par les libertés, les droits acquis et résultant de la subordination de la production à la consommation dont il serait lui-même le facteur le plus éclairé et le plus actif ?

On pourrait objecter que les penchants professionnels seraient contrariés par les nécessités impératives des plans ? Pas du tout. Chacun suivrait l'orientation de son choix, d'autant plus facilement que la natalité limiterait les populations à des moyennes à la fois utiles et agréables.

Jouissant de larges loisirs, l'individu ne manquerait ni de temps ni de place, ni de moyens divers pour se livrer pour ses propres besoins ou son plaisir à toutes les activités artistiques et artistiques.

L'essentiel, c'est aujourd'hui, de définir la liberté, d'en montrer les obligations et les droits : la liberté de pensée ne saurait exclure l'obligation d'être ou de se rendre utile.

L'obligation de produire devenant un Service Social de moins en moins long et pénible grâce au machinisme, l'individu pourrait se consacrer librement à toutes ses passions culturelles, artistiques, sportives ou naturalistes.

L'égalité économique est le seul état social pouvant assurer à l'individu le maximum de jouissances pour le minimum de peine : de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins.

J. BONHOMME

Trahison des Centrales Syndicales

Le mouvement ouvrier traverse actuellement une phase douloureuse de décadence sociale. Cette situation est imputable à l'absence de valeurs morales réelles à la direction de ses Organisations, plus enclines à la conservation de leurs prérogatives qu'à la défense sincère des intérêts de leurs mandats.

Ne voit-on pas les dirigeants de ces officines dans tous les rouages du Régime ? Conseillers économiques et conseillers techniques en tous genres. D'autre part, ces Centrales Syndicales, tout comme les Théâtres, sont subventionnées par le gouvernement et, bien souvent les départements.

Enfin, j'emprunterai à Monat la conclusion (mnémotechnique) de cet avant-propos. Lors d'une discussion sur l'opportunité du syndicalisme en regard de l'action des Anarchistes : « Monat émit cette critique — le danger du syndicalisme réside moins dans le syndicalisme lui-même qui, selon nous est d'essence nécessairement réformatrice, que de l'état d'évolution des travailleurs qui est à la base de cette regrettable obligation. Puisque cette condition nous est imposée, nous devons, en qualité d'Anarchistes nous associer à cette situation, pour y insuffler l'esprit de révolte qui concorde avec nos aspirations humaines et aussi, veiller à écarter toute tentative de coterie ou autres combinaisons de nature à faire du syndicat une administration, avec tout son cortège hiérarchique, dont nous savons trop les conséquences néfastes qui pèseraient sur la condition ouvrière ».

La prédiction de Monat s'est hélas réalisée, consacrant ainsi la première trahison des chefs de file de ces Centrales. Constitué en administration, le seul souci du moment est d'asseoir et de sauvegarder cet appareil, en y incorporant l'attirail conventionnel adéquat. Devenant avant la lettre, un Etat dans l'Etat, cette lamentable réussite, offre à ses malins directeurs de « droit ouvrier » outre l'acte de naissance, celui du baptême avec ses pompes, ses colifichets et autres hochets, dont le régime n'est jamais avare envers ses valets, renégats à la cause humaine, d'autant que les plus honorés sont précisément ceux qui distribuent ces pourboires, ceux qui les acceptent justifiant la basse besogne faite et à faire, tout en donnant l'assurance d'une collaboration sans réserve en remerciement de ce premier avantage.

Ceci posé, le « syndicalisme » devait céder sa place à une technique statistique où le travailleur devient un élément, ses besoins étant spécifiquement déterminés en fonction de coefficients ;

riches en formules algébriques on parvient à fixer, « syndicalement », un salaire minimum incompressible du travailleur, selon ses dépenses caloriques. Ayant obtenu droit de cité, ces savantes organisations confèrent avec les Commissions Ministérielles et là, commença la grande discussion calorique. Comme toujours le point de vue gouvernemental s'imposa. Qu'importe s'écrièrent nos staticiens, « syndicalisés », devant leurs cotisants béats, nous n'avons pas eu entièrement satisfaction, mais, le Ministre nous fit d'importantes concessions, témoin la naissance du manœuvre-balai. Enfin, votre vigilance alliée à notre dévouement finira par imposer au régime la reconnaissance de vos droits de classe laborieuse.

— Descartes affirmait, que l'homme est un roseau pensant. Ces chers « syndicalistes » sont moins généreux ils ne voient l'ouvrier que sous la forme d'un tube ingéstitif.

Point n'est besoin de s'étendre longuement sur la gravité de la trahison des chefs des grandes Centrales ; les faits sont tellement éclatants que seul un aveugle pourrait de bonne foi les nier ; mais il importe de ne pas confondre le Syndicalisme et ses usagers, le syndicalisme est et reste la base de l'organisation ouvrière, ses mises en garde contre les trafiquants des droits incontestables du travailleur sont basées sur la réalité tangible des moyens de production, de répartition et, sur la parcimonie avec laquelle est accordée la part qui revient à ceux qui sont les véritables créateurs du bien-être.

Cependant, ces « syndiqueurs » déploient tous, la déflection ouvrière et recherchent les moyens de ramener les prolés dans leurs boutiques, je doute que ce souci soit dicté par des intentions pures, il m'est avis qu'il s'agit plutôt de l'intérêt particulier des Bonzes. Je n'insisterai pas car le problème qui se pose est celui de la condition ouvrière.

IL FAUT REVENIR A LA CHARTE D'AMIENS !

Sans doute certaines dispositions d'actions sont à revoir, mais une chose reste absolument vraie, son esprit. Qu'y a-t-il de changé dans l'exploitation, rien, le travailleur est toujours lié à sa chaîne. Donc il faut considérer l'action syndicale sous l'angle de la lutte de classe, comme le disait Clemenceau, entre l'exploiteur et l'exploité, c'est une question de force, aucune entente n'est possible avec le capitalisme, les avantages qu'il semblerait accorder, ne sont qu'effets d'optique, en réalité il n'offre que gainant.

L'expérience doit nous inciter à rejeter toutes propositions de collaboration, d'autant que la majorité des travailleurs sont trop honnêtes, pour avoir la moindre inclination à finasser avec des individus atteints de mercantilisme congénital, ce serait sottise prétention, d'où nous sortirions infailliblement roulés.

Le seul problème qui doit se poser pour le travailleur, n'a et ne peut avoir d'autre critère que son « Primum vivere ». Rien ne peut exister sans les satisfactions des besoins de l'homme ; la vie en société n'a de valeur que si l'individu y trouve son intérêt ; l'intérêt seul doit le guider à produire en société, la société est donc la réunion de tous les efforts qui doivent alléger la tâche de chacun en lui procurant une somme de bien-être supérieur à son seul travail, si la société ne peut atteindre ce résultat, elle doit disparaître.

Vil matérialiste que je suis ; c'est vrai, j'accroche ce reproche, mais je pose une condition, c'est de me prouver le désintéressement des capitalistes et des ses lamentables lèche-bottes ; ces individus qui détiennent la fortune, après et peu scrupuleux sur les moyens, sans doute des philanthropes ? n'importe, je préfère mon égoïsme humain à leur bonté de carnaval et, je n'hésite pas à regretter qu'une lourde épreuve vienne mettre un peu de plomb dans les ailes de ces oiseaux nuisibles. (Réponses à 1939 et 13 mai 1958).

Somme toute, le sol et le sous-sol n'appartiennent à personne et les richesses que l'on en tire ne sauraient être la propriété d'un ou de plusieurs individus, encore faut-il comprendre que la fertilisation ou l'extraction de matières indispensables à la vie n'ont aucun lien de parenté avec un titre de propriété, d'ailleurs ce titre ne signifie qu'une chose, la consécration d'un vol élevé à la dignité d'un droit. Imagine-t-on la culture d'une plante inutile, ou l'extraction d'un minéral sans valeur ? Non !

Il m'est donc permis d'affirmer que

la propriété ne saurait se justifier ; mais en admettant que ce titre soit compris dans le sens relatif du droit de premier occupant, l'accepter c'est créer un état de fait qui ouvre la reconnaissance d'un droit absolu, s'il conserve son caractère de relativité, c'est-à-dire la jouissance de ses œuvres. Hélas nous sommes loin de cette conception, la propriété telle que la comprennent les possédants s'étend au-delà de leurs besoins réels, et implique l'emploi d'hommes valides.

Il est curieux de céder à la facilité en acceptant comme loi naturelle l'exploitation de l'homme dans des conditions inférieures à celles de la matière ; plus insensé encore que des êtres humains acceptent de donner leur temps, leur intelligence et leur jeunesse pour un dérisoire morceau de pain alors que ceux qui leur font de telles offres, engraisissent paresseusement tout en se gorgeant de la naïveté de leurs victimes.

D'ailleurs ce fameux droit de propriété n'a historiquement aucune valeur, et nos bourgeois sont bien placés pour le savoir, puisqu'ils la détiennent par le triomphe du pillage que leurs pères firent en 1789 au détriment des nobles et, des pauvres, qu'ils n'hésitent pas à massacrer lâchement. Tu parles d'un droit qu'une révolution peut abattre.

Nous vivons sous le signe du « Struggle for life » à sens unique, certes nos exploités ne nous mangent pas, mais de temps à autre, ils organisent un bain de sang, non pas qu'ils entrent dans l'arène pour nous étrangler, plus raffinés, ils nous font payer, sous le fallacieux prétexte de notre défense et notre sécurité, des seides, véritables vampires qui sur un de leur geste, font cette basse besogne.

De quelque côté, même le plus aimable qu'il puisse un instant paraître, nous sommes lotis dans une vaste forêt vierge, avec cette déplorable différence que d'astucieux pièges nous sont tendus et souvent sous des aspects les plus sympathiques.

Que l'on m'excuse cette longue digression, mais je n'ai pu résister à apporter l'argumentation qui se trouve dans le contexte de la « Charte d'Amiens », car les pionniers du syndicalisme avaient posé les idées générales laissant le soin à leurs successeurs d'y mettre le produit de leur temps. Mais les syndicalistes n'ont manifesté de prétentions à la vérité absolue, malgré l'accusation d'utopistes, en réalité les bourgeois sachant qu'ils étaient dans le vrai, craignaient le réveil des parias, témoins leurs fuites poltronnes les veilles de 1^{er} mai (avant 1914). Il est de fait que les manifestations d'ailleurs étaient à l'égal de la sincérité de leurs participants, tandis qu'aujourd'hui ce ne sont que processions où les plus nobles accents de la dignité du travailleur n'ont plus que la face blême d'un cantique. Combien le travailleur serait bien inspiré de méditer sur les luttes de ses aînés, de connaître les dangers encourus et de comparer sa quiétude faite de craintes inavouées.

Il faut secouer notre torpeur et entrer dans le vif de l'objet, la vie est un champ de bataille, nous avons en face de nous un ennemi qui s'est imposé à nous depuis des décades, impunément, il ne tient que par ruse et hypocrisie et aussi par notre stupide inconscience ; cependant sa disparition est inéluctable, aucune question ne saurait être émise, sinon de savoir si nous devons naïvement attendre d'être à bout pour lui faire son compte ; solution dangereuse qui nous livrera à un autre maître.

Nous devons considérer sans détour que le problème social est un tout, par conséquent ne pas permettre de le cloisonner.

De quoi s'agit-il ? De la vie d'êtres humains ; que faut-il pour son épanouissement et sa conservation ?

1) — Qu'il produise selon ses possibilités ;

2) — Que le fruit de son travail soit réparti à l'échelle de ses besoins.

Rien ne s'oppose à ces deux impératifs ; la matière ne demande qu'à se plier à l'intelligence de l'homme, de ce côté il n'y a trop rien à dire, il n'en va pas de même du côté de la répartition. Ici ce sont ceux qui ne produisent pas qui sont les premiers servis (dans « notre » société seul l'argent est productif) car aussi aberrant que cela puisse paraître, le travail devient subsidiaire, au point que le plus important dans les affaires, n'est ni le rendement, ni l'augmentation de la production, mais l'accumulation des frais généraux, plus ceux-ci sont élevés plus l'Entreprise s'assure des garanties de rentabilité ; les lois de la

physique sont renversées. Gardons-nous de chercher une logique à ces gestions, depuis bien longtemps la fiction dépasse la réalité et la dirige.

En conclusion, si parmi les militants les plus avertis de la cause humaine aucune entente ne s'opère, que chacun tire sur l'autre sous des prétextes dont la validité reste à démontrer, nos critiques n'auront pas plus d'importance que des tempêtes dans un verre d'eau. Pris entre le mur et l'épée il sera inutile de philosopher, en byzantin, sur des questions tactiques, ni déclarer péremptoirement « la masse est bête qu'elle crève ! ».

Ce dernier argument, n'est à mon sens qu'un refus de combattre l'ennemi commun ; que la masse soit idiote, c'est là un lieu commun, la seule chose qui doit nous intéresser, c'est que nous faisons partie de cette masse.

D'ailleurs l'erreur de ce raisonnement sert avantageusement nos implacables adversaires. D'autres, reprochent à nos critiques d'être inutiles et prétendent s'appuyer sur l'expérience pour nous en démontrer la vanité ; ici se posent deux questions, savoir : qui sont ces censeurs et comment envisagent-ils la disparition des iniquités ? Jusqu'à ce jour les philanthropes ou les cœurs sensibles n'ont rien changé, sauf des dépannages sans grande portée, les moralistes n'ont pas plus d'influence sur les puissants que n'en avaient les fous sur les rois ; ils les font sourire. Tandis que ceux qui ont critiqué les maîtres, avec l'accent de la révolte, ont fait un travail substantiel. Car nos esclavagistes n'ont d'égard et de respect que pour ceux qui sont capables de leur mettre des coups de pied au cul, leur pouvoir étant basé sur la force ils ne s'inclinent que devant une force supérieure.

Notre choix est la lutte sans merci, mais intelligente pour être payante, contre le régime ; dénoncer tous ses scandales, ses supercheries et son incompetence pour résoudre le problème social.

Continuons de faire vivre notre idéal de liberté et de justice et sachons sacrifier quelques heures de loisir au service de celui-ci. Mais cette longue route doit se faire avec des compagnons de notre philosophie et non dans le rang des laquais que nous avons toujours dénoncé et qui vivent grassement de notre sueur et de leur trahison.

Syndicalistes, nous qui connaissons le problème social, ne nous éparpillons pas pour des raisons de méthode et des questions subsidiaires. Si nous ne gagnons pas aujourd'hui la masse à notre cause, nous pouvons malgré tout espérer voir germer la bonne semence dans un proche avenir comme celle que jetteront au gré du vent les camarades qui nous ont précédés et qui offrent une moisson nullement négligeable, malgré les trahisons et leurs « soudoyeurs ».

**

Voici une biographie des 3 grandes Centrales Syndicales qui montrera combien la trahison de ses chefs était inévitable.

C. F. T. C. : Née en 1877 (Syndicat des Employés) décadée prématurément, puis renait de ses cendres en 1919 ; syndicat de collaboration de classe : Le goupillon, la main tendue, le maintien de l'ouvrier à sa chaîne : vivre un peu mieux que coucher sur la paille ; et le bon dieu fera le reste.

C. G. T. (K.) : En réalité cette centrale n'a rien de syndicaliste. Communiste avant tout, pour elle il s'agit davantage d'un spilloir au Bolchevisme, en attendant de les embrigader dans leur cellule.

L'exploitation capitaliste y est dénoncée avec vigueur, mais à aucun prix, ses chefs ne voudraient de l'écrasement du capitalisme sans se trouver prêts à lui succéder. En maintes occasions ils ont fait preuve d'une entente parfaite avec la bourgeoisie. C'est ainsi, qu'en 1945, le Ministre communiste du travail, fit reculer l'âge de la retraite de 60 à 65 ans, et estima que les travailleurs pouvaient se contenter de 40 % de leur salaire moyen des 10 dernières années au moment de la retraite.

Pour cette dernière, on la vit s'accommoder à toutes les sauces, elle est le soutien de tous les régimes, pourvu qu'elle puisse recevoir tous les hochets, s'alliant aux Chrétiens pour aider le patronat à mieux frustrer les travailleurs, applaudissant à toutes les politiques, bref, quand un quelconque grigou au poste Ministériel pète c'est elle qui pue.

Camille ANDRES

ERRATUM

Dans l'article intitulé « De la planification », paru dans le numéro 154 du « C. S. », un mot a malencontreusement été escamoté dans la dernière phrase ce qui en a inversé le sens. Il fallait lire : «...Ils n'ont pas compris que de se jeter dans l'erreur NE pouvait les sauver... »

Nous nous excusons près de nos lecteurs et espérons qu'ils ont rectifié d'eux-mêmes.

La Rédaction

Contradictions outrageantes

(suite de la page 1.)

gants dont il fallait favoriser la reprise des affaires... et il, invita le peuple à relever patriotiquement la patrie, à payer les dettes, contractées par le régime défunt, en lui imposant des impôts écrasants pour une durée indéterminée. Après quoi (parbleu) surviendra l'ère de prospérité ; promesse mille fois répétée à laquelle « Populo » semble encore croire.

Un autre fait, non moins humiliant, à la charge de nos dirigeants, s'est produit en raison des salaires applicables et, dans le but soi-disant d'assainir une situation économique mal en point.

Les ventes pleines établissent ce qu'ils ont appelé un salaire minimum vital interprofessionnel garanti aux travailleurs — quant aux vieillards économiquement faibles ils conservent leur statut de famine. Jamais depuis les temps moyenâgeux pareille mesure n'avait été rendue légalement applicable. Sans vouloir épiloquer sur ce que contient cette odieuse mesure, nous en revenons à ce que disait le théoricien marxiste La Salle : « Le salaire oscille à la limite de ce qui est strictement nécessaire à l'ouvrier pour vivre et se reproduire, sans pouvoir s'élever sensiblement au-dessus, ni descendre sensiblement au-dessous ».

C'est bien la négation des valeurs et des besoins, si chère aux exploités. Quelle est donc la part de Liberté qu'il est possible de trouver dans ces formules et, qui fait la honte d'une bourgeoisie qui se dit démocratique ? Aucune, la seule formule acceptable, doit, pour être plus humaine et, par conséquent autant équitable que recommandable, s'inspirer à mon sens, de ce principe : « Le minimum vital représente ce que la société est en mesure d'accorder, à ceux qui la composent, jeunes ou vieux, leur assurant une existence en rapport avec les possibilités de production, et non l'assistance strictement animale ».

Ainsi ces quelques brèves citations, entre mille autres, permettent de soulever un coin du voile, où l'on découvre la boue des scandales au cours

desquels les forbans ramassent des millions.

Maintenant prolétaire dont la mission est de travailler à ta délivrance et celle des tiens, écoute et comprend ce que te propose un très vieux militant. Ecarte-toi, à jamais, des homélies religieuses et politiques endormies et paralysantes, chasse tes dirigeants « syndicalistes », inamovibles qui après avoir renié la Charte d'Amiens sont devenus la cinquième colonne du capital, afin de s'assurer des places à gros rapports. Oriente-toi vers ceux qui sont restés fidèles à cette Charte de réalisation humaine.

C'est seulement de ce côté que tu apprendras que ton intérêt est entre tes mains et que tu es le seul à le pouvoir défendre efficacement. Poursuis la lutte, sans relâche, contre tes oppresseurs, défends et soutiens tes vieux parents auxquels le gouvernement refuse même, la moitié du ridicule minimum vital, les condamnant ainsi à une inéluctable mort lente, sans chef d'accusation, en dépit des richesses sociales dont ils sont incontestablement les créateurs.

Pour conclure, retiens cette ultime pensée d'un grand humanitaire : « Ne regarde jamais vers le ciel dans la vaine attente d'une parole de liberté, écoute plutôt les voix qui viennent d'en bas, dussent-elles passer à travers les grilles d'un cachot ».

Il était de nos ces homme, et il fut persécuté.

Emile BABUOT

TRAVAILLEURS

Ne vous laissez plus bernier par les politiciens, œuvrez à votre libération en rejoignant le syndicalisme révolutionnaire.

Ralliez la C. N. T. !

Journal imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSON (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CAPOTE 89-73 — T O U L O U S E

Le Gérant responsable : J. SORIANO

6^{me} UNION REGIONALE

A tous les Syndicats...

Camarades, Nous avons accepté de prendre en charge le secrétariat de la 6^{me} U.R. avec l'accord préalable d'établir, pour la bonne marche de l'organisation, un étroit contact avec tous nos adhérents ; ceci afin d'étudier tous ensemble les problèmes latents de notre vie quotidienne et la question primordiale de nos conditions de travail.

Notre C.N.T., qui n'a sa raison d'être que par la libre discussion sur tout ce qui intéresse le monde du travail, doit apporter une solution à chaque problème posé aux ouvriers.

Notre organisation syndicale, exempte de tout dirigisme et de tout centralisme autoritaire, puise sa force dans la libre discussion et les accords pris dans chaque assemblée de ses syndicats.

Nous vous proposons donc d'étudier les questions suivantes : 1^o. Célébration d'un congrès régional ; 2^o. Lieu où doit se tenir ce congrès ; 3^o. Thèmes à discuter.

Nous confectionnerons l'ordre du jour d'après les rapports qui nous parviendront.

Nous attirons l'attention des syndicats et des U.L. sur l'importance d'une étude attentive de tous les problèmes qu'ils croient susceptibles de soumettre au congrès régional.

Si vous acceptez nos propositions, alors mettons-nous à l'œuvre sans plus tarder et ce congrès marquera un renouveau pour notre C.N.T.

LE SECRETARIAT DE LA 6^e U.R.

L'émancipation
des travailleurs
sera l'œuvre
des travailleurs
eux-mêmes.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

De chacun
selon ses forces

A chacun
selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

31^e ANNEE — NOUVELLE SERIE Numéro 156

20 FRANCS

JUILLET 1959

PARLER MOINS, AGIR PLUS !...

Le culte du souvenir ne nous fait pas défaut. En grande pompe, nous allons ajouter un bâton de plus à la numération des anniversaires du 19 juillet 1936. Cela fera XXIII au lieu de XXII l'an dernier.

A part cela, en toute conscience, avouons qu'il n'y a pas grand chose de changé.

Le bourreau Franco est toujours solide au poste et ne semble guère disposé à se retirer, bien que son départ soit pronostiqué régulièrement par des informateurs de sources les

farouche à nos principes doit être observée, une modification de nos méthodes de travail doit être par contre envisagée puisque celles utilisées actuellement se révèlent inefficaces.

Etant donné l'évolution des masses, le « raccourcissement » des distances par suite de la modernisation des moyens de transports, l'augmentation du volume des échanges internationaux, les nouvelles méthodes d'oppression et d'exploitation utilisées par le capitalisme international, notre ennemi numéro 1, qui dispose pour arriver à ses fins des éléments répressifs et régressifs les plus divers : démocraties, dictatures, églises, armées, polices, centres d'informations, etc... étroitement synchronisés, il tombe sous le sens que l'action des anarcho-syndicalistes du monde pour

Par Raymond FAUCHOIS

gagner en efficacité doit se faire, à travers l'A.I.T., sur le plan international autant que nationalement sur celui des sections.

Si théoriquement nous pouvons facilement nous trouver d'accord sur l'action à développer, pratiquement nous sommes loin de compte. Il ne faut voir là aucune critique contre le secrétaire général actuel de l'A.I.T. ; nous savons trop bien dans quel splendide isolement on travaille quand on occupe ce poste.

Ce sont les sections de l'A.I.T., la plupart tout au moins, qui sont responsables de notre impuissance actuelle, en raison d'abord du caractère essentiellement nationaliste de leurs activités et aussi parce qu'elles suivent avec une persévérance déconcertante, soit par absence d'esprit

révolutionnaire ou parce qu'elles poursuivent d'autres visées, la politique de l'autruche, refusant de voir une quantité de faits qui crèvent les yeux de tous.

Est-il admissible, par exemple, que depuis dix ans l'A.I.T., soit neutralisée par une poignée de dévotionnistes et que de nouvelles tergiversations soient envisagées pour éviter une cassure qui inévitablement se produira tôt ou tard.

Les sections de l'A.I.T., bien qu'elles s'en défendent, sont obnubilées par la politique du « nombre » et de ce fait la tolérance est pratiquée à l'échelon le plus élevé. Certes, un argument existe en faveur de cette position, les difficultés financières, mais celles-ci ne sont pas insurmontables et si les militants de base étaient plus

(suite en page 3)

De chacun
selon ses moyens.
A chacun
selon ses besoins.

POSSESSION ET JOUISSANCE

Posséder, c'est avoir en propriété, être le maître de quelque chose.

La possession est donc la faculté de disposer et de jouir d'un bien. C'est le caractère dominant de la propriété.

La jouissance peut résulter de la propriété d'une chose, mais elle est surtout le droit d'usage de cette chose, un privilège particulier ou collectif.

Le droit juridique confond les deux termes dans le sens de l'appropriation personnelle d'une chose. Le droit bourgeois ne pouvait admettre que l'individu puisse jouir intégralement d'un objet non possédé. C'eût été porter atteinte à la sacro-sainte propriété.

Néanmoins, la société bourgeoise et libérale a déposé peu à peu le capitalisme privé de certains services : les chemins de fer, l'électricité, etc., au bénéfice de l'Etat qui gère ou contrôle directement ou non les entreprises nationalisées.

De ce fait, ces services ont donc été, théoriquement, collectivisés. Théoriquement encore, la possession de ces services est devenue collective, mais leur jouissance reste une possibilité et non un droit individuel, une certitude.

Le citoyen participe ainsi à la possession collective des services publics sans être assuré de leur jouissance. En ce sens que s'il ne possède pas dans son portefeuille, les valeurs financières ou la monnaie qui lui permettra par le versement d'un prix, d'accéder à cette jouissance, d'en acheter le droit d'usage, il pourra à la fois s'enorgueillir de sa possession et souffrir de n'en pouvoir faire usage...

La libération sociale est donc une science qui se propose l'abolition de la propriété privée et étatiste à seule fin que chacun et tous puissent jouir, selon leurs BESOINS, des choses et des services issus du labeur de la communauté.

La libération sociale se fixe donc comme première étape l'abolition de la propriété. La commune se substitue à la propriété privée. Elle garantit le droit de jouissance des exploitants là où ces derniers peuvent poursuivre leur production sans le secours d'une main-d'œuvre salariée.

Elle étend le droit de jouissance à tous ceux qui, n'étant pas des « exploitants-propriétaires », deviennent des associés égaux en droit dans les coopératives communales.

(suite en page 4.)



Buenaventura DURRUTI

plus sûres et les plus diverses. Loin de penser à disparaître, il maugnonne au contraire avec des gouvernements « amis » en vue de consolider sa position et de lancer la malheureuse Espagne dans de nouvelles aventures douloureuses.

Les faits sont là, indiscutables, et devant la stérilité de l'action de ses opposants, à qui l'A.I.T. et ses sections devraient montrer la voie menant à la libération, nous en venons à nous demander si ceux qui condamnent notre immobilisme ne sont pas dans le vrai. Quels résultats positifs pouvons-nous, en effet, en signe de protestation, inscrire au bilan de nos activités ? Il nous serait difficile d'en formuler beaucoup.

Il est ridicule de se confiner dans l'erreur et, si celle-ci existe, ce que nous croyons, il serait indigne de la part des révolutionnaires que nous prétendons être de persévérer dans ce sens.

Nous pensons que si une fidélité

La grève avortée des cheminots

Le 8 juin dernier, les fédérations C.G.T., C.F.T.C. et F.O. réunies ont décidé d'organiser des actions de grève répétées en vue de faire aboutir les revendications de salaires et retraites que le gouvernement refusait d'envisager avant 1960.

Le premier arrêt du travail fut fixé au mardi 16 juin, de 4 à 12 heures.

Le 12, la F.G.A.A.C. (agents de conduite) donnait son accord pour participer au mouvement.

Cette unanimité, alors que depuis des années F.O. par exemple, pour ne citer qu'elle, refusait systématiquement d'envisager tout pourparler en vue d'une action commune semble pour le moins étrange et difficilement imputable au gauchissement » de son dernier congrès confédéral.

Les résultats des dernières élections professionnelles qui se soldèrent par un échec pour cette organisation ne furent peut-être pas étrangers à cette prise de position, à moins qu'elle ne fut déterminée par un sondage à la « base », ou par le phénomène troublant enregistré à Pompey, dans une autre branche d'activité, toutes les organisations réformistes étant, à leur grand étonnement, dépassées par un mouvement spontané, alors qu'une action concertée n'était prévue que pour plus tard ?

La grève du 16 décidée, le gouvernement, pour rester maître de la situation, recourut à la réquisition des cheminots, faisant un répugnant étalage de sanctions arbitraires qu'ils encourraient en cas d'arrêt de travail.

Cette mesure constituait une « épreuve de force » ; tous les cheminots ont bien compris sa signification exacte.

Consciente de la gravité de la situation notre Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.) n'hésita pas un seul

instant à prendre position en faveur de la grève et elle diffusa immédiatement à ses adhérents le tract reproduit ci-dessous :

Confédération Nationale du Travail
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris 9^e.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL.

Paris, le 12 juin 1959
Comrades.

Le gouvernement à la solde des « pétroliers » envisage une épreuve de force contre les cheminots.

C'est l'annonce d'une grève revendicative LEGALE, prévue pour le 16 juin, qui a provoqué cette mesure.

Telle est la position des fascistes au pouvoir qui font étalage de leur rouerie, de leur duplicité, démontrant, en prétextant qu'une augmentation de salaire peut réduire à néant toutes les initiatives qu'ils ont prises, sur le plan économique et social, que le soi-disant redressement financier du pays se fait EXCLUSIVEMENT sur le dos du prolétariat, alors que les capitalistes, exploitateurs, et leurs laquais de tout poil se remplissent les poches.

Hier, pour diviser, ont été spectaculairement augmentées de 10 % les allocations familiales et obrogé ce que la presse gagée a le toupet d'appeler la « franchise » de 3.000 francs.

Aujourd'hui, pour faire peur, la même presse immonde, étale, en larges titres, les sanctions que sont susceptibles d'encourir ceux qui, en faisant grève le 16 juin, se dresseront contre la volonté du « Prince ».

La C.N.T. n'a pas changé de position. Elle est toujours contre les grèves limitées dans le temps, déclenchées pour des raisons de valeur contestable, bénéficielles pour des partis politiques, blocs, etc...

Mais, dans l'alternative actuelle il en va autrement. C'est la Liberté qui est menacée ; le droit de grève et la Liberté... tout court.

Sans réaction, nous risquons de subir un régime absolument identique à celui instauré par Franco en Espagne, et d'autres ailleurs.

Il faut accorder aux événements leur exacte valeur : la réaction des cheminots sera de test au gouvernement pour définir si le prolétariat tout entier est mûr pour une longue période de servitude.

C'est pourquoi nous prenons position en faveur de cette grève qui a une signification toute particulière et doit être une réponse cinglante au despotisme du gouvernement et des « Barons du Rail ».

Nous invitons donc tous les cheminots appartenant à notre organisation à refuser de travailler le 16 juin de 4 à 12 heures, si la nature du mouvement n'est pas modifiée et, pour ceux qui ne seront pas touchés par celui-ci, à faire jouer la solidarité en donnant la moitié de leur salaire à ceux qui subiront la répression ; regrettant toutefois que le défi gouvernemental ne soit pas relevé par toutes les organisations syndicales en déclenchant la grève générale, illimitée, intercorporative, avec recours à l'action directe, qui, EN QUELQUES JOURS, ne manquerait pas de mettre à la raison ceux qui viennent de se révéler, de façon si éclatante, les véritables ennemis du peuple.

La Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.)

Jugeant les responsables syndicaux réformistes sur leurs agissements antérieurs nous craignons le pire ; nos appréhensions n'étaient que trop justifiées. Les cheminots de la base, écœurés, assistèrent, après des tractations absolument inadmissibles, à la plus honteuse capitulation que leurs dirigeants ont sans doute jamais consentie dans l'histoire du syndicalisme.

Les fascistes au pouvoir n'ont pas manqué d'assimiler à un défaut de conscience révolutionnaire et d'esprit réaliste l'absence de réaction des « lampistes » de la S.N.C.F. Cette interprétation peut avoir de graves conséquences pour le prolétariat tout entier. Pourtant, le gouvernement serait présomptueux de croire qu'il peut maintenant et pour longtemps dormir tranquille.

En effet, de ce mouvement avorté

ont découlé de nombreux enseignements qui ont été précieusement enregistrés par tous.

Tout d'abord, pour la grande confusion de nombreux cheminots qui firent partie des « 80 % du référendum », de Gaulle a définitivement mis

(suite en page 4.)

LES CHIENS ABOIENT...

Certains camarades s'étonnent parfois de voir que la C.N.T. française ne soit pas plus puissante et que son extension s'accomplisse aussi lentement.

Il y a de multiples raisons à cela.

Nous ne manquerons pas, ultérieurement, de les étudier une à une car le sujet est vaste et mérite qu'on y apporte beaucoup d'attention. Pour aujourd'hui, l'occasion s'en présentant, nous leur soumettons une de ces causes, qui se situe certainement parmi les plus importantes.

Loin de progresser, selon certains qui seraient bien en peine de dire pourquoi, la C.N.T. française doit disparaître. Tous les moyens sont bons pour parvenir à ce but : dénigrement systématique, médisance, calomnie. L'examen des textes qui suivent prouvera que nous n'exagérons rien.

Le plus grave est que les attaques que nous subissons proviennent toujours d'éléments qui se recommandent du mouvement libertaire et sont le plus souvent considérés comme des demi-dieux, quand ils ne sont pas déifiés complètement.

A noter encore que depuis dix années que certains d'entre nous participent à la gestion de la C.N.T. française, à leur connaissance, celle-ci, bien que consciente du travail néfaste accompli par l'individu dont il est question plus loin s'est toujours bornée à l'ignorer.

taire qu'à aucun autre. Mais le problème syndical est, en France, terriblement complexe.

La Confédération Nationale du Travail est née par imitation de l'organisation du même nom qui existait en

♦ (Suite en page 4.)

Victoire

De coutume, les lendemains de fête et surtout les lundi matin, la plupart arborent au chantier, à l'heure de la reprise, un air mélancolique qui atteste le peu de bonne grâce avec laquelle on reprend le collier.

Aux questions rituelles, réponses évanescentes, du bout des lèvres : Bien passé ce dimanche ? Pas mal ; bien, enfin, etc...

« Gagné ! Nous avons gagné ! » m'a claironné un tel, la mine triomphante.

Gagné, gagné quoi ? Le gros lot, aux courses, gagné une grève, gagné une petite place au soleil, le droit de respirer, d'être libre, gagné des lendemains sans angoisse, sans lutte, le droit d'être soi-même ? Mais non, voyons ; qu'allez-vous penser là... tout simplement, l'équipe locale a gagné son match, et là est le principal ; le reste importe peu.

Une rude semaine de travail, un tas d'autres en perspective, des difficultés économiques pour la soudure hebdomadaire, les dangers de guerre atomique, la politique nationale et internationale, la question sociale, les perspectives totalitaires... fadaïses tout cela ; nous avons gagné, c'est l'essentiel.

Que des gars, à l'épiderme clair ou foncé, étalent leurs tripes au soleil sur les pitons rocheux de l'Aurès ou sur les trottoirs d'Alger ou d'Oran cela a vraiment peu d'importance, le principal, ce qui compte c'est d'avoir gagné le match.

La Coupe, le championnat du ballon rond ou de l'ovale, les tours cyclistes, que voilà de perspectives d'évasion, d'oubli de soi-même, ainsi que de toute la cohorte de vicissitudes que la vie quotidienne comporte.

D'ailleurs, nos édules nationaux doivent bien servir à quelque chose, n'est-ce pas ? Que le peuple s'amuse... Ils sont là, eux, pour diriger les destinées du pays et pourvoir aux nécessités de ses habitants.

Travailler et se distraire, c'est à part les périodes électorales et les moments de conflits où on a besoin de sa « paillasse » personnelle, la seule chose qu'on lui demande de faire... et ma foi, il le fait très bien... trop bien hélas !

JORDI

Rétrospectives... et perspectives (1)

Tous n'ont pas la même situation, ce qui était à peu de chose près avant la guerre de 1914 où le compagnon touchait cent sous et le garçon 4 francs. Le prolétariat, avec ses divisions dont j'ai parlé plus haut, a ses classes. On ne réalise pas une unité avec des intérêts différents, surtout s'ils sont disproportionnés. Le monde du travail a une nouvelle psychologie. Une psychologie bourgeoise pour les privilégiés. Nos organisations ont toujours la même psychologie d'autrefois.

Peut-on être encore révolutionnaire comme on l'était au temps des barricades ou, même plus près de nous, au temps de l'Espagne de 36 ? C'est à discuter. Personnellement je ne le crois pas ou plutôt je ne le crois plus. Je n'en incriminerai pas le pacifisme, encore qu'il puisse avoir sa part, mais faible part à mon avis, alors que Louzon lui met tout sur le dos quand il écrit à propos de l'effondrement de la 4^e République (cité par le Petit Crapouillot) : Voilà où conduit nécessairement le pacifisme. Durant ces dernières décennies au cours desquelles le pacifisme s'est substitué progressivement et subrepticement à la volonté révolutionnaire, on a commencé à ne l'appliquer qu'au cas de la guerre étrangère, puis, par une

démarche logique inévitable, on l'appliqua aujourd'hui aussi au cas de la guerre civile. Logique inévitable, car si l'on proclame : Plutôt la servitude que la guerre ! si l'on estime que tout, même la servitude, vaut mieux que le risque de se faire tuer, cela vaut aussi bien pour la guerre civile que pour la guerre étrangère puisque, dans un cas comme dans l'autre on risque de se faire tuer et que la servitude, qu'elle vous soit imposée par des compatriotes ou des étrangers est toujours la servitude.

« Pourquoi ce manque de courage ? C'est que le bien-être amolli : l'homme ne se bat, l'homme n'accepte de se battre, l'homme n'est courageux que quand il est pauvre ».

Finidori déclare dans la « Révolution Proletarienne » : « Vendez scooter et frigidaire, et imitez les mouhadjedines ». Le seul (monoc) de cette proposition montre combien elle est irréalisable. Vendre le scooter et le frigidaire ! Le rêve de toute une vie ! L'ouvrier français serait peut-être capable de se battre pour défendre son scooter et son frigidaire, mais certainement point de s'en séparer volontairement pour aller se battre ».

Ces raisonnements montrent que l'on est en plein cirage. On se croirait revenu au temps où les premières machines qui supprimaient 5 ouvriers sur 10 firent leur apparition. Cassons les machines, détruisons-les, préconisaient des militants. Ainsi il y aura du travail pour tous. Ce qui se traduit par : Ainsi nous aurons nos 12 ou 14 heures de travail assurées puisque l'on n'utilisera que des pioches et des pelles. Et aussi la moyenne de la longévité humaine restera de 28 ans pour le travailleur !

Réduire le problème à la possession d'un scooter ou d'un frigidaire, ou même à dix ares de jardin dans une banlieue, c'est passer à côté.

Il y a, du reste, infiniment plus de travailleurs qui n'ont ni scooter, ni frigidaire, ni jardin. Pour ceux qui en ont, l'argument peut jouer dans une plus ou moins forte mesure. Mais si forte cette mesure soit-elle elle ne fait que partie infinitésimale d'un tout formant une psychologie nouvelle. Et dans ce tout il y a des arguments d'une tout autre valeur.

D'abord, se battre pour la 4^e République. Un régime de tarés. De « camarades » jouant les matadors devant

(suite en page 3)



TEL EST LE BILAN DE TOUTE POLITIQUE DE GRANDEUR ET DE MISERE

LA CULTURE DES MONSTRES

Je me demande parfois s'il ne serait pas souhaitable qu'un cataclysme universel vienne jeter l'effroi sur notre stupidité ancestrale et nous ramène à l'état de sauvagerie primitive.

De tous les individus qui peuplent la terre, l'homme apparaît comme le plus inférieur ; regardons-le déambuler par les chemins qui conduisent aux courses ou à un spectacle sportif quelconque, qu'y va-t-il faire, chercher la joie ? En réalité, il tue le temps en attendant que celui-ci le supprime pour de bon.

Ce ridicule pantin, pousse l'indigence de ses aptitudes jusqu'à la limite de la sottise la plus inattendue ; travailleur il met tout son être à la disposition de son exploitateur, savant, croyant œuvrer dans l'intérêt de la Science au

service de l'humanité, il se plie au même maître pour la destruction de celle-ci enfin, riche hobereau son attitude de dindon replet de veilles de Noël, le livrera au bourreau, sous les quolibets d'une foule hystérique en délire.

Nous ne considérons ici que les travailleurs, lesquels exercent leur profession avec un luxe inouï de travail malgré un rapport qui équivaut à un déjeuner de moineau. Que de fois un travailleur, tout fier, est allé présenter à son employeur le résultat de longues observations sans se douter qu'il demandait à être considéré par ceux qui ne font pas de sentiments et pour qui la valeur d'un individu se mesure au carré de la somme de son dépôt en banque ; attendre de telles reconnaissances est être aussi naïf qu'un

ne jolie fille qui se dévotirait devant un satyre dans une forêt avec l'espoir de rester vierge.

Peut-on imaginer tant de candeur ; hélas, l'homme raisonne souvent comme une péronnelle, éclatante de jeunesse et de beauté qui croit, au reflet de son miroir, que ses fragiles attributs dureront toujours, rempli de sentiments sans fondement, paresseux de nature pour les choses de l'esprit, il accepte volontiers de vivre comme un robot, de pain, de vin (une grappe de raisin pour cent litres d'eau) et faire l'amour.

Sans nul doute le travailleur fait un complexe d'infériorité et, de là, vient-tout ses maux et ceux de la Société ; évidemment il lui est plus facile de crier vive « Machin » que de chercher à déceler les supercheries de tous les maqueureaux qui veulent faire son bonheur.

Pourtant, si au lieu de s'attarder aux balivernes des porcs sacrés, qu'il applaudit tour à tour, et qui font de lui l'agneau tout indiqué pour les sacrifices, il consentait à ouvrir l'œil, il pourrait suivre par la rétrospective l'évolution technique depuis 1900, saisir l'océan qui le sépare des politiciens qui prétendent le défendre comme leurs satellites, les « syndicats » qui sont chargés de retarder son émancipation.

En effet, la rapidité du progrès technique, allait, mue par la loi de l'offre et de la demande, provoquer de sérieuses perturbations en aculant à la faillite les petits et moyens industriels en même temps qu'il mettait à lourde épreuve les finances des grosses firmes.

LA CAPITALO-TECHNOCRATIE :

L'ère des nationalisations, si chère aux politiciens de gauche, s'ouvrit comme une vanne de sûreté pour la sauvegarde du capitaliste, lequel comprit bien l'étendue des avantages que comportait cette imposture, pourvu qu'elle soit agrémente d'un « idéal ». Euréka ! s'écrièrent-ils, brûlons un cerge aux théoriciens de la technocratie, qu'elle belle chose que l'intelligence des autres, ils nous montrent l'immense intérêt d'une exploitation rationnelle de l'ensemble des activités humaines ; sortons du cadre étroit de nos sentiers et engageons-nous allègrement sur les avenues verdoyantes de « l'intérêt » de l'homme. Somme toute, renchérit l'un des associés, il faut libérer l'homme de la servitude c'est pourquoi nous devons assoier la technocratie sur le trône d'or. Associations nos capitaux dans le creuset de l'intérêt général, nous verrons disparaître l'étiquette capitaliste, mais nous resterons plus puissants sous celle du capitalisme, débarrassés de nos soucis de petits « Artisans » nous n'aurons plus qu'à tirer l'usufruit de notre avoir ; de plus, constitués en sociétés anonymes à responsabilité limitée, il nous sera facile de gérer nos affaires, mais cette fois au titre de Directeur général bien rétribué. Certes nous seront assimilés à la qualité de « salariés », mais songez à tous les avantages que nous allons tirer ; assurés sociaux, nos maladies nous seront moins coûteuses, invalidité ou vieillesse nous sont également garanties. Rassurez-vous nous n'en resterons pas là nous allons constituer une Caisse des Cadres pour notre retraite complémentaire, puis une supplémentaire, aux frais, bien entendu de l'Entreprise ; bons princes nous associerons les directeurs et ingénieurs les Chefs et les mouchards.

LE MOUCHARD :

Nous avons toujours marqué notre répulsion pour cet être vil et voilà qu'il va nous falloir reviser notre jugement ; cet ignoble imbécile va nous apparaître, avec le recul du temps, comme un idiot sympathique. Oui, aujourd'hui, dans les grandes Entreprises, le Mouchard ne se désigne plus du doigt, lui-même n'a plus honte de sa vilénie, il fait son « travail » au su et vu de tout le monde, il tend la main, il est même mieux payé que l'ouvrier qu'il est chargé de moucharder, syndiqué à la C.G.T. ou ailleurs, il fait grève, hier il risquait de se faire casser la gueule, aujourd'hui c'est un camarade. Et ce n'est pas une histoire de... fou.

* *

La société capitaliste en est arrivée à rechercher tous les expédients pour continuer son infernale existence, tirant argent de tous les besoins de l'individu elle puise dans toutes les idées pour se maintenir à tout prix, et aussi tenir la majorité des hommes, à des degrés différents, dans l'esclavage ; la science l'a réduite à un rôle de vieille poule. Qu'importe, l'essentiel pour elle c'est de vivre dans la plus immonde corruption, née dans la boue, elle s'y complait, elle corrode les fonctions les plus pures, quant à celles qu'elle a créées pour sa défense, mieux vaut ne pas en parler.

Puissent les hommes, même dans des cages dorées, se ressaisir et ouvrir les yeux. Alors ils ne tarderont pas à s'apercevoir que le savant édifice de la société capitaliste n'est en réalité qu'une cave de procuste et ceux d'entre-eux qui de bonne foi exercent une profession qu'ils croient respectable, reculeront d'horreur, en sachant que cette société leur fait jouer un rôle d'hommes de mains, juges et politiciens étant réduits à considérer le délinquant comme leur matière première, et qui sait, trembler de peur, subjectivement, qu'elle vint à manquer.

Il appartient donc à toutes les professions soucieuses du bonheur des humains, à commencer par ceux qui sont au service de la radio et de la presse pourrie, de dénoncer le mensonge ou tout au moins de refuser le salaire de Judas !

Aux typos, leur salaire étant censuré, pourquoi ne censureraient-ils pas leurs censeurs, en expurgant leur prose, et même en se substituant à eux pour une information plus saine.

Aux travailleurs, conspuer et refuser d'accomplir la moindre tâche au service de ces Ministres et autres présidents qui, trouvent toujours qu'il ne faut pas compromettre l'expérience, perpétuellement, en cours, tout en gonflant considérablement leurs portefeuilles ; appliquer le même traitement aux députés et Cie, sans omettre nos directeurs-exploiteurs.

La liberté et la justice ne sont possibles que par la disparition du monstre le Capitalisme, qui ne peut qu'engendrer des monstruosités.

Camille ANDRES

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
TELEPHONE : TRUDAINE 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3^e) C.G.P. 42793-89 Paris
Rédaction et administration du Combat Syndicaliste : Joseph Soriano, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, (9^e), C.C.P. 11.833-32 Paris.

DEUXIEME UNION REGIONALE
Adresser la correspondance au siège confédéral
REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX
Assemblée Générale, le premier vendredi de chaque mois, à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

UNION LOCALE DE VERSAILLES
Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE MARSEILLE
Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1^{er} arrondissement).

TRIBUNE LIBRE

Au risque de contrarier le caractère romantique et l'esprit routinier de bien des camarades, je dois déclarer que depuis 20 ans je ne crois plus aux vertus des grèves classiques poursuivant le but unique de provoquer l'augmentation des salaires.

Pour deux raisons principales :

a) — Les salaires sont toujours rattrapés et dépassés par les prix. Ils participent ainsi, avec d'autres facteurs, à une inflation qui vient grossir les profits d'une part et *diminuer d'autre part le droit de consommation des économiquement faibles.*

Car, je me refuse à considérer les salariés comme les seuls à se prévaloir d'un droit de priorité.

Tous les consommateurs ont le même droit même si on ne leur reconnaît pas le « minimum vital », cette idiotie spectaculaire et syndicaliste.

b) — La grève, dans mon esprit doit réaliser un mouvement d'entraide, de compréhension entre les salariés et les usagers. De telle façon que le matériel mis en question, que le service public mis en cause deviennent des traits d'union entre les grévistes et les usagers.

La grève pour augmentation des salaires se bornant à un arrêt du travail, c'est-à-dire à une privation de la consommation, de l'usage, à un caractère antisocial. Elle développe l'esprit de profit. Elle rompt la communauté d'intérêts entre producteurs et consommateurs ou usagers. Elle vise un gain et provoque une privation universelle.

Ce qui rend la grève désagréable à la population, c'est qu'elle impose la privation.

Son principe n'est pas mis en cause, mais ses effets immédiats sont condamnés.

Prenez un exemple : la grève du métro.

Des milliers d'ouvriers, d'employés, de besogneux ont été mis dans l'impossibilité de circuler, de se rendre à leur travail, de gagner leur vie... Et, demain, leur transport deviendra plus onéreux. C'est tout. C'est peu et c'est trop.

Sur le plan social, peut-on espérer que les employés du métro sentiront se fortifier en eux le sentiment de solidarité, le sens de l'humain ? Pas du tout. La grève ne fut pas éducatrice.

Imaginons au contraire que cette grève ait voulu démontrer qu'un service public appartient à tous, et que, par là, tous devaient s'associer afin qu'employés et usagers deviennent les artisans solidaires d'une conception nouvelle du droit à la vie.

Les employés du métro eussent lancé par tous les moyens de publicité un appel au peuple de Paris, ainsi conçu :

Camarades usagers du métro ! Vous participez comme nous à une vie de plus en plus dure. Le droit de consommation de chacun et de tous est violé par des privilèges de plus en plus puissants et insolents.

Notre pouvoir d'achat s'effrite. Le

vôte également. Si l'on nous refuse le salaire indispensable à notre entretien, nous avons le droit d'exiger des pouvoirs publics qu'ils nous distribuent gratuitement ce que nous ne pouvons acheter.

Nous admettons que la monnaie cesserait d'être une nécessité si la distribution gratuite des richesses de la production devenait le facteur d'un ordre social.

Consentis de nos devoirs et de nos droits nous déclarons la grève sans limitation de durée.

Grève active, grève féconde, grève populaire. Grève des esprits et des cœurs.

Les services seront assurés sans restriction.

Chacun de nous à son poste. Les transports seront gratuits. Et cette gratuité, nous l'espérons sera défendue et protégée par tous les employés et tous les usagers.

Avec Tous : Vive la Grève !

J'ai écrit : Imaginons. Je peux conclure : essayez dans tous les services publics, et VOUS ASSISTEREZ BIENTOT A LA REVOLUTION LA PLUS HUMAINE, LA PLUS CONSCIENTE DE TOUS LES TEMPS.

Essayez, camarades !

Arrachez-vous à l'étreinte de l'égoïsme professionnel. Jetez dehors vos bureaucraties syndicalistes. A des temps nouveaux adaptez des moyens nouveaux.

A l'heure où la productivité s'enorgueillit de pouvoir dépasser les besoins des hommes, il ne s'agit plus de compter, de gagner, de conquérir des privilèges égoïstes, mais d'étendre à tous l'euphorie de la jouissance.

Le Paradis se perd dans un ciel que le génie conquiert, mais il peut se construire, s'édifier rapidement sur les ruines d'une civilisation corrompue, qui se maintient par le consentement abêti et stupide de ses millions d'esclaves.

Le Salariat ne conduit pas à la Liberté, c'est une chaîne qu'il faut s'approprier à briser.

Le mal n'est pas dans vos maîtres mais en vous.

Quand vous vous serez élevés jusqu'à comprendre la grandeur et l'efficacité de la solidarité, de la victoire sur vous-même, surgira la vraie libération, celle de tous les hommes.

J. Bonhomme

BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,
NOM
Prénoms
demeurant
déclare souscrire un abonnement de (1)
au « Combat Syndicaliste ».
Le
SIGNATURE

Envoyez les sommes au C. C. P. Paris 11.833.32
J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne - Paris (9^e)
(1) 12 numéros : 220 fr. — 24 num. : 430 fr. — 48 num. : 850 fr.

Nous avons glané POUR VOUS

« LA GRANDE RELEVÉ » (13.6.1959)
A propos de la limitation des naissances.

Les articles de M. Dubois sur la question tant débattue de la limitation des naissances me paraissent appeler quelques commentaires.

D'une part, si la loi de Malthus est actuellement dépassée, et si l'abondance créée par le développement du machinisme doit mettre un jour les habitants de la Terre à l'abri de la famine, nous n'en sommes, hélas ! pas encore là, même en France où nos richesses, si elles étaient bien distribuées, devraient suffire à nourrir notre population, et il me semblerait sage d'organiser cette distribution entre les habitants actuels avant de provoquer l'accroissement immodéré de leur nombre.

Mais c'est sur un autre aspect du problème que je voudrais attirer l'attention des lecteurs de « La Grande Relevé ».

Le professeur indien cité par Alfred Sauvy répond à son interlocuteur américain en défendant les droits de l'individu, mais uniquement de l'individu masculin.

Un seul point de vue semble avoir été complètement oublié, c'est celui de la femme. Or cet oubli est pour le moins surprenant lorsqu'il s'agit de procréation !

En effet, si l'abondance promise doit écartier toutes nos craintes anciennes et réduire à néant les arguments de prudence des malthusiens, la multiplication incontrôlée des naissances reste, pour la femme, un esclavage qui la ramène au rang de la bête.

Et si ce n'est plus au nom de l'économie générale, c'est encore au nom de la liberté de la femme d'être mère à son gré que nous devons réclamer impérieusement le droit à la limitation des naissances.

Si le malthusianisme est dépassé, l'eugénisme reste d'actualité. Et la loi inique de 1920, qui n'a pas encore été abolie, met la France dans une situation ridicule par rapport à son degré d'évolution dans la civilisation moderne.

Cette loi répressive, molestant les femmes individuellement, n'a d'ailleurs aucune valeur d'intérêt général, et elle va à l'encontre de son but en provoquant le développement des dangereuses pratiques clandestines de limitation des naissances.

L'expérience qui se poursuit en Angleterre prouve au contraire que l'éducation eugénique ne conduit pas, en définitive, à une diminution, mais à un accroissement du nombre des naissances — et des naissances désirées, donc heureuses.

Et quand bien même la liberté des pratiques contraceptives et de l'avortement devrait produire en France un léger recul dans l'accroissement de la population, ce recul ne pourrait être que

passager, et le « vieillissement » dont nous menace Alfred Sauvy me paraît moins redoutable que la dégénérescence due actuellement à la reproduction sans limite des malades et des alcooliques !

Mais quel parti politique osera mettre à son programme l'abrogation de la loi de 1920 ?

Le M.F.A. en tout cas, devrait avoir cette audace.

Mireille NELLY-ROUSSEL

Vous avez bien lu ! Ce texte est extrait de « La Grande Relevé ». Nous ne comprenons plus car ayant toujours défendu le point de vue développé ci-dessus par Mireille Nelly-Roussel, nous avons chaque fois encouru la réprobation, la colère même des abondancistes de toutes nuances.

Rendons hommage à l'auteur à qui il semble sage d'organiser la distribution des ressources entre les habitants actuels de la planète avant de provoquer l'accroissement immodéré de leur nombre.

Indiquons que n'étant pas parti politique nous ne pouvons mettre à notre programme l'abrogation de la loi de 1920 mais que nous continuerons, au nom du droit des gens à disposer librement de leur corps, à lutter en utilisant les moyens qui nous paraissent les plus valables contre les méfaits de cette « loi scélérate ».

« LE JOURNAL DE DIMANCHE » (21.6.1959)

M. Jacques Rueff réclame des mesures contre le crédit trop cher. Le plus abusif des monopoles.

« Nous avons un conseil national du crédit. L'essentiel de son travail est d'éditer un fascicule qui s'intitule : « Conditions de la banque de Paris » et qui fixe les taux d'intérêt minima en vertu d'une loi de Vichy du 23 juin 1944. Résultat ? Voici le dénouement d'une avance bancaire à trois mois. Le client a payé un intérêt de 15 %... »

« Ce que je réclame du gouvernement, ce qui est la condition de l'expansion véhémente et joyeuse » c'est que l'on se décide à briser le cartel des banques qui maintient l'argent cher quand l'argent est maintenant en abondance et la monnaie stable. C'est pour cela que je lutte depuis des mois. La liberté économique exige que l'on détruise les monopoles et, d'abord, le plus onéreux de tous, celui des banques ».

Quelle mouche a bien pu piquer le « père de la stabilisation du franc », comme le dénomme « Le Journal du Dimanche ».

Qu'importe, sa déclaration ne manque pas de poids car Jacques Rueff est un spécialiste très versé dans les questions financières et au courant de toutes les opérations effectuées par les usagers de la banque. N'était-il pas, en effet, sous-gouverneur de la Banque de France en 1939 ?

Librairie C. N. T.

- BROCHURES**
- La contre-révolution Etatiste (Ernestan), prix : 40 fr. ; franco : 50 fr.
 - Valeur de la Liberté (Ernestan), prix : 100 fr. ; franco : 125 fr.
 - Socialisme et Humanisme (Ernestan), prix : 80 fr. ; franco : 105 fr.
 - Le salariat (P. Kropotkine), prix : 25 fr. ; franco : 35 fr.
 - Catalogue libertaire ; que sont la C. N. T. et la F.A.I. (A. et D. Prudhommeaux), prix : 80 fr. ; franco : 105 fr.
 - Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme (P. Besnard), prix : 25 fr. ; franco : 35 fr.
 - Le Communisme (et la hiérarchie en U.R.S.S.) (G. Leval), prix : 120 fr. ; franco : 145 fr.
 - L'Anarchisme et l'Abondancisme (G. Leval), prix : 50 fr. ; franco : 60 francs.
 - Les buts et l'organisation du Syndicalisme Révolutionnaire (C.G.T. S.R.), prix : 50 fr. ; franco : 75 fr.
 - L'Anarchie (Malatesta), prix : 60 francs ; franco : 85 fr.
 - La Société sans Etat (G. Berneri), prix : 50 fr. ; franco : 60 fr.
 - Les Anarchistes face à la Technocratie (S. Parane), prix 50 fr. ; franco : 60 fr.
 - Le syndicalisme et l'Etat (E. Rotot), prix : 50 fr. ; franco : 60 fr.
 - Les Bulgares parlent au Monde (les anarchistes sous l'occupation Bolcheviste) - (C.A.A.B.), prix : 50 fr. ; franco : 75 fr.
 - Union Sacrée 1914. (Rosmer et Modiano), prix : 80 fr. ; franco : 105 fr.
 - Réponse aux paroles d'une croyante (S. Faure), prix : 30 fr. ; franco : 40 fr.
 - Les propos subversifs (S. Faure), chaque exemplaire : prix : 40 fr. ; franco : 50 fr.
- LIVRES : HISTOIRES ET DOCUMENTS**
- L'indispensable Révolution (G. Leval), prix : 300 fr. ; franco : 360 fr.
 - Le Monde Nouveau (P. Besnard), prix : 250 fr. ; franco : 295 fr.
 - L'Éthique du Syndicalisme (P. Besnard), prix : 150 fr. ; franco : 210 francs.
 - La Paix (P. Besnard), prix 150 fr. ; franco : 210 fr.
 - Mon opinion sur Dieu (S. Faure), prix : 250 fr. ; franco : 295 fr.
 - L'imposture Religieuse (S. Faure), prix : 400 fr. ; franco : 460 fr.
 - Le Syndicalisme Révolutionnaire Paul Delesalle (J. Maitron), prix : 550 fr. ; franco : 610 fr.
 - Féminisme et Mouvement ouvrier (George Sand) (E. Dolleaux), prix : 420 fr. ; franco : 480 fr.
 - Essai sur la condition ouvrière 1900-1950 (M. Collinet), prix : 510 fr. ; franco : 570 fr.
 - Juin 36 (J. Danos et M. Gibelin), prix : 550 fr. ; franco 610 fr.
 - L'Internationale Chrétienne (P. Le-franc), prix : 370 fr. ; franco : 415 fr.
 - Mouvement ouvrier et socialiste - L'Espagne (1750-1936) (R. Lambert), prix : 645 fr. ; franco : 705 francs.
 - Eugène Humbert (J. Humbert), prix : 400 fr. ; franco : 490 fr.
 - Vie et Mort des Corporations (J. Jacques), prix : 150 fr. ; franco : 195 francs.

CAMARADE, AMI LECTEUR,
Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».

LA REDACTION

RETROSPECTIVES ET... PERSPECTIVES

(suite de la page 1.)

les gogos de congrès, puis allant se mettre aux ordres des vrais maîtres du régime.

On se bat pour quelque chose de noble. On ne se bat pas pour des Lacoste, des Mollet, et les centaines d'autres fifres ou sous-fifres avides d'honneurs, de richesses et de puissance, et à l'affût de toutes les combines malpropres pour parvenir. Car le révolutionnarisme, pour « l'élite » des partis, est devenu un métier. Un métier qui nourrit assez bien son homme dans les petits parlements que sont les Conseils Municipaux et Généraux où l'on décide des constructions de bâtiments publics, ponts, routes, captation d'eaux, écoles, hôpitaux, etc... Mais le nourrit infiniment mieux et peut le conduire à la fortune dans les grands Parlements comme la Chambre ou le Sénat ou la défunte Union Française. Par centaines nos « révolutionnaires professionnels » y sont devenus ministres, Haut-Commissaires, Gouverneurs, Ambassadeurs, Préfets, etc..., trainant dans leur sillage des séqueles de « camarades », Directeurs ou attachés de cabinets, secrétaires généraux ou délégués aux missions et quantité d'autres trucs. Un Aurélien est même devenu Président de cette République bourgeoise honnie sans renier ni être renié de son parti comme Milleland.

Peut-on dire que les fous qui admettent cela sont les mêmes fous que celles de la 1^{re} Internationale ou de la Commune de Paris ? Non.

A l'installation de cette dernière un élu demanda quel serait le salaire des membres de la Commune. Ce à quoi, un autre, superbe, rétorqua : « Un bon ouvrier gagne 5 francs par jour. Il n'y a pas de raison qu'un élu du peuple gagne davantage ».

Cette proposition fut adoptée à l'unanimité, si j'ai bonne mémoire. Les élus de la Commune eurent cent sous par jour.

Pour saisir que notre monde du travail n'est plus celui d'il y a 50 ou 80 ans, c'est que plusieurs stades l'ont transformé depuis. La fin du siècle dernier, 1914, l'entre-deux guerres, 1936, l'après-guerre, notre époque actuelle prélué elle-même d'une transformation, bien plus grande sont des étapes d'un monde nouveau qui se cherche. La classe ouvrière diminue constamment grâce au machinisme et diminuera plus encore demain — et quand je dis demain je veux dire dans les toutes prochaines années — grâce à l'atome et à l'automatisation. Dans 20 ans le monde du travail sera à nouveau totalement différent de celui d'aujourd'hui qui vit dans la semi-indifférence. Une séquelle de postes salariés qui n'auront rien à voir avec le monde des producteurs s'échelonnnera entre celui-ci et le monde capitaliste, lui-même transformé et plus ou moins démocratisé.

Cette séquelle de postes salariés — que l'on voit pointer déjà — sera faite de postes administratifs et de contrôle de plus en plus envahissants. Ces postes nécessiteront des connais-

sances solides et surtout techniques. Ses membres évolueront dans un milieu et une atmosphère totalement différents de celui des producteurs proprement dit et ils ne se sentiront que de lointaines attaches avec ce qui restera de la classe ouvrière de jadis, elle-même transformée à 1.000 pour cent, au point que ne sera pas concevable pour elle ce qu'ont pu endurer ses ancêtres.

Or, en face de ces profondes transformations économiques, sociales et morales, créant une psychologie nouvelle, nous en sommes toujours à des principes élaborés il y a un siècle et à préconiser, pour faire aboutir ces principes, des moyens qui ont le même âge.

C'est là où est le déconcertant. Nous n'avons pas évolué. Certes, Varlin, Bakounine, James Guillaume et la fraction anarchiste de la 1^{re} Internationale avaient raison de lutter contre les déviationnistes marxistes qui, en adoptant la formule du parlementarisme, allaient faire s'embourber la classe ouvrière qui n'a pu en sortir ni réaliser sa révolution dans aucun pays. Il est difficile de concevoir qu'elle puisse la réaliser aujourd'hui par les moyens préconisés autrefois et parfaitement valables pour l'époque.

Il serait risible, de nos jours, de voir un Blanqui et un Eudes, s'emparer d'un poste pour avoir des fusils et, à la tête de cent copains décidés partir à la conquête de Paris avec leur cent pétroliers. Et pourtant, Blanqui aurait pu réussir. Un soulèvement pouvait gagner de proche en proche, de quartier en quartier pour, finalement, lui donner une armée.

Aujourd'hui, sa troupe de départ serait cernée et réduite en moins d'une demi-heure. Il n'y avait même pas le téléphone du temps de Blanqui. De nos jours les voitures-radio de police sillonnent les rues. Les réseaux transmettent en quelques secondes et, en quelques minutes, si c'est sérieux, les blindés peuvent être là.

Au temps de la Commune un combattant derrière sa barricade de pavés était presque à égalité avec le représentant de l'ordre. Ils avaient un fusil tous les deux. Le canon, il est vrai, pouvait démolir la barricade. Mais comme cela prenait un certain temps l'insurgé pouvait se défilier par les ruelles étroites et les passages qui n'existent plus, gagner une autre barricade ou en édifier une nouvelle rapidement avec le concours des habitants de la rue qui formaient une communauté de la misère. Choses impossibles aujourd'hui car ce que l'on appelle la classe ouvrière n'est plus qu'une cascade de classes n'ayant plus les intérêts uniformes ni les mêmes idéaux.

Tout est changé. Il n'y a même plus de pavés dans les rues !

On a pu voir, en 36, des camions ou de simples voitures prenant leur élan des rues adjacentes, un anarchiste au volant, foncer sur les mitrailleuses braquées dans toutes les directions sur la Place de Catalogne à Barcelone. Cette victoire ne serait plus possible de nos jours car la voiture viendrait s'écraser

sur les blindés porteurs de mitrailleuses ou de canons légers.

Les optimistes m'objecteront que l'on pourrait s'emparer des blindés et des engins modernes. Certainement. Mais qui les ferait marcher ? Les engins de destructions modernes comportent tous plusieurs spécialistes. L'avion a son ou ses pilotes, son navigateur, son radio, ses tireurs. Chacun est un spécialiste indispensable dont la formation a été relativement longue. Pour les blindés il en est de même, ainsi que pour tout ce qui touche à l'organisation dans ses détails. On m'objectera qu'un civil est un ancien militaire. Oui, mais un ou deux ans après sa démobilisation il ne pourrait plus tenir le poste qu'il tenait auparavant sans un nouvel apprentissage tant les engins se démodent rapidement. C'est pourquoi, du reste, l'on fait des conditions extrêmement avantageuses aux militaires de carrière qui, autrefois, étaient des minables.

Le révolutionnarisme de nos pères est impensable de nos jours. Budapest, insurgée avec son armée, fut liquidée en deux jours. Le fait est là. Indiscutable.

Même les arguments d'ordre sentimentaux ne peuvent être les mêmes dans la propagande. La Bonne Louise ou Sébast, écrivant de nos jours, ne pourraient plus invoquer l'ouvrier malade ou blessé durant son travail et absolument sans secours, la mère abandonnée et ne pouvant nourrir son enfant, la fille mère traquée, le vieux travailleur mourant d'inanition. Il n'y a plus de Steinen pour illustrer ces scènes, parce que ces scènes ont disparu. Les voleurs d'un pain pour manger et que l'on condamne à des années de prison ne se voient plus. Victor Hugo, de nos jours, ne pourrait plus inventer Jean Valjean.

On me dira, et je le sais, que l'allocation du vieux travailleur n'est pas suffisante pour qu'il coule ses dernières années en homme heureux. Je répondrai que le principe est admis puisqu'il touche une retraite. Si elle est trop faible c'est aux organisations à en faire relever le taux. En Australie, je l'ai vu sur place, un vieux travailleur touchait six livres par semaine. Avec cinq livres il pouvait avoir chambre et nourriture dans une pension modeste, certes, mais néanmoins confortable. S'il avait un logement personnel et qu'il popote lui-même c'est de deux à trois livres par semaine qu'il disposait. Presque la moitié de sa retraite. Mais en Australie un manoeuvre gagnait (à ce moment là et je ne crois pas que cela ait beaucoup changé) 15 à 16 livres par semaine, un ouvrier spécialiste de 18 à 20 et un homme de maîtrise (contremaître, chef d'atelier, etc.) de 22 à 24. Ce peu de différence de traitement entre catégories de travailleurs fait que les organisations syndicales sont puissantes. S'il y a grève c'est à 100 % qu'elle est effective. Elle est efficace, car lorsque les travailleurs se mettent en grève c'est avec la volonté individuelle bien arrêtée d'aller jusqu'au bout et de la gagner. Les employeurs et dirigeants les savent. Aussi évitent-ils le plus souvent que la grève se produise en donnant ce qui est demandé et justifié par des arguments.

Comment trouver une unité en France avec des manoeuvres à 30.000 frs par mois, des super manoeuvres à 40 ou 45.000, des OS 1, des OS 2, des OS 3, des P.1, P.2, P.3 et j'en passe, qui font 60, 70, 80, 100 et 120.000 frs, avec des agents de maîtrises qui échelonnent de 150 à 300.000 francs ?

Quelle unité peut-on réaliser avec cette foule dont une partie est satisfaite, une à demi satisfaite, une autre qui ne l'est pas mais s'en contente, une autre qui ne s'en contente pas, etc.

Si l'on réclame 20 % d'augmentation, par exemple, le manoeuvre à 30 mille calcule que cela lui fera 6.000 fr. Mais il calcule aussi que cela fera 24 mille au spécialiste à 120.000. Car, dans la hiérarchie du travail il y a les double portions, les triples portions et les quadruple portions. Le manoeuvre calcule également, s'il y a projet de grève, qu'il n'a pas — et pour cause — un sou d'économie. Que son confrère à 120.000 doit en avoir, lui, et que, par conséquent, il franchira allégrement cette passe. Mais lui, comment la franchira-t-il si la grève doit durer un ou deux mois ? Au cas où il ne se poserait pas ces questions on se chargerait, à la maison, de les lui poser.

On lui dira même, peut-être, que si tôt l'augmentation obtenue les prix vont grimper et que son nouveau salaire, sous ce rapport et s'il a obtenu satisfaction, sera peut-être inférieur à l'ancien.

Non, la situation n'est pas celle de 1914 où le compagnon gagnait 5 francs et le garçon 4,25. Ni celle de l'après-guerre (la première) où le manoeuvre avait 3,25 de l'heure, l'ouvrier spécialisé 3,50, et le compagnon 3,75. A qui la faute ?

Je n'ai pas de panacée à proposer pour remédier à la situation désastreuse présente où les organisations syndicales se sont laissées embourber. C'est l'affaire des congrès des organisations.

Il est un fait certain, selon moi, et ceci est encore parallèle à toutes les anomalies citées plus haut c'est que la grève générale des *grands Services Publics* dressé une partie de la population contre l'autre et il serait à étudier dans quelle mesure cela n'est pas voulu ?

On a pu voir, il n'y a pas tellement longtemps, la grève des chemins de fer éclater en plein moment du retour des congés payés. Dans toutes les gares, des centaines d'ouvriers se trouvaient en panne, la plupart démunis d'argent, campant au petit bonheur et se nourrissant de pain frais.

Les bourgeois, eux, s'en fichaient. Ils ont leurs autos personnelles. En somme, une grève de travailleurs dont seules d'autres catégories de travailleurs faisaient les frais et étaient victimes. Il en fut de même pour le gaz. Mais alors, me dira-t-on, tu es contre la grève ? Si les grèves dans la formule moderne doivent être dirigées contre les travailleurs ce sont alors de drôles de grèves.

La grève de la S.N.C.F., je pense, aurait pu être faite autrement. Deux essais faits après la libération avaient réussi, dans le métro à 100 %. Il s'agissait, pour l'organisation syndicale (ou les organisations syndicales) de

donner l'ordre de grève uniquement aux vendeurs de tickets et aux poinçonneurs des portillons. Pour le reste : tout le monde à son poste. C'était peut-être moins spectaculaire, mais on s'en prenait uniquement et directement au coffre fort. La victoire était donc certaine. Les usagés du métro étaient ravies. Ils voyageaient à l'œil. Il n'y avait pas de danger qu'ils pestent contre les employés du métro comme ces multitudes de prolétaires laissés en panne à Bergerac ou à Carpentras pestant contre les cheminots de la S.N.C.F.

On a vu encore la grève des douaniers basée sur la même méthode. Tout le monde à son poste, sauf ceux chargés d'ouvrir les valises et paquets ou pratiquer la fouille. Cela dura 24 heures. Pendant ce laps de temps, trop court pour eux, les fraudeurs purent s'en donner à cœur joie. Si cela avait duré on aurait vu un spectacle étonnant et permanent des deux côtés de la frontière.

La première du métro dura deux jours et la deuxième un jour seulement. C'était trop beau. C'est sans doute pourquoi les organisations syndicales n'ont pas persisté dans cette voie. C'est tellement mieux d'en revenir aux méthodes 1900. Pour une fois l'on avait trouvé une formule merveilleuse qui mettait du côté des grévistes toute la population. Une grève où tout marchait sauf les rentrées d'argent des exploités. Une grève sûre d'aboutir en un temps record. Une méthode plus dangereuse pour le patronat que les manifestations les plus tumultueuses et menaçantes. Une grève où les forces de coercition ne pouvaient rien puisque, en réalité, 95 % du personnel travaillait !!!

En revenant aux vieilles méthodes on saignera la corporation à blanc comme autrefois. Le dégoût s'empare de la masse. C'est pourquoi l'on voit périodiquement, selon les grands événements, les syndicats s'enfler de 5 ou 6 millions d'adhérents puis, à la suite d'un désastre, tomber pendant des années à quelques centaines de milliers de corporants et à l'impuissance.

Tout cela parce que le syndicalisme est scellé par les partis. Les partis se servent du syndicalisme mais ne le servent pas. Les masses ont laissé les partis dits révolutionnaires mettre la main sur leurs organisations. Dans la plupart des cas et dans les hautes sphères syndicales, les dirigeants syndicaux sont aussi les dirigeants des partis et, pour eux, le parti passe avant le syndicat. Que peut, en effet, leur offrir le syndicat ? peu de choses. Le parti, au contraire, peut les monter au pinacle, en faire des ministres et même des Présidents de la République. En cas d'échec électoral momentané ou définitif, le parti, presque toujours avec l'assentiment de ses adversaires au pouvoir qu'il semble, cependant, combattre avec acharnement, trouvera en faveur du blaboué une place administrative lucrative ou, au pis aller, le casera dans une permanence syndicale importante en attendant mieux.

(A suivre)

(1) Voir « Le Combat Syndicaliste » N. 155.

PARLER MOINS, AGIR PLUS !

(suite de la page 1.)

exactement renseignés sur la vie de l'organisation ils y remédieraient certainement. Malheureusement, les responsables sur le plan international qui pourraient le faire efficacement, restent, en raison de leur fonction, obligatoirement muets, ou presque, pour éviter d'être accusés de « prendre position », comme ce fut trop souvent le cas.

Les erreurs accumulées, répétées lors de chaque congrès, risquent, nous le soulignons continuellement, de devenir mortelles, d'autant plus que loin de synchroniser leurs activités, les sections, sans doute par méfiance collective amplifient leur isolement.

L'instauration du fascisme en France n'est pas pour améliorer la situation, alors qu'elle aurait dû galvaniser les énergies. Ce pays n'a plus grand chose à envier à l'Espagne, s'il reste encore quelque chose ; ceux qui en doutent encore peuvent solliciter l'avis des « Français à part entière » que sont les musulmans d'Algérie. Ils admettront peut-être après que nous sommes dans le vrai.

Pas un membre de l'A.I.T. n'aurait dû, depuis le 13 mai se trouver autre part qu'à nos côtés pour faire face au despotisme qui s'instaurait. Disons, pour ne faire de peine à personne, que tout le possible n'a pas été fait sur ce point. Nous en avons ressenti une assez vive déception ; l'absence de compréhension de certains a été,

et reste, notoire. Heureusement, d'autres ont admirablement défini où se situait leur place et ont fait la démonstration des possibilités énormes que pourraient être les nôtres.

Car nous persistons à croire, malgré les affirmations d'une multitude de déviationnistes, de l'anarcho-syndicalisme n'est pas dépassé et qu'il est susceptible de devenir une force irrésistible.

Si la majorité du prolétariat nous boude actuellement c'est parce qu'on a falsifié son éducation économique, sociale, politique, ou même nous ignore totalement. C'est à nous qu'il appartient de faire le nécessaire, de rétablir la vérité et de nous faire connaître.

Pour aboutir, il faut surtout CROIRE EN NOS POSSIBILITES, travailler beaucoup, intelligemment, sans dispersion d'efforts ; éviter aussi d'invoquer trop souvent des cas pour s'abstenir, en un mot avoir un comportement révolutionnaire.

A ce prix-là, tous les espoirs sont permis, y compris celui de voir disparaître la totalité des despotes dont Franco constitue le plus répugnant spécimen. Sinon, nous pourrions continuer longtemps encore à ajouter chaque année une barre supplémentaire à la comptabilité des 19 juillet vécus sous le signe du despotisme, à laquelle nous pourrions ajouter celles des 13 mai.

Raymond FAUCHOIS

Douze preuves de l'inexistence de Dieu (1)

DEUXIEME ARGUMENT :

LA MULTIPLICITE DES DIEUX ATTESTE QU'IL N'EN EXISTE AUCUN

Le Dieu-gouverneur est et doit être puissant et juste, infiniment juste. Je prétends que la multiplicité des religions atteste qu'il manque de puissance ou de justice.

Négligeons les dieux morts, les cultes abolis, les religions éteintes. Celles-ci se chiffrent par milliers et par milliers. Ne parlons que des religions en cours.

D'après les estimations les mieux fondées, il y a, présentement huit cents religions qui se disputent l'empire des deux milliards de consciences qui peuplent notre planète. Il n'est pas douteux que chacune s'imaginer et proclame que, seule, elle est en possession du Dieu vrai, authentique, indiscutable, unique, et que tous les autres Dieux sont des Dieux pour rire, de faux Dieux, des Dieux de contrebande et de pacotille, qu'il est œuvre pie de combattre et d'écraser.

J'ajoute que, n'y eût-il que cent religions au lieu de huit cents, n'y en eût-il que dix, n'y en eût-il que deux, mon raisonnement garderait la même vigueur. Eh bien ! je dis que la multiplicité de ces Dieux atteste qu'il n'en existe aucun, parce qu'elle certifie que Dieu manque de puissance et de justice.

Puissant, il aurait pu parler à tous aussi aisément qu'à quelques-uns. Puissant, il aurait pu se montrer, se révéler à tous sans plus d'efforts qu'il ne lui en a fallu pour se révéler à quelques-uns.

Un homme — quel qu'il soit — ne peut se montrer, ne peut parler qu'à un nombre limité d'hommes ; ses cordes vocales ont une puissance qui

ne peut excéder certaines bornes ; mais Dieu !...

Dieu peut parler à tous — quelle qu'en soit la multitude — aussi aisément qu'à un petit nombre. Quand elle s'élève, la voix de Dieu peut et doit retentir aux quatre points cardinaux. Le verbe divin ne connaît, ni distance, ni obstacle. Il traverse les océans, escalade les sommets, franchit les espaces sans la plus petite difficulté.

Puisqu'il lui a plu — la religion l'affirme — de parler aux hommes de se révéler à eux, de leur confier ses desseins, de leur indiquer sa volonté, de leur faire connaître sa loi, il aurait pu parler à tous sans plus d'effort qu'à une poignée de privilégiés.

Il ne l'a pas fait, puisque les uns le nient, puisque d'autres l'ignorent, puisque d'autres, enfin, opposent tel Dieu à tel de ses concurrents. Dans ces conditions, n'est-il pas sage de penser qu'il n'a parlé à aucun et que les multiples révélations ne sont que de multiples impostures. Ou encore que, s'il n'a parlé qu'à quelques-uns, c'est qu'il n'a pas pu parler à tous ?

S'il en est ainsi, je l'accuse d'impuissance. Et, si je ne l'accuse pas d'impuissance, je l'accuse d'injustice.

Que penser, en effet, de ce Dieu qui se montre à quelques-uns et se cache aux autres ? Que penser de ce Dieu qui adresse la parole aux uns et, pour les autres, garde le silence ? N'oubliez pas que les représentants de ce Dieu affirment qu'il est le Père et que, tous, au même titre et au même degré, nous sommes les enfants bien-aimés du Père qui régit dans les cieux.

Eh bien ! que pensez-vous de ce père qui, plein de tendresse pour quelques privilégiés, les arrache, en se ré-

velant à eux, aux angoisses du doute, aux tortures de l'hésitation, tandis que, volontairement, il condamne l'immense majorité de ses enfants aux tourments de l'incertitude ? Que pensez-vous de ce père qui se montre à une partie de ses enfants dans l'éclat éblouissant de sa Majesté, tandis que, pour les autres, il reste environné de ténèbres ? Que pensez-vous de ce père qui, exigeant de ses enfants un culte, des respects, des adorations, appelle quelques élus à entendre la parole de Vérité, tandis que, de propos délibéré, il refuse aux autres cette insigne faveur ? Si vous estimez que ce Père est juste et bon, vous ne serez pas surpris que mon appréciation soit différente.

La multiplicité des religions proclame donc que Dieu manque de puissance ou de justice. Or, Dieu doit être infiniment puissant et infiniment juste ; les croyants l'affirment. S'il lui manque un de ces deux attributs : la puissance ou la justice, il n'est pas parfait. S'il n'est pas parfait, il n'existe pas. La multiplicité des Dieux démontre donc qu'il n'en existe aucun.

TROISIEME ARGUMENT :

DIEU N'EST PAS INFINIMENT BON : L'ENFER L'ATTESTE

Le Dieu-gouverneur ou Providence est et doit être infiniment bon, infiniment miséricordieux. L'existence de l'enfer prouve qu'il n'est pas.

Suivez bien mon raisonnement : Dieu pouvait — puisqu'il est tout puissant — nous créer tous bons ; il a créé des bons et des méchants, Dieu pouvait — puisqu'il est bon — nous admettre tous dans son paradis, après notre mort, se contentant de ce temps d'épreuves et de tribulations que nous

passons sur la terre. Dieu pouvait en-

fin — parce qu'il est juste — n'admettre dans son paradis que les bons et en refuser l'accès aux pervers, mais anéantir ceux-ci à leur mort plutôt que de les vouer à l'enfer.

Car, qui peut créer peut détruire ; qui a le pouvoir de donner la vie, a celui d'anéantir.

Voyons : vous n'êtes pas des dieux. Vous n'êtes pas infiniment bons, ni infiniment miséricordieux. J'ai, pourtant, la certitude, sans que je vous attribue des qualités que vous ne possédez peut-être pas, que, s'il était en votre pouvoir, sans qu'il vous en coûtât un effort pénible, sans qu'il en pût résulter pour vous ni préjudice matériel, ni dommage moral, si, dis-je, il était en votre pouvoir, dans les conditions que je viens d'indiquer, d'éviter à un de vos frères en humanité, une larme, une douleur, une épreuve, j'ai la certitude que vous le feriez. Et cependant, vous n'êtes ni infiniment bons, ni infiniment miséricordieux ! Seriez-vous meilleurs et plus miséricordieux que le Dieu des chrétiens ?

Car enfin, l'enfer existe. L'Eglise l'enseigne ; c'est l'horifique vision à l'aide de laquelle on épouvante les enfants, les vieillards et les esprits craintifs, c'est le spectre qu'on installe au chevet des agonisants, à l'heure où l'approche de la mort leur enlève toute énergie et toute lucidité.

Eh bien ! Le Dieu des chrétiens, Dieu qu'on dit être de pitié, de pardon, d'indulgence, de bonté de miséricorde, précipite une partie de ses enfants — pour toujours — dans ce séjour peuplé des tortures les plus cruelles, des supplices les plus indicibles.

Vous connaissez cette parole des Ecritures : « Il y aura beaucoup d'appelés, mais fort peu d'élus ». Cette parole signifie, si je ne m'abuse, qu'infiniment sera le nombre des élus et considérable le nombre des damnés. Cette affirmation est d'une cruauté si monstrueuse qu'on a tenté de lui donner un autre sens.

Peu importe : l'enfer existe et il est évident que des damnés en grand ou petit nombre — y endureront les plus douloureux tourments. Demandons-nous à qui peuvent être profitables les tourments des damnés.

Serait-ce aux élus ? — Evidemment non ! Par définition les élus seront justes, les vertueux, les fraternels, les compatissants, et on ne saurait supposer que leur félicité, déjà inexplicable, serait accrue par le spectacle de leurs frères torturés.

Serait-ce aux damnés eux-mêmes ? Pas davantage puisque l'Eglise affirme que le supplice de ces malheureux ne finira jamais et que, dans des milliards de siècles, leurs tourments seront intolérables comme au premier jour.

Alors ?...

Alors, en dehors des élus et des damnés, il n'y a que Dieu, il ne peut y avoir que lui. C'est donc à Dieu que seraient profitables les souffrances des damnés ? C'est donc lui, ce père infiniment bon, infiniment miséricordieux, qui se repaîtrait sadiquement des douleurs auxquelles il aurait volontairement voué ses enfants ?

Ah ! s'il en est ainsi, ce Dieu m'apparaît comme le bourreau le plus féroce, comme le tortionnaire le plus implacable que l'on puisse imaginer. L'enfer prouve que Dieu n'est ni bon, ni miséricordieux. L'existence d'un Dieu de bonté est incompatible avec celle de l'enfer.

Ou bien il n'y a pas d'enfer, ou bien Dieu n'est pas infiniment bon.

QUATRIEME ARGUMENT :

LE PROBLEME DU MAL

C'est le problème du mal qui me fournit mon quatrième et dernier argument contre le Dieu-gouverneur, en même temps que mon premier argument contre le Dieu-justicier.

Je ne dis pas : l'existence du mal, mal physique, mal moral, est incompatible avec l'existence de Dieu ; mais je dis qu'elle est incompatible avec l'existence d'un Dieu infiniment puissant et infiniment bon.

Le raisonnement est connu, ne serait-ce que par les multiples réfutations — toujours impuissantes du reste — qu'on lui a opposées. On le fait remonter à Epicure. Il a donc déjà plus de vingt siècles d'existence ; mais si vieux qu'il soit, il a gardé toute sa vigueur.

Le voici : Le mal existe ; tous les êtres sensibles connaissent la souffrance. Dieu qui sait tout ne peut pas l'ignorer. Eh bien ! de deux choses l'une : ou bien Dieu voudrait supprimer le mal, mais il ne le peut pas ; ou bien Dieu pourrait supprimer le mal, mais il ne le veut pas.

Dans le premier cas, Dieu voudrait supprimer le mal ; il est bon, il compatit aux douleurs qui nous accablent, aux maux que nous endurons. Ah ! s'il ne dépendait que de lui ! Le mal serait anéanti et le bonheur fleurirait sur la terre. Encore une fois, il est bon ; mais il ne peut supprimer le mal et, alors, il n'est pas tout puissant.

(à suivre)

(1) Voir « Le Combat Syndicaliste » numéros 152 à 155.

La grève avortée des cheminots

(Suite de la page 1)

bas le masque, car attribuer l'initiative de la réquisition au premier ministre Debré et à son comparse des Travaux Publics, manquerait de sérieux. Le responsable, l'unique responsable, c'est de Gaulle, qui prend ainsi place, derrière Briand, de Monzie, Morice qui recoururent dans le passé à la même méthode dictatorial, dans la triste lignée des ennemis du peuple.

De plus, la nouvelle trahison des responsables syndicaux ne fait de doute pour personne, et ne manquera pas d'amenuiser encore les effectifs de leur organisation respective. Car la trahison est certaine, tout le démontre : les entrevues en aparté de F.O. et de la C.F.T.C., Bothereau en tête, avec le gouvernement ; le motif, qui n'en est pas un, invoqué par les syndicats pour rapporter l'ordre de grève afin de « sauvegarder leur unité » ; le besoin de se justifier du secrétaire de la fédération C.G.T., Hernio, qui rejette sur F.O. et la C.F.T.C. l'annulation du mouvement, provoquant, de la part de ceux qu'il accuse, l'affirmation que si la C.G.T. n'avait pas signé ils ne l'auraient pas fait non plus.

Le comportement de F.O. et de la C.F.T.C. laisse songeur. Le contrepoids qu'elles constituent chaque fois qu'une action sociale s'engage aurait été jeté dans la balance pour rétablir l'équilibre rompu par la C.G.T. que l'affaire ne se serait pas développée autrement.

Qu'on n'aille surtout pas croire que nous essayons de blanchir la C.G.T. ; elle a manqué en l'occurrence du plus élémentaire courage ce qui prouve bien que la situation des travailleurs l'intéresse peu, ou pas du tout. Sa réaction eut été tout autre si un mot d'ordre lui avait été signifié par le parti communiste. Notons, de plus, qu'elle a fait preuve comme les autres d'ailleurs, d'une absence totale de sens des réalités en prétendant déclencher un mouvement prévu à de telles heures, qui ne pouvait toucher que la moitié des effectifs.

Et les cheminots, direz-vous, les « lampistes », quel a été leur comportement ? Ils ne réagissent pas en raison de la soudaineté de la capitulation des syndicats. Cependant, avouons qu'ils nous ont surpris. Sur les chantiers où nous avons accès il nous a été permis de définir que les cheminots étaient pleinement conscients de la gravité du moment, surtout après la réquisition et ils eussent sans doute étonné les plus sceptiques si l'ordre de grève avait été maintenu.

Nous avons enregistré des déclarations qui nous ont laissés rêveurs, car nous ne devons pas être complètement étrangers à leur diffusion : « Le mouvement était très mal préparé, c'est un fait. La prochaine fois — ceci dit le plus souvent d'un ton rageur qui ne laisse augurer rien de bon — il nous faudra mettre tous les atouts dans notre jeu ». « Nous en avons assez de tirer les marrons du feu pour que la hiérarchie les croque : 3.000 francs au lampiste, 25.000, ou beaucoup plus, au sommet, cela ne va plus ». Il y a longtemps, de nombreuses années que nous n'avions pas entendu de tels sons de cloches. Ils ne renferment certes pas la solution valable ; on parle beaucoup de Charte d'Amiens — qui n'est pour nous qu'un pis-aller — mais jamais d'abolition du salariat. Ce qui est dit haut contre la hiérarchie nous remet pourtant sur la voie ; tant mieux !

Les réformistes ne manquent pas, force de propagande démagogique à l'appui, de régir pour remettre tout le monde dans leur ligne. Aux « lampistes » de toutes professions de ne plus se laisser abuser ».

Certains diront que nous sommes heureux de cet échec parce qu'il nous permettra d'enregistrer l'adhésion de quelques mécontents. NON ! La C.N.T. n'a rien de commun avec les racleurs réformistes ; elle travaille avant tout à la diffusion des idées qui lui paraissent capables de provoquer l'amélioration de la condition humaine. Et puis, il n'y a pas lieu de s'enorgueillir d'une défaite, car c'est un peu son propre échec que la C.N.T. — trop faible numériquement pour reprendre le mouvement à son seul compte — a enregistré.

Nous l'avons dit, cet échec qui met

en jeu le maintien du droit de grève est important ; pourtant ne dramatisons pas, il a au moins contribué à désillier les yeux à beaucoup.

Cette prise de conscience sera précieuse pour demain puisqu'elle a permis de définir clairement que l'émancipation des travailleurs ne sera ni l'œuvre des « pontifes » syndicaux, ni du « chef des miracles » mais des seuls travailleurs qui ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour y parvenir.

Dujalot, lampiste.

Ce que personne ne doit ignorer

Aussi loin qu'on remonte dans l'histoire des Peuples, on reste terrifié au spectacle douloureux que fut leur destin. Certes, aux premiers jours de leur apparition sur la terre ils furent soumis à de terribles nécessités. La vie n'était possible qu'aux plus forts. De là, la sélection des races. Cette puissance de la force, malgré de meilleures possibilités de vie, a été érigée en droit par ceux qui la déterminaient. Elle s'est maintenue jusqu'à nos jours aussi despotique que par le passé. Le plus lamentable est qu'elle régit, universellement acceptée par ses victimes. Quelques esprits éclairés l'ont dénoncée, parfois avec une vigueur fort louable. Par la coupable résignation des foules, et souvent sa complicité, un ordre social fut établi par et pour l'exploitation de l'homme par l'homme.

Telle est la genèse du capitalisme cause initiale du paupérisme dont souffre si outrageusement la plèbe universelle. A l'heure actuelle malgré les incontestables progrès de la science dans tous les domaines, des millions d'individus par le monde meurent de faim chaque année. Ceci constitue le plus terrible réquisitoire contre l'ordre légal établi, qui en réalité n'est qu'un immense désordre organisé au bénéfice exclusif du capitalisme. Par l'évolution des choses, par le transformisme même, les formes de l'exploitation ont subi des modifications, mais pour devenir plus implacables et plus lourdes malgré les reflets d'une fausse civilisation.

Le salariat moderne, substitué à l'esclavage antique, n'a guère amélioré la condition de l'exploité compte tenu du mirage que nous apporte le progrès.

Le procès de la société, quoi qu'en dise toute la meute des dirigeants et ses sbires, n'est plus à faire. Il s'inscrit en lettres majuscules dans chaque foyer de travailleurs. Et par ces lettres on y lit tous les scandales inimaginables de la plus infame corruption. Tous les jours des noms nouveaux sont relevés, et s'éteignent méprisables sur les lèvres de chacun. Surtout lorsque l'on sait que nombre d'entre-eux, sont payés comme professeurs de morale. Que peut-on en espérer, autre qu'une faillite du capitalisme, à longue échéance sans doute mais inexorable. Car le règne du mensonge ne peut être infini, il fera place dans le cours des temps à celui de la vérité. Il est toutefois utile de rappeler incessamment toutes les dupes dont le Peuple est victime de la part de ses dirigeants. En matière de réformes sociales de meilleures conditions de vie ne sont que mystifications, constamment remises à un temps futur qui n'expire jamais. En système capitaliste il ne peut en être autrement puisque seul le travail peut payer. Qui ne travaille pas, ne paie jamais rien.

Le capital ne peut vivre, se survivre que par une exploitation de plus en plus effrénée, qui un jour provoquera sa perte. Mais d'ici là, combien de combinaisons malhonnêtes seront échauffées. Heureusement par des peines nées, elles sont dénoncées par des camarades toujours à l'affût.

Le mal est grand. Il est immense en profondeur et en étendue. Raisonnablement peut-il en être autrement lorsqu'on observe objectivement l'organisation et la marche de la société. Il faut admettre en premier lieu que l'exemple venant d'en haut, les

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : Abonnements 12 numéros : 220 fr.; 24 numéros, 430 fr.; 48 numéros, 850 fr. Changement d'adresse : 20 francs.

39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9^e

mœurs vont à la dérive. Une éducation nettement fautive est donnée aux jeunes.

Un désir insensé de jouir à l'extrême existe dans toutes les classes sociales, stimulé, avivé, par les extravagances des riches et des repus.

Un égoïsme exacerbé conséquence immédiate de guerres à l'état permanent. Rivalité d'intérêts toujours accrue pour la possession de l'or sur lequel une contrebande universelle s'exerce. Une méfiance justifiée des régimes successifs s'implante dans les esprits, tue la sérénité indispensable à la vie. Coûte que coûte chacun veut assurer son avenir, le présent étant si fragile. Pour comble de confusion et d'incertitude interviennent dans les maux envisagés pour en sortir la malhonnêteté au grand jour des puissants, et surtout aussi la fausse honnêteté du plus grand nombre, etc., etc.

POSSESSION ET JOUISSANCE

(Suite de la page 1)

La terre n'appartient pas à ceux qui la travaillent, pas plus que l'usine aux ouvriers. Tout appartient à tous.

La terre n'a pas surgi dans le monde sidéral par un acte de vente. Nul notaire interplanétaire ne prétend avoir enregistré cet acte de propriété. Elle est donc indivise, le refuge des hommes, et, toute usurpation individuelle ou collective est un crime social.

La propriété privée serait abolie au bénéfice de la jouissance intégrale des biens et des services.

Prenons toujours l'exemple typique du chemin de fer.

Nous en sommes tous propriétaires en droit civique. En fait, seul celui qui possède suffisamment de revenus peut en jouir.

La vraie grève, la seule qui serait humaine et libératoire consisterait à ouvrir le trafic à tous ceux qui en auraient besoin.

Prenons l'électricité. Nous en sommes tous propriétaires mais, les plus pauvres d'entre nous s'en privent tandis que ceux pourvus de superflu la gaspillent sans compter.

La vraie grève, la seule qui sera humaine et libératoire consistera à mettre cette lumière à la disposition de tous au prorata de la production et de l'importance des foyers. Et cela, GRATUITEMENT.

La « Valeur » conditionne l'inégalité. La gratuité est la porte ouverte à l'égalité économique, à la satisfaction des Besoins.

Les paysans - propriétaires verront leur droit de propriété transféré à la commune, mais ils conserveront s'ils le désirent et s'ils acceptent le contrôle de l'administration syndicalo-coopérative communale, leur droit de jouissance.

Ils deviendront en quelque sorte les gérants de la Commune et de la consommation.

La plupart d'entre-eux resteront attachés à la forme d'exploitation individuelle ou familiale. Mais on peut être assuré que tôt ou tard pour bénéficier des avantages offerts par l'exploitation coopérative ils abandonneront une conception qui leur a valu à travers tous

les siècles une vie de forçat et d'insécurité. Celui qui écrit ces lignes a 70 ans et beaucoup de ses voisins du même âge il travaille encore 10 à 12 heures et parfois plus par jour.

Le rôle de la Commune est d'abolir la Propriété, le droit qui la fonde, mais de garantir sa jouissance dans la mesure où le producteur accepte de ne plus exploiter autrui et de servir la Communauté.

LE « MIR » russe des 19^{me} et 20^{me} siècles sera toujours un précieux guide.

Cardons-nous bien du virus politique qui consiste à « donner la terre aux paysans » pour lui imposer par la suite l'autorité de l'Etat Socialiste.

Cardons-nous de ces expériences bolchevistes qui donnent pour pouvoir mieux reprendre ensuite, créant chaos et violences.

L'abolition de la propriété est une Science au service des Besoins de l'homme. Elle demande énergie, patience, éducation, une expérimentation sans excès comme sans faillites.

Elle sera l'œuvre de tous, producteurs et consommateurs associés dans l'administration syndicalo-coopérative de la Commune.

Le Monde Nouveau n'est pas une utopie. Nous le sentons nécessaire.

Là où toutes les politiques ont échoué et échoueront nous voulons en pratique la Science de l'économie des Besoins. Faire qu'aux restrictions qu'impose la Propriété se substitue, dans un climat d'euphorie, la jouissance pour tous de toutes les richesses sociales.

A ceux qui doutent, aux « économistes distingués » je propose ce problème :

Là où la propriété reste, c'est-à-dire le droit de vendre, la valeur financière conditionne la jouissance. Cette dernière, dans ce cas, est une possibilité, ce n'est pas une certitude. Le droit de consommation et d'usage est illusoire. Le droit humain est violé. Le désordre est inévitable. Avez-vous d'autres remèdes que « la part entière » ou la guerre ?

Nous vous écoutons...

G. BRITEL

LES CHIENS ABOIENT...

(suite de la page 1.)

Espagne. Mais tandis que cette dernière comptait en 1936, un million d'adhérents pour une population de 24 millions d'habitants, son homonyme doit compter aujourd'hui 3.000 adhérents sur 44 millions d'habitants. Et la moitié sont des travailleurs étrangers. Son impuissance explique que bien des libertaires n'y adhèrent pas, car, sur le terrain pratique des luttes ouvrières, elle ne peut rien.

La C.N.T. espagnole, continuation d'un mouvement qui remonte, sans interruption à la Première Internationale, fut fondée en 1911. Le mouvement syndical libertaire espagnol apparut avant le mouvement réformiste lui-même. Tandis que la C.N.T. française, fondée en 1947, apparut quand le mouvement syndical réformiste groupait déjà six millions d'adhérents. Il existe trois grandes centrales ouvrières, plus l'organisation des Cadres. Les travailleurs ne veulent pas d'une division de plus. La situation est telle que Pierre Besnard, fondateur de la C.N.T. adhérait au syndicat des correcteurs — où se trouvent, à Paris, les militants anarchistes les plus connus — et par ce syndicat, à la C.G.T. L'adhésion de quelques douzaines de libertaires à la C.N.T. ne changerait rien à sa réalité numérique et sociale. Et l'on peut penser, sans trahir nos principes, qu'il vaut mieux être en contact avec les masses qu'en être séparé.

Ce qui ne nous empêche pas de respecter le droit de ceux qui veulent créer un mouvement syndical nettement libertaire. Nos différences ne doivent pas être une source d'inimitié.

Un membre de notre organisation a adressé à titre personnel, à Gaston Leval, une protestation courtoise à la suite de cet article. Un double échange de correspondance a eu lieu. Nous ne pouvons reproduire celle de notre camarade qui n'en a pas pris de double. Voici celle de Leval, d'après les originaux :

Le 19 février 1959

Cher camarade,

Je voudrais bien que tu aies raison, mais le problème syndical ne se pose pas, en France, si simplement. Le fait que de nombreux ouvriers déclinent leur carte de la centrale à laquelle ils appartiennent n'implique nullement qu'ils désirent adhérer à une centrale nouvelle, et moins encore à une centrale ratée, comme la C.N.T. Surtout si, par dessus le marché, ils savent qu'elle est de filiation libertaire ou anarchiste. Telle est la vérité, et tout ce que nous pouvons dire n'y change rien.

Tu dis que si Besnard et d'autres étaient restés à la C.N.T. la situation aurait été tout autre. En fait, Besnard y est resté, mais il a dû, pour gagner sa vie, adhérer à la C.G.T. comme moi, comme Louvet, Bontemps, Berthier, Faucier, Monclin et autres. Car nous avons besoin de travailler, et de vivre.

Seuls ceux qui ont un métier, un emploi, un moyen indépendant de gagner leur vie hors des exigences syndicales peuvent faire partie d'un organisme sans force et sans poids, incapable de les défendre, ni d'être pris au sérieux.

Il y a d'autres militants qui sont partis de la C.N.T. J'en connais. Pourquoi ? Parce qu'ils ont vu l'inanité de leurs efforts. Ils se sont découragés ; et c'est humain.

Au fond, la C.N.T. est partie perdante, comme était partie la C.G.T.S.R. avant la guerre. Celle-ci n'avait jamais compté plus de 5.000 adhérents, dont la moitié — je me suis bien renseigné sur ce point — étaient des chômeurs professionnels. Dans ce cas aussi, des camarades en vue, comme Huard, s'étaient retirés, ne voyant aucune possibilité d'avenir à cette initiative.

Besnard, qui fut dans les deux cas, le promoteur principal voulait son organisation. Il chevauchait des illusions. En 1946 ou 1947 à nous déclara, à Larcher et à moi, qu'il comptait sur 14.000 espagnols pour le départ de la C.N.T. française. Je me permis d'en douter et lui dis que, de toute façon, on ne pouvait pas monter une centrale, en France, à base de travailleurs étrangers qui ne pouvaient pas militer. Mon opinion, et celle de nombreux autres camarades, était que mieux valait, tactiquement, rester au sein des masses de la C.G.T., agglutiner petit à petit les éléments d'opposition, pour frapper un coup important le moment venu. Je crois toujours que c'était la seule chose payante. Et que ce fut une très lourde faute que de se séparer, à froid, des militants, des camarades, qui ne peuvent maintenant collaborer sur le plan syndical.

En tout cas, la situation ouvrière est telle, en France, pour qui vit avec les ouvriers, qu'on ne pourra aller au-delà de la Charte d'Amiens, qui constitue la seule synthèse possible — hors des idéologies trop voyantes et répudiées par les masses. L'évolution postérieure dépendrait de nous. En attendant, la C.N.T. est au point mort et ne pourra pas être remise en route.

LE 3 MARS. Je m'excuse de cette longue interruption. J'ai tant à faire que tu me comprendras. Je serai bref, du reste.

A la dernière réunion du groupe, nous avons parlé de ta lettre. Notre camarade Bouyé (32 ans) nous a dit : « Nous avions fondé une section chez Citroën. Nous étions 70 au départ. Nous sommes restés 17 ; j'étais le troisième. »

Le Gérant responsable : J. SORIANO

Imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CAPITE 80-73 — T O U L O U S E

Le Gérant responsable : J. SORIANO

Lettre ouverte

Notes bien, que je ne t'en veux pas de toucher plus de 5 millions par an, plus le 13^e mois.

Vive de Gaulle, tu l'as crié, cela en vaut la peine. Je sais, tu n'aimes pas l'argent, tout montre en toi que tu ne penses qu'à l'avenir de la patrie, tu la boucles, pour la patrie, tu touches tes millions pour la patrie.

Il est vrai que tu n'es pas très bien fixé sur ce qu'est la démocratie, il me souvient de l'incohérence et ridicule définition que tu en avais donnée, lorsque tu étais ce grand des grands, ce gaillard d'avant.

Va petit, continue ton chemin tortueux, pour la satisfaction de ton portefeuille et d'une existence dorée.

Néanmoins, laisse moi te dire que je suis de ton inconscience à marquer tant d'empressément à instruire ton propre procès. Puisse-tu être complètement satisfait, le jour où passant de-

vant le tribunal de ta « conscience » son verdict te sera lu.

Je regrette cependant, au prisme des faits politiques actuels, qu'aucun de vous n'ait le courage, même rétrospectif, d'un geste d'élémentaire dignité. En somme, TOUS vous touchez le salaire de JUDAS, gras et dodus vous promenez votre superbe de dindons replets trop préoccupés de votre pâtée, tandis que ceux qui vous engraissez, fument sans fausse honte, espérant faire mettre à jour une soi-disant démocratie, enfant de leurs œuvres.

Combien j'aurais voulu qu'à la naissance de cet avorton phisique et monstrueux, au moins l'un d'entre-vous ait le courage de le repousser, hélas ses langes sont fait de millions et vous, politiciens, savez fort bien que le silence est d'OR.

Autrefois, c'était le parle-et-ment, aujourd'hui c'est le parle-et-ment-de-

hors et sur votre boutique de Gaulle pourrait mettre, « ICI L'ON DORT »

Triste fin que la vôtre ; agonisants dans les bras d'une république on vous retrouve vagissant dans les bras d'une autre, éternels enfants, vous allez de mammelles en pis, consacrant ainsi le peuple dans la place que vous voulez lui voir garder.

J'aurais été moins déçu de vous voir affirmer une certaine personnalité, ne serait-ce que par respect de vous même, et aussi de vos éducateurs, qui vous ont dit, citant, Descartes, « l'homme est un roseau pensant », et non un tube ingestif et digestif fossile.

Votre devise est « je trompe, donc je suis ! » ; vous pouvez bafouer Descartes, lui, son nom, est passé à la postérité ; les vôtres ? j'aime mieux en rester là !

Un politicien ne vaut pas, pour moi, une peau de lapin.

Salut mon gars.

Camille ANDRES

24, rue Jouye-Rouve, Paris (20^e).

Monsieur Félix Gaillard, président du Conseil des Ministres : Député Radical-Socialiste, Assemblée Nationale, Paris.

Mon Cher Député,

Te voilà, même avec le Gaulle, recasé dans ton ancienne chaire, un Debré te remplace. En somme, laisse-moi te dire, que le politicien appartient à cette race animale à laquelle on peut couper un morceau, ça continue à pousser.

Tu dois connaître l'histoire de la Douma car tu sors de Science Po ; la Douma avait les mêmes prérogatives que « notre » Chambre actuelle, le droit de ne rien dire ; mais aussi, celle à laquelle tu appartiens, le droit de toucher les bons picaillons du moujik ; ne t'en déplaie, les députés Russes préférèrent démissionner. Il est vrai qu'ils étaient jeunes, tandis que s'ils avaient été des politiciens avertis, comme toi et tes potes, ils auraient crié vive le Tsar.

L'émancipation
des travailleurs
sera l'œuvre
des travailleurs
eux-mêmes.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

De chacun
selon ses forces



A chacun
selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

31^e ANNÉE — NOUVELLE SÉRIE Numéro 157

20 FRANCS

AOUT-SEPTEMBRE 1959

OUI : Pour l'école libre "de toute influence obscurantiste" Pour l'école moderne et rationaliste !...

F. Ferrer : Sa Vie L'anticléricalisme est-il désuet ?

C'EST à peine quelques heures avant de mourir que Francisco Ferrer, exprima avec une tranquillité sereine ces pensées que nous devons nous efforcer de méditer.

« Je désire aussi que mes amis parlent peu ou point du tout de moi, parce qu'on crée des idoles quand on exalte les hommes, ce qui est un grand mal pour l'avenir humain. Les actes seuls que les hommes ont faits et qui sont éternels, doivent être étudiés, exaltés ou flétris : qu'on les loue pour qu'on les imite quand ils paraissent concourir au bien commun, qu'on les critique pour qu'ils ne se répètent pas, si on les considère comme nuisibles au bien-être général ».

Pour moi, F. Ferrer est un symbole. J'entends par là qu'il personnifie l'éclatante affirmation d'une vérité au service de la libération humaine.

F. Ferrer était un homme qui osa se dresser contre la stupide routine d'un enseignement désuet et ne recula point devant la tyrannie « obscurantiste » de ceux qui prétendent maintenir nos sociétés sous des jougs infâmes d'intolérance, de despotisme, d'arbitraire ; nous dirions aujourd'hui de totalitarisme, car il n'y a guère que les vocabulaires qui ont changé.

Sans doute, les chemins de la délivrance sont pavés de douleurs et de désespérances et le temple de la liberté et de la raison élevé avec ferveur et enthousiasme est loin d'être bâti.

Chancelantes sont encore nos libertés, précaires même leurs assises, mais le jour viendra où la cité de nos rêves s'instaurera magnifiquement, écrasant de ses voutes gigantesques les centres ténébreux où l'humain n'est que l'esclave d'une Rome insultante à la vie et à la liberté.

Si nous exalons Francisco Ferrer, c'est qu'il est parmi ceux qui depuis Socrate condamnés à boire la ciguë parce qu'il avait osé blasphémer les Dieux, un nouveau cadavre sur la pousière de ces chemins sanglants et qu'il se dresse comme un reproche permanent pour tous ceux qui

essayent d'enrayer la marche d'une humanité qui, se libérant des griffes de l'Inquisition, veut établir le règne de la justice sociale entre tous ceux, de qui les représentants des Dieux disaient : « Vous êtes tous frères sur cette terre, aimez-vous les uns les autres ».

Le 10 janvier 1859 est né à Alella, un joli village, à quelques quinze kilomètres de Barcelone, Francisco Ferrer y Guardia.

D'une famille nombreuse, de parents paysans aisés, attachés à l'Eglise et à la royauté, F. Ferrer a reçu une éducation religieuse approfondie.

Tandis que notre jeune Francisco épousait avec respect la croyance des siens, son frère comme pour marquer le contraste, manifestait pour les objets du culte un grand mépris.

N'a-t-on pas écrit que ce José éprouvait pour les objets de piété une profonde aversion qui le poussait à détruire tout ce qu'il trouvait sous la main.

Il allait jusqu'à arracher les scapulaires que des mains pieuses cachaient dans la doublure de ses vêtements.

Francisco ne cultivait point cette répulsion. Sentimental et doux au contraire, il acceptait l'enseignement religieux sans rebuffade. On dit même qu'il fut enfant de chœur à l'église de Alella.

Mais l'âge de gagner sa vie vint. F. Ferrer s'embaucha comme employé dans une maison de Barcelone où l'on s'occupait de draperies.

Le patron était libre-penseur. Il eut maille à partir avec le clergé tout puissant dans cette Espagne vouée aux robes d'Eglise.

Pourquoi s'éprit-il d'amitié pour son jeune commis ? Sans doute parce qu'il apprécia son intelligence, comprit sa sentimentalité et ainsi notre jeune Francisco, allait être initié aux pensées nouvelles, se rendre compte petit à petit des mensonges qu'on lui avait enseignés. Disons-le franchement, sous cette influence Francisco Ferrer devint anti-clérical.

Que F. Ferrer ait conservé une amitié pour son « patron » on le comprendra aisément ; peut-être sans lui, il ne serait point devenu ce qu'il fut.

Mais F. Ferrer est un jeune homme d'études. Loin de dépenser sa jeunesse en plaisirs frivoles, il travaille, se construit seul ou presque un bagage fort enviable. Son patron l'assistait en lui prêtant les livres de sa bibliothèque.

(suite en page 4.)

EN PLEIN ARBITRAIRE

Chaque année, à l'occasion du 19 juillet, pour commémorer la contre-révolution espagnole de 1936, la C.N.T. française organise à Toulouse, au Palais des Sports, un meeting suivi d'une matinée artistique. Ce sont à coup sûr, les manifestations les plus importantes mises sur pied par une organisation syndicale en France puisqu'elles réunissent l'une et l'autre environ 5.000 adhérents de l'A.I.T.

Une fois déjà, il y a plusieurs années, un fonctionnaire, désireux sans doute de se distinguer, avait formulé son veto contre la tenue de ces réunions, mais les responsables de la IV^e République, conscients de leur mauvaise conscience, avaient rapidement rapporté l'interdiction formulée et le meeting avait pu se dérouler normalement.

Les craintes que nous éprouvons depuis le 13 mai 1958 au sujet du maintien de ces rassemblements n'ont pas suffi à écarter le danger ; meeting et matinée artistique ont, cette année, été une fois de plus interdits.

A la suite de multiples démarches, rien ne justifiait une pareille mesure, l'interdiction fut levée pour le divertissement de l'après-midi mais maintenue pour le meeting ; le motif invoqué, afin de justifier la mesure prise, étant la position géographique de Toulouse, ville « limitrophe » de la frontière espagnole

Oui, l'anticléricalisme est désuet, si le cléralisme a disparu. Mais pour poser valablement la question il faut lui donner cette forme : « Le cléralisme existe-t-il de nos jours ? ».

La question semble peut-être simple mais la réponse est plus complexe.

En effet l'Eglise romaine sait, chaque fois que c'est nécessaire, dissimuler son vrai visage, et, depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat, elle a su se faire humble et conciliante

chaque fois qu'elle risquait par son intransigeance, de provoquer une levée de boucliers. Par contre dans les pays où l'Eglise est toute puissante, elle reprend son visage habituel, arrogant et intolérant. Il ne faut pas oublier que la première chose que l'Eglise a obtenu de Franco en récompense de son appui, c'est la restitution de ses biens ; près du un quart du territoire espagnol. Ensuite la main-mise sur l'ensemble de l'enseignement et l'instauration d'un régime strictement cléral ; suppression du divorce, obligation aux fonctionnaires de faire leur profession de foi catholique, clauses pénales sévères pour les manquements envers l'Eglise ou ses représentants. Enfin en 1942 le concordat proclame le catholicisme religion l'Etat. Pourquoi ne pas citer aussi les persécutions dont sont victimes les protestants espagnols ? Fermeture des temples ; emprisonnement d'un pasteur pour avoir déclaré que Jésus avait des frères et des sœurs, fermeture de l'Ecole de Théologie évangélique. Relevons seulement qu'un catéchisme en usage en Espagne, proclame pénicieuses la liberté de la presse, du culte, de conscience « qui enseignent l'erreur, propagent le vice et, facilitent les complots à l'égard de l'Eglise ». C'est là du cléralisme ou alors le mot n'a plus de sens.

En Colombie, les masses catholiques fanatisées par le cardinal Luque archevêque de Bogota se livrèrent à des actes de violence (emprisonnements, incendies des temples, assassinats de protestants) sous prétexte de combattre l'influence étrangère (mission américaine).

En Pologne, ou l'idée de protestantisme était liée à l'idée de germanisation, l'Eglise profita de l'armistice de 1945 pour révangéliser un pays même soumis à l'U.R.S.S. Rome ne s'embarrasse pas d'idéologies politiques lorsqu'il s'agit d'étendre sa domination.

(Suite en page 4.)

En Yougoslavie, les oustachis catholiques soutenus par les nazis avec la complicité de l'Eglise romaine qui bénissait leurs poignards, exterminèrent 500.000 serbes orthodoxes ; seuls échappèrent à la mort ceux qui se « convertissaient ».

Et le cardinal Stepanak Amé de cette répression, fut nommé cardinal par le pape !

En Indochine, la guerre fut commencée par l'amiral d'Argenlieu « prier des Carnes aëchaussés », continuée par une pléiade de chrétiens dits sociaux, (Bidault, Schuman, Létourneau) et entretenue par les généraux américains O'Daniel et Rigway tous catholiques et le très catholique M. Diem.

Elle n'a été arrêtée que par Mendès-France qui n'est pas catholique, et si elle n'a pas fait tâche d'huile c'est grâce à l'énergie d'Eisenhower qui est protestant. N'y a-t-il là que des coïncidences ? Le but religieux est flagrant. Cela signifie qu'il y avait aussi des buts économiques et financiers, il fallait préserver les 3 évêchés du Tonkin, et la fille aînée de l'Eglise en E.O.

En Europe, le Vatican soutient la politique d'unification de la « petite Europe » (réincarnation de l'Empire de Charlemagne) où les pouvoirs seraient confiés à des chrétiens sociaux, puisque l'Angleterre et les pays Scan-

(Suite en page 4.)

F. Ferrer : Son Idéal

LE 13 octobre prochain, il y aura cinquante ans, que Ferrer fut abattu par la réaction clérale Espagnole. Beaucoup de jeunes ignorent cette date historique, l'assassinat de cet éducateur qui fonda en Espagne l'école moderne. A cause de son action tous les réactionnaires le confondant avec l'école laïque vouèrent à sa perte l'homme épris de justice et de liberté, et le fusillèrent lâchement dans les fossés de la forteresse de Montjuich.

Une vague de protestations déferla sur le monde. Contre ce crime odieux — à Paris notamment — un vaste meeting de protestation se tint à Bullier, et la foule alla manifester son indignation, devant l'Embassade d'Espagne. En cette époque, les partis dits de gauche, montraient une solidarité étroite et s'unissaient pour la défense de la liberté de pensée ; contre de tels crimes, qui rappelaient les temps républicains de l'Inquisition.

Francisco Ferrer n'était pas seulement un éducateur ; il fut un ardent anarcho-syndicaliste, il en fit la preuve lorsque l'Ecole moderne organisée et fonctionnant, il voulut contribuer au mouvement des revendications prolétariennes, créa un journal : « La Huelga General » (La grève générale). Dans une étude que publia le 15 décembre 1901 Francisco Ferrer en collaboration avec Anselme Lorenzo, nous y puissions tout le programme contenu dans le titre. La grève générale, qui sont celles du conseil fédéral de la Section Espagnole de l'A.I.T. en date du 31 janvier 1872, et qui mérite d'être à nouveau publiée ; en voici un passage :

« TRAVAILLEURS, il faut que cette liberté que tous proclament, que tous disent aimer, ait une garantie, la seule qui puisse la rendre impérieuse : La transformation des conditions sociales ».

« Il faut, si la révolution arrive et si nous y participons ne jamais abandonner le champ de bataille, ni lâcher les armes sans que nous ayons vu réaliser notre grande aspiration : L'Emancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ».

« Il faut que l'œuvre de notre émancipation ne soit confiée à aucune classe à aucun parti, à aucun pouvoir. Il faut qu'avant de songer à constituer une organisation, un pouvoir quelconque, les travailleurs entrent en possession de ce qui légitimement leur appartient : l'usufruit des instruments de travail sans lequel il ne peut y avoir de garantie, ni pour la vie de l'ouvrier, ni par conséquent pour sa liberté. Il faut que les travailleurs, une fois triomphants et en plein usage de leurs droits, se constituent en assemblée générale de fédérés dans chaque localité, déclarent solennellement la transformation de la propriété individuelle en propriété collective, et commencent immédiatement à faire usage de tous les instruments de travail, terres, mines, chemins de fer, bateaux, machines, etc., etc., en les faisant administrer par les conseils locaux de leurs fédérations respectives. Il faut enfin, que le prolétariat réalisé par lui-même, la justice. »

Francisco Ferrer était d'accord, avec le syndicalisme apolitique et révolutionnaire, que poursuit notre C.

N.T. avec courage et énergie, avec le but à atteindre, tracé dans le manifeste de la fédération Barcelonaise du 23 février 1886 et le but final de la Révolution qui comprend ces trois conditions :

- 1) Dissolution de l'Etat ;
- 2) Expropriation des détenteurs du patrimoine universel ;
- 3) Organisation de la société :
 - a) sur la base du travail pour tous ceux qui seront aptes à la production ;
 - b) de la distribution rationnelle du produit du travail ;
 - c) de l'assistance à tous ceux qui ne sont pas encore aptes à la production, ou qui ont cessé de l'être ;
 - d) l'éducation physique et scientifique intégrale aux futurs producteurs.

Voilà pourquoi cet homme donna sa vie, pour cet idéal de régénération sociale. Le 9 octobre 1959, dans un grand meeting nous honorons sa mémoire en rappelant qu'il fut avec notre ami Sébastien Faure un précurseur de l'idéal de transformation sociale que poursuit la CNT section française de l'A.I.T.

Beaucoup de camarades qui s'inspirent de cet idéalisme et ce sera là notre conclusion devra soutenir cette section, l'aider dans son rayonnement ; soutenir avec elle les luttes que le prolétariat aura à livrer pour son intégrale émancipation ; tout au moins en respecter les principes qui, malgré ce qu'en pensent certains ne sont pas périmés, mais au contraire d'une grande actualité et d'une grande valeur.

Justin OLIVE

— plus de 100 kilomètres à vol d'oiseau — et susceptible, de ce fait, par suite d'un exode massif des mécontents d'outre-Pyrénées — c'est un aveu qu'il en existe — de provoquer des désordres. Qui contestera après cela que tous les arguments sont valables quand il s'agit de défendre une cause indéfendable.

Les hommes au pouvoir, par leurs multiples saisies de journaux, de livres, les interdictions ou sabotages de meetings, etc., ont fait un tel étalage de leur mauvaise foi qu'il n'est pas utile de la dénoncer une fois de plus. Chacun est fixé sur leur compte. Leur geste, à l'occasion du 19 juillet, apporte la preuve supplémentaire de leur collusion avec le bourreau de l'Espagne.

Loin de servir sa mauvaise cause, l'initiative du gouvernement s'est plutôt retournée contre lui en démontrant la vitalité de ses opposants. En effet, faute d'avoir pu prendre place dans le « Palais des Sports » la foule de nos sympathisants était particulièrement dense place Dupuy et aux alentours, cet envahissement provoquant la mauvaise humeur des représentants de l'ordre qui intimèrent à tous d'impératifs : « circulez ! ».

Les entraves caractérisées et répétées à la liberté font régner un climat intolérable qui révolte tous les hommes ayant conservé le sens de la dignité. Il contribue aussi à ouvrir les yeux de ceux que le scepticisme n'a pas encore abandonnés.

Tant mieux, puisqu'un jour prochain — la récente expérience historique de Mussolini et Hitler, leur fin tragique, n'ayant pas réussi à démontrer à Franco et à ses imitateurs l'étendue de leurs erreurs et l'ignominie de leur comportement — nous serons contraints, en utilisant les moyens qui nous paraîtront les plus valables pour triompher, à nous opposer ouvertement aux prétentions de ces Césars au petit pied à qui nous contestons le droit de nous plonger dans un nouveau chaos, car c'est à cela, et à cela seulement que peut aboutir toute politique de grandeur ou de prestige, termes vides de sens progressif, dont la signification exacte se traduit par despotisme et régression sociale.

C.N.T.

*

L'ARBITRAIRE CONTINUE !

L'article qui précède était écrit quand nous avons appris que le meeting qui devait se tenir à Marseille, dans le même but, le 26 juillet, était, comme celui de Toulouse, interdit.

Il ne peut être question, en l'occurrence, de proximité de frontière pour justifier cette interdiction.

Le responsable local qui nous a transmis cette information nous fait remarquer judicieusement que « les gouvernements espagnol et français n'hésitent pas à resserrer leur collaboration pour la défense de leurs intérêts réciproques ; il y a là matière à réflexion ». Il termine en formulant le vœu qu'en fassent autant toutes les sections sœurs de l'A.I.T.

Nous ne pouvons que nous associer à sa position, incitant plus que jamais nos militants à pratiquer comme nous le préconisons antérieurement : « Parler moins, agir plus ».

C.N.T.

SYNDICALISME, REVOLUTION !

Afin d'être mieux compris par la jeunesse, à laquelle nous nous adressons tout particulièrement, il est indispensable de jeter, de temps à autre, un regard en arrière, à une époque où ces mots-là étaient un symbole et avaient une valeur et un sens aujourd'hui oubliés, semble-t-il, par la classe ouvrière. Le syndicalisme et la révolution s'accroissent actuellement à toutes les sauces. On les retrouve dans tous les milieux ; à tel point que les travailleurs en viennent à les renier quand ce n'est à les combattre.

Qu'était le Syndicalisme à ses origines ?

« Le syndicalisme, disait Sébastien Faure, est le mouvement de la classe ouvrière en marche vers son émancipation totale par la suppression du salariat ».

La ligne de conduite de la C.N.T. est absolument conforme à cette définition ; mais elle n'est pas seule à revendiquer cette pensée. Nombreux sont les militants ouvriers d'accord sur ce point, mais leur attitude est souvent incompatible avec leurs déclarations puisque leur activité et leur prestige sont mis au service de la C.G.T. ou F.O., alors que Sébastien Faure disait bien :

« Je ne suis ni syndiqué, ni syndicaliste, mais si j'étais syndiqué, donc syndicaliste, je serais adhérent à la C.G.T. S.R. (aujourd'hui C.N.T., section de l'A.I.T.). »

D'ailleurs, pour ceux qui connaissent l'époque des Pelloutier, P. Dumas, Menprum, Bouquet et tant d'autres valeureux militants dont « Le Bouledogue », G. Yvetot se détache particulièrement, la définition de Sébastien Faure était insuffisante et nous lui préférons la suivante qui est encore de nos jours valable et sans équivoque : « Le syndicalisme est l'esprit de coalition qui se manifeste sur le champ du travail entre les travailleurs pour lutter contre l'arbitraire

re patronal et contre tout ce qui peut lui porter aide et assistance ».

Cette définition était la notre dans les jeunes syndicalistes de l'époque et même des réformistes comme Capocci étaient d'accord sur ce point avec les révolutionnaires tels que « Le petit-Vergès, Bellugue, etc... ».

Le syndicalisme donc, se manifestant par une coalition en vue de lutter contre l'arbitraire, autrement dit, pour plus de bien-être et de liberté ne peut être que révolutionnaire. D'ailleurs, Sébastien Faure adhérait à notre mouvement à titre sympathique.

Nous n'arrivons pas à comprendre comment aujourd'hui, des camarades anarchistes ou libertaires, pourtant sincères, militent dans des organisations syndicales dont le but serait plutôt négatif pour la libération des classes laborieuses. L'action de ces organisations n'est qu'un mouvement de la classe ouvrière s'enfonçant de plus en plus dans son asservissement par son attitude favorable à la stabilisation et consolidation du patronat et le renforcement de l'Etat.

Les membres de l'A.I.T. ont le devoir de dénoncer toute sorte d'impureté et de rappeler à leurs camarades anarchistes et libertaires qu'il n'est pas possible de faire fleurir les belles pensées de notre idéal tant qu'ils désertent la grande famille révolutionnaire de l'A.I.T. Rappelant les luttes menées à l'époque héroïque de la C.G.T. révolutionnaire, il nous est souvent rétroqué que les temps ont changé, et que les méthodes de cette époque ne correspondent plus à l'actualité. Certains prétendent que nous agissons en réformistes quand nous faisons une grève pour une augmentation de salaire. Certes, les temps ont changé et les problèmes sociaux ne se présentent pas toujours de la même façon, mais nous pouvons affirmer que notre action, pour arracher 0 fr. 50 d'augmentation de l'heure, était purement d'esprit révolutionnaire.

(suite en page 4.)

Les chiens aboient... (1) ... La caravane passe

Nous avons reçu la lettre reproduite ci-dessous :

Le 20 juillet 1959.

Camarades,

Il est plus facile d'insulter que de discuter. Vous avez commencé à prétendre être visés par une Note publiée dans les Cahiers du Socialisme Libertaire sur la nécessité de poser au premier plan les problèmes de reconstruction, et d'abandonner les critiques inopérantes, alors que, ni de près, ni de loin, ni directement, ni indirectement, il n'était question de vous. Cela vous donnait l'occasion de m'attaquer, quoique sans me nommer.

Maintenant, vous vous êtes servis de deux lettres écrites « en réponse » à celles qu'un camarade m'avait envoyées pour fausser et mes intentions, et la vérité quant à mon attitude. Ce sont là des procédés qui en disent long sur votre honnêteté.

Car il vous est certainement arrivé d'écrire, en privé, sous forme de correspondance, des choses que vous n'auriez pas dites en public ; et il vous arrive certainement d'émettre sur tel ou tel individu, sur tel ou tel fait, des opinions que vous ne publieriez pas. Non par hypocrisie, mais parce que certains faits ne peuvent être connus à une certaine échelle sans inconvénients majeurs.

Il en est pour vous comme pour tout le monde. Et pour moi.

Le camarade qui vous a remis, pour les publier, les deux lettres que je n'avais pas écrites de moi-même, mais, je le répète, en réponse aux siennes, a agi avec la plus grande malpropreté. Car on ne donne pas à la publication des lettres de caractère privé, provoquées par des considérations envoyées dans un langage amical. On ne les publie pas non plus. A moins d'accord avec l'auteur.

Vous êtes très habiles. Il n'y a pas dans tout ce que j'ai écrit un fait inexact. Mais vos lecteurs, qui ignorent ces faits, croient que je suis un calomniateur, et grâce à votre astuce, me considèrent comme tel. Il aurait été plus loyal de répondre dans les Cahiers du Socialisme Libertaire à l'article du camarade Jaime Padros, et à celui du camarade Thersant. Vous vous en gardez bien. Je vous dirai du reste que, loin de vouloir salir les fondateurs de la C.N.T., j'ai enlevé, contre la volonté du camarade Jaime Padros, des parties de sa lettre qui concernaient Pierre Besnard, et qui, tout en disant des vérités, ne devaient pas être connues du public. Je suis donc bien loin de ce que vous prétendez.

Quant à dire que la C.N.T. ne se développe pas parce que des hommes comme moi font, au moyen de lettres comme celles que j'ai envoyées — les seules du reste, et je le répète encore, en réponse à ce qui semble avoir été une provocation —, campagne contre elle, c'est vraiment d'un ridicule qui n'a d'égal que votre malhonnêteté.

Saluts libertaires.
Gaston LEVAL

P.S. — Je vous prie, comme j'ai le droit de le faire, de publier cette lettre qui est une réponse à votre article.

Nous n'avons pas pour habitude d'obéir à de pareilles injonctions, mais la réponse de Leval dévoilant un peu mieux sa conception de « l'honnêteté » nous faisons droit à sa demande.

Ainsi, dans le privé, par la parole ou par correspondance, il est permis — nous le répétons — de salir un disparu, une organisation sans crainte d'être dénoncée, toute réaction, des personnes ou groupements calomniés, étant considérée comme une malpropreté. Singulière conception de l'honnêteté et du sens à attribuer au terme « privé ».

Selon nous, n'est privé que ce qui

touche la vie intime d'un individu, encore faut-il s'il assume une responsabilité quelconque qu'il ait un comportement honorable, mais nous refusons d'accorder à la correspondance de Leval un tel caractère car tout ce qu'il y fait intervenir est intégralement d'ordre public qu'il s'agisse de la C.N.T. ou de Pierre Besnard.

Nous ne nous posons pas ici en défenseurs de Pierre Besnard, s'ils le jugent utile les « Amis » de celui-ci feront le nécessaire. Ce qui nous intéresse c'est la C.N.T., de langue française, que Leval a commencé à discréditer dans « Questions et Réponses » de ses Cahiers N. 40, ses lettres n'étant que des compléments.

La réaction et l'indignation de notre adhérent ont été aussi spontanées que légitimes ; nous l'en félicitons et il bénéficie plus que jamais de notre entière estime ce qui ne peut être le cas pour celui qui tente de l'éclabousser aussi.

Au sujet des articles de Jaime Padros et de Thersant, jusqu'à ce jour nous ignorions leur existence et à plus forte raison leur contenu ; on a en effet loyalement oublié de nous faire parvenir un exemplaire de leur texte.

Disons pour terminer que Leval n'est pas très heureux pour élayer son argumentation, qu'il choisisse un exemple comme celui de Hébert ou invoque le témoignage de Thersant. Camarades de la C.N.T. vous ne pouvez l'avoir oublié, il nous a fait tant de mal. Thersant, c'est : « Tu saisis », c'est de son vrai nom ; Toubert, qui écrivait aussi sous celui de Liberman ; celui qui ne voulait plus représenter la C.N.T. parce qu'il était, de son propre aveu, « trop marqué ».

Comme tout ce qui se ressemble, s'assemble... tout commentaire supplémentaire devient superflu, même quand Leval affirme que dans ce qu'il a écrit il n'y a pas un fait d'inexact.

C.N.T.
1) Voir « Combat Syndicaliste » N. 156.

Comment le véritable syndicalisme envisage la société future

« Le Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale ». — Extrait du Congrès des Travailleurs de l'ancienne C.G.T., en 1906 qui a reçu le titre : « LA CHARTE D'AMIENS ».

Si on demande aux militants de diverses centrales syndicales quel est le véritable sens du syndicalisme ? probablement répondront-ils, comme le font les prêtres, pasteurs, rabbins ou autres représentants des diverses églises, à propos de la religion ; tous ou presque, prétendant que les autres sont dans l'erreur.

Nous considérons nous que l'organisation qui s'approche le plus du véritable syndicalisme est celle qui ne confie sa force qu'à l'Education sociale de ses membres et suit les doctrines tracées par la Charte d'Amiens.

LE BESOIN DU TRAVAIL

Bien qu'on dise que le travail a été et est encore une malédiction pour l'homme, nous pouvons dire, sans peur de nous tromper, que c'est grâce à cet effort qu'il a pu s'élever au-dessus des autres êtres ; et si, aujourd'hui, malgré le machinisme, les uns sont obligés de travailler jusqu'aux limites de leurs forces et les autres ne savent que faire de leurs bras ou de leur cerveau, la faute n'est pas au travail, ni aux machines et beaucoup moins à celui qui les a inventées.

Quand nous venons au monde nous sommes heureux de trouver un toit pour nous abriter, une toile pour nous couvrir, plus tard un instituteur ou institutrice pour nous enseigner à lire et à écrire, pour nous apprendre un métier ou une carrière. Croyez-vous que tout cela n'a rien coûté ? Cette institution sociale qui, à côté de grosses larmes et du sang à nos parents ou grands-parents pour la conquérir représente une dette pour les générations futures.

LA BOURGEOISIE ET SON SYSTEME CAPITALISTE
Sans vouloir aller chercher l'origine à l'ancienne Rome qui divisait les hommes entre Praticiens et Plébéiens, nous savons que notre bourgeoisie est

un petit-fils du patricien ; sa naissance nous vient du moyen-âge, donc est un fils du féodalisme ; et pour nous en convaincre, lisons le dictionnaire Larousse (partie historique). Féodalité : « A partir du XI^e siècle, il se constitua dans la société féodale une classe d'hommes relativement libres et dans laquelle il faut ranger : 1) les habitants des campagnes, anciens serfs affranchis ; 2) les bourgeois des villes obtenant, de gré ou de force de leurs seigneurs des chartes communales ».

Voyez-vous, nous savons comment est venue la bourgeoisie, il n'y a rien de miraculeux ; quant à son système capitaliste, voici ce que nous dit l'histoire : « Au début les bourgeois n'étaient guère que des artisans, de simples ouvriers qui économisaient afin de s'établir à leur compte et qui continuaient à travailler avec un ou deux compagnons ». Histoire du Socialisme Mondial, p. 50, par Lorulot.

Ce mot d'économisaient a été lourd de conséquences : L'économie est comme le couteau à deux tranchants.

Tant que l'artisan n'avait guère qu'un ou deux compagnons pour lui donner la main, tout marchait à la perfection, mais à mesure que sont venues les inventions et que l'outillage s'est perfectionné, l'ancien artisan ne s'est pas contenté de travailler avec un ou deux compagnons, nous dit l'histoire. Il a tiré parti de cette économie et d'une infinité d'inventions et à la place d'un ou deux compagnons, il a mis dans sa boutique tant d'ouvriers qu'il a pu ; quand sa maison a été pleine il en a fait faire une autre pour augmenter son personnel. Croyez-vous que cet homme a été content de voir ses maisons pleines et de se voir à la tête de centaines d'ouvriers ?

Pas du tout, il a fait appel à des techniciens, à d'autres épargnants, enfin, a créé la société anonyme et, avec elle est venu le capitalisme. C'est cette société, appelée capitaliste, qui a commercé, remué, fouillé dessus, dessous, jusqu'au fond de la planète et, si nous n'y prenons garde, devant

son égoïsme effréné et les outils perfectionnés qu'elle possède, nous engloutira tous avec elle.

APPARITION DU SALARIAT

« Dans l'histoire du travail, nous dit Charles Gide, il y eut, dans les villes, une période relativement heureuse, (quoiqu'on parle toujours des ténèbres du moyen-âge) celle de l'ouvrier « artisan », alors que, possédant les instruments de son travail, il n'avait besoin ni de prendre de salariés ni de le devenir lui-même. Mais cette période n'a pas duré longtemps, cinq ou six siècles, peut-être ». P.N.E.P., p. 144.

Cette étude de Ch. Gide s'accorde bien avec celle de Lorulot, que nous avons déjà citée. Jointe à la déclaration du dictionnaire Larousse sur l'origine de la bourgeoisie datant du XI^e siècle, cela fait qu'au XVI^e siècle, nous apparut cette forme du travail appelée SALARIAT.

Malgré cette déclaration nous savons par Letourneau que, dans l'ancienne Rome et même dans l'antique Grèce, existait plus ou moins le salariat, imposé à des hommes libres tombés dans la misère ; mais, devant les conditions de paiement qu'on leur imposait, à cette époque, ils étaient vite absorbés par le régime, l'esclavage. Généralement parlant, comme le dit Letourneau lui-même, qu'on m'exuse de le répéter : « C'est surtout du travail industriel qu'est né le SALARIAT ».

En résumé : Du féodalisme est née la bourgeoisie ; la bourgeoisie, par le commerce et l'industrie, nous a donné le capitalisme et celui-ci a engendré le salariat, indispensable à sa subsistance et à son existence.

NAISSANCE DU SYNDICALISME

Le syndicalisme, comme les plantes et les animaux, a eu sa période pré-natale. La bourgeoisie française, après avoir fait, avec l'aide du peuple, la grande révolution de 1789, osa dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir révolutionnairement (loi Chapelier votée en 1791).

Malgré cette interdiction, les travailleurs s'entendaient, se groupaient sous des formes anodines, telles que des sociétés de secours mutuels et survenaient sur ces sociétés la semence syndicaliste et, malgré l'égoïsme d'une classe dirigeante et gouvernante, vers 1834 et les années suivantes, ce genre de sociétés se multipliait ; il s'en suivit une période d'agitation

et des grèves de caractère revendicatif.

A l'occasion de l'Exposition Universelle de Londres en 1862, une délégation composée de 200 ouvriers parisiens fut envoyée à cette exposition pour étudier aux frais du gouvernement français. Les ouvriers français furent bien reçus par les camarades ouvriers anglais et les Trade-Unions organisèrent une fête en l'honneur des travailleurs français. Au cours de cette fête les Anglais lurent un manifeste qui disait, entre autres choses : « S'il serait possible de trouver un moyen qui unisse les amitiés des travailleurs de tous les pays ». Les travailleurs français répondirent affirmativement et ensuite se nommèrent des comités ouvriers pour l'échange de correspondance internationale.

En 1864, trois ouvriers parisiens se rendaient en Angleterre avec un projet de groupement international. Il fut adopté à l'unanimité : « L'Association Internationale des Travailleurs était née ».

Peut-être, direz-vous, voilà la naissance du syndicalisme ! Pas encore ; attendez un peu, ça va venir. Le premier congrès eut lieu à Genève en 1866, représentant les ouvriers des diverses nations. Malgré la longueur apportée par la traduction des langues, il y eut parmi eux un grand enthousiasme. Cela me rappelle un jeune homme de langue espagnole que je connais ; entré en France pour la première fois, il fit la connaissance d'une demoiselle sveite et belle ; malgré le dictionnaire espagnol-français que portait son ami, ils eurent des difficultés pour s'exprimer, mais grâce au livre et à la bonne volonté, ils arrivèrent à se comprendre.

Je demande qu'on m'exuse si j'introduis ici cette petite anecdote. Les hommes, devant les conditions dont la nature les a dotés peuvent bien vivre et s'aimer sans distinction de nationalité, ni se haïr, ni s'exploiter les uns les autres et beaucoup moins s'entretuer. Il s'agit de chercher une société basée sur ces principes comme la cherchaient ces ouvriers, déjà à la première Internationale. Tous étaient au fond bien d'accord pour arriver à l'émancipation des travailleurs et de tous les hommes. C'est à l'application des méthodes qu'il y a eu de grandes divergences.

Les uns, partisans de la politique ; les autres, antipolitiques ; les premiers centralistes ; les seconds fédéralistes. Bref ! L'élan fut brisé.

Cela ne veut pas dire que les ouvriers de tous les pays restèrent inactifs. Si d'un côté la grande industrie

♦ (Suite en page 3.)

Les grèves sont-elles efficaces ?...

CONSIDERATIONS PRELIMINAIRES

Il ne s'agit pas ici de condamner ce moyen d'action, même si je suis amené à conclure qu'il est désuet et inopérant dans certains cas, mais plutôt de poser en toute objectivité les raisons qui en affaiblissent l'efficacité.

Le préjugé solidement ancré dans chacun de nous, nous livre à la merci de nos exploitateurs auxquels nous laissons le soin de déterminer la somme de nos besoins à satisfaire, sans jamais chercher à savoir sur quelle unité de mesure ils se basent pour nous accorder la gamme des salaires octroyés, ni discuter les normes de leurs revenus. De fait nous créons les conditions d'infériorité incompatibles avec notre dignité d'homme même, en nous réservant de revenir sur notre subordination, par des souhaits ou d'autres actions collectives, qui périssent, à l'usage, la vigneur espérée.

La naïveté de notre comportement, n'échappe pas à nos adversaires, plus roués qu'ils n'en laissent paraître ; rien n'est négligé ni laissé au hasard. Héritiers directs des esclavagistes, ils connaissent l'art de conserver et d'accroître leur patrimoine ; possesseurs de toutes les sources de productions ils surent se faire créer un cadre à leur désir, s'offrant à vil prix l'intelligence et la sueur de ceux qui s'avèrent indispensables à leur destin, n'hésitant pas à supprimer, par le meurtre, ceux qui pourraient leur nuire. Un dernier trait qui caractérise les tenants de cette société. Ils sont parvenus à nous distraire de nos respon-

sabilités en face des problèmes de la vie, en imposant une éthique artificielle, enchaînant, au point d'avoir inséré chez les êtres humains une « physiologie » particulière de penser et d'attitude, rendant sinon impossible, du moins difficile une réelle fraternité. Des hommes d'une même communauté linguistique, s'ignorent ou se détestent au gré d'un critère insaisissable en soi. Appelés à vivre côte à côte ils ne conçoivent que leur égoïsme étroit ; les joies du voisin les rendent jaloux, leurs peines ne les touchent que par prudence animale, et dans l'ensemble TOUS acceptent et sont d'accord pour le maintien de la hiérarchie des salaires, du droit à la vie.

Disons-le, cette société perverse et rusée, dont nous sommes loin de connaître toutes les ressources de son infamie, n'a pu cacher :

- 1) Qu'elle reconnaît le « Droit de Grève », lequel est logiquement la négation de son droit, en même temps que l'affirmation de son usurpation.
- 2) Qu'elle a constituée ses troupes de choc, toujours prêtes à tirer sur ceux qui prendraient à la lettre cette reconnaissance hypocrite.
- 3) Qu'elle s'arroge le droit de modifier à son gré les accords un instant consentis à ses victimes.
- 4) Que sciemment elle entretient l'iniquité dans le dessein de susciter un état permanent de terreur morale et matérielle aux frais de ses victimes ; en fait cette société édifie des lois de répression contre les délits avant la naissance de ceux-ci.

Comment ne pas considérer l'opti-

me de l'adversaire, dans les mouvements sociaux et en adéuire, que la reconnaissance du droit de grève n'est en réalité pour ces individus qu'un marchandage qui loin d'affirmer le respect du travailleur, le place au contraire dans un état d'infériorité et le livre à l'humeur de son exploitateur, qui en profite gratuitement pour l'humilier de toute sa hauteur ?

Un autre aspect de l'effet inattendu des grèves est que les premiers touchés sont d'abord, les participants puis en suite, les usagers des services affectés par cette action (les plus pauvres). Je n'insisterai pas sur ce point, la presse pourrie se charge trop d'épiloguer spécieusement sur les faits.

Néanmoins reconnaissons que depuis un demi siècle la grève, dans certain secteur, et même par répercussion dans tous, n'incommode que les travailleurs.

Je m'empresse d'affirmer que les syndicalistes, les vrais, ne sont pas en défaut, la Charte d'Amiens, le prouve, car ils ont toujours préconisé la seule grève valable, la GREVE GENERALE INSURRECTIONNELLE !!!

Mais il me faut bien considérer ce qui est. La grève telle qu'elle est pratiquée est inopérante et dangereuse, car outre qu'elle n'atteint jamais son objectif, puisque la société capitaliste se charge de le faire dévier à son avantage, elle désillusionne ses plus chauds partisans en éloignant la masse des travailleurs déjà peu encline à bouger.

Exemple : Métro, Chemin de Fer, Gaz ou Electricité se mettent en grève ; résultat : pertes de salaires des usagers, plus augmentation des tarifs, d'où relèvement général des prix, conclusion diminution du pouvoir d'achat de tous les travailleurs et des vieux, quant aux capitalistes ils se rient de ces manifestations, voire s'en réjouissent, ne subissant aucun dommage ils en tirent tous les profits.

C'est ainsi que le pouvoir d'achat de tous les salariés et retraités de base a diminué de plus de 50 % depuis 1936, cependant que le potentiel de production des travailleurs a augmenté.

Ces considérations n'ont d'autres objets qu'inciter les bonnes volontés à la recherche d'une action plus opportune sans léser ses camarades de louage. Une action qui fasse véritablement payer les exploitateurs et leurs valets.

IL FAUT ATTEINDRE LES RESPONSABLES

Pour ce faire créer un climat de déconsidération permanent, le mépris absolu de tout ce qui les touche ou sert à leurs besoins, en un mot la GREVE GENERALE de la CONFIANCE en attendant celle d'une CONSCIENCE et VERITABLE EXPROPRIATION, gage de paix et de fraternité.

Camille ANDRES

Action et réflexion

Tant que ces deux facultés restent associées, tant que l'action est inspirée par la réflexion, nos succès restent indiscutables, et nos échecs peuvent être prévus. Dans ce cas, nulle crainte d'être envahis par le doute, gagnés par la désillusion, les chimères, ni égarés par l'entêtement.

Un temps très précieux est gaspillé si l'ouvrage commencé est abandonné par insuffisance d'énergie pour en venir à bout. Ceci ne se produirait pas si la réflexion se faisait toujours avant l'action, si un examen détaillé précédait la tâche à accomplir.

Dans toute œuvre, l'homme entreprenant épuise inutilement ses énergies si au préalable il n'a médité et analysé les avantages et les inconvénients de son labeur.

Certains hommes sont capables de dépenser de grandes énergies, ils sont relativement bien équilibrés, sains, raisonnables et forts, mais malgré toutes ces qualités essentielles pour réaliser de grandes choses, ils sont dépourvus du facteur le plus déterminant : le but à atteindre, l'objectif qui doit

absorber ses énergies. Et alors cette force se perd dans l'inutile, dans une activité mal dirigée et par conséquent sans résultat positif.

Les énergies employées en vain, sans but, sont à déconseiller, précisément, à cause de leur effet négatif.

D'ailleurs, l'énergie n'est pas essentiellement appréciable chez l'homme fort, elle l'est plutôt chez ceux qui sont actifs et ont un but noble et prémédité dans leur vie.

Si l'effort est fait à bon escient, dans un esprit objectif, alors nous trouverons en lui l'essor décisif, la raison qui stimule, base qui nous soutient et qui maintient vivant notre esprit décisif.

A quoi nous servirait nos énergies si nous agissons sans orientation, nous fiant seulement à nos aptitudes ?...

Nous nous efforcerions en vain de vaincre ; et même en supposant de réussir, notre victoire nous coûterait cher, car nous ne serions pas prêts à l'accueillir.

Cette victoire, c'est la Liberté, et personne n'est libre s'il ne mérite de l'être. La liberté morale n'est pas un droit ni un fait, mais une récompense et ne peut donc s'obtenir sans l'avoir gagnée, sans l'avoir méritée.

Qu'entendons-nous par liberté ? La liberté sociale est basée sur la maîtrise en soi-même de chaque individu ; contrôlons nos idées, nos sentiments, nos actes et nous mériterons alors le titre d'hommes... d'hommes libres. Pour atteindre ce sommet de la dignité humaine chacun de nous doit s'imposer une lutte tenace de laquelle ne peuvent sortir victorieux ni les ignorants ni les présomptueux.

La tactique et la patience, c'est-à-dire la préparation, la précaution, la disposition, ainsi que la persévérance et la conviction s'imposent. Liberté ne signifie pas commodité, caprice ou despotisme, mais équilibre, précision, raison et justice.

Et ce sera là notre but, car il symbolise la dignité humaine et représente les bases d'une société meilleure.

PEREZ GUZMAN

DIVERSITÉ... LIBERTÉ

La nature est un composé de choses diverses toutes différentes les unes des autres, soit dans leurs formes géométriques, soit dans leurs constitutions physiques. Chaque branche du règne minéral, végétal et animal se trouve varié, soit dans son volume et sa densité, soit dans ses traits caractéristiques.

Le monde existe en raison de cette diversité. L'univers que nous peuplons ne pourrait exister s'il n'était formé que d'une seule matière, qu'elle soit minérale, végétale, ou animale ; d'ailleurs il est prouvé que ses trois règnes, ne s'opposent nullement mais se complètent.

Ils sont eux-mêmes un composé de molécules ces dernières de cellules, lesquelles ne sont qu'une multiplication d'atomes, ceux-ci à leur tour sont une accumulation de grains infinitésimaux, neutrons, électrons, protons, qui en définitive ne sont qu'une somme immense d'énergie électrique. Or, aucun de ces grains grands et petits ne se ressemblent.

Donc, à l'origine de la composition du monde se trouve la plus minuscule partie de la matière, le proton, et le neutron, l'un est positif et l'autre négatif. Ils représentent la somme la plus minime pour le premier pas de la matière et du monde en général... Il en est de même dans la société des hommes, s'il n'y avait eu qu'une seule et même pensée, le même sentiment dans toutes les consciences, un même degré d'intelligence, le même physique pour tous les individus, et les mêmes goûts l'homme ne serait pas, ni la société non plus.

Se vêtir tous de la même façon, lire les mêmes livres et écrire les mêmes pensées, parler le même langage et des mêmes problèmes, apprendre le même métier, manger les mêmes aliments, aimer la même personne ou le même objet et habiter la même maison située dans la même ville et au même enorment, tout cela est impossible. Donc la diversité et la différence dans tous les aspects sont ce qui permet à l'homme et à la société d'exister. Le fait même de l'existence de l'homme et de la femme, si différents l'un de l'autre à tous points de vues, indique l'impossibilité de l'existence du monde et de la vie sans variétés en tous sens et en tout état de choses. L'homme et la femme re-

présentent, tout comme le neutron et le proton pour la matière, la somme nécessaire pour la reproduction de l'être humain et celui-ci de la société.

La société humaine a créé, non la diversité, mais l'inégalité, par l'exploitation et le vol organisé des uns aux dépens des autres, cause qui rend impossible la bonne entente entre les hommes ainsi que leurs relations harmonieuses et les échanges des produits sans heurts ni frictions.

Tous les régimes politiques qui ont voulu aller contre ces lois fondamentales et indispensables au bon équilibre des pays, en transformant les hommes en automates régis par une même pensée philosophique et en les engendrant par des règles uniformes, n'ont jamais réussi à établir des bases solides et durables. Les religions disparaissent les unes après les autres d'une façon lente mais sûre du fait de la fausseté de leurs philosophies et de leurs croyances anti-naturelles qui ont engendré l'intolérance la plus violente, et le plus extrême obscurantisme. Si la diversité est la base même de la vie et du développement naturel de la société, et du monde en général, il est normal, pour la continuité de la société que chaque individu y trouve en son sein tout ce qui lui est indispensable pour son développement rationnel aussi bien physique que moral. Il est inhumain et contre nature que les uns possèdent tout du fait de leur puissance et leurs astuces, et les autres presque rien pour la seule raison qu'ils ne sont ni assez forts, ni assez astucieux, ni d'intelligence suffisamment cultivée. L'homme s'unit à ses semblables pour obtenir plus de bien-être et davantage de sécurité face aux forces hostiles de la nature et non pour tomber sous la cupidité de ses semblables. C'est de cet état de choses que sont nés les beaux idéaux socialistes et les organisations de masse ouvrière, les syndicats, qui unis au socialisme pur, après maintes luttes et souffrances, arrivèrent à construire sur les ruines de la société actuelle une nouvelle société, au chaque un recevra en échange de son travail intellectuel ou manuel, tout ce qu'exige son état d'homme libre, sans préjugés et respectueux de la liberté et du bien-être de ses semblables. Ce sera le règne de la liberté et la fin du mensonge et de la tyrannie.

ETIENNE

Comment le véritable syndicalisme envisage la société future

(Suite de la page 2)

progressa, de l'autre côté les idées sociales faisaient leur chemin aussi. Et, grâce, à cette semence de résistance au capital jetée à toutes ces sociétés anodines dont nous avons parlé plus haut, l'esprit syndicaliste commença à se faire sentir et petit à petit, après plus d'un demi-siècle de luttes économiques, les ouvriers français comprennent toute la valeur du syndicalisme et surent concevoir une société future, dont un des principaux accords au célèbre Congrès d'Amiens, en 1906 fut : « Le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale ». Voilà la naissance du syndicalisme, et aussi l'emblème de la nouvelle société.

LA SOCIÉTÉ FUTURE

Je demande des excuses auprès de mes lecteurs si j'ai gardé cette question de la société future, pour le dernier sous-titre. Pour celui qui aime la société comme lui-même et désire que la richesse matérielle et spirituelle soit pour tous ses membres, ces déclarations préliminaires étaient indispensables. « La société future sera selon les degrés d'éducation de ses composants ». Il est possible qu'il y ait d'autres sociétés futures, faites par d'autres hommes et avec des idées différentes du syndicalisme. Mais les syndicalistes révolutionnaires (pris dans le sens de transformation sociale) mettent tous leurs espoirs dans le travail manuel et intellectuel, organisé le mieux possible et fait par eux-mêmes sans patronat ni salariat.

Les rouages qui feront marcher cette société future sont déjà créés et connus par tout le monde ; c'est le « Syndicat » de chaque profession qui sera responsable de la production et de la répartition ; qui fait ou fera l'union locale d'une ville ou village ; l'union de plusieurs villes fait ou fera la fédération départementale, et ainsi de suite. La fédération régionale, nationale et internationale des producteurs.

Demander : J'ai compris. Mais quand viendra cette société future ?

Réponse : C'est une question d'éducation de la part des ouvriers et du progrès du machinisme et aussi de compréhension des deux parties : capitalistes et salariés ; car le but visé, est : le bien-être commun.

D. — Une fois venu cette société future, que pense-t-elle faire de tout ce monde qui vit du capital et de la superstitution ?

R. — Bien simple. A société nouvelle, organisation et travaux nouveaux ; on leur donnera un travail qu'ils pourront faire ; un carnet de travailleur avec lequel ils pourront aller au magasin commun chercher le nécessaire comme tout le monde.

D. — Parfait. Avec cette avalanche de nouveaux travailleurs et y ajoutant les chômeurs, combien d'heures par jour travaillera l'homme ?

R. — Avec le machinisme que possède déjà notre civilisation, trois ou quatre heures par jour suffisent, avec l'espoir de conquérir l'abondance et l'éducation sociale pour tous.

D. — Dans cette société, qui fera le prix et comment se feront les échanges ?

R. — Il n'y aura point de prix ; une commission sera chargée de recueillir toutes les demandes de consommation que les groupes de production chercheront à satisfaire le mieux possible. Quant aux échanges, il faut regarder comment s'arrangent les paysans. La récolte venue ils gardent le nécessaire à leur consommation et le restant est pour les échanges.

D. — Très bien. Qu'est-ce qu'on veut ?

R. — Pour les pauvres, il n'y en aura plus ; les enfants seront gardés par leur mère pendant l'âge scolaire ensuite on leur enseignera une profession ou carrière afin qu'ils soient utiles à eux et à la société ; les malades et les vieux pourront choisir : les centres de repos ou leur famille.

D. — Comment se défendra des faïnéants, voleurs et criminels, dans cette société ?

R. — Quand un homme refusera trois ou quatre heures de travail par jour c'est qu'il sera plus digne d'aller à l'hôpital que d'autre chose ; pour les voleurs et criminels, ils disparaîtront parce que tout sera à tous et, s'ils insistent, c'est qu'ils seront

des malades que la société devra soigner plutôt que de les condamner.

D. — Vous avez raison. Est-ce que l'égalité économique, en droit et en fait, sera pour tous ?

R. — Les inégalités économiques sont anti-humaines. Le régime capitaliste les accepte, parce qu'il ne peut pas faire autrement. La devise du syndicalisme est : « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

D. — D'accord. Croyez-vous que ça peut marcher tel que vous l'écrivez sur le papier ?

R. — Les principaux obstacles seront les capitalistes et ceux qui croient le devenir ; beaucoup de politiciens et ceux qui n'ont d'autre idée que les SERVIR.

D. — Oh ! Quel malheur ! Comment porter remède à toutes ces difficultés ?

R. — Les syndicalistes et, je crois, les abondancistes, n'ont d'autre remède, que je sache, que la force des choses, l'exemple des actes et l'éducation sociale des hommes.

Voilà ce que pensent les vrais syndicalistes et la conception qu'ils ont de la société future.

VICENS

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

TELEPHONE : TRUDAINE 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats doivent être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Treasorier confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3^e) C.C.P. 12793-89 Paris

Rédaction et administration du Combat Syndicaliste : Joseph Soriano, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, (9^e), C.C.P. 11.833-32 Paris.

DEUXIEME UNION REGIONALE

Adresser la correspondance au siège confédéral

REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX

Assemblée Générale, le premier vendredi de chaque mois, à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

UNION LOCALE DE VERSAILLES

Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE NARBONNE

Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 43, rue de l'Académie, à Marseille (1^{er} arrondissement).

Lettre ouverte à Monsieur Charles de GAULLE

Paris le 14 août 1959
Monsieur Charles de Gaulle
« La Boissierie »
Colombey-les-deux-Eglises
(Haute-Marne)

Mon cher de Gaulle,

Décidément votre comportement est des plus équivoques, comment ne chercherai-je pas à vous psychanalyser, en amateur, d'autant que vous écrivez vos mémoires... d'homme ?

Vous n'ignorez rien des différentes conditions des individus qui peuplent « notre pays ». Personnellement, vous n'êtes pas économiquement faible ; alors pourquoi vous être fourvoyé dans la galère de « direction » ?

Pour rendre à la « France » SA « GRANDEUR » dites-vous, hélas, pour vous la France se confond avec vous et vos semblables économiquement-forts. Les français ???... Avouez-le-moi, en catimini, ils font partie de cet ensemble de matière propre à assurer la prospérité de la « France ». Sacré farceur.

Ainsi donc, vous, un religieux qui s'arrête à chaque calvaire, vous en êtes encore à une interprétation antédiluviennne, considérant certains hommes, physiologiquement nés pour servir (être asservies à vos désirs, vos caprices), d'autres hommes.

Relaps à vos principes, vous n'hésitez pas à imiter les politiciens vos prédécesseurs, en agitant le molosse de l'intérêt général pour sacrifier spécieusement celui des particuliers. Depuis quand, l'entité remplace la réalité ; qui sont les pauvres types, qui croient gouverner ou qui le laissent croire, se mêlent de vouloir être les pasteurs intéressés de la naïve brebis populaire.

En toute objectivité, croyez-vous sincèrement, que les gouvernements ont une valeur réelle ? Laissez de côté les questions subsidiaires qui flattent votre orgueil ; président de la République c'est quelqu'un sans doute, mais pour le « Tigre », ce ne pouvait être qu'un imbécille (dans toute l'acception du mot). Personnellement je partage l'interprétation de Clemenceau. Alors, j'attends votre réponse... Puis-je vous le dire mais aucun décret gouvernemental n'a jamais apporté le moindre soulagement aux efforts ou souffrances de l'homme. Au contraire !

Il vous suffira de jeter un coup d'œil rétrospectif sur votre expérience, pour, si vous êtes honnête, vous rendre compte que vous n'avez rien résolu, la guerre d'Algérie continue, elle coûte aux citoyens français... mais, que vous importe, vous n'êtes pas français à part entière, vous êtes de ceux à qui la guerre, sous toutes ses formes, flatte votre exaltante profession d'immunisé contre les périls matériels.

Pour vous, comme pour ceux qui vous ont précédés sur les allées du pouvoir, que, des millions d'êtres humains crévent de faim, cela ne vous empêche pas de fixer votre train de maison à 100 millions de plus par an.

Si, les intéressés dans des termes les plus respectueux vous invitent à considérer leur situation précaire, votre cœur de grand chrétien pousse la générosité jusqu'à admettre leur détresse, mais, vous terminez votre accusé de réception par une fin de non-recevoir.

Allons, pas d'histoire général, vous

n'êtes dupe de rien, sans doute votre situation, de pourvu au maximum, vous laissez indifférent, mais pourquoi ce manque de courage ? Un soldat doit être un héros, qu'êtes-vous ? Un « sénateur » ?

En réalité, si je ne m'abuse vous êtes esclave de votre atavisme ; élevé dans les principes du dualisme qui veut des maîtres et des esclaves de plus nantis d'une éducation (dressage) de caste, vous ne pouvez vous évader de ce pathologique attribut.

En passant, permettez : C'est l'esclave qui fait le maître !

*

Il y a toutefois un côté amusant dans votre attitude, c'est la distribution au kilomètre d'étrons Napoléoniens. La Monarchie de juillet usait du même procédé.

Plus j'avance dans votre comportement, plus je me convaincs que malgré votre indicible orgueil vous avez conscience que l'homme est resté le fétichiste d'autrefois, aimant les musiques bruyantes, les hochets, enfin, tout ce qui exalte son obscure stupidité et le livre sous forme d'andouille bien ficelée à la risée de votre clan. Prenez garde cependant, l'époque

est aux travestis et en dépit des multiples applaudissements, la foule toujours avide de coloris fulgurant, pourrait, comme elle le fit à travers notre histoire, vous offrir, comme au bon Roy Louis XVI, une couronne... plutôt mortuaire.

Voyez-vous l'homme est un pantin, triste pour sa destinée, il se croit immortel, palabrant, lorsque affublé des plumes du paon, il affirme être le seul à connaître la vérité et la posséder.

Un danger vous menace, la presse commence à parler de votre chien, n'oubliez pas qu'Alcibiade était général et que son malheureux compagnon connu, pour la gloire de son maître, le désespoir d'y laisser sa queue.

De grâce soyez bon pour les animaux, puisque vous ne savez pas être bon à quelque chose pour vos semblables « inférieurs », les vieux et les travailleurs.

Croyez, cher de Gaulle à mes sentiments humains.

Camille ANDRES

M. Camille ANDRES
24, rue Jouye-Rouve
Paris (XX^e).

Librairie C. N. T.

BROCHURES

- La contre-révolution Etatiste (Ernestan), prix : 40 fr. ; franco : 50 fr.
- Valeur de la Liberté (Ernestan), prix : 100 fr. ; franco : 125 fr.
- Socialisme et Humanisme (Ernestan), prix : 80 fr. ; franco : 105 fr.
- Le salariat (P. Kropotkine), prix : 25 fr. ; franco : 35 fr.
- Catalogue libertaire ; que sont la C. N.T. et la F.A.I. (A. et D. Prudhommeaux), prix : 80 fr. ; franco : 105 fr.
- Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme (P. Besnard), prix : 25 fr. ; franco : 35 fr.
- Le Communisme (et la hiérarchie en U.R.S.S.) (G. Leval), prix : 120 fr. ; franco : 145 fr.
- L'Anarchisme et l'Abondancisme (G. Leval), prix : 50 fr. ; franco : 60 fr.
- Les buts et l'organisation du Syndicalisme Révolutionnaire (C.G.T. S.R.), prix : 50 fr. ; franco : 75 fr.
- L'Anarchie (Malatesta), prix : 60 francs ; franco : 85 fr.
- La Société sans Etat (G. Berneri), prix : 50 fr. ; franco : 60 fr.
- Les Anarchistes face à la Technocratie (S. Parane), prix 50 fr. ; franco : 60 fr.
- Le syndicalisme et l'Etat (E. Rotot), prix : 50 fr. ; franco : 60 fr.
- Les Bulgares parlent au Monde (les anarchistes sous l'occupation Bolcheviste) - (C.A.A.B.), prix : 50 fr. ; franco : 75 fr.
- Union Sacrée 1914, (Rosmer et Modiano), prix : 80 fr. ; franco : 105 fr.
- Réponse aux paroles d'une croyante (S. Faure), prix : 30 fr. ; franco : 40 fr.
- Les propos subversifs (S. Faure), chaque exemplaire : prix : 40 fr. ; franco : 50 fr.
- 1. La fausse Rédemption ;
- 2. La dictature de la bourgeoisie ;
- 3. La pourriture parlementaire ;

- 4. Leur Patrie ;
- 5. La Morale officielle... et l'autre ;
- 6. La femme ;
- 7. L'enfant ;
- 8. Les familles nombreuses ;
- 9. Les Métiers haïssables ;
- 10. Les forces de Révolution ;
- 11. Le chambardement ;
- 12. La véritable Rédemption ;
- LIVRES : HISTOIRES ET DOCUMENTS
- L'indispensable Révolution (G. Leval), prix : 300 fr. ; franco : 360 fr.
- Le Monde Nouveau (P. Besnard), prix : 250 fr. ; franco : 295 fr.
- L'Éthique du Syndicalisme (P. Besnard), prix : 150 fr. ; franco : 210 francs.
- La Paix (P. Besnard), prix 150 fr. ; franco : 210 fr.
- Mon opinion sur Dieu (S. Faure), prix : 250 fr. ; franco : 295 fr.
- L'imposture Religieuse (S. Faure), prix : 400 fr. ; franco : 460 fr.
- Le Syndicalisme Révolutionnaire Paul Delesalle (J. Maitron), prix : 550 fr. ; franco : 610 fr.
- Féminisme et Mouvement ouvrier (George Sand) (E. Dolleaux), prix : 420 fr. ; franco : 480 fr.
- Essai sur la condition ouvrière 1900-1950 (M. Collinet), prix : 510 fr. ; franco : 570 fr.
- Juin 36 (J. Danos et M. Gibelin), prix : 550 fr. ; franco 610 fr.
- L'Internationale Chrétienne (P. Le-franc), prix : 370 fr. ; franco : 415 fr.
- Mouvement ouvrier et socialiste - L'Espagne (1750-1936) (R. Lambert), prix : 645 fr. ; franco : 705 francs.
- Eugène Humbert (J. Humbert), prix : 400 fr. ; franco : 490 fr.
- Vie et Mort des Corporations (J. Jacques), prix : 150 fr. ; franco : 195 francs.
- Révolution et Drapeau rouge (M. Dommange), prix : 100 fr. ; franco : 85 fr.

Douze preuves de l'inexistence de Dieu (1)

Par Sébastien FAURE

Dans le second cas, Dieu pourrait supprimer le mal. Il lui suffirait de vouloir pour que le mal fut aboli ; il est tout puissant ; mais il ne veut pas le supprimer ; et alors il n'est pas infiniment bon.

Ici, Dieu est puissant, mais il n'est pas bon ; là, Dieu est bon mais il n'est pas puissant.

Or, pour que Dieu soit, il ne suffit pas qu'il possède l'une de ces perfections : puissance ou bonté, il est indispensable qu'il les possède toutes les deux. Ce raisonnement n'a jamais été réfuté.

Entendons-nous : je ne dis pas qu'on n'y est jamais parvenu. L'essai de réfutation le plus connu est celui-ci :

« Vous posez en termes tout à fait erronés le problème du mal. C'est bien à tort que vous en rendez Dieu responsable. Oui, certes, le mal existe il est indéfinissable ; mais c'est l'homme qu'il convient d'en rendre responsable. Dieu n'a pas voulu que l'homme soit un automate, une machine, qu'il agisse fatalement. En le créant il lui a donné la liberté ; il en a fait un être entièrement libre ; de la liberté qu'il lui a généreusement octroyé, Dieu lui a laissé la faculté de faire, en toutes circonstances, l'usage qu'il voudrait ; et, s'il plaît à l'homme au lieu de faire un usage judicieux et noble de ce bien inestimable, d'en faire un usage oisieux et criminel, ce n'est pas Dieu qu'il faut en accuser, ce serait injuste ; il est équitable d'en accuser l'homme ».

Voilà l'objection ; elle est classique. Que vaut-elle ? Rien.

Je m'explique. Distinguez d'abord le mal physique du mal moral. Le mal physique c'est la maladie, la souffrance, l'acci-

dent, la vieillesse avec son cortège de tares et d'infirmités, c'est la mort, la perte cruelle de ceux que nous aimons ; des enfants naissent qui meurent quelques jours après sans avoir connu autre chose que la souffrance ; il y a une foule d'êtres humains pour qui l'existence n'est qu'une longue suite de douleurs et d'afflictions, en sorte qu'il vaudrait mieux qu'ils ne fussent pas nés ; c'est, dans le domaine de la nature, les fléaux, les cataclysmes, les incendies, les sécheresses, les famines, les inondations, les tempêtes, toute cette somme de tragiques fatalités qui se chiffrent par la douleur et la mort. Qui oserait dire de ce mal physique que l'homme doit en être rendu responsable ?

Qui ne comprend que, si Dieu créa l'univers, si c'est lui qui l'a doté des formidables lois qui le régissent et si le mal physique est l'ensemble de ces fatalités qui résultent du jeu normal des forces de la nature, qui ne comprend que l'auteur responsable de ces calamités, c'est, en toute certitude, celui qui a créé cet univers, celui qui le gouverne.

Je suppose que, sur ce point, il n'y a pas de contestation possible. Dieu qui gouverne l'univers est donc responsable du mal physique.

Cela seul suffirait, et ma réponse pourrait s'en tenir là.

Mais je prétends que le mal moral est imputable à Dieu au même titre que le mal physique, puisque s'il existe, il a présidé à l'organisation du monde moral comme à celle du monde physique et que, conséquemment, l'homme victime du mal moral comme du mal physique, n'est pas plus responsable de l'un que de l'autre.

Mais il faut que je rattache ce que

j'ai à dire sur le mal moral à la troisième et dernière série de mes arguments.

TROISIEME SERIE D'ARGUMENTS

PREMIER ARGUMENT : IRRESPONSABLE, L'HOMME NE PEUT ETRE NI PUNI NI RECOMPENSE

Que sommes-nous ? Avons-nous présidé aux conditions de notre naissance ? Avons-nous été consultés sur la simple question de savoir s'il nous plaisait de naître ? Avons-nous été appelés à fixer nos destinées. Avons-nous eu, sur un seul point, voix au chapitre ?

Si nous avions eu voix au chapitre, chacun de nous se serait, dès le berceau, gratifié de tous les avantages : santé, force, beauté, intelligence, courage, bonté, etc. Chacun eût été le résumé de toutes les perfections, une sorte de Dieu en miniature.

Que sommes-nous ? Sommes-nous ce que nous avons voulu être ? Incontestablement non ! Dans l'hypothèse Dieu, nous sommes, puisque c'est lui qui nous a créés, ce qu'il a voulu que nous soyons.

Dieu, puisqu'il est libre, aurait pu ne pas nous créer. Il aurait pu nous créer moins pervers, puisqu'il est bon. Il aurait pu nous créer vertueux, bien portants, excellents. Il aurait pu nous combler de tous les dons physiques, intellectuels et moraux, puisqu'il est tout-puissant.

Pour la troisième fois, que sommes-nous ?

Nous sommes ce que Dieu a voulu que nous soyons. Il nous a créés comme il lui a plu, a son gré.

Il n'y a pas d'autre réponse à cette interrogation : que sommes-nous ? si on admet que Dieu existe et que nous sommes ses créatures.

C'est Dieu qui nous a donné nos sens, nos facultés de compréhension, notre sensibilité, nos moyens de percevoir, de sentir, de raisonner et d'agir. Il a prévu, voulu, déterminé nos conditions de vie : il a conditionné nos besoins, nos désirs, nos passions, nos craintes, nos espérances, nos haines, nos tendresses, nos aspirations. Toute la machine humaine correspond à ce qu'il a voulu qu'elle soit. Il a conçu, agencé de toutes pièces le milieu dans lequel nous vivons ; il a préparé toutes les circonstances qui, à chaque instant, donneront l'assaut à notre volonté et détermineront nos actions.

Devant ce Dieu formidablement armé, l'homme est irresponsable.

Celui qui n'est sous la dépendance de personne est entièrement libre ; celui qui est un peu sous la dépendance d'un autre est un peu esclave, il est libre pour la différence ; celui qui est beaucoup sous la dépendance d'un autre est beaucoup esclave, il n'est libre que pour le reste ; enfin celui qui est tout à fait sous la dépendance d'un autre est tout à fait esclave et ne jouit d'aucune liberté.

Si Dieu existe c'est dans cette dernière posture, celle de l'esclavage, que l'homme se trouve par rapport à Dieu, et son esclavage est d'autant plus entier qu'il y a plus d'écart entre le Maître et lui.

Si Dieu existe, lui seul sait, peut, veut ; lui seul est libre ; l'homme ne sait rien, ne peut rien, ne veut rien ;

sa dépendance est complète. Si Dieu existe, il est tout ; l'homme n'est rien.

L'homme ainsi tenu en esclavage, placé sous la dépendance pleine et entière de Dieu, ne peut avoir aucune responsabilité. Et s'il est irresponsable, il ne peut être jugé.

Tout jugement implique un châtiement ou une récompense ; et les actes d'un être irresponsable, n'ayant aucune valeur morale, ne relèvent d'aucun jugement. Les actes de l'irresponsable ne peuvent être utiles ou nuisibles ; moralement, ils ne sont ni bons ni mauvais, ni méritoires, ni réprouvés ; ils ne sauraient équitablement être récompensés ni châtiés.

En s'érigeant en justicier, en punissant ou en récompensant l'homme irresponsable, Dieu n'est qu'un usurpateur ; il s'arroge un droit arbitraire et il en use à l'encontre de toute justice. De ce que je viens de dire, je conclus :

a) Que la responsabilité du mal moral est imputable à Dieu comme lui est imputable celle du mal physique ;

b) Que Dieu est un justicier indigne, parce que : irresponsable, l'homme ne peut être ni récompensé, ni châtié.

SECOND ARGUMENT :

DIEU VIOLE LES REGLES FONDAMENTALES DE L'EQUITE

Admettons un instant que l'homme soit responsable et nous allons voir que, même dans cette hypothèse, la divine justice viole les règles les plus élémentaires de l'équité.

Si l'on admet que la pratique de la justice ne saurait être exercée sans compter une sanction et que le ma-

gistrat a pour mandat de fixer cette sanction, il est une règle sur laquelle le sentiment est et doit être unanime : c'est que, de même qu'il y a une échelle de mérite et de culpabilité, il doit y avoir une échelle de récompenses et de châtiements.

Ce principe posé, le magistrat qui pratiquera le mieux la justice, sera celui qui proportionnera le plus exactement la récompense au mérite et le châtiement à la culpabilité ; et le magistrat idéal, impeccable, parfait, sera celui qui fixera un rapport d'une rigueur mathématique entre l'acte et la sanction. Je pense que cette règle élémentaire de justice est acceptée par tous.

Eh bien ! Dieu, par le ciel et par l'enfer, méconnaît cette règle et la viole.

Quel que soit le mérite de l'homme, il est borné (comme l'homme lui-même) et, cependant, la sanction de récompense, le ciel, est sans bornes, ne serait-ce que par son caractère de perpétuité.

Quelle que soit la culpabilité de l'homme, elle est limitée (comme l'homme lui-même) et, pourtant la sanction de châtiement, l'enfer, est sans limites, ne serait-ce que par son caractère de perpétuité.

Il y a donc disproportion entre le mérite et la récompense entre la faute et la punition ; disproportion partout. Donc, Dieu viole les règles fondamentales de l'équité.

Ma thèse est achevée ; il ne me reste plus qu'à récapituler et à conclure.

(à suivre).

(1) Voir le « Combat Syndicaliste » numéros 152 à 156.

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION :
39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9^e

Abonnements 12 numéros : 220 fr.;
24 numéros, 430 fr.; 48 numéros, 850 fr.
Changement d'adresse : 20 francs.

SYNDICALISME, REVOLUTION !

(Suite de la page 1)

naire. L'état n'intervenant pas à cette époque dans les questions de salaires, c'était le patronat qui en faisait les frais. Ceci était un principe de la vieille C.G.T. révolutionnaire qui se définissait ainsi : En privant le capital de ses bénéfices vous le réduisez à néant.

Mais les temps ont changé ; de nos jours quand le lampiste obtient

une maigre augmentation de salaire, le profit va en réalité à la hiérarchie des salariés d'une part et aux patrons de l'autre. En effet, le patron, pour sa part évalue le produit d'après le prix de revient total et comme le peuple est le gros consommateur de denrées, c'est lui en définitive qui en paye les frais.

Quant aux hiérarchies « ouvrières » il leur est fort agréable de voir la masse revendiquer, pour ne pas trop perdre de terrain dans la course après la hausse continue des prix, 10 pour cent de rajustement de salaires, car cette augmentation basée sur un salaire mensuel de cent cinquante ou deux cent mille francs est assez appréciable, surtout quand ce sont les autres qui « sortent les marrons du feu ».

Il est peut-être utile aussi de rappeler que le syndicalisme dont nous évoquons le souvenir, ne se conten-

tait pas de lutter pour l'amélioration du pouvoir d'achat du prolétariat, il s'attaquait de toutes ses forces à une multitude de puissances obscurantistes et malfaisantes qui sont le soutien de l'édifice capitaliste basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Oui ! les temps ont changé. Depuis que le parti des Masses-Turbis (selon l'expression du défunt camarade Le Pin) a assassiné le syndicalisme ainsi que ses défenseurs, et que le rôle de militant dans les « grandes » centrales syndicales se borne à mendier, à quémander, il y a moins de victimes de la lutte sociale ; mais il n'y a plus de conscience de classe.

L'être humain reprend du poil de la Bête.

Le patronat, lui, s'en donne à cœur joie, et les fortunes n'ont jamais été aussi provocantes. La guerre, cette plaie universelle est tout à l'honneur et pourtant ils sont encore nom-

breux, hélas ! les sous-alimentés, les indigents.

Nombreux aussi sont les vieux travailleurs qui, après avoir tout donné durant leur vie laborieuse, n'ont même plus ni l'espoir de connaître l'aurore d'un monde meilleur et plus juste. J'ouvre ici une parenthèse pour rendre hommage à tous les hommes de cœur qui ne ménagent ni leur temps ni leurs efforts pour soulager les misères de nos aînés.

Nombreux enfin, les jeunes sans orientation, livrés à eux-mêmes ou pervertis par le milieu dépravé que lui offre la société actuelle.

Notre but étant la métamorphose de cette société, notre tâche ne sera pas facile mais nous n'y faillirons pas ; et nous étudierons dans un prochain article le rôle du syndicalisme dans la Révolution Sociale.

Ph. P.

L'anticléricalisme est-il désuet ?

(Suite de la page 1)

divines étant exclus, l'Espagne et le Portugal intégrés, la statistique montre la prédominance des catholiques (condition essentielle, laisser, l'Allemagne divisée (1). Aussi la devise d'Adenauer semble être « Parler toujours de la réunification des deux Allemagnes mais l'éviter à tout prix ».

Si nous cherchons les hommes d'Etat partisans acharnés de cette petite Europe nous y trouvons R. Schuman, Bidault, Adenauer, Gasperi, Van Leeland, Beck tous catholiques et la plupart membres de l'Opus Dei — (qui vise à la prise par l'Eglise de tous les leviers de commande de la politique internationale et à la consolidation du pouvoir politique de la hiérarchie vaticane dans les Etats).

Pie XII s'adressant aux peuples d'Asie les invite à la guerre sainte et le Cardinal Frings à Cologne déclare : « C'est un faux humanisme que de craindre la guerre ».

En Argentine, quoique le Président Peron ne soit pas un personnage recommandable il est troublant de constater que la hiérarchie catholique se dressa contre lui lorsqu'il voulut laïciser l'enseignement, séparer l'Eglise de l'Etat et préparer une législation sur le divorce (1). L'Eglise soutient l'armée républicaine qui cherche à incorporer à l'Etat clérical de l'Erin, les protestants de l'Ulster. Ainsi dans toutes les parties du monde, Argentine, Brésil, Serbie, Espagne, Asie, Amérique, nous retrouvons à découvert le visage cruel de l'Eglise du Moyen-Age, qui ne recule devant rien pour défendre ses privilèges qu'elle appelle droits sacrés ; elle pactise avec les dictatures les plus sanguinaires, donne son appui aux plus dangereuses coalitions, et la guerre elle-même ne lui fait pas peur.

Mais à la place de ce laid visage sans masque on nous incite à contempler le nouveau catholicisme des chrétiens de gauche, qui a des traits bien plus séduisants.

L'Eglise ne semble plus aujourd'hui faire peur à personne. La presse radicale avancée publie le Bloc Notes de Mauriac, des journaux dirigés par des F.M. publient le compte rendu des visions du pape alors qu'on n'eût osé parler, il y a 30 ans, de « faits » qui eussent fait rire tout le monde hormis quelques dévots.

Ceci s'explique par le changement de l'évolution au catholicisme. Alors que pendant longtemps l'idée de catholicisme était liée à l'idée de conservatisme et de royalisme, à la libération on assista dans tous les pays à une floraison du parti chrétien-social, animés, au moins à leurs débuts par un souffle authentiquement démocratique.

Lorsque le M.R.P. glissera insensiblement

vers la droite une aile gauche s'en détachera qui permettra à l'Eglise de rayonner parmi ceux que les chrétiens-sociaux recevaient.

Cette aile marchante de l'Eglise embrasse un éventail de positions qui va du bourgeois éclairé (François Mauriac) à des révolutionnaires chrétiens qualifiés de « crypto communistes » d'un socialisme mitigé à des positions quasi marxistes.

Et l'abbé Boullier animateur de la Quinzaine, voyait dans le communisme le véhicule des idées les plus généreuses du Christ.

Les prêtres-ouvriers pensaient s'identifier avec le prolétariat afin d'exercer sur lui l'action de l'exemple et du sacerdoce.

Une centaine d'entre-eux revêtaient la salopette de l'ouvrier.

Cependant chaque fois que ces novateurs vont trop loin dans la voie qu'ils se sont tracé l'Eglise les rappelle à l'ordre. Or, ce qu'il y a de remarquable c'est que si elle leur laisse le choix entre la « démission » ou la « soumission », aucun ne se démet, tous se soumettent.

Qu'il s'agisse de Marc Sanguier du Sillon, du Père Theillard de Chardin, de la Revue de la Quinzaine, des prêtres ouvriers tous, lorsqu'ils sont mis en demeure de choisir entre leurs idéaux et l'obéissance au Vatican, tous font amende honorable. Ils sont catholiques romains avant tout.

Mais cette « aile marchante », est destinée à calmer et à circonvenir l'intelligence de gauche.

Pour les grandes masses au contraire — l'Eglise n'est pas à une contradiction près — l'Eglise s'oppose foncièrement au communisme. En 1922, le Vatican, n'avait pas encore jeté l'anathème, sur la révolution russe. Car il voyait en elle une alliée peut-être involontaire. En effet les révolutionnaires Russes combattaient avec acharnement, l'Eglise orthodoxe et les Popes, soutiens normaux du tsarisme : c'était faire, en abattant le schisme, le jeu de Rome.

Cependant, après avoir muselé l'Eglise orthodoxe en Russie, le communisme se retourna contre la hiérarchie catholique, principalement dans les pays satellites, et en vint à contradiction à soutenir les orthodoxes pour mieux abattre l'Eglise romaine ! Dès lors le Vatican devint farouchement anti-communiste. En se plaçant en tête de la croisade contre la barbarie rouge, l'Eglise se posait en défenseur de la personne humaine, ce qui la lavait de l'accusation d'absolutisme et d'obscurantisme que l'on portait contre elle. Si bien que, lorsqu'aux Etats Unis, la peur du communisme prit une forme aiguë sous

le nom de macarthysme, (Mac Carthy était d'ailleurs un catholique, soutenu par Rome) (1), les Eglises protestantes, les libéraux de toutes dénominations, les presbytériens fidèles aux doctrines pacifistes, furent placés dans une lumière fort douteuse, aux yeux des chasseurs de sorcières.

C'est par le canal de l'anti-communisme que l'Eglise romaine, à conquis ses positions aux U.S.A. où son action était négligeable. Et dans les pays d'Europe, on substituait par cet artifice, l'anti-communisme à l'anti-cléricalisme dans l'esprit de millions d'hommes, qui en viennent à identifier catholicisme, et civilisation occidentale. Lutter pour Rome, c'est lutter pour l'Occident, lutter contre Rome, c'est faire le jeu du communisme.

Cependant tout en exploitant la croisade anti-communiste le Vatican se réserve des positions de repli. Les communistes chrétiens, ne sont pas excommuniés, mais seulement interdits, les prêtres ouvriers réfractaires, qui en bonne logique devraient être rejetés de l'Eglise, n'ont été qu'avertis. Aussi le pape Pie XII écrit-il à l'évêque d'Ausbourg « L'Eglise catholique romaine n'est pas liée à la civilisation occidentale et elle ne s'identifie à aucune civilisation particulière ». Ce qui ne fait qu'une contradiction de plus. Où sont donc passés les défenseurs de la civilisation occidentale ? Moscou ne semble pas avoir été insensible à ces avances et sa souplesse et son réalisme pourrait s'il voyait un intérêt — même à long terme — le pousser à un Concordat avec Rome.

L'avantage le plus visible serait de purger la bourgeoisie occidentale du poison de l'anti-communisme.

Ainsi donc, nous pouvons conclure que, sous des formes, plus ou moins aiguës, plus ou moins insidieuses, selon les pays et selon l'influence que l'Eglise y a déjà acquise, le cléricalisme est plus vivant, plus tenace, plus dangereux que jamais. Et nous pouvons alors assurer que décidément le CLERICALISME N'EST PAS DESUET, et qu'il reste donc un danger pour la classe ouvrière et un obstacle pour l'émancipation et la libération des peuples.

R. LAURENT

(1) Pour tenir à l'écart l'Allemagne protestante.

(1) L'Eglise cria à la liberté violée... mais elle avait applaudi à l'interdiction du journal « La Presse ».

(1) L'évêque de Chicago qui au nom de la liberté avait pris position contre Mac Carthy fut « déplacé » par la hiérarchie catholique.

Francisco FERRER

(Suite de la page 1)

Vint la conscription. Ferrer est remplacé. Bientôt agréé comme contrôleur de route à la Compagnie des Chemins de fer du Nord il ne tardera point à épouser Mlle Thérèse Samuati. De ce mariage naquirent plusieurs enfants...

Mais l'heure de l'action sonna bientôt.

19 septembre 1886, Francisco Ferrer, contrôleur des Chemins de fer, s'engage sur les chemins qui ont conduit certains ambitieux à la gloire, d'autres à l'échafaud, d'autres encore vers cette paix sereine qui accompagne ceux dont la sincérité a été le mobile de toute une vie de dévouements et de sacrifices.

Une échauffourée éclate à Santa-Coloma de Farnes, échauffourée de Villacampa, du nom de celui qui la dirigea.

Précisons, pour mieux comprendre la part prise par F. Ferrer, dans un pronunciamiento qui visait à proclamer la République en Espagne :

La régence de Marie-Christine était fort contestée. Les républicains profitant de l'absence de Madrid de celle-ci et du Premier Ministre Sagasta, risquèrent un mouvement de révolte.

Dans la caserne San Gil, 85 cavaliers du régiment d'Albuero et 185 hommes d'un régiment d'infanterie de Guarelle conduits par des officiers et sous-officiers, abandonnèrent la caserne aux cris : « Vive la République », « Vive Salmeron ». Le général de brigade républicain Villacampa était l'âme de l'insurrection et marchait à la tête des insurgés.

Les rebelles gagnèrent la caserne des Docks, tentèrent d'entraîner leurs camarades et cherchèrent à enlever le parc d'artillerie.

Le général Pavia, gouverneur de Madrid, s'en vint livrer combat avec les troupes restées fidèles. Rejoignant les insurgés à la Gare du Midi, il les somma de se rendre. Il lui fut répondu par un feu de salve. Mais ne se sentant point aidés par les troupes des Docks, les rebelles durent céder et cherchèrent refuge aux environs de Madrid. Certains gagnèrent la campagne. Presque tous, hélas, furent bientôt arrêtés. Le pronunciamiento avait échoué complètement.

Une cinquantaine d'arrestations eurent lieu parmi les républicains et zorrillistes.

Villacampa lui-même, réfugié à Noblejas, dans la province de Tolède, est arrêté à son tour le 23 septembre. Condamné à mort ainsi que d'autres civils et militaires, il voit sa peine commuée en déportation perpétuelle, grâce aux protestations de l'opinion publique. Transporté à Fernando Po, Villacampa ne tarda point à y mourir.

F. Ferrer s'expatria, vint à Paris, devint secrétaire de Ruiz Zorrilla, un des chefs du parti républicain espagnol et ainsi il continua la propagande en faveur des idées républicaines et anti-cléricales.

Si F. Ferrer n'abandonne point la poursuite de sa formation intellectuelle, il songe déjà à partager ce qu'il possède. Il veut dispenser son savoir autour de lui, communiquer ses connaissances aux autres, en faire profiter autrui.

Il fait traduire en espagnol certains livres et brochures qu'il juge utile pour soutenir son action anticléricale. Mais des ennemis personnels l'assailent qui le forcent bientôt à se séparer de sa femme, le divorce n'étant pas admis par la loi espagnole.

Pour subvenir aux besoins familiaux, F. Ferrer professe à l'Association philotechnique un cours espa-

gnol, ensuite au Lycée Condorcet. Commencé en 1895, cela durera jusqu'en 1898. Entre temps il publie un cours d'espagnol pratique, cours très estimé parait-il.

Il cessera ces activités dès 1901, absorbé qu'il est par la création de l'Ecole Moderne à Barcelone.

En ce temps-là, Ferrer, doute de la réussite des pronunciamientos. La liberté, il ne la croit possible que chez un peuple qui a renoncé à croupir dans l'ignorance. Or l'Espagne compte un nombre conséquent d'illettrés.

Pour instaurer une République durable et viable, il faut éclairer les esprits, l'instruction peut y aider puissamment, encore faut-il qu'il existe des lieux où les individus puissent acquérir cette instruction indispensable.

L'idée de l'Ecole Moderne était née chez F. Ferrer. Il devait chercher à la réaliser pratiquement.

A l'Ecole Moderne, succédera la publication de l'Ecole Moderne, suivie de l'Ecole Rénovée, auxquelles se joindra bientôt la Ligue Internationale pour l'Education rationnelle de l'Enfance, car Francisco Ferrer a décidé de porter sur le plan international l'idée qu'il veut réaliser pour l'Espagne.

Et ainsi s'ouvre un nouveau chapitre des activités de F. Ferrer.

M. D.

Rétrospectives... et perspectives

(suite) (1)

La publicité, dans toutes ces choses, joue un rôle capital. On lance un homme, s'il est docile au parti, comme on lance une marque d'apéritif ou un savon hygiénique. Et les masses acceptent le fourbe comme elles prennent l'habitude de boire un Ricard ou un Dubonnet, de se laver avec un Cadum ou un Monsavon. On vante tellement les mérites de ces produits et de ce bonhomme que — c'est un fait acquis — la publicité porte.

Les journaux seront pleins des interventions « violentes » des leaders de gauche à la Chambre, alors que c'est une vraie fumisterie, les « adversaires » trinquant sans rancune quelques instants plus tard à la buvette gratuite de la Maison. Mais, pour les masses, cela prend une allure sportive, elles s'en délectent. Un sacré gars, tout de même, ce Machin...

Le syndicalisme, lui, est sur sa voie de garage. On lui concède, par le truchement de ses délégués, de discuter les points de l'indice, de réclamer des vestiaires ou des W.C. supplémentaires, de proposer des mesures d'hygiène ou de sécurité, de veiller au tableau d'affichage et autres brouilleries généralement accordées. Tout le reste c'est l'affaire des partis.

Le syndicalisme, ainsi, est réduit à peu de chose alors qu'au contraire il devrait s'emparer des grands problèmes. Un exemple : — En 1926 ; si j'ai bonne mémoire, Herriot, alors Président du Conseil, annonçait imprudemment, mais à grand fracas, qu'il étudiait un projet rendant l'Enseignement Secondaire obligatoire pour tous.

C'eût été là un progrès extraordinaire, qui eût eu des répercussions plus extraordinaires encore pour la nation entière. Le syndicalisme eût dû s'emparer de cette idée formidable et, battant le fer pendant qu'il était chaud, entreprendre une campagne par tous les moyens. Prenant le politicien qui s'était si imprudemment avancé au mot, le sacrant le plus grand homme que la France ait jamais eu, s'il le fallait — ce qu'il affectionnait par-dessus tout — mettant des Commissions de pédagogues en action pour étudier le projet et sa mise au point, utilisant tout ce qui pouvait être utilisé dans le domaine publicitaire, ce projet, dans la psychose créée, avait de sérieuses chances d'être adopté et de faire faire un bond prodigieux aux classes travailleuses.

Car ce dont celles-ci souffrent le plus c'est du manque d'instruction.

J. BONHOMME

Sommes-nous sur la route ?...

Comment passer du système « Vente-achat » à la distribution gratuite des richesses ?

Est-ce possible dès maintenant ?

Une transition est-elle nécessaire ?

Passer du système capitaliste à la gratuité générale de la distribution est impossible dans l'immédiat.

Non pas pas pour des raisons matérielles, techniques de productivité, mais pour des raisons psychologiques.

Des millions d'ouvriers, syndiqués ou non, ont été nourris jusqu'à ce jour dans l'espoir de partager les bénéfices de leurs patrons, voire de s'en emparer.

Aucun syndicat, autre que la C.N.T. n'a jamais envisagé et vulgarisé une tactique susceptible d'éclairer et d'instruire les travailleurs à ce sujet.

La Charte d'Amiens envisageait bien l'abolition du salariat, mais en déclarant : « Le congrès considère la grève générale comme moyen d'action, et le syndicat aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation » ; elle s'est trompée...

La grève générale, par arrêt du

travail, c'est-à-dire par privation des consommateurs de tout ce qui leur est nécessaire est et serait une maladresse d'autre part, prétendre que le syndicalisme suffit à tout est une erreur beaucoup plus grave aujourd'hui que hier. Elle aboutirait à une véritable dictature. Cette déclaration était d'ailleurs purement symbolique puisque d'autre part la Charte reconnaissait au syndiqué le droit d'être adhérent d'un Parti !

Or, qui dit Parti, dit gouvernement, Etat. La Charte, à l'usage de la doctrine des partis politiques.

Ceux qui restent attachés à ces contradictions provient par là que les expériences ne leur ont rien appris. Et c'est dommage !

Or, ce qui semblait confus, chimérique, hier, apparaît aujourd'hui comme une nécessité vitale. La tentative de grève des chemins de fer, avortée avant d'avoir vu le jour, dans l'indifférence générale, Orientée comme elle le fut elle n'avait pas de sens social.

Nous sommes donc d'accord : il faut éclairer les cerveaux. Tâche longue, pénible, mais nécessaire. Il nous faut propager la doctrine de la gratuité, entraîner les travailleurs et les consommateurs dans des mouvements coordonnés pour réaliser dès aujourd'hui la gratuité sur tous les plans possibles. C'est possible dès maintenant sur une sphère limitée. Surtout la ou l'euphorie des services assure la possibilité de leur usage par tous, c'est-à-dire dans tous les services publics et d'autres particuliers. Qu'est-ce qu'un service public ?

C'est l'exploitation d'une propriété collective — réalisée par l'impôt — placée sous l'autorité exclusive de l'Etat. L'Etat s'arroge ainsi un droit d'administration absolument arbitraire. A tel point que ceux dont le pouvoir d'achat est insuffisant ne peuvent jouir d'un service dont ils sont copropriétaires !!!

Leur droit de propriété, que l'impôt renouvelle sans cesse, est illusoire, car la jouissance est conditionnée par la richesse individuelle...

Il s'agit donc, en fait, de restituer à tous les copropriétaires, c'est-à-dire à tous les usagers l'administration directe du service et la jouissance « selon les besoins ».

Une telle entreprise serait possible si les syndicats, et surtout les syndicats abandonnaient leurs techniques anachroniques ; si toute la presse libérale comprenait l'importance de l'œuvre à accomplir.

Mais, dira-t-on, les ouvriers des services publics, touchés par la gratuité, de quoi vivront-ils ?

Autrement dit, que propose-tu comme transition ? La gratuité est un cheminement, un apprentissage, une lutte éducative et sévère.

Les travailleurs qui obtiendront, grâce à la collaboration des usagers, la mise en gratuité de leur service, obtiendront également un revenu social alloué par l'Etat ébranlé mais non vaincu. Et cela jusqu'au jour où la grève gestionnaire et distributive s'étendant à toutes les activités, réalisera l'égalité économique.

Le revenu social offre cet avantage immédiat. Déjà, il se trouve pra-

Journal Imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CAPITO 89-73 — T O U L O U S E

Le Gérant responsable : J. SORIANO



3428

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens.
A chacun selon ses besoins.

31^e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 158

20 FRANCS

OCTOBRE 1959

LA CHARTE D'AMIENS...

Il y a plus d'un demi-siècle (1906) que la fameuse résolution du congrès de la C.G.T., connue sous le nom de Charte d'Amiens a été adoptée. Elle fait, depuis, pour la plupart de ceux qui s'intéressent au syndicalisme ouvrier, figure de memento.

Deux thèses étaient en présence : celle des syndicalistes fidèles aux principes de la fraction antiautoritaire de la première Internationale, prétendant que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et celle des apparentés aux socialistes étatiques, les Guesdistes, qui, considérant le syndicalisme comme un élément mineur, n'envisageaient la solution des problèmes posés au prolétariat que par la conquête politique du pouvoir.

La victoire des premiers fut écrasante et eut un important retentissement. Pourtant, cette résolution était loin de la perfection, tant par ses silences sur de multiples problèmes essentiels que par la rédaction de ses deux derniers paragraphes qui, sous couvert d'éviter la main mise des parlementaires sur les syndicats ouvriers, entérinaient la neutralité bienveillante de ceux-ci.

Les politiciens, battus à plate couture, accordèrent tout juste l'importance qu'il fallait au succès remporté par les syndicalistes, qu'ils considéraient comme une victoire à la Pyrrhus. Obligatoirement, pensaient-ils, dans le cadre du régime étatique, une législation protectrice du travail ne pourrait être obtenue que par le soutien des parlementaires. Plus tôt que tard, les syndicalistes purs ne manqueraient pas de solliciter leur appui, deviendraient des instruments dans leurs mains et, selon les nuances, formeraient des appendices des partis politiques, du leur en particulier.

A tant d'années de distance, il n'est pas inutile d'examiner où nous en sommes. Partant du contenu de la Charte, avons-nous progressé d'un seul pas vers cette émancipation des travailleurs qui doit intervenir à la suite de l'abolition du salariat et du patronat ? Pratiquement, rien n'a été obtenu ; les quelques revendications immédiates satisfaites — journée de 8 heures, repos hebdomadaire, 40 heures (ce qu'il en reste), congés payés, etc. — l'auraient été exactement dans les mêmes conditions en raison de l'évolution économique. Théoriquement, il est possible de dire que nous sommes en pleine régression puisque toutes les organisations syndicales, à part la nôtre, se contentent de revendiquer d'illusoire augmentations de salaires immédiatement dépassées par celles des prix des produits de consommation. Bien que toutes continuent de s'en réclamer, l'esprit révolutionnaire de la Charte a été soigneusement rangé dans l'armoire aux accessoires. On objectera

que toutes les Chartes étaient susceptibles de subir un sort identique, ce qui nous paraît douteux si les travailleurs avaient continué de s'intéresser eux-mêmes à la gestion de leurs affaires.

Nous condamnons d'abord la Charte pour son imprécision et ses silences. Il y est, certes, question de la disparition du salariat et du patronat, une discrète allusion (combien discrète) est faite à l'expropriation du capitalisme, à la grève générale comme moyen d'action, elle considère enfin que le syndicat sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Toutes ces positions sont valables, louables, mais condensées en si peu de mots, elles laissent, tant elles sont vagues, la porte ouverte à toutes les interprétations.

Pas un mot sur la structure de la société future, et pour cause, il n'y est même pas question de la suppression de l'Etat, ce montre ! Pas un mot, non plus, contre la HIERARCHIE. Pourtant, nous ne voyons pas très bien — peut-être avons-nous courte vue — comment pourrait être atteinte l'émancipation intégrale des exploités dans un cadre étatique, et en tenant compte que dans celui-ci continueraient à graviter des premiers et des derniers, des maîtres et des valets.

Les deux derniers paragraphes de la Charte disent exactement :

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté, pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, à ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. »

« En ce qui concerne les organisations, le congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, LES ORGANISATIONS CONFEDEREES N'AYANT PAS, EN TANT QUE GROUPEMENT SYNDICAL, A SE PREOCCUPER DES PARTIS ET DES SECTES QUI, EN DEHORS ET A COTE, PEUVENT POURSUIVRE EN TOUTE LIBERTE LA TRANSFORMATION SOCIALE » (1).

C'est dans ce texte, pensons-nous que réside la nocivité de la Charte, il y a là une erreur tactique monumentale qui tend à accrédiéter que les partis politiques et leurs représentants, les parlementaires, luttent sur une ligne parallèle à la nôtre, pour la transformation sociale. L'expérience d'un siècle de parlementarisme démontre au contraire que la société dont nous rêvons ne peut se substituer au système capitaliste par l'action légale et parlementaire. Léon Blum, lui-même, âgé

de 70 ans, ne prouva-t-il pas, par sa prise de position inadmissible pour un socialiste, la complicité des parlementaires de n'importe quelle appartenance, leur alliance même, avec nos opposants ?

Citons un autre exemple, d'actualité celui-là, puisé chez des purs parmi les purs. L'U.G.S. (Union de la Gauche Socialiste) placarde actuellement sur tous les murs de Paris le slogan : « Pour l'augmentation générale des salaires. Pour le salaire annuel garanti ». Croit-on que la satisfaction de ces revendications charlatanesques nous feront avancer d'un pas vers l'application des principes de la Charte d'Amiens ?

Certains plumeurs à gages se réfèrent à cette Charte pour prétendre écarter toutes les questions politiques des débats syndicaux. De là à en éliminer même l'étude, il n'y a qu'un pas, vite franchi. Nous pensons que cette neutralité, astucieusement acquise, est néfaste. Le parlementarisme ayant fait la démonstration flagrante de sa qualité d'ennemi de classe, de son caractère régressif, répressif doit être combattu et son véritable visage dévoilé, car pour avoir le plus de chances de vaincre un adversaire il faut bien le connaître afin de pouvoir utiliser tous les défauts de sa cuirasse. Cela amène à considérer ridicule la position du salarié qui affirme d'un air suffisant : « Moi, je ne fais pas de politique » ; ce qui équivaut à dire qu'il s'en désintéresse complètement, bien qu'il soit le plus souvent le premier aux urnes pour accomplir son devoir de citoyen.

Le capitalisme omnipotent a beau jeu, devant ce semblant d'indifférence qui n'est en réalité que de la bêtise, pour perpétuer sa domination par l'in-

termédiaire des parlementaires, élevés peu à peu, par une propagande habile, au rang de « défenseurs du peuple » alors qu'ils sont ses pires ennemis.

Le syndicalisme ouvrier qui a pour but la transformation de la société, la libération intégrale des opprimés et exploités, ne peut négliger aucun des problèmes économiques et sociaux qui intéressent tous les hommes.

Ces problèmes étant actuellement solutionnés par les politiciens, selon les directives imposées par les véritables tenants du pouvoir, les capitalistes, notre C.N.T. y accorde une attention d'autant plus importante. C'est sans doute pour cela qu'elle ne tombe pas dans le travers de la Charte d'Amiens qui ne met en relief et ne tend à supprimer que deux têtes de l'hydre que constitue le capitalisme, les autres — Etat, Parlement, armée, justice, cadres, etc. — n'étant pas évoquées, alors que ce sont toutes les têtes qui doivent être tranchées en même temps pour que le monstre qui s'oppose à notre libération soit terrassé.

Dénoncer les erreurs et les faiblesses de la Charte d'Amiens, ramener ce mythe à sa dimension exacte, contribuera à nous faire progresser car tous les espoirs seront permis aux exploités quand ils posséderont la vérité qui on leur camoufle habilement depuis des décennies.

L'égalité économique et sociale est la base de départ d'une société harmonieuse dont l'aboutissement ne peut être autre que l'instauration du communisme libertaire ; l'expérience aidant, il faut bien reconnaître que la Charte d'Amiens est incapable de nous permettre d'atteindre ce but.

C.N.T.

(1) C'est nous qui soulignons.

SOYONS CLAIRVOYANTS

L'erreur est humaine. Et tout comme les autres le monde libertaire subit l'influence de ce toxique de notre vie mentale. C'est que, comme tous les autres, quoique œuvrant au nom de principes différents, nous sommes les descendants de générations millénaires qui, toutes, ont vécu de leurs superstitions et de leurs croyances.

Bien entendu, nous avons chassé de notre esprit les fantômes qui se dressaient entre l'Homme et la Liberté, mais, à notre insu, nous avons conservé, dans les replis et les profondeurs de notre conscience, l'aptitude à la folie...

Mais oui, camarades ! Et ce besoin de conserver avec le passé des liens étroits nous voue à une religion de textes surannés, de visions devenues anachroniques qui furent, EN LEURS TEMPS DE VERITABLES REVELATIONS.

Nous nous accrochons à ces lumières qui perdent pourtant de plus en plus d'intensité, et ce regard en arrière ralentit notre allure vers l'avenir.

Voyons le marxisme. N'est-il pas devenu une véritable bible sociale avec ses prêtres, ses sectes, ses officiants. Ce fut à n'en pas douter la plus grande critique sociale de tous les temps. Et pourtant d'une valeur constructive fort piètre pour son époque, impraticable aujourd'hui dans LE SENS SOCIALISTE.

Ses croyants s'attachent désespérément à ce message. D'autant plus qu'il les délivre d'un effort nouveau dont ils sont incapables. Kropotkine, Proudhon, Bakounine apportèrent à cette profonde vision marxiste de ce qui « était », les corrections clavoynantes au bénéfice de qui POURRAIT ETRE OU « DEVENIR ».

Cette lutte de la liberté contre l'au-

torité fut tellement épique. Son enseignement nous a tellement frappé que notre esprit se refuse à abandonner, chemin faisant, tout ce qui gêne aujourd'hui l'envol de nos pensées.

Quand la Charte d'Amiens fut proclamée, chef d'œuvre en son temps, monument de la conscience humaine malgré sa faiblesse psychologique, elle transposait le monde du travail sur un plan de production limité dans ses conséquences sociales. En cette période où la rareté décourageait les espérances, elle fit de la production et du travail manuel les deux pôles attractifs des forces de libération.

Aujourd'hui, quand le travail manuel, et devient de moins en moins nécessaire, alors que la production des biens apparaît comme illimitée, une nécessité sociale surgit, s'imposant dans tous les secteurs de la lutte : LA CONSOMMATION.

Au-dessus de tous les slogans se dresse le DROIT DE CONSOMMATION. La garantie de l'espèce, grâce aux progrès scientifiques, n'est plus le droit au travail QUE LE PROGRES ELLIMINE PEU A PEU, MAIS LE DROIT A CONSOMMER, c'est-à-dire l'organisation de la distribution égalitaire des biens et des services.

Restons des révolutionnaires. Devenons, à la fois, exigeants et pratiques. Dans ce monde qui s'écroule, où les peuples fourvoyés, las ou stupides sont prêts à se laisser subjuguier par DES RENAISSANCES BARBARES, battons nos îlots où les naufragés pourront aborder.

N'oublions pas les nôtres, ils ont tant combattu. Reprenons leur flambeau allons plus loin, toujours plus loin, vers la Justice et la vraie Libération.

Le passé est un trésor d'expériences où il faut puiser sans se laisser attacher à ses symboles. Le libertaire n'est pas un prêtre mais un explorateur construisant les voies nouvelles. La nôtre : c'est l'Egalité Economique : la distribution gratuite des richesses. Les hommes sont contre nous MAIS TOUTES LEURS ACTIONS TMOIGNENT EN NOTRE FAVEUR.

Si l'homme reste un loup pour l'homme, si son esprit n'évolue que très peu, ses œuvres, malgré cela, l'entraînent vers des possibilités auxquelles il ne pourra se soustraire qu'en s'ensevelissant sous les ruines des guerres, par un retour à la barbarie.

Si nous sommes les seuls à comprendre le tragique de l'évolution, ne restons pas attachés comme des idolâtres aux travaux de nos aînés.

Efforçons-nous, au contraire, de faire dans notre temps, ce qu'ils ont si brillamment réussi dans le leur : apportons un nouveau message qui soit non seulement une espérance mais une force constructive.

Sur le grand navire de la communauté humaine, le progrès social est la voile qui doit se gonfler par notre souffle de justice et emporter l'Homme vers des fins intelligentes et fraternelles.

Le port est loin...qu'importe ! si notre souffle reste puissant, régulier, sur un océan de sottises et de forces perverses.

J. BONHOMME

« Laissons les réformes aux politiciens de métier.

« Que les sentimentalismes restent comme atavisme chrétien à ceux qui sont satisfaits du régime actuel.

« Les vrais libertaires étudient et préparent la grève générale révolutionnaire et la société ultra-révolutionnaire ».

Ferrer était un danger pour la société monarchiste, catholique et capitaliste espagnole. Homme d'action, en pleine force, avec des relations très vastes sur le plan national et international grâce aux larges sympathies qu'il inspirait, esprit extraordinaire, pratique, mettant tout en œuvre à la fois, pour réaliser la révolution sociale ; il est remarquable, malgré les impatiences que ce révolutionnarisme impliquait nécessairement, qu'il ait su aller au cœur de la question et comprendre le rôle primordial de la formation d'hommes conscients. Par le relief qu'il a donné à l'éducation dans le mouvement d'émancipation ouvrière et humaine, il est un novateur et a sacrifié sa vie à la révolution intégrale.

R. LAMBERT

F. FERRER :

Un anniversaire... Un exemple !...

Il y a cinquante ans, l'Etat et le clergé espagnols parvenaient à se défaire d'un de leurs adversaires les plus redoutables : Francisco FERRER GUARDIA était fusillé le 13 octobre 1909 dans les fossés de Montjuich après un jugement rapide du conseil de guerre ; la réunion des Cortés devait avoir lieu le 15 et les autorités ne voulaient pas laisser échapper leur victime. Condamné sans preuves pour participation au soulèvement révolutionnaire de 1909, provoqué par la guerre du Maroc et marqué par l'incendie des couvents, Ferrer mourut en criant : « Vive l'Ecole Moderne ! ».

Révolutionnaire de tempérament, Ferrer était en même temps anarchiste. Ses convictions s'étaient formées au contact de tous les événements de la fin du siècle et des hommes politiques ; il connut le boulangisme et l'affaire Dreyfus en France et conspira pour les républicains espagnols ; il a dit lui-même de cette expérience : « Mes relations avec don Manuel Ruiz Zorrilla, qui pouvait être considéré comme le centre de l'action révolutionnaire me mirent en contact avec beaucoup de révolutionnaires espagnols et de nombreux et notables républicains français ; leur fréquentation me causa une grande désillusion... en aucun je ne trouvais le dessein de réaliser une transformation radicale qui, descendant jusqu'au fond des choses, fut la garantie d'une parfaite régénération sociale ».

Il se rendit compte alors de l'importance de l'éducation populaire et de son besoin en Espagne. Dès qu'il eut les fonds nécessaires, il consacra à l'Ecole Moderne une grande partie de son activité ; après le don de Mlle Meunier pour fonder des écoles rationalistes, il rentra en Espagne et la première école était inaugurée le 8 septembre 1901, malgré toutes les difficultés rencontrées.

Bien que le nom d'« Ecole Moderne » ait été choisi par prudence (Ferrer aurait préféré pour elle le nom d'« Ecole Anarchiste »), ce qualificatif lui convient à merveille, malgré ses insuffisances, dues évidemment aux obstacles innombrables auxquels Fer-

rer ne put toujours faire face : il fallait tout créer, tant au point de vue matériel qu'intellectuel, éditer des livres, former des maîtres (et le manque de maîtres se fit profondément sentir), au milieu de l'hostilité des autorités qui profitaient de toute occasion pour fermer ces écoles laïques et rationalistes, malgré tout, l'Ecole Moderne présente d'une façon frappante les caractéristiques de l'enseignement d'actualité et des principes des classes « nouvelles » ou « pilotes ». Non seulement la place était faite à l'hygiène scolaire et aux visites médicales, ce qui était en Espagne pour l'époque une exception, mais l'enseignement était basé sur l'expérimentation, l'étude du milieu des centres d'intérêt, le travail collectif, l'enseignement des sciences ; l'école avait sa bibliothèque, elle était mixte, les châtements et récompenses supprimés ainsi que les examens et concours et certaine importance était donnée aux jeux. D'ailleurs Ferrer savait prendre conseil, de pédagogues ou de savants comme Eliseo Reclus, Odon De Buen, A. Martinez Vargas et les intéressés à son œuvre.

Lorsqu'en 1906 l'Ecole Moderne fut fermée, malgré le manque de temps nécessaire pour développer une expérience qui est justement de celles qui requièrent une certaine durée, Ferrer pouvait à juste titre en souligner la portée : « L'Ecole Moderne de Barcelone fut un essai très heureux qui se distinguait par ces deux caractères : 1. — Elle a donné la règle bien que susceptible de perfectionnements successifs, de ce que doit être l'enseignement dans une société régénérée. 2. — Elle a donné l'impulsion créatrice de cet enseignement.

Il fonda une « Ligue Internationale pour l'éducation rationnelle de l'enfance », dont l'organe était l'Ecole Rénovée de Bruxelles, secondé par le Bulletin de l'Ecole Moderne de Barcelone et l'Ecole Laïque de Rome. Des écoles modernes furent instituées dans diverses villes d'Italie, Suisse, Belgique, Etats Unis.

L'éducation était pour Ferrer un moyen de transformer la société, pour donner son efficacité à tout mouvement révolutionnaire. Les années de

la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e furent une époque de possibilités révolutionnaires remarquables. Ferrer en a toujours suivi très attentivement l'évolution et c'est pourquoi son action éducative est si intimement liée à son activité révolutionnaire. La situation était telle qu'il était permis de penser qu'un accident pouvait suffire à provoquer une révolution. Ainsi il fut mêlé, et sans doute jusqu'à sa mort, à tous les événements, aux attentats contre la personne royale comme aux mouvements ouvriers. Lors des grandes grèves générales de Catalogne, 1901-1903, il fonda un journal auquel il donna le titre significatif « La Grève Générale » ; ses amis et les éléments les plus caractéristiques du mouvement ouvrier y collaboraient, et en particulier l'un des fondateurs du mouvement ouvrier anarchiste espagnol, Anselmo Lorenzo, avec qui, il était très lié, tous deux écrivaient des articles en commun signés « Collaboration ».

Ferrer était-il révolutionnaire ? Les quelques articles qu'il y a publiés le montrent (car Ferrer, homme d'action avant tout, a peu écrit). Voici des extraits d'une conclusion à l'article intitulé : « Grève Générale : utilitaire, solidaire, révolutionnaire ».

«... Qu'on n'oublie pas que le seul but de la grève générale est la Révolution. Demander des réformes par la grève générale est en quelque sorte faire de la petite politique. Aller à la grève générale sans autre but que la solidarité, fait louable en certaines occasions, est pur sentimentalisme.

« Il ne faut mettre en mouvement la grande collectivité prolétarienne ni par utilitarisme, ni par sentimentalisme, elle ne doit suivre ni l'inspiration de Sancho Panza, ni celle de don Quichotte, mais celle de la raison, c'est-à-dire que nous ne devons être ni de sots égoïstes, ni de fous altruistes, mais des hommes justes. En outre il n'existe pas de plus grande utilité, ni de solidarité plus élevée que celles qui ont pour but de transformer la société en accord parfait avec ce qui convient totalement à l'humanité.

« C'est pour le démontrer que fut fondée notre publication... »

Lettre ouverte

Paris le 20 août 1959
Citoyen Antoine Pinay
Ministre des finances
de de Gaulle (en son Cabinet)
Palais du Louvre
93, rue de Rivoli - Paris

Citoyen Ministre,
Considérant la détresse des « vieux » travailleurs et économiquement faibles, reconnue par le gouvernement.

Attendu que, Présidents, Ministres, Députés, Sénateurs et tous les « Hauts Personnalités » du régime, en activité ou à la retraite, sont pourvus, il devient, selon la formule consacrée, par la politique intelligente, de tous les gouvernements, de déshabiller Paul pour habiller Pierre ; en conséquence :

- 1) Les 181 millions du train de maison de de Gaulle, réduiras, à 20 millions par an fixeras (bénéfice annuel 161 millions) ;
- 2) Les traitements des ministres amenuiseras et à 1 million par an ramèneras ;
- 3) Indemnités des Députés, Sénateurs et autre personnel politique limiteras au minimum vital interprofessionnel garanti ;
- 4) Aux « hauts fonctionnaires et généraux », traitements moins élevés alloueras, 800.000 fr. par an, permettras ;
- 5) Retraites des dignitaires du régime, cités ci-dessus, abaisseras à 400.000 francs par an décrèteras

6) Impôts sur les gens d'esprit promulgueras ;

De Gaulle et toi, Pinay, en tête t'insèreras (vous avez à vous deux tellement d'esprit, que vous ferez, j'en suis sûr, un effort considérable pour payer les yeux fermés la forte somme ;

7) Enfin, Conseil constitutionnel supprimeras : 750.000 fr. par mois économiseras.

Ainsi argent trouveras pour accorder à tous les « vieux » déshérités, par votre connaissance des choses et des gens, une retraite vitale de 600.000 francs par an pour une personne et 1 million pour un ménage, et ombre de sérénité la « France » ne sera plus le pays socialement (pour ses vieux) sous-développé.

Assez de « bla bla bla », l'argent, vous en avez de trop, vous en faites un usage, qui, j'en suis persuadé, n'étonne pas vos scrupules, vous dépensez des sommes folles, vous occupez des millions et vous refusez à ceux qui toute leur vie ont eu la naïveté de faire confiance à une équipe de votre trempe, le minimum incompressible déterminé par vous ? Voilà de quoi espérer que la justice imminente fasse son œuvre.

Salut citoyen Ministre.

C. ANDRES

Jean NOCHER, Fou du Président ?

AVANT avoir vaillamment œuvré la journée entière pour la nouvelle république, dont 80 % de nos distingués compatriotes sont si fiers, il est agréable de tourner le bouton de son poste de radio pour goûter quelque délassément.

Avec un peu d'astuce, on peut capter France I, Paris Inter, et s'apercevoir que le redressement national si heureusement poursuivi dans tous les domaines n'est pas ignoré sur les ondes, la V^e République nous ayant fait un inestimable cadeau en la personne de Jean Nocher, qui s'est donné lui-même (car nous ne lui aurions peut-être jamais accordé) rendez-vous avec nous tous les soirs.

Ce spécialiste des élocutions sidérales a ceci de commun avec les obsédés qu'il poursuit une idée fixe, l'antiparlementarisme. A force de traîner allègrement les hommes politiques de la IV^e République dans la boue, il nous les rendrait presque sympathiques, si nous n'étions toutefois pas assez lucides pour nous apercevoir que bon nombre d'entre eux, et non des moindres, sont toujours là dans la V^e, beaucoup plus fidèle à tous les postes qu'à l'inébranlable foi démocratique qu'ils confessaient naguère.

Nocher le sait d'ailleurs, et le digère mal. Il surveille d'un œil méfiant le comportement du parlement-croupion que nous subissons, à croire qu'il le trouve encore nanti de beaucoup trop de pouvoirs.

Et puis, il y a des notions irritantes. Celle de « gauche », par exemple, qui met trop en lumière, par contraste, l'endroit précis où se situent les pires réactionnaires, cléricaux et bellicistes. Alors, si l'on chamboulait les places dans l'hémicycle, en classant les partis de gauche à droite par ordre d'importance décroissante, ou bien en mettant l'opposition péle-mêle en haut, en bas, à droite (pourquoi pas au plafond ?) il serait peut-être possible de satisfaire notre frère par trois points en détruisant la notion de gauche.

Bien entendu un non-conformiste aussi accompli que Monsieur Nocher ne saurait être partiel, encore moins pourrait-on le taxer de jésuitisme.

Pourtant, d'étranges lacunes existent derrière l'écran des bons mots de notre agité et porteraient à croire que ses flèches sont soigneusement dirigées dans le même sens.

Ainsi, cités incompréhensibles, par cet esprit situé à la pointe du progrès, certains tabous paraissent bien exister : le capitalisme, le nationalisme, le militarisme, et pour introduire dans la série des « ismes » le goupillon, qui s'incruste dans tous les régimes, mais aussi, hélas, dans beaucoup trop de cerveaux, le cléricisme, émanation d'une Eglise qui, bien que déclinant depuis près de 2.000 ans, n'est pas du tout périmée aux yeux de Nocher, et représente même pour lui la quintessence du modernisme.

Donc pas question de chambrier le service funéraire de Pie XII, emballé dans son sachet de cellophane, ou les lamentables piteuses de baise-main, genou, pied et pourquoi pas le reste du couronnement de Jean XXIII.

Pas question non plus de chasser le Comte de Paris, ce résidu, quelque peu dégénéré, tout au moins d'apparence, d'une famille royale dont les 40 premiers membres firent peut-être la grandeur de la France, mais qui, sa vie durant, s'est, dans son désœuvrement, cantonné dans le rôle plus prosaïque d'étalon reproducteur afin que sa précieuse espèce ne disparaisse pas.

Heureusement, cet intéressant personnage est désormais parmi nous, ce qui, soit dit en passant, comble d'aise le super-hebdomadaire illustré « Match »

porte-parole de la civilisation française et spécialisé dans les secrets d'alcôve ou autres des têtes plus ou moins couronnées.

Charles le Chauve, (ou presque) dans sa fraîcheur d'âme, doit être tout réjoui de cette encombrante présence ; on est noble ou on ne l'est pas, même lorsque, grand collier de la Légion d'Honneur sur les omoplates, on ressemble à un bedeau.

Quant à la position de l'Eglise dans le problème d'importance mondiale de la limitation des naissances, Nocher l'ignore, sans nul doute.

Sur tous ces sujets, pas si loufoque que l'on pourrait croire, il garde un silence prudent.

Les risques d'aggravation de la loi Barange et de Concordat, il n'en a cure... ou il s'en réjouit intérieurement.

Les privilèges scandaleux dont l'Eglise bénéficie dans tous les domaines, depuis les loyers des presbytères jusqu'aux droits de succession, à l'exonération totale d'impôts sur ses énormes revenus, aux subventions, d'une diversité infinie, qui lui sont versées sous toutes les formes, et à la façon curieuse dont, à équivalence de délit, les ecclésiastiques sont condamnés (voir curé d'Uruffe) voilà qui ne le trouble pas.

L'écrasant fardeau que constituent pour la nation les dépenses militaires, les plus néfastes de toutes, l'indiffère. La proportion qu'elles représentent dans les dépenses publiques ne l'inquiète nullement, pas plus que l'existence ou l'inexistence d'une quelconque gabegie dans leur prévision ou leur exécution.

Il préfère trouver, d'étranges excuses aux « juges » inâmes des sections spéciales qui, pendant l'occupation, condamnèrent à mort sur ordre et firent guillotiner pour délit politique ; il est vrai que, comparant devant eux, il s'en tira à bien meilleur compte, sans doute en égard à sa qualité de résistant gaulliste, que d'aucuns...

...ou donner le coup d'encensoir au lamentable Coty, qui a si bien préservé les institutions dont il avait accepté d'être le défenseur suprême en passant ses pouvoirs avec le plus vif empressement au grand Charles.

Nocher, c'est un hurluberlu dans le genre de Bécaud, cet autre pantin de notre époque, qui est peut-être capable de tout casser au sens littéral du terme, mais qui dissimule derrière son non-conformisme de surface un pauvre petit esprit étrié pour lequel faire baptiser bien sagement sa progéniture est la chose la plus naturelle du monde.

L'ultra-réactionnaire directeur de « l'Espoir » croit que c'est arrivé, ignorant que l'Histoire, dans sa marche à l'avenir, élimine irrémédiablement les forces rétrogrades, concamnées par l'évolution, malgré les reculs momentanés.

Cependant les procédés Nocher, dont l'habileté fait penser à la grâce et à la souplesse d'un éléphant dans un magasin de porcelaine, vont à l'inverse du but proposé en éternant des auditeurs de moins en moins ralliés.

Certes, les milliers de ces derniers coupables d'anti-gaullisme, contre lesquels s'exerce la hargne de celui qui, prétendant railler de tout, cache un esprit borné et obstiné sous sa pitié risquent fort, bien qu'ils représentent autre chose que les millions d'ahuris qui écoutent en bayant aux cornelles et en feraient d'ailleurs autant avec tout autre charlatan, de ne pas pouvoir faire entendre leur voix.

Pourtant, si, entre autres, la pénitence Nocher est justifiée pour les 80 % d'anes qui ont voté oui au référendum, et seraient capables d'être pour le « Rendez-vous », tant nos

contemporains sont bêtes, si on les questionnait de la même manière à ce sujet, elle ne l'est pas pour les autres, abstentionnistes ou opposants.

Ainsi donc, il n'est pas suffisant de subir le nouveau régime social et économiquement, il faut encore être empoisonné à la radio, déjà suffisamment encombrée de messes, cantates à Saint-Thomas, musique soûlante sacrée, sermons plus ou moins de carême, propagande militariste, nationaliste, et j'en passe.

Mais de Gaulle donne-t-il toute satisfaction à notre intéressant personnage ?

Voire ! Avec un roi, Nocher serait sujet, et cet état conviendrait si bien à son instinct grégaire, qui tout naturellement lui fait admirer, puisqu'il est un faible, les régimes forts !

Nous, nous serions tentés de lui conseiller d'aller participer, en temps voulu, à la procession d'Echternach, dans le grand duché de Luxembourg.

Pendant qu'il serait avec ses pareils, agités, épileptiques et nerveux, plus ou moins atteints de danse de Saint-Guy, il nous foutrait la paix, même pour quelques jours.

Toutefois, Nocher n'est quand même pas qu'un pauvre type qu'il suffit de traiter par le mépris.

Son non-conformisme de façade camoufle un cléricisme.

Son apparente impartialité cache le politicien parti-pris gaulliste.

Il joue à l'inconscient, mais par duplicité.

Aussi, à la réflexion, l'affubler du titre de Fou de celui dont on peut se demander s'il n'est pas le président directeur général de la filiale française de la Société Capitalisme, Cléricisme et Cie serait assez inexact.

Car Triboulet ne disait-il pas parfois de durs vérités au roi ? Tout au moins à ce que prétend l'Histoire.

H. BESNIER

CONFESION IMPLICITE

Le patronat, en accord avec le gouvernement et les « syndicats », accepte, dans un but d'apaisement social, l'intéressement des travailleurs au bénéfice de l'entreprise.

Fort de cet aveu, puisqu'il daigne reconnaître ses détournements passés au détriment des salariés, exigeons la part normale qui nous revient ; c'est-à-dire non plus un salaire déterminé arbitrairement en fonction de la valeur des produits, indispensables à nos besoins, produits, eux-mêmes calculés selon un barème de prix, qui laissent aux exploités et à tous les intermédiaires, un bénéfice inchangé, auxquels il faut ajouter l'émergence incorporé des émoluments d'un nombre croissant de fonctionnaires oisifs. Mais, la jouissance d'un niveau de vie social assurant à la fois, le maximum de moyens d'existence et le minimum d'obligations, dans la limite des possibilités techniques. Ce qui implique nécessairement la mutation, au service de la production, de toutes les professions artificiellement créées.

— Le maintien du statu-quo est incompatible avec les réformes proposées et les travailleurs seront dans un bref avenir les dindons de la farce, avec bien entendu la complicité des « syndicats » subventionnés.

AVEC ENDOS

Tout se passe comme si la société avait été parachutée, avec tout son appareil, au centre de l'univers et était le promoteur de la vie des êtres et des choses. Le passé, personne ne semble s'en inquiéter, cependant l'homme a eu son origine.

Essayons de nous rappeler. De toute évidence, le « premier » homme eut le souci de sa pitance et de son gîte. C'est donc dû par l'instinct de conservation qu'il se dépensa en efforts. Si ces deux obligations donnèrent naissance au travail et à la propriété, cela n'avait pas le caractère d'une exploitation réglée.

Et par l'écrit, envers et contre toutes les autres pensées.

Je ne me sens vraiment homme que si je puis sans crainte essayer de réparer et de faire triompher ce que je crois être la vérité.

Celui qui opprime la pensée humaine est plus coupable que celui qui blesse le corps de son semblable. C'est la vie même de l'humanité qu'il attaque ; c'est la dignité humaine qu'il abaisse, qu'il avilit.

Ce texte, extrait du livre de morale en usage dans les écoles laïques à la bonne époque de 36-37, démontre de façon très explicite les grandes possibilités offertes à l'enfant dans ses écoles ; un tel enseignement développe le jeune cerveau non seulement dans le sens de la logique mais aussi dans celui de la justice et de l'amour envers autrui. Cette méthode honore l'institution qui la professe et ses représentants, quand ceux-ci restent liés aux devoirs qu'ils ont contractés vis-à-vis de la société en choisissant le rôle d'éducateurs.

Si de nos jours ce livre de morale n'a plus sa place dans nos écoles, et si l'instituteur ne réserve pas toujours à la leçon de morale le temps et l'attention qu'elle mérite, c'est que les tenants du pouvoir (et non pas les élus du peuple qui ne sont que des fidèles serviteurs des premiers) n'ont pas intérêt à ce que le peuple se réveille, qu'il résonne logiquement, qu'il s'affranchisse.

C'est pour cela que nous ne cessons de répéter à tous nos Camarades ouvriers que « l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

J. SORIANO

LA FIN QU'ILS MERITENT

Dans leur boîte à paperasses, les fonctionnaires n'ont pour horizon que des murs couverts d'affiches et des classeurs regorgeant de poussiéreuses archives. Penchés sur leurs sombres bureaux, ils compulsent des circulaires dont la clarté n'est point l'essentielle qualité, rédigent des minutes au style ténébreux et se lamentent sur l'ennuyeuse difficulté de leur tâche. Ils ne découvrent pour distraction que les cancanes de couloirs, les intrigues auprès des chefs, les caresses furtives aux jeunes dactylos. Leurs fonds de pantalon et les coudes de leurs vestons se lustrant peu à peu, tandis que les plus mesquines habitudes transforment ces bipèdes sédentaires en vils larbins. Le souci qu'ils ont de l'avancement les pousse à d'in croyables lâchetés. Ils perdent conscience de tout ce qui est réellement beau, de tout ce qui mérite vraiment quelque sacrifice. Leur pauvre vie ne permet point de nobles espoirs ou de généreuses audaces. Ils sont esclaves volontaires d'un stupide destin et ne

mentée par une « Elite ». La société n'existait pas.

A vrai dire, le drame de l'humanité a commencé le jour où l'homme eut la naïveté de confondre : Société et Contrat-Social.

Le sophisme, que constitue les sociétés policées, a rapidement élargé de son sein toute attache avec le producteur. Et, par une incidence heureuse, pour ces madrés directeurs, les débuts durent marquer une rationnelle répartition des tâches, créant ainsi la confusion entre la primauté de l'effort manuel et les circonvolutions intellectuelles en sorte, qu'insensiblement l'humanité s'acheminait vers la prépondérance de l'esprit sur la matière ; laissant au premier la part du lion, tandis que le second devait se contenter de la portion congrue.

Le manuel ainsi sophistiqué et « eul-tivé » pour l'exécution des besognes peu ragoutantes du travail, ne comprit pas cet échappement libre dans le mécanisme qui, allait l'enchaîner au caprice d'une caste et de son invincible hiérarchie, soupçonneuse et tracassière.

Encouragés par l'aveuglement complexe des producteurs, les tenants des leviers de commandes, après avoir pourvus « d'emplois » parents et amis, s'affaîrent à délimiter leur droit et selon la formule du cardinal Thomas Morus, se partagèrent terre et habitants, puis, fiers de leur crime, poussèrent le cynisme jusqu'à faire ratifier, par un « gouvernement » dument désigné par les spoliés, la reconnaissance de leurs rapines, et obtinrent une législation rendant légal et héréditaire celle-ci, avec l'assurance de moyens de moyens de défense. Jugeant insuffisante l'autorité des décrets, ils firent instituer un corps de Gardiens des « lois », chargeant les uns de l'application, les autres de l'exécution. Toutefois, peu disposés à entretenir de leurs deniers ces « gardes » ils laissèrent aux dévalisés l'honneur de les prendre en charge, sous forme d'impôt. Créant de ce fait une occasion supplémentaire de délit.

Ainsi naît (pour les autres) tout l'appareil repressif, avant même le délit.

Comme il fallait s'y attendre, ils eurent bientôt des imitateurs, lesquels, en toute innocence, virent ajouter à la peine des malheureux producteurs. Bravo, bravissimo, s'écrièrent d'un même cœur les voix des Palais et des Corps de gardes, harro sur l'imitateur, mais, n'oublions pas de faire payer la note au bon peuple, décrétèrent-ils.

Qu'on le veuille ou non, mais, policiers, juges et armées, sont les instruments du maintien de toutes les expropriations dont est victime le genre humain. Il ne peut en être autrement, la société ayant pris le départ par un acte... injustifié, s'étant emparée, sans vergogne, pour une seule catégorie, de tout ce qui existe et, qui est cependant la propriété indiscutable de tous les êtres, il ne pouvait advenir qu'un contre-choc ayant le même dessein, d'expropriation, d'exploitation et de conservation avec, les mêmes moyens de protection. Les Gangs ne sont pas autrement constitués, copie conforme des sociétés ayant pignon sur rue, si, leur « justice » est parfois plus expéditive, cela ne peut tenir qu'à l'absence d'un siège social aussi solide que celui de leurs bienheureux concurrents.

Il ressort, qu'il est manifestement incontestable que l'injustice est la base de toutes les sociétés policées ; qu'elles ont besoin de tout ce qui justifie leurs

tant que les peuples ne comprennent pas qu'ils doivent se débarrasser de leurs gouvernements, protecteurs de propriétés privées, ou collectives au service d'une caste ou d'une hiérarchie de bonzes d'Etat qui exercent leur autorité sur les hommes pour les mieux asservir et limiter leur droit ; tant qu'ils seront victimes et que les progrès : social et scientifique seront muselés.

Il est urgent pour notre avenir d'enoyer rejoindre les vieilles lunes à toutes ses formes de gouvernements sources de misère des humains, car nous sommes à la croisée des chemins.

Notre choix : ou bien nous continuons à suivre ces « êtres » qui depuis toujours traînent avec eux l'immonde cortège du paupérisme et du deuil avec l'assurance d'être civilisés (bons à rôtir), par les anthropophages, ou bien le Contrat Social... J'ai choisi.

Camille ANDRES

NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT

Cette rubrique permettra à tous les déshérités qui souffrent, et qui n'ont pas les moyens de faire entendre leur voix, de dénoncer publiquement les injustices sociales du régime actuel.

Chers Camarades, j'accuse réception du dernier No du Combat. Sa réception et sa lecture sont pour moi un vrai stimulant. J'en profite pour vous

donner quelques nouvelles du pays, pour vous signaler aussi certaines infamies de la Sécurité Sociale de Pau.

Vous connaissez certainement notre situation : Evacués en 1940 des Ardennes de Carignan, d'où nous sommes originaires, ma femme contracta la leucémie à la suite de toutes les souffrances subies au cours de cette maudite guerre.

Son état de santé nous oblige à rester près des Pyrénées à cause du climat sédatif.

Le 30 juin je me suis présenté à la caisse de la dite Sécurité pour encaisser le remboursement de 4 visites que le docteur avait faites à ma femme auxquelles s'ajoutait le kilométrage, soit 25 km. à 25 fr.

Le total du remboursement s'est élevé à 1.080 fr. sur les 5.500 fr. qu'avaient coûté les soins.

Je ne suis certainement pas le seul à me trouver dans cette situation et je crois qu'il est nécessaire de dénoncer ces injustices qui sont le fruit de l'erreur commise par la masse, lors du Référendum il y a un an.

Car, avouez que c'est une injustice d'être obligés, ma femme et moi, par la caisse, d'aller en consultation à Pau soit à 15 km. de Navailles Angos, ou notre état de santé.

Et, puisque les partis politiques se taisent, c'est à nous, travailleurs, qu'il incombe de nous défendre et de demander où va l'argent que nous versons à la Sécurité.

Avec mon salut fraternel, recevez chers camarades, l'assurance de mes convictions inébranlables, quitte à en crever.

Louis COUSIN

RESTONS VIGILANTS !...

Je viens de lire les quatre principes que voici, lancés par le P.U.M.S.U.D. en faveur de réunification syndicale.

1. — Libre confrontation des thèses sans que soit masqué les divergences naturelles ou doctrinales.

Ainsi, la majorité des syndiqués venant des partis politiques, leur apport doctrinal sera le reflet des intérêts et des ambitions de ces partis, la politique prédominera sur l'orientation économique... comme par le passé... INEVITABLEMENT.

2. — Franche reconnaissance de diverses tendances avec possibilité d'expression.

Pure démagogie ! car si l'on reconnaît le caractère hétérogène d'un rassemblement d'hommes venus des horizons les plus divers et imbus de tendances nettement contradictoires, à savoir : les syndicalistes révolutionnaires ayant pour but la gestion directe de la société par la base affranchie, tandis que les syndicalistes politiques cherchent avant, pendant et après la révolution à soumettre les forces économiques à la super structure politique, quel intérêt pourrait avoir cette liberté entre deux tendances dont la contradiction théorique professionnelle et physique, est flagrante.

3. — Vote à bulletin secret et interdiction effective du cumul de fonctions syndicales et politiques.

Encore de la démagogie ! si on admet qu'un syndiqué puisse être un politicien, c'est faciliter dans le syndicat le triomphe des thèses du parti ; il est évident que le porteur de germes infectieux n'aura nul besoin d'être investi d'une fonction politique pour exercer son mandat.

4. — Rejet de la politisation du mouvement syndical qui doit rester constamment maître de ses initiatives et de son action.

Toujours de la démagogie ! l'échec du syndicalisme révolutionnaire n'a eu qu'une seule cause, sa politisation.

Il est impossible de rejeter du mouvement syndical une politisation dont on a tacitement accepté le principe en ouvrant le syndicat aux porteurs de germes infectieux déjà cités plus haut.

Soyons honnêtes, reconnaissons dans ces principes la persistance dans les erreurs du passé. Certes, cette méthode absurde facilite le recrutement. Mais quels recrutements ! et quelle perte de temps !

Certaines « loges » ont pu élaborer de tels principes parce qu'ils associent harmonieusement leurs aspirations à une démocratie politique qui sauvegarderait un capital approuvé ; mais quel rapport y-a-t-il entre cette conception purement étatiste et le fédéralisme basé sur la gestion directe

des différentes branches de la production et la distribution par les travailleurs eux-mêmes ? aucun.

L'expérience peut réussir quant au recrutement mais échouera avant d'atteindre les buts que doivent poursuivre les vrais syndicalistes. Camarades, n'oubliez pas que le syndicalisme nous unit mais que la politique nous divise. Consacrons-nous à l'étude économique des besoins ; il est peut être difficile d'orienter l'esprit des travailleurs dans une voie qui leur est inconnue mais il faut s'y attacher. Les résultats seront longs à réaliser, qu'importe ! soyons toujours présents dans la lutte sociale pour le progrès et nous nous apercevrons que nos rangs grossiront de plus en plus, éclairant comme des phares les voies nouvelles de l'émancipation.

A nos camarades du P.U.M.S.U.D. disent-leur en toute sincérité qu'ils ont déjà été trompés dans leur bonne foi par l'orientation politique des Bolchevichs. Nous regrettons profondément leur persistance dans l'erreur car leur projet les mène tout droit à la dictature d'un parti.

Avez-vous oublié tous ces morts qui ont cru à la liberté dans un monde où tout s'opposait à elle ?

G. BRITEL

Douze preuves de l'inexistence de Dieu

Par Sébastien FAURE

RECAPITULATION ET CONCLUSION

Je vous avais promis une démonstration serrée, substantielle, décisive de l'inexistence de Dieu. Je crois pouvoir dire que j'ai tenu cette promesse.

Ne perdez pas de vue que je ne me suis pas proposé de vous apporter un système de l'univers rendant inutile tout recours à l'hypothèse d'une force surnaturelle, d'une énergie ou d'une puissance extramondiale, d'un principe supérieur ou antérieur à l'univers. J'ai eu la loyauté, comme je devais l'avoir, de vous dire qu'envisagé de la sorte, le problème ne comporte, dans l'état actuel des connaissances humaines, aucune solution définitive et que la seule attitude qui convienne à des esprits réfléchis et raisonnables, c'est l'expectative.

Le Dieu dont j'ai voulu établir, dont, je puis le dire maintenant, j'ai établi l'impossibilité, c'est le Dieu des religions, le Dieu créateur, gouverneur et justicier, le Dieu infini, sage, puissant, juste et bon, que les clergés se flattent de représenter sur la terre et qu'ils tentent d'imposer à notre vénération.

Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'équivoque. C'est ce Dieu que je nie; et, si l'on veut discuter utilement, c'est ce Dieu qu'il faut défendre contre mes attaques. Tout débat sur un autre terrain sera — je vous en prévient, car il faut que vous vous mettiez en garde contre les ruses de l'adversaire — tout débat sur un autre terrain sera une diversion et sera, par surcroît, la preuve que le Dieu des religions ne peut être défendu, ni justifié.

J'ai prévu que, comme créateur, il serait inadmissible, imparfait, inexplicable; j'ai établi que comme gouverneur, il serait inutile, impuissant, cruel, odieux, despotique; j'ai montré que comme justicier, il serait un magistrat indigne, violant les règles essentielles de la plus élémentaire équité.

Tel est pourtant le Dieu que, depuis des temps immémoriaux, on a enseigné et que, de nos jours encore, on enseigne à une multitude d'enfants, dans une foule de familles et d'écoles. Que de crimes ont été commis en son nom!

Que de haines, de guerres, de calamités ont été furieusement déchaînées par ses représentants! Ce Dieu, de quelles souffrances il a été la source! Quels maux il engendre encore!

*

Depuis des siècles, la religion tient l'humanité courbée sous la crainte, vautre dans la superstition, prostrée dans la résignation. Ne se lèvera-t-il donc jamais le jour où, cessant de croire en la justice éternelle, en ses arrêts imaginaires, en ses réparations problématiques, les humains travailleront, avec une ardeur insalissable, à l'avènement, sur la terre, d'une justice immédiate, positive et fraternelle? Ne sonnera-t-elle donc jamais l'heure où, désabusés des consolations et des espoirs fallacieux que leur suggère la croyance en un paradis compensateur, les humains feront de notre planète un éden d'abondance, de paix et de liberté, dont les portes seront fraternellement ouvertes à tous?

Trop longtemps, le contrat social s'est inspiré d'un Dieu sans justice; il est temps qu'il s'inspire d'une justice sans Dieu. Trop longtemps, les rapports entre les nations et les individus ont découlé d'un Dieu sans philosophie; il est temps qu'ils procèdent d'une philosophie sans Dieu. Depuis des siècles, monarques, gouvernants, castes et clergés, conducteurs de peuples, directeurs de consciences, traitent l'humanité comme un vil troupeau, bon tout juste à être tondue, dévoré, jeté aux abattoirs.

Depuis des siècles, les désérités supportent passivement la misère et la servitude, grâce au mirage décevant du ciel, et à la vision horrifique de l'enfer. Il faut mettre fin à cet

odieux sortilège, à cette abominable duperie.

*

O! toi qui me lis, ouvre les yeux, regarde, observe, comprends. Le ciel dont on te parle sans cesse, le ciel à l'aide duquel on tente d'insensibiliser ta misère d'anesthésier ta souffrance et d'étouffer la plainte qui, malgré tout, s'exhale de ta poitrine, ce ciel est irréel et désert. Seul, ton enfer est peuplé et positif.

Assez de lamentations; les lamentations sont vaines.

Assez de prosternations; les prosternations sont stériles.

Assez de prières; les prières sont impuissantes.

Redresse-toi, ô homme! Et debout, frémissant, révolté, déclare une guerre implacable au Dieu dont, si longtemps, on imposa à tes frères et à toi-même l'abrutissante vénération.

Débarrasse-toi de ce tyran imaginaire et secoue le joug de ceux qui se prétendent ses chargés d'affaires ici-bas.

Mais souviens-toi que ce premier geste de libération accompli tu n'auras rempli qu'une partie de la tâche qui t'incombe. N'oublie pas qu'il ne te servira de rien de briser les chaînes que les Dieux imaginaires, célestes et éternels, ont forgées contre toi, si tu en brisais aussi celles qu'ont forgées contre toi les Dieux passagers et positifs de la terre. Ces Dieux rôdent autour de toi, cherchant à t'affamer et à t'asservir. Ces Dieux ne sont que des hommes comme toi.

Riches et gouvernants, ces Dieux de la terre ont peuplé celle-ci d'innombrables victimes, d'inexprimables tourments. Puissent les damnés de la terre se révolter enfin contre ces scélérats et fonder une cité où ces monstres seront, à tout jamais, rendus impossibles!

Quand tu auras chassé les Dieux du ciel et de la terre, quand tu seras débarrassé des maîtres d'en haut et des maîtres d'en bas, quand tu auras accompli ce double geste de délivrance, alors, mais alors seulement, ô mon frère, tu t'évaderas de ton enfer et tu réaliseras ton ciel!

F I N

(1) Voir le « C. S. » N° 152 à 157.

CAMARADE, AMI LECTEUR,

Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. »

LA REDACTION

Francisco FERRER : Son action!

Suite de la page 4
contraire une arme, une méthode d'action directe qui, faut-il l'écrire, n'a rien de périmé.

Ch. Maurras dans l'« Action Française » avoua le véritable crime de F. Ferrer et cyniquement, il dévoila tout le procès d'opinions, le procès de pensée qui se déroula sous le couvert d'une prétendue justice.

« Je ne crois pas que F. Ferrer ait trempé directement dans les émeutes de Barcelone. Mais il en est moralement responsable puisque sa propagande tendait à renverser l'ordre établi ».

Il y a là, à la faveur de ce double anniversaire de F. Ferrer une grande leçon à tirer, celle de garder une constance dans les principes d'action, qu'il nous a légués. Chacun comprendrait ainsi que le vrai chemin de la libération, est celui de l'action directe, c'est-à-dire : l'émancipation des travailleurs, sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Il est important que le monde du travail ne l'oublie point.

Ces anniversaires l'aideront à se remémorer que F. Ferrer est resté une belle figure de révolté, d'homme d'ac-

L'EGALITE ECONOMIQUE

Le prix est le chiffre par lequel s'exprime la valeur financière des choses, et non la valeur réelle.

Le prix est cher pour qui ne dispose que d'un pouvoir d'achat très bas, un « minimum vital » comme disent les syndicalistes.

Le prix est bon marché pour qui dispose d'un pouvoir d'achat très élevé, un maximum vital...

Dans l'économie capitaliste le prix avant de devenir définitif connaît de nombreuses modifications et fluctuations.

Il y a d'abord le PRIX DE REVIENT à la production. Il se compose de l'achat des matières premières, des frais de fabrication, d'amortissement, de charges fiscales, des salaires, de la publicité, etc., etc...

A la production, un prix de revient est donc établi auquel s'ajoute le profit du chef d'entreprise, ce qui donne LE PRIX DE VENTE A LA PRODUCTION.

Les produits jetés dans la circulation subissent les augmentations résultant des frais et des profits successifs ajoutés par la chaîne des intermédiaires, avant leur vente au consommateur.

Le prix de vente à la consommation comprend donc :

- a) Le prix de revient à la production plus le profit de l'entrepreneur ;
- b) Les profits successifs des commerçants alourdis des charges fiscales et frais généraux.

Les profits se multiplient avec les intermédiaires et c'est un slogan démagogique que de prétendre que les « 220 familles sont touchées » alors qu'elles ne sont que l'expression d'un cancer multicellulaire qui s'appelle : LE COMMERCE.

Actuellement les prix ne se réfèrent plus ou très peu à la quantité de travail incorporé dans les fabrications, à la moyenne obtenue par le système de l'offre et de la demande, mais plutôt à un rapport de forces, de regroupements industriels en guerre les uns contre les autres, sur le plan national ou international.

Les déboires du marché commun témoignent de la difficulté de limiter les appétits concurrentiels.

Si la Valeur ne peut couvrir les Besoins, le prix ne peut les satisfaire. Ce n'est pas son objet. Il se propose d'alimenter la caisse des revenus : là où l'on puise salaires et profits.

Or, le profit étant la condition et le but de l'économie financière, comment les salariés peuvent-ils concevoir qu'ils se laisseraient grignoter par leurs revendications ?

Comment ne pas comprendre que le salaire ne peut dominer les prix, puisque les prix sont établis, sans doute pour fournir des salaires, mais avant tout pour maintenir ou accroître les profits ?

Le prix de revient peut baisser à la

production en substituant la machine à l'homme, mais alors quel sera le pouvoir d'achat du salarié devenu chômeur ?

Le chômage s'étendant, la mévente s'élargit. Les charges sociales s'accroissent pesant sur les prix. Les prix restent. Les salaires sont privilégiés face au chômage rançon du progrès.

Ne pensez-vous pas qu'alors le prix perd tout aspect humain en face de stocks si considérables que l'abondance semble une marée permanente ?

Voyez la crise de l'industrie cotonnière du Lancashire : Par suite de la concurrence asiatique la main-d'œuvre des manufactures anglaises est passée de 320.000 ouvriers en 1946 à 205.000 en 1959.

Les prix ne peuvent être maintenus. Les profits ne sauraient accepter le plus léger sacrifice. Comment faire ?

Alors, le Gouvernement déclare : « Il faut éliminer la production excédentaire. Les entreprises qui acceptent de détruire leurs machines s'en verront rembourser les deux tiers de la valeur par l'Etat et le reste par un fonds qui devra être alimenté par l'industrie. Le Gouvernement paiera un quart des frais encourus pour remplacer des machines désuètes par des machines plus modernes. Les ouvriers licenciés toucheront des subventions ».

Les subventions ? Des aumônes... Les prix restent. Le pouvoir d'achat disparaît...

La crise charbonnière résulte de la mévente, mais les Besoins existent toujours, jugulés par les prix. Les stocks s'accumulent. Que fait-on ? On ne cherche pas comment satisfaire les Besoins, car il faudrait baisser les prix. Alors, on décide de réduire la production de 3,5 %, les importations de 45 %, de fermer toutes les mines non rentables et on cherche un réemploi pour les chômeurs...

Toute notre Civilisation est axée sur la Valeur, sur les Prix.

Ce sont là les 2 colonnes principales de l'Economie financière : maintenir la Valeur et les Prix qui l'expriment.

Or, les progrès scientifiques et matériels détruisent les unes après les autres les théories de l'Economie financière. Et les travailleurs n'ont pas conscience de la révolution en cours ! Ils n'affirment pas leur droit à une consommation totale, au maximum vital, mais ils essaient de concurrencer les

prix par des salaires ! CE SONT LES ESCLAVES DE LA VALEUR...

Le Prix est l'ennemi du Besoin. Le subir ou l'abolir ?

Les prix seront toujours les ennemis des salaires tout comme la Force est l'ennemi du Droit Humain.

CONCLUSIONS

Dans l'économie financière l'action capitaliste s'exerce sur plusieurs voies contradictoires :

1) Faire baisser les prix de revient par substitution de la machine à l'homme ce qui provoque chômage et mévente.

2) Eviter l'effondrement des prix par mévente en raréfiant la production ou en exportant ce qui serait nécessaire au marché intérieur.

L'économie capitaliste peut freiner la production mais, elle ne peut le faire au-dessous d'un minima qui détruirait le profit. Elle est donc dans l'obligation de produire toujours davantage.

Mais comme cette productivité provoque le chômage, le système provoque la mévente, la crise... Pas de remède !

La guerre devient, malgré ses risques, une tentative nécessaire et désespérée de l'économie financière.

L'expansion continue de l'économie financière est donc une obligation de ce système qui nécessairement sera encouragée, protégée par l'Etat. Cela ou la Guerre...

3) Encouragement à la natalité qui fait de l'élevage des enfants une production beaucoup plus rentable que celle des bovins ou des porcs, égale ELARGISSEMENT DU MARCHÉ ET DU CHOMAGE...

Destruction des denrées. Fabrication d'armements. Et quand tout a échoué : la guerre !

Le Prix, ce grand régulateur de l'économie financière (?) est en réalité la cause de tous les désordres sociaux. Comment admettre que « celui qui ne peut payer le prix » soit satisfait de la société qui lui refuse ce dont

TRAVAILLEURS

Ne vous laissez plus bernier par les politiciens, œuvrez à votre libération en rejoignant le syndicalisme révolutionnaire. Ralliez la C. N. T. !

LIBRAIRIE C. N. T.

- Leval, prix : 50 fr. ; franco : 60 francs.
- Les buts et l'organisation du Syndicalisme Révolutionnaire (C.G.T. S.R.), prix : 50 fr. ; franco : 75 fr.
- L'Anarchie (Malatesta), prix : 60 francs ; franco : 85 fr.
- La Société sans Etat (G. Berneri), prix : 50 fr. ; franco : 60 fr.
- Les Anarchistes face à la Technocratie (S. Parane), prix 50 fr. ; franco : 60 fr.
- Le syndicalisme et l'Etat (E. Rotot), prix : 50 fr. ; franco : 60 fr.
- Les Bulgares parlent au Monde (les anarchistes sous l'occupation Bolcheviste) - (C.A.A.B.), prix : 50 fr. ; franco : 75 fr.
- Union Sacrée 1914, (Rosmer et Modiano), prix : 80 fr. ; franco : 105 fr.
- Réponse aux paroles d'une croyante (S. Faure), prix : 30 fr. ; franco : 40 fr.
- Les propos subversifs (S. Faure), chaque exemplaire : prix : 40 fr. ; franco : 50 fr.
- 1. La fausse Rédemption ;
- 2. La dictature de la bourgeoisie ;
- 3. La pourriture parlementaire ;
- 4. Leur Patrie ;
- 5. La Morale officielle... et l'autre ;
- 6. La femme ;
- 7. L'enfant ;
- 8. Les familles nombreuses ;
- 9. Les Métiers haïssables ;
- 10. Les forces de Révolution ;
- 11. Le bombardement ;
- 12. La véritable Rédemption ;

- L'indispensable Révolution (G. Leval), prix : 300 fr. ; franco : 360 fr.
- Le Monde Nouveau (P. Besnard), prix : 250 fr. ; franco : 295 fr.
- L'Ethique du Syndicalisme (P. Besnard), prix : 150 fr. ; franco : 210 francs.
- La Paix (P. Besnard), prix 150 fr. ; franco : 210 fr.
- Mon opinion sur Dieu (S. Faure), prix : 250 fr. ; franco : 295 fr.
- L'imposture Religieuse (S. Faure), prix : 400 fr. ; franco : 460 fr.
- Le Syndicalisme Révolutionnaire Paul Delesalle (J. Maitron), prix : 550 fr. ; franco : 610 fr.
- Féminisme et Mouvement ouvrier (George Sand) (E. Dolleaux), prix : 420 fr. ; franco : 480 fr.
- Essai sur la condition ouvrière 1900-1950 (M. Collinet), prix : 510 fr. ; franco : 570 fr.
- Jun 36 (J. Danos et M. Gibelin), prix : 550 fr. ; franco 610 fr.
- L'Internationale Chrétienne (P. Le-franc), prix : 370 fr. ; franco : 445 fr.
- Mouvement ouvrier et socialiste - L'Espagne (1750-1936) (R. Lam-

- bert), prix : 645 fr. ; franco : 705 francs.
- Eugène Humbert (J. Humbert), prix : 400 fr. ; franco : 490 fr.
- Vie et Mort des Corporations (J. Jacques), prix : 150 fr. ; franco : 195 francs.
- Révolution et Drapeau rouge (M. Dommanget), prix : 100 fr. ; franco : 145 fr.
- Jacques Roux le Curé rouge (M. Dommanget), prix : 100 fr. ; franco : 145 fr.
- Sylvain Maréchal « L'Egalitaire » (M. Dommanget) prix : 600 fr. ; franco : 690 fr.
- Partir de l'homme (D. Mac Donaldu) prix : 150 fr. ; franco : 210 fr.
- La Commune de Cunstadt 1921 (Jan Mett) prix : 150 fr. ; franco : 195 francs.
- Spartacus, la commune de Berlin (1918 - 1919) (Prudhommeaux) prix : 150 fr. ; franco : 195 fr.
- Livres anciens : (Réduction de prix) La Révolution Russe en Ukraine (N. Mokno) prix : 200 fr. ; franco : 260 fr.
- Précis de Socialisme (B. Malon) prix : 200 fr. ; franco : 290 fr.
- La Morale Sociale (B. Malon) prix : 200 fr. ; franco : 290 fr.
- Joyeusseté de l'Exil (Ch. Malato) prix : 200 fr. ; franco : 290 fr.
- La véritable révolution Sociale (S. Faure) prix : 100 fr. ; franco : 160 fr.

- Le Socialisme Révolutionnaire (C. Albert et J. Duchénoy) prix : 100 fr. ; franco : 160 fr.
- LIVRES : ROMANS
- Les Damnés de la terre (H. Poulaille) prix : 390 fr. ; franco : 480 fr.
- L'enfantement de la Paix (H. Poulaille) prix : 250 fr. ; franco : 310 francs.
- Ils étaient quatre (H. Poulaille) prix : 200 fr. ; franco : 245 fr.
- Le pain quotidien (H. Poulaille) prix : 350 fr. ; franco : 540 fr.
- Pain de soldat (H. Poulaille) prix : 450 fr. ; franco : 540 fr.
- Béton armé (J. Prugnot) prix : 330 fr. ; franco : 390 fr.
- Durolle (F. Planche) prix : 150 fr. ; franco : 210 fr.
- Couillisses et tréteaux (V. Méric) prix : 250 fr. ; franco : 310 fr.
- Le Curé Bourgogne (L. Tenars) prix : 200 fr. ; franco : 260 fr.
- L'enfant (J. Valles) prix : 400 fr. ; franco : 460 fr.
- Le Bachelier (J. Valles) prix : 400 fr. ; franco : 460 fr.
- Les derniers temps (V. Serge) prix : 550 fr. ; franco : 640 fr.
- Paroles (Prévert) prix : 590 fr. ; franco : 680 fr.
- La Maison du Peuple (L. Guilloux) prix : 390 fr. ; franco : 450 fr.
- La vingt-cinquième heure (C. Virgil Cheorghice) prix : 690 fr. ; franco : 780 fr.
- Emigrants (F. de Castro) prix : 390 fr. ; franco : 450 fr.
- Eugène (J. Celse) prix : 180 fr. ; franco : 225 fr.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
TELEPHONE : TRUdaine 78-64
PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3^e) C.G.P. 12793-89 Paris
Rédaction et administration du Combat Syndicaliste : Joseph Soriano, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, (9^e), C.C.P. 11.833-32 Paris.

DEUXIEME UNION REGIONALE
Adresser la correspondance au siège confédéral
REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX
Assemblée Générale, le premier vendredi de chaque mois, à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

UNION LOCALE DE VERSAILLES
Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE MARSEILLE
Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 43, rue de l'Académie, à Marseille (1^{er} arrondissement).

BULLETIN D'ABONNEMENT au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,
NOM
Prenoms
demeurant
déclare souscrire un abonnement de (1)
au « Combat Syndicaliste ».
Le
SIGNATURE

Envoyez les sommes au C. C. P. Paris 11.833.32
J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne - Paris (9^e)

(1) 12 numéros : 220 fr. — 24 num. : 430 fr. — 48 num. : 850 fr.

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : Abonnements 12 numéros : 220 fr.; 24 numéros, 430 fr.; 48 numéros, 850 fr. Changement d'adresse : 20 francs.

Propagande...

Plus que jamais, tout se fait à coups de propagande, et les moins bonnes marchandises s'écoulent fort bien lorsque la publicité sait exploiter les gens crédules.

Affiches, journaux, radios, spectacles populaires retiennent l'attention des foules. Un slogan, mille fois répété, finit par bâillonner la vérité. Epicuriens, directeurs de galeries artistiques, éditeurs cherchent ce qui rapporte. Il en va de même des hommes politiques. Le coffre-fort domine le cerveau. Il faut produire beaucoup et vendre cher. Il faut surprendre, rabâcher, stupéfier, pour amener vers soi les écus d'une multitude de gogos et de snobs. Les renommées s'établissent ainsi sur de malhonnêtes enjeux, et la valeur se mesure aux bénéfices qu'ils fournissent.

Comment s'étonner dès lors si le mensonge règne, si les rampeurs triomphent des purs ? De fausses gloires sortent chaque jour d'un cloaque. Les lauriers couronnent des fronts sans pudeur. Des masses serviles montent les applaudissements, naît l'engouement le plus inepte.

Rares sont les sincères qui osent exprimer leur foi et leur dégoût. Tout concourt à les ridiculiser ou à les entourer de silence. Seuls, les maugissons du progrès jouissent d'importantes prérogatives.

Cymbales et cris des sbateurs étourdissent pour vaincre la raison. En ce tintamarre, le cœur lui-même ne se reconnaît plus. L'idéal se noie dans la vase, les nobles élans sont considérés comme gestes de fous, le comptoir écrase toute générosité.

Flatter l'œil du vulgaire, exciter de vils appétits, étaler des principes sans morale, tel est le secret du profiteur. On nomme élites ceux qui, par cette méthode réussissent. On les élève aux postes de choix, on les pousse vers de misérables sommets, on les transforme en dangereux symboles. Des articles diaphanes, bien payés, soulignent leurs soi-disants mérites, et les pantins dont le « bla-bla-bla » se sert, en arrivant à s'imaginer d'essence supérieure. Ils sont trompés comme ceux qui les admirent. Leur talent n'est que vent, mais ce vent agite des milliers d'insensés qui, pour rien au monde, ne voudraient blâmer la mode. Ils suivent aveuglément les maîtres de propagande. Ils avancent au milieu d'un troupeau. Cela suffit à combler leurs pauvres désirs. Ils ne savent où ils vont avec le nombre. Au bout du

chemin, il y aura peut-être un gouffre, une mort affreuse. Qu'importe ! Ils n'ont ni le temps de réfléchir, ni l'énergie nécessaire à de saines réactions.

Ces flotes, taillables et corvéables à merci, ces robots que fabrique une société pourrie, sont précieux pour l'infamie machine. Ils se laissent aisément chauffer à blanc et permettent d'appréciables rendements.

Ils aideront bientôt à faire sauter le globe, mais c'est là chose négligeable.

Jean SOUVENANCE.

UN OFFRE EXCEPTIONNELLE

Contre 700 francs versés au C.C.P. Rennes 740-46 de S. Grégoire, « Ar Peuch ». Le Tertre Aubé, St-Brieuc, vous recevrez, défectueux à votre nom, onze livres de J. Souvenance. Pour l'étranger, ajouter 155 fr. (frais de port).

La "Pensée Libre" en danger

« MINISTERE DE L'INTERIEUR

Interdiction d'exposition à la vue du public et de vente à des mineurs de dix-huit ans de diverses publications.

« Le ministre de l'intérieur, Vu la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949, et notamment son article 3 et son article 14, modifié par l'article 42 de l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 ;

« Vu l'avis de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence ;

« Sur la proposition du directeur général de la sûreté nationale,

« Arrête :

« Art. 1er. — Il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 14 modifié de la loi du 16 juillet 1949, de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs de dix-huit ans les ouvrages intitulés :

« Les Aventures d'un Auvergnat et d'un Parisien au pèlerinage de Lourdes, par l'abbé Rasibus, éditions de l'Idée libre, Herblay (Seine-et-Oise).

« La Soutane devant l'amour, par l'abbé Rasibus, éditions de l'Idée libre, Herblay (Seine-et-Oise).

« Tricheries et truquages de l'amour par André Lorulot, éditions de l'Idée libre, Herblay (Seine-et-Oise).

« Le couvent de Gomorrah, par Jacques Souffrance, éditions de l'Idée libre, Herblay (Seine-et-Oise).

« La vie et le travail des filles de joie, par..., éditions de l'Idée libre, Herblay (Seine-et-Oise).

« La Flagellation et les perversions sexuelles, par André Lorulot, éditions de l'Idée libre, Herblay (Seine-et-Oise).

« Art. 2. — Il est interdit, sous les mêmes peines, d'exposer ces ouvrages à la vue du public en quelque lieu que ce soit, et notamment à l'extérieur ou à l'intérieur des magasins ou des kiosques, ou de faire pour eux de la publicité sous quelque forme que ce soit.

« Art. 3. — Le préfet de police dans le département de la Seine et les préfets dans les autres départements sont

chargés de l'exécution du présent arrêté.

« Fait à Paris, le 31 juillet 1959.

« Le Ministre de l'Intérieur

« Pour le ministre et par délégation :

« Le directeur général de la sûreté nationale ».

Nombre de nos compatriotes 1959, d'autant plus stupides qu'ils prétendent transpirer l'intelligence, par tous leurs pores, d'autant plus ignorants qu'ils croient tout savoir, n'auront prêté aucune attention à cette insertion dans le « Journal Officiel » de la prétendue république française que, d'ailleurs, ils ne lisent pas.

Mais, c'était imprimé, et de plus, dans le Journal Officiel... qu'ils ne lisent pas et qui, de ce fait, paré de l'attrait du mystère, est d'autant plus prestigieux.

D'autant plus prestigieux et peu lu qu'il est ennuyeux.

D'ailleurs, par conséquent, ils admettent que les livres visés sont pornographiques, puisque nous devons leur préciser qu'ils faisaient partie de la même journée que quantité de publications érotiques.

Or, il s'agit d'éditions beaucoup plus modérées dans le genre scabreux que certains romans de nos plus grands auteurs qui font pourtant la gloire des Lettres françaises.

Alors, pourquoi ces multiples entraves à la vente qui, pratiquement, aboutissent à l'impossibilité de diffuser ces œuvres ?

Parce qu'il s'agit d'écrits anticléricaux et, circonstance aggravante, de ceux qui sont parmi les plus lus.

Nous sommes revenus aux débuts de la III^e République... Nous sommes en plein Ordre Moral. Et les français imbéciles, prétentieux et négatifs de l'an de grâce 1959 ne s'en aperçoivent même pas, ou le nient par courtoisie.

Et l'Eglise, dans sa sournoise offensive, progresse sur l'échiquier du temps.

Pendant que, jésuitiquement, elle tend à étouffer toute manifestation contraire à sa néfaste puissance, elle fait hardiment juremer, par le truchement du béat chanoine Kir, Dijon et Stalingrad.

Ce providentiel chanoine qui se vante d'embrasser sur la bouche M. Kroutchev, à la manière russe, d'ici quelques semaines.

Ainsi, d'une part, en novembre 1956, au nom de cette « Immortelle liberté » dont on nous rebattait les oreilles, en escamotant pudiquement l'Espagne, on attaquait l'Union Soviétique coupable de mater la très suspecte insurrection hongroise aux relents fascistes, alors qu'actuellement on maintient le contact avec l'athésisme rouge, sans aucun doute pour essayer de sauver les meubles en cas d'invasion.

C'est l'éternelle politique de l'Eglise, prête, depuis les invasions barbares, à toutes les prostitutions, pour qu'elle se sauve et puisse même, servilement, remplir l'ignoble rôle de gendarme moral dans tout nouveau régime.

A quoi bon, penseront certains camarades, continuer à lutter pour des individus dont le crétinisme paraît croître avec l'instruction qu'on leur dispense imprudemment ?

A quoi bon défendre des écrits escamotés, certes, par les plus hypocrites procédés, mais que la grande masse ne lit qu'assez peu ?

ment des revendications ouvrières en créant avec lui et quelques autres, le journal « La Grève Générale ».

« Dans cette société bourgeoise où nous vivons, qui limite toute noble aspiration, qui dépasse tout sentiment généreux et qui se développe au milieu d'un antagonisme dissolvant d'intérêts, prétendant se justifier par la formule de coloris scientifique « la lutte pour l'existence », F. Ferrer fut un homme vraiment exceptionnel.

Intelligence claire, caractère droit, Ferrer se montrait un adversaire de l'hypocrisie conventionnelle et opportune. Chez lui, la pensée et la parole, les actes de la vie et l'action formaient un tout indissoluble.

Il se peut que cette franchise ait offensé quelques timorés que cette entretient éloignés certains autres qui trouveraient la prétexte à le considérer comme un Don Quichotte. Ils étaient incapables d'apprécier la générosité qui animait ce révolutionnaire, incapables de saisir la grandeur de l'altruisme qui débordait de son être prêt à tout sacrifier, et il le prouva bien, pour réaliser les rêves de l'idéal de régénération humaine qu'il portait en lui.

Anselmo Lorenzo n'a pas hésité à écrire ces lignes que tous ceux qui péroreront trop facilement du martyre de Montjuïc feraient bien de méditer.

« Si tous ceux qui font aujourd'hui l'éloge de Ferrer et de son œuvre s'étaient réunis à lui lorsqu'il vivait et travaillait, si l'on avait fait pour Ferrer Ferrer vivant toute la propagande par la parole et par la plume qui s'est faite pour honorer Ferrer mort, si l'on avait réuni alors toutes les ressources que l'on a réunies depuis, cer-

tes nous n'aurions pas maintenant des places et des promenades portant le nom du précurseur et du martyr, mais nous aurions beaucoup d'écoles rationalistes qui, parlant tous les idiomes du monde civilisé et étant en relation, auraient été bientôt en mesure de remettre les destinées de l'humanité à une nouvelle génération rationnellement éduquée.

« Inutile de se lamenter, il n'en fut pas ainsi parce que cela ne pouvait être. Le vulgaire, et l'on sait que devant des personnalités éminentes par le génie ou le caractère bon nombre d'hommes réputés supérieurs apparaissent au niveau de la moyenne des hommes, le vulgaire donc ne put se couer l'atavisme et abandonner le système et les misères de l'antagonisme régnant, et si l'on loue Ferrer c'est peut-être parce que l'on est plié au routinier culte des morts plus que par désir de continuer son œuvre ; et ceci est d'autant plus vrai que si nous cherchons des idées chez ceux qui s'agitent pour honorer la mémoire de Ferrer, nous ne trouverons que des politiciens qui préconisent l'enseignement obligatoire laïque ou des pédagogues qui discutent sur le technisme de l'Ecole Moderne, c'est à peine s'ils réussissent à exprimer une idée, le confondant toujours avec le type d'enseignement de l'école laïque ; c'est uniquement ainsi qu'ils comprennent la négation de l'enseignement religieux traditionnel ».

Le 15 décembre 1901, dans la «Huelga General» était publié une étude : « L'hérédité sociale ». Elle portait les signatures de Lorenzo et de Ferrer.

J'en extrais quelques passages qui précéderont, une fois de plus, la pensée de F. Ferrer.

« Quoi qu'en disent les codes, les religions et les écoles, il est un fait certain, c'est que chaque individu qui naît a droit, en tant qu'unité, à sa part de la propriété commune et c'est un grand crime que de lui contester et de lui enlever ce droit, comme ce serait un crime que de priver des rayons du soleil et de l'air qu'il doit respirer.

« Une abominable série de forfaits a favorisé cette spoliation, mais aujourd'hui, étant donné l'état de progrès où nous nous trouvons, on ne peut plus la tolérer ».

Plus loin, ils poursuivent faisant allusion à la propriété :

« On admet sans difficulté que tous les passants, sans distinction, circulent sur la voie tracée, construite et conservée aux frais de la communauté soit par les générations antérieures, soit par la génération actuelle.

« En stricte justice, toutes les propriétés devraient être utilisées de la même manière, chacun jouissant des produits accumulés par les générations précédentes, comme on jouit de l'air, de la lumière, de la chaleur solaire.

Resteraient propriété personnelle les objets d'utilité privée : denrées alimentaires, vêtements, mobilier, etc., le tout réparti proportionnellement à la quantité des produits accumulés et à la population ».

Invouant l'héritage, ils écrivent : « Cependant, discutons la question. Trouvera-t-on quelqu'un pour soutenir que la classe des privilégiés a produit plus qu'elle n'a consommé et partant, qu'il est légitime qu'elle transmette cet excédent exclusivement à sa descendance ?

« On pourrait admettre, à la rigueur, qu'un petit nombre d'individus, dans des circonstances exceptionnellement favorables, aient réussi à recourir à la fraude, au vol, à l'exploitation, à se constituer une aisance relative, mais ce sont là des cas très rares et explicables seulement par le désordre de l'organisation sociale. La plupart des fortunes ne sont dues qu'au hasard de la naissance et, très fréquemment, à des manœuvres criminelles quoique légales. Les docteurs catholiques, entre autres Saint Jérôme, ont déclaré qu'un riche ne pouvait qu'être un homme injuste ou l'héritier d'un homme injuste.

« Tout ce qui sort de ces conditions tombe dans la définition de Brisson adoptée par Proudhon : La propriété c'est le vol.

« Qu'est-ce qu'on attend donc pour en finir avec ce galimatias social et mettre en pratique l'anarchie, l'union, ce véritable ordre social, susceptible d'aplanir toutes les difficultés et de produire l'harmonie universelle par l'accord manuel ? ».

Il y a près d'un demi-siècle que cela a été écrit, nous ne sommes guère sur le chemin des réalisations que proposait F. Ferrer. L'Ecole Moderne, elle-même, a été abandonnée aux profits de je ne sais quel enseignement officiel d'Etat, renouvelant les mêmes erreurs de l'enseignement que F. Ferrer combattait. D'autres dogmes, d'autres préjugés d'un enseignement religieux et les routes entrecroisées par le fondateur de l'Ecole Moderne semblent avoir bougément bifurquées.

La grève générale pour F. Ferrer, ce n'est donc pas un mythe, ce n'est pas une panacée qu'utilise les politiciens pour leurs fins électorales ; c'est au

(Suite en page 3)

UN PROCES QUI S'ETERNISE

C'est du procès de la société capitaliste qu'il est question ici.

Il a été admirablement traité par des compétences indiscutables. Il m'est fort agréable d'y ajouter mon entière approbation ne serait-ce que pour rendre hommage à ces courageux auteurs qui ont souvent risqué leur liberté et même leur vie pour la défense de la vérité, de la liberté et de la justice.

Le fait est là, poignant d'angoisse : une foule innombrable végète dans la misère alors que la caste des privilégiés, des oisifs, jouit du superflu. Les causes de ce déséquilibre, connues et dénoncées depuis longtemps, ont créé le différent social, la lutte de classe qui ne peut terminer que par la transformation totale de la société.

Le monde se trouve actuellement en présence de deux programmes diamétralement opposés. L'un vise, et c'est notre position, à la libération totale de l'individu, à la justice basée sur la raison.

L'autre souhaite une non moins totale continuité de l'esclavage dont est victime le prolétariat.

Lequel l'emportera ? Croire aveuglément que les choses ont toujours été ainsi et qu'elles le demeureront, est une erreur criminelle et une trahison à la science qui, elle, nous rassure à cet égard. A plus ou moins brève échéance les différences de classe devront disparaître à moins que ce ne soit l'humanité toute entière qui soit détruite dans un accès de folie. Mais avant d'envisager ce que doit être la bataille de demain jetons un coup d'œil d'ensemble sur la situation sociale du monde actuel.

Tous les gouvernements jusqu'à ce jour, ont fait faillite et le parlementarisme n'a donné que des scènes aussi grotesques que tragiques. Tous ont fait beaucoup de promesses (qu'ils n'ont pas tenu du reste) mais pas un seul n'a tenté d'endiguer et moins en-

core de supprimer la misère. Aucune égalité économique pour le prolétariat, pourtant cette base est essentielle pour la liberté de l'individu et le développement de sa personnalité. C'est pourtant simple, naturel et d'autant plus juste que le producteur présente, par ses efforts, l'élément numéro un de toute source de vie dans le pays. L'angoissante confusion dans laquelle vit le monde crée une inquiétude des plus déprimantes. Nous avons l'impression très nette de danser sur un volcan, l'univers semble déjà embrasé.

L'examen des faits qui constituent l'histoire de nos jours confirme cette impression. La lutte entre le centralisme autoritaire et les champions des autonomies locales, reste l'éternel conflit, la force centrifuge et centripète qui régit les sociétés humaines.

Nous sommes à peine entrés dans la période scientifique où l'atome est roi et nous voici déjà évoluant dans une nouvelle ère industrielle qui transforme le monde de plus en plus.

Soyons fiers des victoires que l'homme remporte sur la matière pour lui arracher son secret ; mais les conséquences en sont terriblement troublantes et bouleversantes. Chacun s'agit dans son pays et veut posséder les meilleures, les plus ingénieuses machines. De là, épreuves de force et... manifestations de folie. A la table ronde, ce sont des discours « avec la mitraillette sous la table » et l'histoire se répète...

A nous d'en tirer d'utiles leçons. En premier lieu, faut-il croire que tout l'avenir repose sur la machine ? Certes sa vulgarisation hâtera l'évolution sociale mais à la seule condition que l'évolution de l'esprit accompagne le progrès technique. Bien avant notre ère, Platon classait Thalès de Millet comme un hydraulicien de grande valeur, et depuis, de nombreux génies ont apporté de nouvel-

les connaissances à l'humanité. Hélas ! à travers les siècles, Seigneurs et puissances occultes s'en sont approprié pour des fins peu avenables, quand ils n'ont pas persécuté les « insensés » qui ont osé, avec leur sciences, apporter des améliorations sociales sans tenir compte des exigences du régime. Cette vague de dictature à laquelle aucun peuple n'échappe, est le reflet de l'esprit cupide des forces précitées. Le procès que je ne fait qu'esquisser ne doit pas être perdu de vue, pour être en mesure de faire face à toute éventualité, nos principes doivent rester vivants et sans déviation et notre action permanente.

Le génie humain a déclenché une formidable révolution sur le plan économique, bouleversant ainsi les anciennes formes d'organisations sociales et donnant lieu à des crises successives et des conflits sans fin. Un point commun unit toute la réaction : renforcer leur autorité sur les peuples, les museler à jamais. Travailleurs, ayons nous aussi notre point commun, faisons échec à l'esprit vindicatif de nos maîtres, contestons leur suprématie sur le monde, exigeons la répartition des richesses selon nos principes rationalistes « à chacun selon ses besoins ». Certes, la bataille sera terrible car le capitalisme n'a aucune intention d'abandonner ses privilèges et prend sans cesse des dispositions pour renforcer sa défense. Le prolétariat est heureusement beaucoup plus puissant s'il sait s'organiser et s'orienter sans attendre les initiatives de leurs chefs politiques ou syndicaux. N'oublions pas que toute notre clairvoyance, toutes nos qualités physiques et morales devront contribuer à notre succès le jour où l'édifice de l'autorité et de l'injustice chancelera sur ses bases, et que notre libération ne sera acquise que par nous-mêmes. N'en laissons le soin à nul autre.

Emile BABOUOT

Journal imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers Téléphone : Capitole 89-73 T O U L O U S E

Le Gérant responsable J. SORIANO

3428

B.D.I.C

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

31 ANNEE. — NOUVELLE SERIE. — Numéro 159

30 FRANCS

DECEMBRE 1959

PAIX EN ALGERIE

Que n'a-t-on dit et écrit sur la paix en général et sur celle d'Algérie en particulier...

Il ne peut y avoir de paix possible entre les amis et les bourreaux du professeur Audin...

J. SORIANO

AMIS LECTEURS Après avoir consulté la base par circulaire, le prix du « C. S. » est porté à 30 francs...

Notre Bombe

Des abrutis il y en a partout ! Dans mon coin, nous travaillons à sept à huit exploités et naturellement...

de la guerre de 14, un peu porté sur la bouteille, mais plein de bon sens, quoique considérant lui aussi que certaines choses sont nécessaires...

LES MYSTIFICATEURS

Périodiquement, à Genève, à l'O.N.U. ou ailleurs des Commissions se réunissent depuis des années pour tenter de mettre sur pied un plan de désarmement.

en accordant son adhésion au principe de désarmement intégral qui permettrait d'accroître l'aide aux pays insuffisamment développés...

As-tu touché ton enveloppe ?

Les dirigeants de la S.N.C.F. valent bien stylés du capitalisme excellent dans l'art de régner.

lors de cette visite, leur glisse une « enveloppe » qui représente en valeur une somme de 6 ou 7.000 francs, pour le personnel d'exécution.

servant la part du lion dans l'action revendicative menée par les syndicats, la C.G.T. expose ses griefs contre la S.N.C.F.

jour de 80 francs par kilo, relève de la trahison. Les cheminots, comme toutes les autres catégories de salariés...

Notre remarquable représentant n'hésita pas, comme on dit vulgairement, à « mettre les pieds dans le plat ».

Or, si la situation a quelque peu évolué ce n'est pas au travail des délégués à la Commission de désarmement qu'il faut l'attribuer.

RENCONTRE ET PROPOS

Salut Camille ?... Ha !, Jules Paltochkey, ma parole tu es gras comme un porc sacré, je te plains de traîner tant dans des périodes difficiles.

car sous une douceuse apparence nous vous portons un mépris sans appel, tandis que vous, pue-la-sueur, malgré votre haine, vous ne pouvez vous soustraire, en certaine circonstance, à nous aider.

tation demandé, était implicitement responsable de la mort de l'enfant; et de ce fait, ce père devait laisser crever l'accidenté, en ne le faisant pas il se fit son complice, et sa ocouleur peut être taxée d'hypocrite.

que nous les achetons comme au vulgaire bétail, on leur passe la main dans le dos en leur désignant le troupeau et, ils foncent.

Nos SOLDATS EN ALGERIE La jeunesse d'aujourd'hui se bat pour que les Territoires de la France ne se Répétissent davantage...

Ce qui aggrave la situation, c'est le secret absolu qui plane sur la distribution de ces faveurs. Le chef de service invite confidentiellement certains employés à passer le voir et,

...est-ce que dans 41 ans mon fils, nos fils, ou plutôt, les rescapés — devenu vieux à leur tour — auront mon sort ? Le Vieux Travailleur.

L'ETERNELLE UTOPIE

Je lis, écrit par un camarade, cette phrase « Le travailleur doit pouvoir, avec le prix de son travail acquérir les objets créés par ce travail. »

Que de fois ai-je lu ou entendu cette phrase ! Elle part d'une louable attention. Elle témoigne d'une grande sensibilité, mais elle ne signifie rien. Elle est absurde ! C'est une utopie.

Le revenu d'une production ou d'une fabrication, revenu total, permet-il de racheter cette production ?

Une usine produit 100 millions de pièces métallurgiques — prix de revient — Il y a dans ce décompte 30 millions de salaires 50 millions de fournitures, 20 millions de frais généraux.

Or, si le salaire se voyait alloué 100 millions de pièces métallurgiques (1), avec quoi seraient acquittés les fournitures, les charges, l'amortissement, les impôts, les assurances, la sécurité sociale etc etc.

La vérité est que le salaire ne peut racheter sa production, s'il l'absorbe il tarirait la source des revenus dans la production.

L'homme, sous le signe de la valeur, inféodé au système « Prix, salaires, profits » ou plus simplement encore à la formule « Vente achat » ne peut racheter sa production.

Cela se produira peut-être, le jour où la main d'œuvre sera presque totalement éliminée par la machine. Alors, les travailleurs ne seront plus des salariés, mais devenus des collaborateurs partageant avec les patrons la responsabilité de l'entreprise.

Is constitueront une catégorie privilégiée que l'on voit déjà joindre dans la hiérarchie ouvrière. Leur activité comme leur mental seront capitalisés. Les classes auront vécu à l'usine ! — Mais, en dehors des lieux de travail, Les Autres, c'est-à-dire la majorité vivra des aumônes qu'une production privilégiée pourra leur consentir.

Je sais bien, avec ce camarade, que l'abondance doit progressivement dégrader et éliminer la Valeur, mais faut-il encore pour en arriver à ce stade que les hommes renoncent aux revenus, c'est-à-dire, aux salaires et aux profits.

Faut-il encore et surtout que les travailleurs renoncent à leurs salaires pour abolir le prix.

L'abondance peut enfanter une consommation libre, totale, à condition que la machine ayant aboli en grande partie le travail humain, toute sa production soit distribuée à tous les hommes sans aucune distinction de leurs moyens, sans aucune discrimination.

La productivité peut provoquer la baisse des prix des produits abondants, mais elle provoque parallèlement une baisse du pouvoir d'achat, par une mise en chômage des travailleurs en activité.

En dernier ressort, et sous le signe des « Prix, salaires, profits », l'abondance est une calamité !

Sous le signe de la Valeur, le salaire ne pourra jamais égaliser ou dépasser les prix. Quand il y parvient s'est qu'il accède au privilège. Et cette conquête de quelques-uns signifie la misère pour le plus grand nombre.

Désormais, la tâche du syndicalisme révolutionnaire n'est pas d'idéaliser le salaire, de poursuivre sa hiérarchisation sur l'échelle des revenus, mais, conscient d'une productivité progressive éliminant peu à peu le travail humain, d'agir pour la réduction des heures de travail, pour le prolongement des loisirs, en faveur de grèves poursuivant la gratuité des services publiés et leur gestion ininterrompue par les travailleurs et les consommateurs associés en vue d'améliorer les techniques et les rendements.

Sachant fort bien que le salaire ne peut racheter sa production, le syndicalisme révolutionnaire tend, par tous les moyens, à satisfaire le droit de consommation de chaque individu en substituant au salaire, dépassé et condamné par le Progrès, la distribution gratuite de tous les produits et le libre usage des services.

Nous vivons la période la plus fauleuse de l'évolution sociale. Tout ce qui paraissait utopique hier, tout ce que l'on considérait comme des formules abstraites, devient aujourd'hui nécessité urgente. Et l'on voit les esprits les plus

avancés, les intelligences les plus éclairées s'attacher encore à des modes de penser et d'agir que le Progrès a condamnés.

C'est que l'évolution industrielle se réalise à un rythme tellement rapide que la conscience perd le contact avec le Progrès.

Le syndicalisme révolutionnaire doit se ressaisir et devenir une action cohérente qui, par delà l'âge dépassé du salaire, ouvre la voie vers l'égalité par l'abolition du salarié.

La logique est aussi implacable que les faits :

Le salaire est la condition du capital. Il n'y aurait pas de salaire sans capital, sans valeur.

Tout capital privé ou collectif suppose un trésor central, une concentration, une centralisation bureaucratique et Etatiste.

Donc, qui veut supprimer le capitalisme privé ou d'Etat doit d'abord abolir le salariat, le salaire étant la condition du Droit inégal.

On m'opposera sans doute que l'abrutissement consécutif aux travaux sans joie, la lassitude des propagandes stériles, l'espoir d'un salaire libérateur ont fait de notre société, ce qu'elle est devenue : un vomissement...

Je répondrai ! La Bête humaine se révélera quelque jour de sa torpeur. Puis-elle alors avoir été devancée sur la voie de la libération par une phalange d'esprits lucides et de volontés imbruisables.

Certes, la guerre peut tout anéantir, mais la Paix c'est le tombeau ouvert sous les pieds de tous les capitalistes. Alors, sonnera l'heure de l'égalité économique. (1)

BRITEL.

(1) On peut admettre que la Paix régnerait le capitalisme trouvera dans l'équipement des pays sous développés un déversoir à ses surplus, des marchés et des débouchés pour son économie moribonde...

Très incertain, peu rentable et très limité dans le temps.

« Les étalons de la grande relève »

Je ne désire pas critiquer les « abondancistes » ; nous avons avec eux trop de points communs.

Nous leur savons gré, à ces bourgeois intelligents, d'avoir compris bien des raisons de lutter contre le régime actuel, et avec bonne volonté, de vouloir vulgariser des connaissances indispensables.

D'un autre côté, nous n'ignorons pas que ces techniciens et technocrates ont été formés par le milieu qu'ils critiquent, et que, fils de l'Autorité ils en subissent toujours les réminiscences.

C'est ainsi que les repopulateurs de « La Grande Relève » digèrent assez mal l'opposition qu'ils rencontrent dans leur propre mouvement. Selon eux, si la Science permet de multiplier les productions à l'infini, si elle nous assure d'une productivité toujours supérieure à la consommation, à quoi bon se soucier de l'accroissement des populations alors qu'il sera toujours aisé de satisfaire leurs besoins.

Si cette perspective est juste la thèse

des abondancistes — qui est un peu la nôtre — prend un relief extraordinaire.

Mais le problème ainsi présenté cache, en réalité, de multiples aspects.

La vérité actuelle est celle-ci :

1. — L'Abondance de nombreux produits est la conséquence de l'insolvabilité : la pauvreté limite leur consommation.

2. — L'Abondance de certaines denrées, les céréales et le coton en particulier, est surtout le fait de grands états, de grande superficie et de faible densité démographique : les Etats-Unis et le Canada.

L'Abondance de la viande en Argentine, de café au Brésil, de la laine en Australie s'explique de la même façon. On peut donc tirer immédiatement cette théorie expérimentée : la Science, le Progrès permettent actuellement de produire au delà des besoins de la consommation partout, dans tous les Etats, où pour des raisons diverses, la densité de la population se trouve involontairement limitée.

C'est très important, car c'est la preuve que la limitation des naissances crée l'euphorie de la consommation, et que « la valeur financière abolie », tous les besoins peuvent être satisfaits.

3. — La France et d'autres nations surpeuplées produisent leur pain bon an mal an.

On peut admettre que la production agricole, ici et là s'accroît et fera face aux besoins solvables pendant 20 ans.

Est-ce à dire que cette production peut s'accroître indéfiniment ? Comment arrache-t-on à la terre tant de production ? Par usage intensif des engrais chimiques qui ont la propriété de modifier la composition des sols et de dévitaliser les plantes, les fruits et les hommes qui consomment cette surproduction.

Le cancer est une maladie de carence dont la chimie est certainement la cause.

La qualité est sacrifiée à la quantité

parce qu'il faut nourrir les hommes de plus en plus nombreux.

Les sols s'épuisent, les maladies cryptogamiques se multiplient ainsi que les insectes, et pour protéger la flore INDISPENSABLE on traite sols et plantes avec des toxiques qui commencent d'abord par détruire ceux qui les emploient avant de ronger ceux qui les consomment.

Et n'importe quel spécialiste sait que la fertilité artificielle du sol est limitée dans le temps, alors que le pulvérisation humain peut s'accroître au delà de ses Besoins.

4. — Le pulvérisation élargit les cités, les multiplie. Chaque jour la construction ravit des terres cultivables. On crée de nouvelles routes, des aéroports, etc. etc.

Mais comme la médecine apporte ses remèdes aux intoxiqués, l'urbanisme apporte ses solutions géométriques.

Il s'agit de loger les hommes, non plus sur le plan horizontal en communion avec la terre, la flore, la faune, mais sur le plan vertical, en des édifices de 20 à 30 étages. Des clapiers superposés confortables et fragiles.

L'Homme devient un dossier que l'on pousse dans un classeur. Quelque jour, revêtu d'une combinaison il suffira d'un simple bouton pour l'extraire de sa niche ou l'y enfouir.

Le pulvérisation multiplie les transports. Les routes sont interites aux bipèdes. Adieu ! le temps des poètes rêvant sur les chemins fleuris.

Adieu ! les campings solitaires. La Nature devient un parc où la verdure disparaît sous l'étalement de la population.

Les plages deviennent des dépotoirs où les estivants vivront plus serrés que les sarrasins.

Ce que chaque observateur doit soigneusement remarquer :

1. — C'est que l'accroissement de population n'est plus une nécessité militaire. Le progrès dans le mécanisme destructif abolit le fantasme.

2. — C'est qu'à l'heure des progrès industriels où la productivité menace de dépasser les besoins solvables, l'économie capitaliste cherche à multiplier les consommateurs pour provoquer la rareté et, par conséquent multiplier les profits. Elle n'a pas prévu le chômage qui en résultera ou elle joue les yeux fermés.

Une question se pose :

Les technocrates de « La Grande Relève » abondent dans le sens capitaliste industriel, qui pousse à la natalité, afin de multiplier les consommateurs, élargir les marchés, éviter l'abondance qui ruine et maintenir la Rareté qui enrichit.

Mais alors ? quel est votre vrai visage ?

N'êtes-vous que des technocrates au service de la Valeur financière ? Déformés professionnellement avez-vous perdu le sens de l'Humain, son besoin de liberté, sa dignité ?

A tel point que vous avez révolté vos lectrices en les assimilant à des couveuses artificielles.

A moins que plus charnellement vous ne soyez que des mâles en rut, soucieux de jouer sans frein et de vous reproduire à millions d'exemplaires... ?

Dame ! les portraits que vous affichez sans modestie et sans mesure dans votre journal ne seraient-ils que l'expression publicitaire d'un haras dont vous seriez les étalons ?

En notre époque de contradictions tout est possible, mais il n'en reste pas moins vrai que la limitation des naissances est la certitude de l'Abondance, c'est-à-dire de la paix, du bonheur individuel et social.

Si la satisfaction des Besoins est une nécessité de la Liberté que l'Homme fasse sur tous les plans ce que le paysan fait dans son étable : la production végétale de son domaine doit toujours être excédentaire des besoins de ses bêtes. Il limite leurs naissances. C'est à la fois, clair, simple, logique. Tant pis pour les taureaux !

Agissons donc sur les trois plans de la Liberté Humaine : accroître la production, limiter les naissances et distribuer gratuitement, selon les besoins, la production et les services sociaux.

Ainsi l'esclave deviendra un homme.

J. BONHOMME.

DISCREDITER

La société en général et l'administration en particulier disposent de plusieurs moyens pour discréditer l'homme dont elles veulent empêcher l'ascension. Paul Brulat écrit un livre : « La faiseuse de gloire », qui révèle les mille procédés utilisés par la presse pour « contrer » l'auteur géant. Il faut se plier aux lois draconiennes des puissants si l'on attend leur soutien. L'argent est maître des renommées. La soumission aux règles sacro-saintes des marchands permet seule d'espérer honneurs et richesses.

Le monde des bureaux est à l'image de ce l'on appelle « hautes sphères » politiques, artistiques, littéraires ou autres. Il met en relief les vilenies qui se pratiquent un peu partout et projette une vive lumière sur les méthodes immorales ouvrant le chemin des bonnes places. En cette fourmilière de plumitifs, règne mensonge et calomnie. Pour le rond-de-cuir bien entraîné, tout se justifie à condition d'autoriser le gain d'une faveur ou d'un grade. Les chefs, rompus aux ficelles du métier, savent jour de monstresuses prérogatives et tirer quantité d'avantages de leurs sinécures. Ils regardent, amusés, l'effort tenté par d'éventuels successeurs et se plaisent à brimer les bleus qui ne connaissent pas encore toutes les roueries de la carrière. Rien ne leur est plus facile que de ruiner les aspirations d'un jeune collègue. Ils le chargent, par exemple, de services très importants, augmentent fréquemment sa tâche et diminuent peu à peu le nombre des employés qu'il a mission de former. Dossiers incomplets, pièces mal classées, réclamations du public favorisent bientôt les noirs desseins du supérieur hiérarchique. On accable de reproches le pauvre fonctionnaire et l'on déclare péremptoirement qu'il fait preuve d'incompétence. Il arrive aussi que le citoyen à manches de lustrine soit dirigé vers une voie de garage, c'est-à-dire confiné dans un poste de tout repos où nulle initiative ne lui est jamais demandée. On l'y « asphyxie » lentement, avec une rare patience.

Dans un cas comme dans l'autre, il est discrédité. Ses notes l'indiquent. Si les appréciations portées sur lui marquent une certaine subtilité dans les nuances (fait de son mieux, a le désir de donner satisfaction...), son avenir ne s'en trouve pas moins compromis. La félonie administrative incite à lire entre les lignes. Les militants aux idées avancées, mais bons employés, seront jugés « professionnellement irréprochables ». La commission paritaire, où la voix du président est prépondérante, appelée à statuer sur leur sort, comprendra l'exacte signification de ces mots. Elle décidera en conséquence et sauvegardera les apparences.

Lorsque, sans provoquer d'esclandre, ce que l'Administration toujours redoute, il apparaît opportun d'évincer

un serviteur trop indépendant, l'on invoque l'article 135 du Statut général des fonctionnaires : « ...qui fait preuve d'insuffisance professionnelle est, s'il ne peut être réclassé dans une autre administration ou service, soit admis à faire valoir ses droits à la retraite, soit licencié. La décision est prise, etc... » Pareille mesure ne souligne-t-elle pas la garantie de stabilité offerte à tous les défricheurs de textes législatifs ? Qui accepterait d'en référer aux tribunaux administratifs, voire au Conseil d'Etat, risquerait fort de payer les frais du procès. On ne plaisante point avec l'insuffisance professionnelle !

Ainsi décrié, déprécié, dévalorisé, le malheureux « budgétivore » n'a plus qu'à se retirer de la chose publique. Il sera définitivement « coulé ».

Jean SOUVENANCE

Calendrier de S.I.A. 1960

Cette année nous avons voulu faire un Calendrier complètement différent de tous ceux que nous avons faits jusqu'à maintenant. Quelque chose de réellement moderne et pas encore traité sur certains aspects des problèmes scientifiques et sociaux actuels. Nous croyons avoir atteint notre but et nous espérons que nos amis et camarades seront satisfaits de notre œuvre.

Le professeur J. Galy en a écrit le texte qui est destiné à vulgariser tout ce qui a trait à l'énergie par l'étude de ses différentes sources, depuis celle de la houille jusqu'à la dernière connue, avec la libération de l'atome. Notre intention et celle de l'auteur, est de faire connaître tout ce qui pourrait se faire pour l'humanité avec les multiples applications pacifiques de l'énergie atomique. Ce texte illustré de graphiques constituera le verso des pages du calendrier.

La partie supérieure sera un carton dont le fond sera orné de la répétition des lettres symboliques de S.I.A., sur lesquelles ressortira le millé-

sime de l'année. A ce carton seront suspendues les douze feuilles des mois, agrémentées d'une allégorie et du rappel des dates les plus saillantes de notre histoire. Tout cela formera un ensemble artistique où l'on pourra apprécier le goût raffiné de notre ami, le dessinateur J. Call.

Le camarade Vicente Arts s'est chargé de la traduction du texte en espagnol et son travail consciencieux est irréprochable. Comme d'habitude nous ferons deux éditions, une en français et une autre en espagnol. Chaque commande devra donc bien spécifier le nombre de calendriers désirés dans chacune des deux éditions.

En raison des nombreuses gravures qui illustreront ce calendrier et de l'augmentation du coût du papier et de la main-d'œuvre, nous sommes obligés de le porter au prix de : 200 frs, avec la remise habituelle de 10 % pour les commandes à partir de 10 exemplaires.

Nous pensons que ce calendrier pourra être mis en vente dans le courant de Novembre et l'on peut commencer à adresser les demandes au CN. de S.I.A. 21, Rue Palaprat à Toulouse (Hte-Gne, C.C.P. 1230-50).

driers désirés dans chacune des deux éditions.

En raison des nombreuses gravures qui illustreront ce calendrier et de l'augmentation du coût du papier et de la main-d'œuvre, nous sommes obligés de le porter au prix de : 200 frs, avec la remise habituelle de 10 % pour les commandes à partir de 10 exemplaires.

Nous pensons que ce calendrier pourra être mis en vente dans le courant de Novembre et l'on peut commencer à adresser les demandes au CN. de S.I.A. 21, Rue Palaprat à Toulouse (Hte-Gne, C.C.P. 1230-50).

O ! PEUPLE, REVEILLE-TOI

C'est à tous mes Camarades de travail que je m'adresse, qu'elle qu'en soit leur conception sociale, car décidément nos gouvernements s'en donnent à cœur joie, à nos dépens. Inutile de rappeler le nombre d'entre eux ayant eu maille à partir avec la justice ou impliqués dans des affaires dont la seule évocation nous donne la nausée.

Et pourtant, cela seul devrait suffire pour fixer tous les travailleurs sur l'état parasitaire dont souffre notre société.

Je vais me contenter d'extraire quelques points sur la façon dont sont gérées nos affaires.

Il y a quelques jours, M. Bacon, ministre du travail et de la Sécurité Sociale révélait à la radio qu'un boni de 67 milliards existait actuellement dans les caisses de la Sécurité qu'alimentent tous les travailleurs.

Cet argent nous l'avons assez vu car Pinay considère qu'il n'est plus nécessaire de faire d'emprunt à l'étranger ; il lui est tellement plus simple de saigner la classe ouvrière aidé pour cela de quelques bons slogans et prêchant le sacrifice à autrui.

Quand on pense à la somme de travail supplémentaire qu'il nous faut fournir pour rémunérer cette... Il y a de quoi serrer les poings et dire : Zut ! en voilà assez ! faut que ça change.

Oui tout le monde veut que ça change ; il y a un an aussi tout le monde voulait que ça change. C'est pour cette raison que j'ai dit : « O ! peuple réveille toi » ; car ce n'est pas le changement de monnaie qui améliorera la situation médiocre des ouvriers de base.

Ils devront continuer, à se contenter de lécher les vitrines, leur minimum vital ne leur permettant pas le luxe de vivre décemment.

Le changement de titre des institutions ne peuvent pas apporter plus de

Si je consomme, je dois produire ; Si je reçois, je dois donner ; Si je profite à la société, je dois la servir.

Mme GYP

bien-être ni de justice si l'institution reste avec ses méthodes arbitraires.

Ce n'est pas en changeant de maître que la situation d'exploité disparaîtra la seule transformation le seul changement valable doit être la prise de conscience des travailleurs qui, forts de leurs possibilités sauront chasser tous les bons ministres d'une institution gangrenée jusqu'à la moelle qu'il faut détruire au plus vite. Alors il ne restera qu'une seule classe, celle des producteurs.

Axé sur des principes rationalistes elle saura utiliser les moyens de propagande à des fins éducatives et culturelles et gérer la société moderne en tenant compte de l'intérêt collectif et non de celui d'une caste.

L. COUSIN.

JAMAIS AUCUNE GUERRE N'A RESOLU UN PROBLEME, MAIS TOUJOURS LE PEUPLE A PAYE

LES CONVERTIS

Lassés des saturnales, il est des gens qui veulent construire des cathédrales. Leur zèle se révèle d'autant plus grand qu'ils ont plus de fautes à racheter. Ils pardonnent d'autant moins les erreurs de leurs amis qu'ils se souviennent de leurs propres dévergèlements. Un sectarisme étroit les conduit, les enferme dans une froide discipline. Ils veulent ignorer que l'existence est faite de contrastes et que la lumière se passe difficilement d'ombres. Ils ne tolèrent point ce qui contredit leur doctrine toute fraîche, ce qui retarde les projets qu'ils ont hâte de réaliser. Ils redoutent la rencontre d'adversaires chez lesquels subsistent leurs tendances passées. Ils souhaiteraient que rien ne demeure de ce qui les fit eux-mêmes trébucher et témoignent d'une farouche intransigeance pour l'application des lois nouvelles qu'ils ont adoptées. Par crainte de faillir à leur tâche, ils font preuve d'une extrême sévérité. Leurs actes sont dépourvus d'humanité. Ils ne pos-

sent plus de tendresse et perdent le sens du social. Les hautes cimes qu'ils contemplant, arides et lointaines, incitent au désespoir. Ils ne prêtent point attention à l'humble fleur, aux oiseaux qui chantent l'amour. Dans leur effort insensé, ils détruisent par souci d'épurer, jettant des cendres sur la véritable beauté, réduisent en dogmes la bonté. Près d'eux, on respire mal. Ils donnent l'impression de raturer l'univers, d'écraser de leur foi tout ce qui naît et de planter des bornes sur l'horizon. Ce qu'ils autorisent n'atteint pas Va millième partie de ce qu'ils défendent. Ils vont, prêchant le sacrifice et n'offrant que mortifications. Au cœur qui se confie, ils montrent une tombe, et leurs tristes discours blasphèment contre la vie. Ces convertis que la joie effusque et qui sans cesse se repentent jamais ne guérissent et ne sauvent. Ils ne sont que plaies dangereuses pour notre monde déjà trop anémié.

Jean Souvenance

Aux hommes de bonne volonté

L'Union Locale de Marseille, invite les camarades ainsi que les sympathisants, à la réunion qui aura lieu samedi 19 décembre à dix-huit heures précises, au siège de la C.N.T.F. Vieille Bourse du Travail, rue de l'Académie.

ORDRE DU JOUR

Que faut-il faire vis-à-vis des trahisons permanentes des Centrales Syndicales Politisées ? Croyez-vous au renouveau du Syndicalisme ? L'anarchisme est-il en mesure de contrebalancer la Coalition des Partis-Eglises - Etats - Dictature - Centrales - Syndicales ?

Vu l'importance de l'enjeu, nous souhaitons que les camarades, sans distinction de tendance, accourent nombreux afin de participer aux débats ainsi que pour soumettre à l'assemblée, leurs propositions, leurs suggestions.

Que chacun fasse un petit effort et la Solidarité dans l'action permettra de faire du travail concret, positif.

Le Secrétaire par intérim : VERTEX

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

TELEPHONE : TRUDAINE 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3^e) C.C.P. 12793-89 Paris
Rédaction et administration du Combat Syndicaliste : Joseph Soriano, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, (9^e), C.C.P. 11.833-32 Paris.

DEUXIEME UNION REGIONALE

Adresser la correspondance au siège confédéral

REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX

Assemblée Générale, le premier vendredi de chaque mois, à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

UNION LOCALE DE VERSAILLES

Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE NARBONNE

Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1^{er} arrondissement).

DIX-SEPTIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE LYON

Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, numéro 60, LYON (5^e).

DANS NOS REGIONS NECROLOGIE

XVII^e UNION REGIONALE

La 17^e U.R. vient de subir une lourde perte en la personne du camarade Jean Costantini, vieux militant lyonnais bien connu dans toute la région pour sa droiture et la sincérité de ses conceptions.

Malade depuis quelques années déjà, son état avait empiré vers la fin de 1958; il dut alors subir une intervention chirurgicale très délicate que nous nous efforçons de rendre moins douloureuse en l'entourant de notre affection constante. Mais il fut obligé de partir dans le midi, dans une maison de repos et là, hélas, il succomba des suites d'une deuxième opération qu'il ne put supporter, loin de tous ceux qui, dans la région lyonnaise, avaient toujours été à ses côtés, dans la lutte pour la victoire de notre idéal.

Jean Costantini était un militant de vieille date puisqu'il avait déjà déployé ses activités dans les rangs de la C.G.T.S.R. et dès 1946 il avait rejoint notre C.N.T., guidé par sa conception du vrai syndicalisme. Nous n'avons pas le droit d'oublier le sen-

timent noble et élevé de ce valeureux camarade et notre action future sera le meilleur gage et la meilleure dette de reconnaissance envers lui.

NICOLAS FRANÇOIS EST MORT

C'est par une bande de journal, portant un laconique « Retour à l'enfance » et aussi la mention « Décédé », que nous avons appris sa fin.

Il est parti obscurément, sans se plaindre, comme il avait fait depuis quatre années qu'il souffrait du mal qui le rongea et lui avait interdit tout travail.

Il était des nôtres et appartenait à la 2^{me} Union Régionale. Sa foi dans l'idéal pour lequel nous luttons, exprimée dans la correspondance qu'il échangeait encore avec nous il y a moins de trois mois le prouve, le geste qu'il accompli alors en faveur du Combat Syndicaliste, le confirme.

Nous prions tous ceux à qui il était cher d'accepter en cette circonstance nos sincères condoléances.

C.N.T.

LA REVOLUTION RUSSE EN UKRAINE

CHAPITRE II ORGANISATION DE L'UNION DES PAYSANS

Vers le milieu de la semaine, les délégués élus par les paysans se réunirent à l'école pour discuter la question de l'élection d'un nouveau Comité Central.

Nous avions préparé, pour cette réunion, avec quelques-uns des instituteurs Korpustenko devait lire. Ce rapport était heureusement conçu et bien rédigé.

Les délégués des paysans, après entente avec les délégués des ouvriers d'usine, présentèrent une motion demandant de nouvelles élections.

Répondant au désir des instituteurs Lebedon et Korpustenko, j'ajoutai à cette motion quelques mots d'introduction.

Les délégués retournèrent vers leurs électeurs et étudièrent avec eux la dite motion et, lorsqu'elle eût été acceptée par les électeurs, on fixa la date des élections.

Les membres de notre groupe avaient préparé ce temps, préparé les paysans à l'organisation de l'Union des Paysans.

A ce moment arriva le camarade Krylev-Martinev, délégué du Comité

Régional de l'Union des paysans du parti socialiste-révolutionnaire, dans le but d'organiser à Goulai-Polé un Comité de l'Union des Paysans.

Ancien Forcat lui-même, Krylev-Martinev s'intéressa à ma vie, vint chez moi et, tout en prenant le thé, nous parlâmes longuement. Il finit par passer la nuit sous mon toit.

Je demandai, entre temps, aux membres de notre groupe de préparer les paysans à une réunion-skod où l'on établirait les bases de l'organisation de l'Union des Paysans. Krylev-Martinev était un bon orateur. Il peignit aux paysans un tableau attrayant de la lutte future des socialistes révolutionnaires pour la remise aux paysans des terres sans indemnité, lutte qui devait avoir lieu à l'Assemblée Constituante dont on attendait la convocation prochaine. L'appui des paysans est indispensable pour cette lutte. Il invita donc ces derniers à ce grouper en une Union des Paysans et à soutenir le parti socialiste révolutionnaire.

Ce discours nous servit de prétexte, à moi et à plusieurs autres membres de notre groupe de paysans anarchistes, pour exposer notre point de vue.

Voici ce que je leur dis :

« Nous, anarchistes, sommes d'accord avec les socialistes révolutionnaires quant à la nécessité pour les paysans de s'organiser en une Union des Paysans, mais non pour servir de soutien au parti socialiste révolutionnaire dans sa future lutte oratoire contre les socialistes démocrates et les Cadets (1) au sein de la Constituante à venir (si jamais elle est convoquée !)

« L'organisation d'une Union des paysans est, à notre point de vue anarchiste-révolutionnaire, nécessaire pour permettre aux paysans de verser le maximum de leurs forces vives dans le courant révolutionnaire. Ils contribueront ainsi à élargir ses bornes, à lui creuser un lit plus profond pour que, se développant en toute liberté, la révolution atteigne toute son ampleur et donne tous ses résultats.

« Ces résultats, pour les travailleurs paysans, sont logiquement, toujours les mêmes : La possibilité, pour les travailleurs des campagnes et des villes, — dont le travail d'esclave et l'asservissement artificiel de l'intelligence servent de piedestal au Capital et au brigandage organisé qu'est l'Etat — de se passer dans leur vie et dans leur lutte pour la liberté, de toute tutelle des partis politiques et de leurs discussions au sein de la Constituante à venir.

« Les paysans et les ouvriers ne doivent plus s'occuper de l'Assemblée Constituante. L'Assemblée Constitu-

ante est un ennemi des travailleurs des champs et des villes. Il serait véritablement criminel de la part des travailleurs d'en attendre leur liberté et leur bonheur. L'Assemblée Constituante est un jeu de hasard pour tous les partis politiques. Demandez donc à un de ceux qui fréquentent ce genre de repaires si jamais personne en sortit sans avoir été trompé — jamais ! Personne !

« Les travailleurs, les paysans et les ouvriers qui y en verraient leurs représentants seraient, eux aussi, trompés !

« Les paysans ne doivent actuellement ni penser à l'Assemblée Constituante, ni s'organiser pour soutenir les partis politiques y compris le parti socialiste-révolutionnaire. Non ! Les paysans ne même que les ouvriers ont à s'occuper de question beaucoup plus importantes. Ils doivent se préparer au retour de toutes les terres, fabriques et usines à la communauté et, sur cette base nouvelle, construire une vie nouvelle.

« L'Union des Paysans de Goulai-Polé, dont nous posons ici les fondements, aura à travailler dans ce sens là... »

Notre attitude ne découragea point le délégué Socialiste Révolutionnaire du Comité Régional de l'Union des Paysans. Il sut être d'accord avec nous. Et ce jour-là le 19 mars 1917 l'Union des Paysans de Goulai-Polé fut fondée.

Le comité de l'Union se composa de 28 membres, tous paysans; je fus compris dans ce nombre, malgré mes prières répétées. J'étais, en effet, fort occupé alors à constituer le Bureau de notre groupe et à rédiger sa déclaration. En réponse à ma prière, les paysans ne trouvèrent rien de mieux que de poser ma candidature dans quatre secteurs, et dans chacun je fus élu à l'unanimité.

Ainsi fut formé le Comité de l'Union des Paysans, dont je fus élu Président.

On procéda alors à l'inscription des membres.

En l'espace de quatre à cinq jours, tous les paysans, sans exception, s'inscrivirent, sauf, naturellement, les paysans propriétaires.

Ces derniers, défenseurs de la propriété foncière privée, se séparèrent de la masse des travailleurs, espérant former un groupe distinct. Ils ne réussirent à attirer à eux que les plus ignorants de leurs valets. Ils comptèrent tenir jusqu'à la Constituante et obtenir la victoire avec l'aide de S.D. (le parti social-démocrate russe défendait encore, à ce moment, le droit de propriété sur les terres).

En vérité, les travailleurs paysans n'avaient nul besoin de l'adhésion des

paysans-propriétaires. Ils voyaient en eux des ennemis héréditaires et comprenaient qu'ils ne deviendraient inoffensifs que lorsque, par une expropriation forcée, leurs terres seraient déclarées propriété de la communauté.

En exprimant cette dernière idée dans leur propre milieu, avec une conviction inébranlable les paysans condamnaient d'avance l'Assemblée constituante.

Ainsi l'Union des Paysans de Goulai-Polé était formée; mais elle n'embrassait pas tous les paysans de sa commune, car un certain nombre de fermes et de hameaux n'en faisaient pas partie. Cette circonstance l'empêchait de se mettre au travail avec assez d'enthousiasme pour entraîner à sa suite les autres communes et reprendre, par une action révolutionnaire organisée, les autres aux « pomechtchiki » et à l'Etat, et les remettre à la communauté, des travailleurs.

C'est pourquoi je quittai Goulai-Polé et entrepris, avec le secrétaire du Comité de l'Union des Paysans, une tournée dans les villages et les hameaux, pour y créer des Unions des Paysans.

A mon retour, je rendis compte au groupe de l'œuvre accomplie et insistai sur l'état d'esprit révolutionnaire que j'avais rencontré chez les paysans et que nous devions, à mon avis, soutenir de toutes nos forces, et diriger avec prudence et fermeté dans la voie anarchiste.

Tout le monde dans notre groupe fut content des résultats obtenus, chacun fit, part de ce qu'il avait fait dans cet ordre d'idées, de l'impression que notre propagande intensive faisait sur les paysans etc...

Le camarade Krate (secrétaire du groupe), qui m'avait remplacé pendant ma tournée, nous raconta la visite à Goulai-Polé, en notre absence, de nouveaux instructeurs venus d'Alexandrovsk. Ces instructeurs, avaient prononcé des discours en faveur de la guerre et de l'Assemblée Constituante et avaient tenté de faire voter leurs résolutions. Mais les ouvriers et les paysans de Goulai-Polé refusèrent prétextant qu'il se trouvaient actuellement dans une période d'organisation et que, par conséquent, ils ne pouvaient accueillir aucune résolution venant du dehors.

Toutes ces manifestations d'une vie active et consciente nous inspirèrent de la joie et de la confiance et soutenaient notre ardeur et notre désir de continuer inlassablement notre œuvre révolutionnaire.

(à suivre)

(1) — Constitutionnalistes-Démocrates' N. du T.

XIX^e UNION REGIONALE

Commemoration du cinquantenaire de la mort de FRANCISCO FERRER

L'U.L. de Marseille de la C.N.T., organisa le 10 Octobre dernier un meeting de commémoration du cinquantenaire de l'assassinat de Francisco Ferrer, à la salle Ferrer, Vieille Bourse du Travail, apprirent leurs concours les organisations suivantes : F.D. de la Libre Pensée, F.D. de la Ligue des Droits de l'Homme de France et d'Italie, F.D. des A.I.L., Fédération Anarchiste de langue française, Mouvement de l'Abondance et Union des Pacifistes de Provence.

Sous la présidence de M^e Jullien, le meeting commença à 10 heures.

Le président des A.I.L., prononce quelques brèves paroles au souvenir de P. Perrerat signale le danger que représente en France, l'offensive déchaînée par l'école confessionnelle, fait l'apologie de l'enseignement laïque et républicain; il conclut en déclarant que les A.I.L. seront toujours prêts à résister aux attaques des cléricaux sur le plan de l'enseignement.

Fauchois, retrace le processus du complot et de l'assassinat de F. Ferrer, nous parle de l'activité de F. Ferrer sur le plan pédagogique, la création de l'école moderne rationaliste dont le but est d'instruire l'enfant de façon scientifique, en écartant de l'enseignement tout dogme religieux, histoire sainte, légendes et toutes sortes de Superstitions; fait un exposé du fonctionnement de l'école moderne, en le comparant avec les divers essais tentés et réalisés en France, et souligne la nécessité de détruire les mythes quels qu'ils soient, et de dénoncer tous les charlatanismes des Eglises.

Sur le plan social F. Ferrer collabora avec Lorenzo au journal « La Grève Générale », tous deux s'attachèrent à la propriété privée et à l'exploitation de l'homme par l'homme, préconisant la générale illimitée comme moyen le plus efficace pour parvenir à la transformation sociale.

L'orateur déplore l'absence de continuité à l'œuvre de Ferrer sur le plan pédagogique et sur l'éplan social ainsi que l'engouement des masses pour la politique, considère qu'il faut éduquer l'individu pour démolir les citadelles, Etat, Parlement, Armée, Eglises, Justice, pour que progressent et

trionphent les idées de F. Ferrer avec lesquelles il se déclare en parfait accord.

Frédérica Montseny, fait remarquer que pendant le mois d'octobre, plusieurs meetings se sont tenus à travers la France, en commémoration de l'assassinat de F. Ferrer. L'orateur cite l'œuvre de Ferrer en Espagne, les résultats de son action ainsi que l'action de ses collaborateurs et militants de l'époque à la suite de son assassinat créèrent, à Barcelone la C.N.T., mouvement qui s'amplifia jusqu'à se dresser en 1936 afin de barrer la route au fascisme. Rappel de la vie de F. Ferrer, militant ouvrier et révolutionnaire, de son œuvre dans l'E.M., les traductions en espagnol des œuvres des étrangères et diffusion des œuvres révolutionnaires, Militant révolutionnaire convaincu, Ferrer se déplace constamment même à l'étranger afin d'organiser la lutte et conspirer contre le régime gouvernant en Espagne. Il combat l'exploitation dans laquelle croupit la classe ouvrière espagnole, retrace le complot monté de toutes pièces contre Ferrer.

« La monarchie et l'église d'Espagne ne sont satisfaites que lorsque Ferrer est assassiné. »

Les idées en s'appliquant se déforment et l'œuvre de Ferrer a perdu de son caractère. La révolution Espagnole de 1936 a été faite par des ouvriers et des agriculteurs idéalement préparés, éduqués par les écoles rationalistes de Ferrer, lesquelles après l'assassinat ont été répandues dans le pays par les syndicats qui organisèrent des Athénées et écoles rationalistes.

Le triomphe du racisme Espagnol fut une étape du fascisme dans le monde. La Révolution de 1936 a été battue par le capitalisme et la réaction mondiale, elle a été vaincue matériellement (faute d'armes) mais non moralement. Les semences de réalisations pratiques et de libération constructive n'ont pas été détruites puisqu'elles sont prémanentes.

Frédérica dit son optimisme, car une idée une fois lancée est comme une graine lancée au gré du vent, elle peut rester longtemps sans germer, mais un jour vient où sous l'effet combiné de la pluie et de la terre, l'humus nécessaire se forme et permet l'éclosion de la graine. Ainsi le même effet se reproduit longtemps. Le monde avance toujours, impossible de reculer, rien n'est aussi fécond que le sang des Martyrs.

A. Lapeyre, à l'instar des orateurs précédents fait l'apologie de l'œuvre pédagogique de Francisco Ferrer, en retrace les divers caractères de fonctionnement, nous dit ce que fut l'activité de Ferrer à l'étranger surtout en France, ses contacts avec les intellectuels et militants d'avant-garde de

ce pays, afin de réaliser son idée de l'E.M.

L'orateur raconte la vie de Ferrer depuis son enfance. Adolescent il prend contact avec le monde du travail et avec les idées révolutionnaires qui feront de Ferrer, devenu homme, l'organisateur pédagogique et militant révolutionnaire qu'il fut. Ainsi par son action, son activité se trouva en travers du chemin de l'Eglise et de la Monarchie qui ne lui pardonneront pas son audace et lui vouèrent une haine implacable, et profitant de l'occasion échauffèrent un complot inique et s'empressent de l'assassiner. L'orateur s'étend et décrit l'histoire de ce complot.

Maitre Jullien invita l'assistance à manifester par sa position, la volonté de rester fidèle à l'idéal d'émancipation sociale préconisé par Francisco Ferrer sur ce, le meeting se termine, il est Midi.

LIBRAIRIE C.N.T.

BROCHURES

La contre-révolution Etatisée (Ernestan), prix : 40 fr.; franco : 50 fr.
Valeur de la Liberté (Ernestan), prix : 100 fr.; franco : 125 fr.
Socialisme et Humanisme (Ernestan), prix : 80 fr.; franco : 105 fr.
Le salariat (P. Kropotkine), prix : 25 fr.; franco : 35 fr.
Catalogue libertaire; que sont la C.N.T. et la F.A.I. (A. et D. Prudhommeaux), prix : 80 fr.; franco : 105 fr.

Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme (P. Besnard), prix : 25 fr.; franco : 35 fr.

Le Communisme (et la hiérarchie en U.R.S.S.) (G. Leval), prix : 120 fr.; franco : 145 fr.
L'Anarchisme et l'Abandonisme (G. Leval), prix : 50 fr.; franco : 60 fr.

Les buts et l'organisation du Syndicalisme Révolutionnaire (C.G.T.S.R.), prix : 50 fr.; franco : 75 fr.
L'Anarchie (Malatesta), prix : 60 fr.; franco : 85 fr.
Les Anarchistes face à la Technocratie (S. Parane), prix 50 fr.; franco : 60 fr.

Le syndicalisme et l'Etat (E. Rotot), prix : 50 fr.; franco : 60 fr.

Les Bulgares parlent au Monde (les anarchistes sous l'occupation Bolcheviste) - (C.A.A.B.), prix : 50 fr.; franco : 75 fr.

Union Sacrée 1914, (Rosmer et Modiano), prix : 80 fr.; franco : 105 fr.

Mon Opinion sur la Dictature (St Faure), prix : 60 fr.; franco : 70 fr.

« La Ruche » (S.Faure), prix : 60 fr.; franco : 85 fr.
Propos d'Éducateur (S. Faure) prix : 60 fr.; franco : 85 fr.

Les propos subversifs (S. Faure), chaque exemplaire : prix : 40 fr.; franco : 50 fr.

1. La fausse Rédemption ;
2. La dictature de la bourgeoisie ;
3. La pourriture parlementaire ;
4. Leur Patrie ;
5. La femme ;
6. L'enfant ;
7. Les familles nombreuses ;
8. Les Métiers haïssables ;
9. Les forces de Révolution ;
10. Le chambardement ;
11. La véritable Rédemption ;
12. La véritable Rédemption ;

LIVRES : HISTOIRES ET DOCUMENTS

L'indispensable Révolution (G. Leval), prix : 350 fr.; franco : 400 fr.
Le Monde Nouveau (P. Besnard), prix : 250 fr.; franco : 295 fr.
L'Éthique du Syndicalisme (P. Besnard), prix : 150 fr.; franco : 210 fr.

La Paix (P. Besnard), prix 150 fr.; franco : 210 fr.

Mon opinion sur Dieu (S. Faure), prix : 250 fr.; franco : 295 fr.

L'imposture Religieuse (S. Faure), prix : 400 fr.; franco : 460 fr.

Le Syndicalisme Révolutionnaire Paul Desalle (J. Maitron), prix : 550 fr.; franco : 610 fr.

Féminisme et Mouvement ouvrier (George Sand) (E. Dolleaux), prix : 420 fr.; franco : 480 fr.

Essai sur la condition ouvrière 1900-1950 (M. Collinet), prix : 510 fr.; franco : 570 fr.

Jun 36 (J. Danos et M. Gibelin), prix : 550 fr.; franco 610 fr.

L'Internationale Chrétienne (P. Lefranc), prix : 370 fr.; franco : 415 fr.

Mouvement ouvrier et socialiste - L'Espagne (1750-1936) (R. Lambert), prix : 645 fr.; franco : 705 fr.

Eugène Humbert (J. Humbert), prix : 400 fr.; franco : 490 fr.

Vie et Mort des Corporations (J. Jacques), prix : 150 fr.; franco : 195 fr.

Révolution et Drapeau rouge (M. Dommanget), prix : 100 fr.; franco : 145 fr.

Jacques Roux le Curé rouge (M. Dommanget), prix : 100 fr.; franco : 145 fr.

Sylvain Maréchal « L'Egalitaire » (M. Dommanget) prix : 600 fr.; franco : 690 fr.

Partir de l'homme (D. Mac Donalé) prix : 150 fr.; franco : 210 fr.

La Commune de Cunstadt 1921 (Jan Mett) prix : 150 fr.; franco : 195 fr.

Spartacus, la commune de Berlin (1918 - 1919) (Prudhommeaux) prix : 150 fr.; franco : 195 fr.

Livres anciens : (Réduction de prix) La Révolution Russe en Ukraine (N. Makno) prix : 200 fr.; franco : 260 fr.

Précis de Socialisme (B. Malon) prix : 200 fr.; franco : 290 fr.

La Morale Sociale (B. Malon) prix : 200 fr.; franco : 290 fr.

Joyeuseté de l'Exil (Ch. Malato) prix : 200 fr.; franco : 290 fr.

La véritable révolution Sociale (S. Faure) prix : 100 fr.; franco : 160 fr.

Le Socialisme Révolutionnaire (C. Albert et J. Duchène) prix : 100 fr.; franco : 160 fr.

LIVRES : ROMANS

Les Damnés de la terre (H. Poulaille) prix : 390 fr.; franco : 480 fr.

L'enfantement de la Paix (H. Poulaille) prix : 250 fr.; franco : 310 fr.

Partir de l'homme (D. Mac Donalé) prix : 150 fr.; franco : 210 fr.

La Commune de Cunstadt 1921 (Jan Mett) prix : 150 fr.; franco : 195 fr.

Spartacus, la commune de Berlin (1918 - 1919) (Prudhommeaux) prix : 150 fr.; franco : 195 fr.

Livres anciens : (Réduction de prix) La Révolution Russe en Ukraine (N. Makno) prix : 200 fr.; franco : 260 fr.

Précis de Socialisme (B. Malon) prix : 200 fr.; franco : 290 fr.

La Morale Sociale (B. Malon) prix : 200 fr.; franco : 290 fr.

Joyeuseté de l'Exil (Ch. Malato) prix : 200 fr.; franco : 290 fr.

La véritable révolution Sociale (S. Faure) prix : 100 fr.; franco : 160 fr.

Le Socialisme Révolutionnaire (C. Albert et J. Duchène) prix : 100 fr.; franco : 160 fr.

Les Damnés de la terre (H. Poulaille) prix : 390 fr.; franco : 480 fr.

L'enfantement de la Paix (H. Poulaille) prix : 250 fr.; franco : 310 fr.

Ils étaient quatre (H. Poulaille) prix : 200 fr.; franco : 245 fr.

Le pain quotidien (H. Poulaille) prix : 350 fr.; franco : 410 fr.

Pain de soldat (H. Poulaille) prix : 450 fr.; franco : 540 fr.

Béton armé (J. Prugnot) prix : 330 fr.; franco : 390 fr.

Durille (F. Planché) prix : 150 fr.; franco : 210 fr.

Couliesses et tréteaux (V. Méric) prix : 250 fr.; franco : 310 fr.

Le Curé Bourgeois (L. Tenars) prix : 200 fr.; franco : 260 fr.

L'enfant (J. Valles) prix : 400 fr.; franco : 460 fr.

Le Bachelier (J. Valles) prix : 400 fr.; franco : 460 fr.

Les derniers temps (V. Serge) prix : 550 fr.; franco : 640 fr.

Paroles (Prévert) prix : 590 fr.; franco : 680 fr.

La Maison du Peuple (L. Guillaux) prix : 390 fr.; franco : 450 fr.

La vingt-cinquième heure (C. Virgil Gheorghice) prix : 690 fr.; franco : 780 fr.

Emigrants (F. de Castro) prix : 390 fr.; franco : 450 fr.

Eugène (J. Celse) prix : 180 fr.; franco : 225 fr.

Conseillers et payeurs

Les conseillers sont rarement les payeurs. Une telle remarque permet de mieux comprendre l'attitude, toujours pareille, de ceux qui gouvernent et de ceux qui obéissent. Pasteurs ou meneurs de foules utilisent, comme leurs devanciers, les mêmes arguments pour jour des mêmes avantages. La soumission aux pouvoirs établis est la règle d'or qu'ils enseignent. Ils savent créer l'enthousiasme, expliquer les désastres et faire appel aux bas de laine. L'honneur, la gloire, le salut des âmes, la grandeur du pays sont des expressions dont ils usent volontiers. Ils profitent avec astuce des sentiments généreux et mettent à leur service le peu d'autrui. Les avis qu'ils donnent ne leur font courir aucun risque, car ils n'hésitent point, si besoin est, à se retrancher en quelques lieux fortement protégés. Les capitaines dont ils disposent ont des retraites que le fisc n'atteint pas. Le général ordonne une attaque, mais se tient à l'abri. Seules les troupes peuvent être décimées. Le prêtre bénit le travail, mais n'effectue jamais de pénibles tâches. Les lauriers vont difficilement aux hommes qui souffrent le plus et le chansonnier prodigue toujours maints conseils, exhortant ses camarades à la résignation. Ainsi l'égoïste exploite les malheureux et s'amusé de leurs révoltes.

Jean Souvenance

Comment peuvent-ils dormir tranquilles ?

Les milliardaires, qui satisfont tous leurs caprices, alors que tant d'hommes manquent de pain, comment peuvent-ils dormir tranquilles ?

Les marchands d'armes, qui font de scandaleux bénéfices, alors que tant d'adolescents imitent Cain, comment peuvent-ils dormir tranquilles ?

Les magistrats, qui servent toutes les justices, alors que tant de malheureux réclament en vain, comment peuvent-ils dormir tranquilles ?

Les généraux, qui souhaitent d'abominables sacrifices, alors que tant d'êtres se tendent désespérément la main, comment peuvent-ils dormir tranquilles ?

Les prélats, qui célèbrent de religieux offices, alors que tant de géné-

reux esprits souffrent du joug romain, comment peuvent-ils dormir tranquilles ?

Les noces, qui cherchent de nouveaux vices, alors que tant de pauvres ont peur du lendemain, comment peuvent-ils dormir tranquilles ?

Les larbins, qui deviennent souvent vils complices, alors que tant de faibles dépendent leur prochain, comment peuvent-ils dormir tranquilles ?

Les bourreaux, qui pratiquent les pires sévices, alors que tant de misères accablent le genre humain, comment peuvent-ils dormir tranquilles ?

Tous les jouisseurs et tous les lâches, qui causent tant de préjudices et jouent parfois au bon Samaritain, comment peuvent-ils dormir tranquilles ?

